

Directeur : Jacques Fauvet

Tarif des abonnements page 4
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Télex Paris n° 850572
Tél. : 246-72-23

IDÉES

- La politique en miettes
par Alain Duhamel.
- Le bon choix
par Jacques Madaule.
- L'effritement
par Claude Mauriac.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Zimbabwe

M. Mugabe privilégie les contacts avec les Occidentaux

De notre envoyé spécial

Salisbury. — L'Occident de- vient-il le meilleur allié du Zimbabwe ? La question n'a rien d'incongru. Tout en affichant sa dévotion aux principes du non-alignement, le premier ministre M. Robert Mugabe, privilégie les contacts de tous ordres avec l'Europe de l'Ouest. Dans le même temps, il arbore une défiance persistante envers l'Union soviétique et ses satellites, compa- bles à ses yeux, et selon sa propre expression, de ne pas lui avoir fourni une « seule épée » pen- dant les longues années de lutte.

Les pays occidentaux n'ont pas perdu de temps pour aider le Zimbabwe. En quelques jours, la Grande-Bretagne, l'Australie, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, notamment, ont rendu publique l'enveloppe financière destinée à l'ancienne colonie. A lui seul, le gouvernement de Bonn accordera à celui de Salisbury 3 millions de dollars en dons et 17 millions en prêts. C'est aux pays occidentaux, et d'abord à la Grande-Bretagne, que M. Mugabe de- mande de former les premières équipes de cadres et techniciens indispensables à l'administration.

Ni Moscou ni aucune capitale communiste voisine ne figurent sur la liste des ambassadeurs du Zimbabwe que M. Mugabe a choisi d'ouvrir en priorité. La Yougoslavie et la Roumanie échappent à cette mise en ques- tion. La première, non-alignée, qu'elle incarne le non-alignement, la seconde en raison de ses velléités d'indépendance en poli- tique étrangère. Belgrade et Buc- arest ont d'ailleurs, pendant la guerre, aidé le mouvement de M. Mugabe.

Les dirigeants soviétiques ont vainement tenté de reconstruire le courant. Alors qu'il accomplissait une tournée en Afrique australe dans les semaines ayant précédé l'indépendance du Zimbabwe, le vice-ministre des affaires étran- gères, M. Leonid Litvinov, s'ef- forçait, dans un message, de faire accepter à M. Mugabe l'établis- sement de relations diplomatiques entre Moscou et Salisbury. Devant le refus du premier mi- nistre, il transmettait une seconde demande en ce sens, par l'en- tremise de M. Nkomo, cette pro- cédure, pour le moins maladroite, a entraîné singulièrement irrité M. Mugabe. Par souci d'équilibre entre les deux grandes puissances, celui-ci invita toutefois l'U.R.S.S. à déléguer une délégation aux cérémonies d'indépendance. Les

Soviétiques commencent une nou- velle ère en intégrant M. Lit- chev dans cette délégation. M. Mugabe est le sentiment de s'être laissé forcer la main. L'U.R.S.S. pourrait utiliser ses liens avec M. Nkomo afin d'amé- liorer ses positions au Zimbabwe. Ainsi, pendant son séjour officiel à Salisbury, M. Litvinov rencontrera discrètement un ministre zim- babwéen, proche collaborateur du vétéran nationaliste. Le chef du gouvernement n'a guère apprécié ce rendez-vous. L'U.R.S.S. sem- ble tentée de jouer la « carte Kaunda » en l'invitant à exercer des pressions sur les dirigeants de Salisbury. Un tel pari semble hasardeux. Le chef de l'Etat zambien, virtuose de la diplomatie et en quête, lui aussi, d'une aide financière occidentale, paraît d'autant moins désireux de servir de tête de pont à l'influence soviétique qu'il a noué de bons contacts avec M. Mugabe et accorde du poids à l'avènement d'un régime stable au Zimbabwe.

Les relations avec Pékin

M. Nkomo lui-même n'a pas les moyens de jouer les trouble- fête. Les éléments « radicaux » de la ZAPU, qui sont aussi les plus pro-soviétiques, auraient dé- cidé de mettre en difficulté M. Nkomo lors du congrès du parti, prévu dans les deux pro- chaines mois. Ils reprochent au père du nationalisme de s'être compromis avec un gouvernement trop réformiste à leurs yeux. Ils seraient favorables à l'entrée de la ZAPU dans l'opposition. Quel qu'il en soit, M. Mugabe s'efforce de neutraliser son ancien allié. Le rapatriement des partisans de M. Nkomo stationnés en Zambie se heurte à de sérieuses difficul- tés. Deux mille d'entre eux pré- tendent regagner leur pays avec leur arsenal d'armes lourdes, informé tardivement de cette in- tention, le premier ministre a pu s'y opposer. Quelque six mille combattants de la ZAPU deman- dent en Zambie. Leurs conseillers soviétiques pourraient être tentés d'attiser leur amertume contre le gouvernement de Salisbury.

En revanche, M. Mugabe entretient d'excellentes relations avec les dirigeants de Pékin dont le soutien à la ZANLA (son armée)

ne s'est pas démenti au cours des dernières années. M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères et chef de la délégation chinoise aux cérémonies d'indépendance, connaît M. Mugabe et son épouse depuis l'époque de leur exil zha- néen, il y a plus de vingt ans. Le diplomate chinois représentait alors son pays à Accra. Le Zim- babwe ouvrit rapidement une ambassade à Pékin.

Fort de son prestige tout neuf et de ses succès économiques, le Zimbabwe jouera sans doute une vive et nouvelle première plan en Afrique noire. Il souhaite notam- ment resserrer ses liens avec le Nigeria, principal pourvoyeur d'aide aux mouvements de libé- ration d'Afrique australe. Lagos a déjà annoncé un programme d'aide au Zimbabwe de 17 millions de dollars affectés à la formation d'une main-d'œuvre spécialisée. Salisbury bénéficiera également de la taxe d'exportation de l'achat du pétrole nigérian. M. Mugabe participera, en fin de semaine, au sommet économique, le premier du genre, organisé par l'O.C.U. à Lagos. Il continuera, d'autre part, que le Zimbabwe honore toutes les dettes des gouvernements précédents.

Le cabinet zimbabwéen, dont les membres ont prêté serment, sa- medi 19 avril, a pris une première série de mesures fiscales confor- mes aux promesses électorales de

SALISBURY
PRENDRA LE NOM
DE HARARE

Salisbury (A.F.P.). — La capi- tale du Zimbabwe, Salisbury, qui porte le nom de l'ancien premier ministre britannique, lord Salisbury, responsable de nombreuses conquêtes coloniales, prendra le nom de Harare, qui est actuellement celui d'une des banlieues noires de la ville. Le changement ne sera toutefois pas dans l'immédiat. Il suivra des élections municipales pré- vues avant la fin de l'année.

La capitale avait été fondée, il y a quatre-vingt-dix ans, par les premiers pionniers blancs. Elle avait été, depuis, au centre de la ville actuelle, un fort, nommé Salisbury, et des bâtiments sur une colline surplombant la ville. Cette colline était connue sous le nom du chef africain Neha- rawa. Les déformations de ce nom par les Blancs ont donné Harare.

la ZANU-P.F. en faveur des plus pauvres. La taxe à la valeur ajoutée frappant plusieurs pro- duits de base — sucre, thé, mar- garine, huile de cuisine — a été abolie. Pour les autres produits, elle a été réduite. En outre, la taxe sur les alcools et les tabacs a été augmentée. Une surtaxe grève l'impôt sur le revenu de 10 %. Cette mesure concerne sur- tout les privilégiés européens.

Le gouvernement a également décidé l'amnistie et la libération immédiate d'environ mille prison- niers de droit commun condamnés à moins de dix-huit mois de pri- son. Cette mesure d'apaisement contribuera à la « réconciliation nationale » préconisée par M. Mugabe.

Celui-ci a présidé, dimanche, un service de prières interconfession- nel organisé par les hiérarchies catholique et anglicane de Salis- bury. Plusieurs centaines de croyants noirs et blancs ont participé avec ferveur à cette réunion. Temps fort de la céré- monie, l'arrivée du ministre a serré la main de l'évêque Muso- rawa, son prédécesseur et rival malheureux aux élections. Qui, il y a quelques semaines, était gué- rissable par la main de M. Mugabe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Libéria

QUATRE-VINGT-ONZE
RESPONSABLES
DE L'ANCIEN RÉGIME
SONT TRADUITS EN JUSTICE

Monrovia (A.F.P.). — Les pre- miers verdicts dans le procès des anciens responsables du gouver- nement Tolbert pourraient être rendus « bientôt », a annoncé dimanche 20 avril l'agence libé- rienne de presse Lina. Au total, quatre-vingt-onze responsables de l'administration Tolbert dé- lèveront comparaitre devant le tri- bunal militaire pour des accusa- tions allant de la corruption à la violation des droits de l'homme. Samedi soir, onze ac- cusés, dont six anciens ministres, ont comparu devant leurs cinq juges. Au banc des accusés, M. Reginald Townsend, pré- sident du True Whig Party (parti du défunt président) et Frank Tolbert, frère aîné de l'ancien chef de l'Etat, ont critiqué le gouvernement qu'ils avaient servi.

DANIEL JUNQUA.

EUROPE

Portugal

LE PARTI COMMUNISTE
ORGANISE
DES MANIFESTATIONS DE RUE
CONTRE LE GOUVERNEMENT
SA CARNEIRO

Lisbonne (Reuter). — D'im- portantes manifestations anti- gouvernementales, organisées par le parti communiste, se sont déroulées, samedi 19 avril, dans les principales villes du Portugal. A Lisbonne, une longue colonne de manifestants a défilé le long de l'avenue de la Liberté, prin- cipale artère de la capitale, en scandant : « Le peuple ne veut pas de fascistes au pouvoir ».

Ce sont les plus importantes manifestations de mécontentement contre le gouvernement de l'Alliance démocratique, coalition de partis conservateurs, depuis son arrivée au pouvoir en jan- vier dernier. C'est également la première fois, depuis que M. Francisco Sa Carneiro est à la tête du gouvernement, que le parti communiste portugais appelle ses partisans à descendre massivement dans la rue. Les manifestants étaient encadrés par les militants de l'Intersyndi- cale, première confédération ou- vrière contrôlée par le P.C.P.

Grèce

M. Caramanlis pose sa candidature
à la présidence de la République

De notre correspondant

Athènes. — Le premier mini- tre grec, M. Constantin Caraman- lis, a appelé, le samedi 19 avril, tout les partis représen- tés au Parlement à voter pour lui lors du scrutin présidentiel du mercredi 23 avril. Se défendant de poursuivre des ambitions per- sonnelles, M. Caramanlis estime que les graves problèmes qu'a- fronte la Grèce lui imposent de briser la magistrature suprême.

Depuis, M. Caramanlis ne veut pas être seulement l'élu d'une droite libérale plus ou moins élargie. Il a donc exprimé le vœu de voir les députés voter selon leur conscience et non en fonction des clivages parlemen- taires. A l'exception du parti communiste grec, dont les onze députés vont se réunir pour fixer définitivement leur position, tous les partis de l'opposition ont ré- pondu négativement à l'appel de M. Caramanlis.

M. André Papandréou, président du parti socialiste grec (PASOK), a déclaré qu'il était « incosce- nant » de faire ainsi pression sur

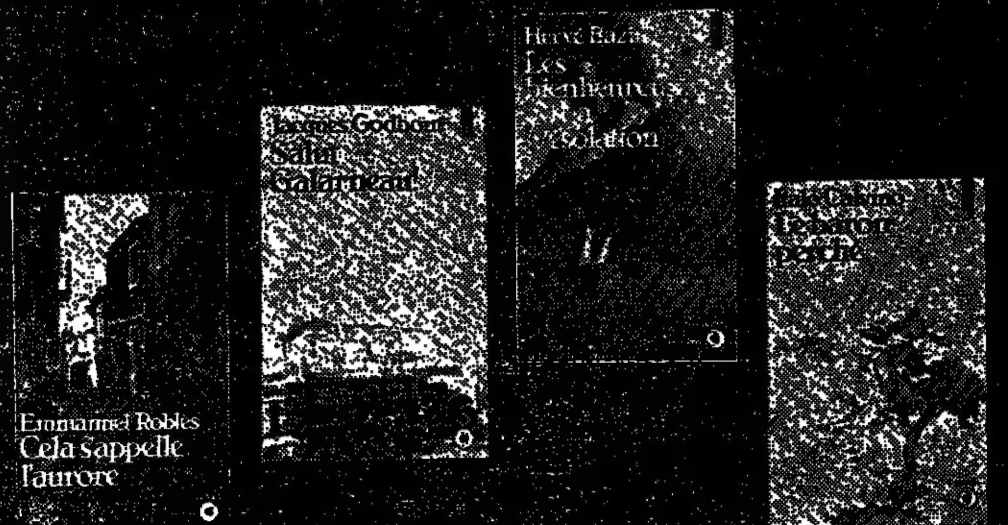
les députés. Le leader socialiste s'est déclaré hostile à l'élection du président de la République par un Parlement qui, selon lui, ne reflète plus la volonté populaire. Ce n'est pas la démocratie grec- que qui se trouve menacée, mais bien M. Caramanlis, a estimé M. Papandréou.

Le parti socialiste démocrate (CODISCO), la Gauche unifiée (ESDA) et le parti communiste dit « de l'intérieur », ont confirmé leur décision de ne pas voter pour M. Caramanlis. M. J. Zigdis pré- sident de l'Union démocratique du centre (EDIK), a dénoncé de son côté, le ton et l'esprit de la déclaration du premier ministre.

M. Caramanlis maintiendra-t-il sa candidature en acceptant d'être élu au troisième tour, où la barre est ramenée à cent quatre-vingt voix ? Divers polémiques indiquent que dans ce cas il pourrait rallier tous les députés « européens » qui votèrent l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. et groupent entre cent quatre-vingt-dix et cent quatre- vingt-douze voix. — M. M.

Points
roman

La collection de poche à garder en bibliothèque



Italo Calvino Le baron perché
Hervé Bazin Les bienheureux de La Désolation
Jacques Godbout Salut Galarneau!
Emmanuel Roblès Cela s'appelle l'aurore

Gunter Grass Le tambour
André Schwarz-Bart Le dernier des Justes
G. Tomasi di Lampedusa Le Guépard
Jean-René Huguenin La côte sauvage
Tom Wolfe Acid test
Jean Cayrol Je vivrai l'amour des autres
Rainer-Maria Rilke
Les cahiers de Malte Laurids Brigge
Tahar Ben Jelloun Moha le fou, Moha le sage
Luc Estang L'horloger du Cherche-Midi

Robert Musil Les désarrois de l'élève Törless
Simone Schwarz-Bart
Pluie et vent sur Tulumée Miracle
Herbert Lieberman La traque

SEUIL

miettes

ALGÉRIE
LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

La police a expulsé les grévistes de l'université
et de l'hôpital de Tizi-Ouzou

De notre correspondant

Alger. — Les forces de l'ordre sont intervenues, dans la nuit de samedi à dimanche, contre les étudiants et les enseignants gré- vistes qui occupent, depuis le 7 avril, l'université de Tizi-Ouzou. Des affiches apposées par ces derniers sur les murs d'enceinte de la faculté et les latrines de la capitale ont été arrachées, dimanche en début d'après-midi, la nouvelle aux Algérois.

Celle-ci s'est répandue comme une traînée de poudre, mais n'a pas suscité, apparemment, de réaction dans la population. Seuls trois à quatre cents étudiants se sont rassemblés pour tenir une assemblée générale et discuter des slogans. Les affiches précisaient que l'intervention contre l'univer- sité de Tizi-Ouzou, à 5 heures du matin, avait été précédée, qua- tre heures plus tôt, par une action contre l'hôpital de la grande cité kabyle, en grève lui aussi par solidarité avec les étudiants. Les contestataires réclamaient « la reconnaissance par les autorités de la langue et du patrimoine culturel berbère » et, d'une façon plus générale, le « droit à la liberté d'expression et d'informa- tion ».

Toujours selon les affiches, la ville de Tizi-Ouzou serait « ter- rorisée » par des patrouilles ac- compagnées de chiens policiers, et l'intervention des forces de l'ordre aurait fait de « nom- breuses victimes », ce qui est catégoriquement démenti par les autorités. Celles-ci qualifient les affirmations des étudiants d'Alger de « propagande mensongère ». Malheureusement, toute enquête sur place est impossible, puisque les journalistes accrédités à Alger ne peuvent désormais s'y rendre pour raisons professionnelles que munis d'une autorisation du mi- nistère de l'Information. Ceux d'entre eux qui demandaient à aller à Tizi-Ouzou se sont vu opposer, dimanche, un refus.

Selon les témoignages de per- sonnes qui affirment venir de Tizi-Ouzou, l'évacuation dans la nuit de l'hôpital et du campus se serait déroulée sans incidents notables. Les contestataires s'étaient d'ailleurs toujours ré- clamés de la non-violence et avaient maintes fois répété qu'ils

ne s'opposeraient pas par la force aux policiers.

En revanche, des heurts se se- raient produits en ville, dans la matinée, lorsque les étudiants qui avaient passé la nuit chez eux ou dans la cité universitaire ont découvert que l'université avait « changé de main ». Ils auraient alors tenté de manifester, et c'est ce qui aurait entraîné une réaction violente des forces de l'ordre.

Des accrochages se seraient pro- duits également avec les ouvriers d'au moins une usine, la SONE-LEC (Société nationale élec- trique), qui avait suivi, trois jours auparavant, ainsi que toute la population de la région, une grève de solidarité avec les uni- versitaires (Le Monde du 17 avril).

Un bref communiqué diffusé par l'A.P.S. a annoncé, dimanche en fin d'après-midi, la « ferme- ture provisoire de l'université de Tizi-Ouzou ». Ce texte rappelle que le ministre de l'enseignement, M. Abdelhak Berber, avait signifié, mercredi 16 avril, aux contesta- taires sa volonté de voir les cours reprendre un peu plus tard, le samedi. Ceux qui ne se présen- teraient pas, spécifiquement avertis- sement, seraient considérés « comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'ensei- gnant ». C'est « devant l'empêche- ment, par certains éléments, de la reprise normale des cours à la date fixée et devant l'occupation illégale, par ces mêmes éléments, des locaux pédagogiques » que la fermeture de l'université a été décidée, précise enfin l'agence officielle.

Les plus hautes autorités de l'Etat ont été informées, diman- che, de l'action menée à Tizi- Ouzou. Le bureau politique a ainsi « démenti le contenu de l'allocution prononcée deux jours auparavant par le président Chadli Bendjedid en ce qui concerne la fermeture des cours à toutes les universités du pays, les menaces de démission et de ses agents ». La réunion du bureau politique a été suivie de celle du conseil des ministres qui a écouté un exposé du premier ministre, M. Abdelghani, sur les décisions prises pour « normaliser la situation ».

EUROPE

Italie

L'état se resserre autour des Brigades rouges

De notre correspondant

Rome. — L'état se resserre lentement autour des Brigades rouges. Après avoir longtemps piétiné, beaucoup tâtonné, les enquêteurs semblent être maintenant sur la bonne piste. « Le labyrinthe devient étroit », a lâché l'un d'eux après avoir entendu Evaristo Peci, le journaliste repentin qui voutait sa confession-fleuve à la prison de Pescara. Cet ancien chef de la « colonne » turinoise des Brigades rouges envisagerait même de lancer un appel solennel à ses camarades pour leur demander de lâcher les armes. Selon des rumeurs insistantes, d'autres détenus se seraient décidés eux aussi à parler. Ainsi s'effondrerait le mythe du terroriste intouchable qui, dès son arrestation, lance aux policiers : « Je suis un prisonnier politique, je n'ai rien à dire. »

On se demandait pourquoi Patrio Peci avait refusé ses deux avocats. La raison a été fournie samedi 19 avril par la magistrature italienne, qui a émis deux mandats d'arrêt à l'encontre de MM. Sergio Spasoli et Evaristo Peci, accusés de « participation à bande armée », accusés en somme les deux d'appartenir aux Brigades rouges.

Si l'arrestation du premier a eu lieu normalement, celle du second s'est terminée en drame. Accablant les carabinieri dans son appartement de Gênes, M. Arnaldi leur a demandé qu'ils le laissent se préparer. Il a aussitôt gagné sa salle de bains et s'est tué en se tirant une balle dans la bouche.

On a vu dans cet acte un aveu de culpabilité, mais aussi un geste de désespoir de la part d'un homme malade et déçu. Cet aveu est âgé de cinquante-cinq ans, qui défendit de nombreux militants de l'extrême gauche à Gênes, avait vu récemment l'un de ses clients se suicider et deux

autres le révoquer. « Je ne sais même plus si je suis le défenseur de Peci », déclarait-il quelques jours avant sa mort. Finalement, la médaille d'argent de la Résistance, M. Arnaldi avait milité au parti communiste de 1945 à 1952. Récemment, il s'était présenté à deux reprises aux élections comme candidat de l'extrême gauche.

Son collègue, M. Sergio Spasoli, âgé de quarante-quatre ans, fut l'un des piliers du Secours rouge. Lui aussi s'était spécialisé dans la défense de terroristes présumés ou de militants révolutionnaires. Mais il est plusieurs fois malade à partir avec la justice : détenu pendant cinq mois en 1974 et en 1975 pour trafic d'explosifs, il avait été condamné de nouveau en décembre dernier pour la même raison.

Un élément nouveau : l'arrestation d'un certain nombre d'ouvriers, voire de délégués syndicaux, accusés d'appartenir aux Brigades rouges. Une vingtaine d'entre eux sont déjà en prison à Turin. Leur culpabilité reste, bien sûr, à démontrer, mais il faut se rendre à l'évidence : le terrorisme n'est pas seulement l'affaire de marginaux ou de col blanc, « jaloux de la classe ouvrière » comme l'ont soutenu pendant longtemps la plupart des dirigeants de gauche et d'extrême gauche.

En outre, Patrio Peci, les Brigades rouges comprenaient un « comité exécutif » en plus de la « direction stratégique ». Ce sont les fameux Mario Moretti, activement recherché, qui fait le lien entre ces deux organisations ? Les progrès de l'enquête peuvent avoir des conséquences sur le sort d'un certain nombre d'intellectuels, comme M. Toni Negri, arrêté en avril de l'année dernière et dont on n'a établi encore ni l'innocence ni la culpabilité.

ROBERT SOLÉ

AMÉRIQUES

Cuba

Un million de personnes ont défilé devant l'ambassade du Pérou

De notre envoyé spécial

La Havane. — La décision prise par le Costa-Rica de donner asile à quelque dix mille personnes qui s'étaient réfugiées à l'ambassade du Pérou n'avait, dimanche soir 20 avril, suscité aucun commentaire officiel cubain. Le gouvernement, qui avait décidé, vendredi soir, d'interrompre le pont aérien établi entre San-José et La Havane (le Monde daté 20-21 avril), se trouve dans une situation délicate. Il motifait sa décision en affirmant que le président Carazo avait proposé « unilatéralement » de faire de son pays une « plaque tournante », et accusait le Costa-Rica de se prêter à une « manœuvre ». Selon La Havane, un « camp de tri » à San-José pouvait permettre aux États-Unis de choisir les trois mille cinq cents réfugiés les plus « convenables ». Le gouvernement, qui voit dans les réfugiés des « délinquants » et des « éléments antisociaux », estime que les départs doivent se faire dans l'ordre d'attribution des passeports.

Le consul général du Costa-Rica a regagné son pays, et un million de Cubains ont défilé samedi devant l'ambassade péruvienne. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette manifestation ont de quoi frapper les esprits et d'abord la date choisie, le dix-neuvième anniversaire de la balle des Cochons, et première déroute de l'impérialisme en Amérique latine.

Cricrilles, tambours, tam-tams, pancartes, drapeaux, banderoles, slogans chantés ou hurlés, injures ou vivats, tout y était pour faire de cette manifestation une des plus importantes de la révolution. « Tout le monde » était présent, même des infirmes sur leur chaise roulante. Tous les âges, toutes les conditions sociales, toutes les couleurs de peau : le peuple convié à une fête et à une manifestation politique. Il n'est pas de slogans ici qui ne puissent se chanter sur un rythme de tambo ou de conga. On a crié : « Vive la révolution ! »,

« Vive Fidel ! », « Vive le parti communiste ! » et on a esquisé un pas de cha-cha-cha pour dire ce qu'on pense de Carter ou des républicains. Les deux slogans les plus repris étaient : « L'ambassade du Pérou ressemble à Cayo Cruz ! » (l'endroit où La Havane devrait se trouver), et en espagnol : « Guano lechuz, te vendrás por pitusa » (Ver de terre [nom traditionnel des contre-révolutionnaires], hibou, tu vas vendre pour un bidon d'huile !). Et comme l'humour est ce qui manque le moins ici, une super-berbe Noire nous a précisés en clignant de l'œil : « Attention, pour un Las ou un Lenta, pas n'importe quel quand même. »

Tous veulent voir l'ambassade. Malgré la consigne qui dit de ne s'arrêter sous aucun prétexte, la foule ralentit en passant devant ce « repaire de délinquants ». Spectacle décevant qui n'empêche pas les cris de redoublement, accompagnés de sifflements, d'insultes et de gestes obscènes. Le bâtiment lui-même a souffert : arbres cassés, volets arrachés, pelouse massacrée, grillage tordu. Un harbu, torse nu, perché sur le toit, mention dans la main, regarde avec mépris passer la foule de ceux qui le conspuent. Il en est heureusement séparé par trois rangées de militaires au coude à coude et sans armes. Chemise bleue et pantalon vert olive, ce sont d'anciens « combattants » internationaux d'Angola. Leur prestige est trop grand pour qu'ils risquent d'être bouclés.

Les moments d'enthousiasme l'emportent. Mais en douce heures, on a le temps de voir aussi des visages fatigués, indifférents, des gens qui traitent les pieds et d'autres qui se laissent pousser. Comment ne pas alors s'interroger sur le sens réel d'une telle manifestation. Nous en avons parlé avec José et Lisette, qui habitent au centre de La Havane. Ils se sont levés, avec tout leur immeuble, au son des avertis-

seurs dans la rue, dès 5 h. 30 du matin, et sont rentrés à 16 heures, après avoir marché près de dix heures.

« C'était magnifique, commente José, j'ai trouvé les gens très combattifs. C'est le fruit du travail de préparation de ces derniers jours. Je crois que cette histoire nous aura fait beaucoup de bien en nous permettant de nous ressaisir alors que nous avions un peu tendance à nous laisser aller. Je n'aurais pas vécu un moment de tant d'émotion révolutionnaire depuis longtemps. »

« Il est mal vu de s'abstenir »

A celui qui s'étonne que le côté fête de la manifestation n'ait pas été plus important, sa femme répond : « Vous en êtes encore aux images d'il y a vingt ans. Les rites afro-cubains font partie de notre culture et de notre vie, mais nous ne sommes pas obligés d'y avoir recours en toute occasion. Et puis, si j'avais envie d'aller dire ma colère à ces « guanos », ce n'est pas par plaisir que j'ai participé à cette marche épuisante, mais parce que c'était mon devoir. »

Un devoir ? Une obligation ? José et Lisette ont défilé samedi parce qu'ils le devaient, disent-ils. Mais, disent-ils, c'était une obligation envers nous-mêmes et envers la révolution. Il s'agissait de prendre position dans un moment difficile. Nous avons bien sûr des critiques à formuler, et le gouvernement nous y invite. Mais, en participant à cette marche, nous avons voulu manifester que nous étions prêts à nous battre pour la révolution. »

Dans l'immeuble de José et Lisette, une seule réunion avait été organisée pour annoncer la manifestation. Le vendredi, une note était affichée dans l'ascenseur annonçant l'heure et le lieu

du rendez-vous. « J'ai été impressionné de constater que tout le monde est venu », nous a dit la présidente du Comité de défense de la révolution. Il est évident, si l'on peut dire, qu'aucune absence ne peut pourtant passer inaperçue. A quel s'expose celui qui ne vient pas ?

« A rien, répond José, mais il est mal vu de s'abstenir. » Tous les Cubains sont régulièrement invités à participer, dans le cadre des C.D.R., à des activités qui leur permettent de montrer leur « combativité » : cercles d'études, travail volontaire, gardes nocturnes ou manifestations comme celle de samedi. Ceux qui se contentent de ne pas venir ou de le faire irrégulièrement, sans avoir par ailleurs des « attitudes anti-sociales », n'ont aucun problème.

Il en résulte pour ceux qui s'abstiennent un peu trop souvent une « note » qui acquiert toute son importance au travail, au moment, par exemple, de la distribution d'avantages matériels suivant les « mérites », de l'éventuelle sélection pour le parti, ou encore quand il s'agit de se voir si l'on peut faire un voyage à l'étranger.

Samedi, les quartiers de la capitale étaient successivement désertés pendant que leurs habitants respectifs défilaient devant l'ambassade. Un retardé trop vieux pour ce genre d'activité a passé la journée devant son poste de télévision. Il parlait de la manifestation avec les larmes aux yeux. « C'est extraordinaire d'avoir vu tant de gens défilés et avec un tel enthousiasme. Je me suis retrouvé dans les premières années de la révolution. » Une étudiante de quinze ans n'a pas quitté son domicile pour pouvoir réviser ses examens en cours : « J'ai eu la fièvre d'y aller, dit-elle. Et puis j'ai déjà eu la meilleure note de la classe en biologie et en mathématiques, je voudrais que ça continue. »

FRANCIS PISANI

Brésil

L'Église apporte son soutien total aux dirigeants syndicaux de Sao-Paulo arrêtés

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Une trentaine de personnes liées au mouvement de grève, dont le président du syndicat des métallurgistes de Sao-Bernardo, M. Luis Inacio Da Silva, dit « Lula », ont été arrêtées par la police le samedi 19 avril. Outre « Lula », ont été appréhendés plusieurs dirigeants du syndicat de Sao-Bernardo, dont M. Diógenes Rom, le trésorier, le président du syndicat des métallurgistes de Santos, M. Arnaldo Gonçalves, ainsi que deux anciens prisonniers politiques liés à l'extrême gauche, MM. Ricardo Zarattini et Antonio Espinosa. Les deux principaux responsables de la commission Justice et

Paix de Sao-Paulo, qui dépend de l'archevêché, les avocats José Carlos Dias, président de cette organisation, et Dalmiro Dallari, professeur et représentant au Brésil de la commission internationale des juristes, ont été, eux aussi, arrêtés, puis relâchés après interrogatoire.

Plusieurs des détenus, dont « Lula », ont été mis au secret, comme l'autorise pour une période de huit jours l'actuelle loi de sécurité nationale, héritage de la législation d'exception, en vertu de laquelle les syndicalistes pourraient être jugés, risquant une peine de deux à douze ans de prison.

Le gouvernement fédéral a affirmé que la responsabilité du maintien de l'ordre est du ressort du gouvernement de l'État de Sao-Paulo, dirigé par M. Paulo Maluf. En fait, Brasília paraît vouloir décharger sa responsabilité, alors que M. Maluf, qui jouit de l'appui de milieux parlementaires liés à l'extrême droite, pourrait être désigné d'appareiller comme un « homme fort ».

Une nouvelle assemblée au stade de football de Sao-Bernardo a réuni samedi plus de cinquante mille travailleurs qui, après avoir écouté leurs dirigeants encore en liberté, ont décidé de poursuivre la grève commencée le 1^{er} avril. Plusieurs organisations syndicales et des associations de juristes dont l'ordre des avocats du Brésil, se sont élevés contre les arrestations. Face à l'inertie dont font preuve les partis politiques d'opposition, la riposte la plus dure est venue de l'Église. L'évêque de Santo André, Mgr Claudio Hummes a affirmé que l'Église assurerait dorénavant la coordination du mouvement de grève et la distribution de vivres aux familles des grévistes. Une note signée par l'archevêque, Mgr Arnaldo, a été lue dimanche dans toutes les églises de Sao-Paulo. « Tous ont pu constater, affirme-t-elle, comment un mouvement légitime et conduit de manière pacifique par des dirigeants démocratiques a été réprimé de manière violente par une intervention injuste, qui a établi un climat de terreur parmi les travailleurs. »

THIERRY MALINIAK

Une voie nouvelle vers les U.S.A.

BRUXELLES-DETROIT

La Sabena ouvre, depuis le Continent, la seule voie directe vers le cœur des Grands Lacs américains.

9 avril 1980. La Sabena est la première compagnie européenne à ouvrir, depuis le Continent, une voie directe vers Détroit, la capitale de l'État du Michigan.

Pourquoi Détroit ? Parce que c'est le quartier général de l'industrie automobile américaine. Parce que Détroit et l'État du Michigan abritent l'une des concentrations les plus

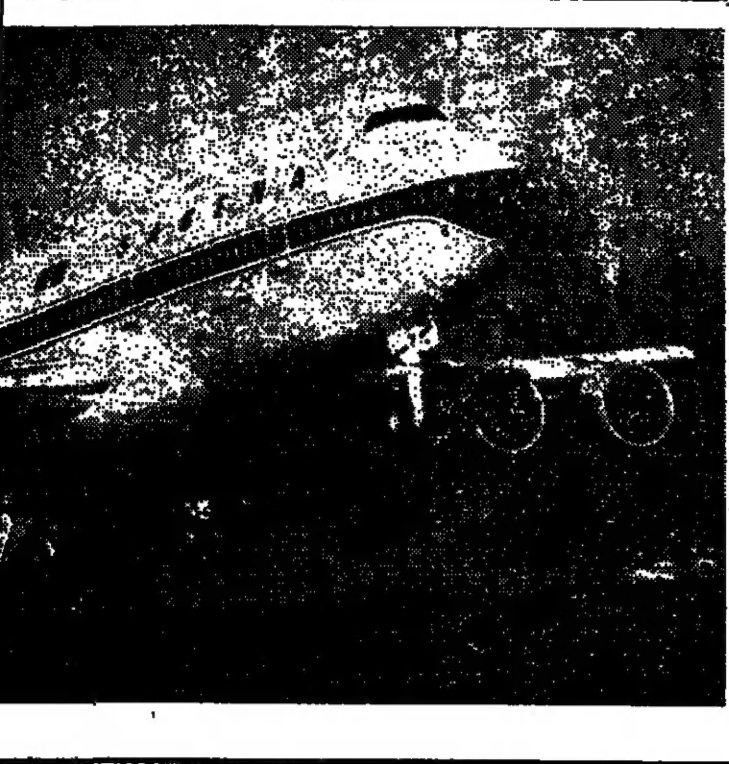
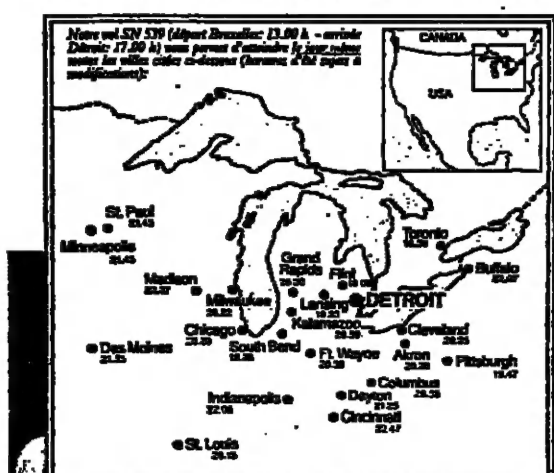
importantes de sociétés et de communautés européennes aux États-Unis. Parce que l'État du Michigan, à supposer qu'il fut indépendant, serait la 11^e puissance industrielle au monde. Enfin, parce que aucune compagnie ne permettrait jusque là de s'y rendre aisément. Mais, si Détroit est une importante destination en soi, elle constitue également un point de transit idéal. Situé entre New York et Chicago, l'aéroport international de Détroit se distingue de ses grands voisins par son efficacité et d'indéniables avantages. Le transit y est rapide et sûr et vous permet de rejoindre le même jour la plupart des villes de l'État américain.

Bien entendu, la Sabena dessert également Montréal, Mexico, New York, Atlanta, et bientôt Chicago. Un réseau exclusif, construit en fonction des hommes d'affaires, pour répondre aux besoins de ces voyageurs pour qui l'avion constitue un outil de travail.

SABENA

The Belgian World Airline

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou les bureaux de la Sabena.



ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PREPA
HEC.ESSEC.ESCP
Section **PILOTE**

- Étudiants classés 1000 premiers aux concours 1979
- Étudiants BAC avec mention
- Effectifs limités

AUTEUIL : 6, Av. Léon-Houzeau - 75016 Paris - Tél. : 224 10 72
TOLBIAC : 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585 59 35

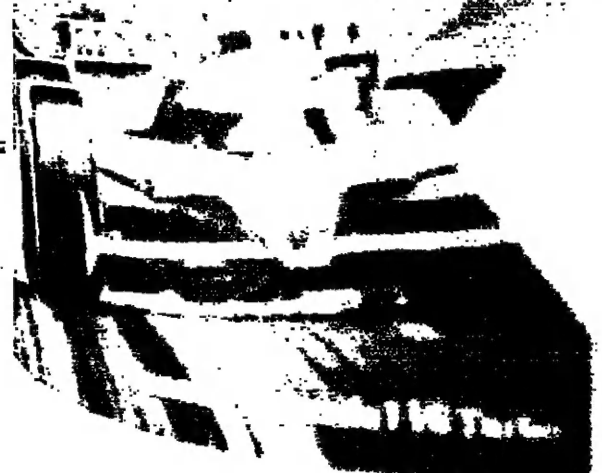
مكتبة الامم المتحدة

Valse

OTO
est pas cher.



RENAULT A FAIT DU BIEN
UN VAINQUEUR



AMÉRIQUES

Valse-hésitation en Haïti

(Suite de la première page.)

Le 22 septembre 1979, à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la « révolution au pouvoir », M. Jean-Claude Duvalier proclamait : « Je voudrais pouvoir me présenter devant le tribunal de l'histoire comme celui qui a fondé de manière irrévocable la démocratie en Haïti. » Le « président à vie » s'adressait ensuite aux nombreux militaires — plus communément appelés « tontons-macoutes » — présents devant le Palais national : « Vous êtes le levier de mon gouvernement, la force majeure sur laquelle je vous m'appuie pour réaliser les objectifs de la démocratie et imposer le respect de la loi dans l'ordre et la discipline militaire. » Le fils de Papa Doc peut se prévaloir de la restauration depuis plusieurs années d'un climat de détente interne inconnu sous la dictature sanglante de son père. « Il y a dix ans, nous vivions terrorisés ; Jean-Claude ne nous inquiète plus que par intermittence », conviennent la plupart des Haïtiens. Mais les « macoutes », même mieux tenus en bride que sous François Duvalier, sont encore prompts à commettre exactions et assassinats (3).

Dans le cadre de cette « démocratie » souhaitée et soutenue par ces inquiétants défenseurs, l'évolution du régime de Jean-Claude Duvalier est incertaine et ambiguë. Peu après son accession au pouvoir, le 22 avril 1971, le jeune président alors âgé de dix-neuf ans, qui hérite d'un pays ensanglanté, est soumis à des pressions de Washington et fait des promesses de « démocrati-

sation ». Sa politique de relative ouverture permet alors à des moyens d'expression moins conformistes de se manifester : création de l'hebdomadaire le Petit Samedi-Soir, d'Hebdo-Jeune Presse, plus grande liberté de ton de Radio-Haïti-Inter. Mais lorsque le président rappelle que « Piti tiy sé tiy » (le petit du tigre reste un tigre), ces journalistes sont contraints à plus d'orthodoxie. Durant ce repli obligé, ils ont néanmoins le sentiment de faire contre-poids à l'influence de la vieille garde — les « dinosaures » — comme l'on dit en Haïti — symbolisés par la « première dame de la République », veuve de François et mère de Jean-Claude, Mme Simone Ovide Duvalier dite Maman Simone (4).

D'autre part, le régime haïtien a dû tenir compte de la politique Carter en faveur des droits de l'homme. En septembre 1977, un mois après la visite de M. Andrew Young, alors représentant permanent des États-Unis à l'ONU, venu demander au gouvernement haïtien de « cesser d'emprison-

ner et de maltraiter les champions de la liberté », cent quatre personnes quittent les geôles duvaléristes. En mars 1978 une loi relative aux droits humains est créée. Et, à la fin de l'année, malgré un climat social tendu, la presse peut faire état des revendications ouvrières et paysannes. Les stations de radio diffusent même des cassettes envoyées par des habitants de l'arrière-pays qui exposent les abus de pouvoir dont ils sont victimes ; signe que « la prise de parole » amorcée dans la capitale rencontre des échos dans le pays.

Mais les élections du 11 février 1979 se déroulent dans une atmosphère crispée et selon un scénario bien connu. A Port-au-Prince, les témoignages abondent sur ces cars d'électeurs, volontaires du « bon choix », gracieusement transportés d'un bureau de vote à l'autre. Et la Ligue des droits humains reçoit de nombreuses protestations de candidats de circonscriptions rurales mis hors de course par des moyens illégaux (assignation à résidence, confiscation des bulletins).

Une contestation qui se politise

Cependant, au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, le pouvoir est pris de court par le camp dynamique d'un homme du cru, indépendant plus qu'opposant, M. Alexandre Lerouge. Dépeché en toute hâte, le sous-secrétaire d'État à l'information, M. Claude Vixamar, ne peut endiguer le mouvement populaire qui porte son adversaire à la députation avec plus de 90 % des voix. « Si on nous avait aussi trahis nos élections, disent aujourd'hui les Capois, le gouvernement aurait dû faire face à une émeute. » La révélation de ce profond mécontentement, non détecté par le Comajec (Comité national d'action Jean-claudiste, créé en avril 1978), n'a pas laissé d'inquiéter les dignitaires du régime. Difficilement réduisible à la seule réaction de l'histoire, que antagonisme Nord-Sud, la contestation ne pouvait-elle faire tâche d'huile ?

Ces crâches sont à l'origine du net coup de frein donné à la « libéralisation », et qui va toucher dans un premier temps l'expression populaire créole. Prenant

prétexte de l'« angloise » de familles « altérées par les thèmes licencieux », traités dans quelques films, le gouvernement institue le 9 mai 1979 une censure préalable sur le cinéma... et le théâtre. A l'époque, une pièce de Frank Etienne, *Petit têt* faisait salle comble depuis plusieurs mois. Au travers du dialogue de deux émigrés haïtiens vivant à New-York, Frank Etienne rendait compte des critiques et frustrations de l'importante « diaspora » (cf. encadré). L'hypocrisie reprochée de pornographie mit un terme à ce succès, en même temps qu'il dissuadait les émules du dramaturge de marcher sur ses pas. Du coup, le renouveau culturel du pays est mis en veilleuse.

Le bon vouloir du président

Ces propos contradictoires ne simplifient pas la tâche des Haïtiens. Réduits aux conjonctures pour déterminer leur marge de manœuvre, ils leur restent néanmoins une certitude : celle d'avoir toujours affaire à un système autoritaire. A l'occasion de la

A la fin du mois d'août, c'est au tour de la presse d'être fermement rappelée à l'ordre par les ministres de l'Intérieur et de la Défense. Les informations et analyses sur la situation nationale, réduites à la portion congrue, consistent surtout de témoignages en creux sur « un mois de pluie et de brouillards » (5).

Entre-temps, deux événements majeurs avaient secoué le petit monde politique haïtien. Le 28 juillet, trois anciennes personnalités duvaléristes signaient conjointement à Port-au-Prince un communiqué pour soutenir l'action légaliste de la Ligue des droits humains. Elles en profitaient pour se démarquer nettement d'une « pseudo-révolution » poursuivie dans le cadre de « structures surannées et défectueuses » (6). Elles empêchaient, par leur prise de position, que les critiques du régime ne soient rejetées dans le ghetto des « éléments subversifs » toujours passibles d'une législation d'exception non abrogée (7). Le mouvement de dissidence bénéficiait aussi d'un nouvel élan avec la création, à la même période, de trois partis politiques d'obédience démocrate-chrétienne. Face à ces initiatives, le pouvoir donnait le sentiment de tergiverser. Dans un article remarqué, le lieutenant-colonel Max Vallée, aide de camp du président, affirmait péremptoirement que « le pays n'est pas prêt, malgré le vœu de la Constitution, à endosser la charge de la résistance de plus d'un parti » (8). Deux semaines plus tard, le président lui-même portait une appréciation quelque peu différente : « La Constitution sera respectée, déclara-t-il, en particulier en ce qui a trait à ses prescriptions concernant les organisations démocratiques, la liberté d'expression et la sécurité du citoyen » (9). S'agit-il d'un nouveau feu vert donné à la libéralisation après l'admonestation de ses principaux promoteurs ?

Ce pouvoir discrétionnaire est cependant soumis à de fortes influences extérieures. A l'ambassade américaine, le premier secrétaire, et chef de la section politique, M. Inte Sillins, rappelle que « tout retour aux pratiques politiques et abus grossiers du passé nous amènerait à reconsidérer notre aide au gouvernement haïtien ». Mais Washington tient aussi à éviter, avec le régime de Jean-Claude Duvalier, une confrontation susceptible d'ouvrir une crise dans une zone suffisamment « déstabilisée » à son gré.

La diplomatie haïtienne joue, bien sûr, sur cette corde sensible des affaires étrangères. M. Gérard Dorcelly, ne manque pas de souligner que « Haïti doit faire face à une offensive du communisme international dans la région ». « Nous avons trop longtemps négligé notre appartenance au tiers-monde, dit-il. Il faut nous rapprocher de ces alliés naturels. » Oubliant que Jean-Claude Duvalier avait accueilli, par le passé, le président Anastasio

Somosa à Port-au-Prince — le seul chef d'Etat latino-américain à avoir visité Haïti en vingt ans — M. Gérard Dorcelly, qui a été remplacé en novembre 1979 par M. Georges Salomon, ajoute même : « Nous avons été sensibilisés dès le départ à la lutte du peuple nicaraguayen. Il était donc normal que nous reconstruisions le nouveau régime de Managua. » Attitude incontestablement nouvelle et réaliste, mais que seuls les amnésiques peuvent trouver dépourvue d'ambiguïté. L'armée, de son côté, est périodiquement agitée de soubresauts.

Depuis huit ans, les mutations au sein de son état-major sont aussi fréquentes que les remaniements ministériels. Mais ses effectifs restent limités (moins de sept mille hommes) et son influence politique est largement contre-balançée par celle des « tontons-macoutes ».

YVES HARDY.

Prochain article :

UN ARRIERE-PAYS DÉSHÉRITÉ

gnant encore la liberté de la presse.

(3) Les signataires du communiqué sont : Léonardine Honorat, ancien ministre des Travaux publics de François Duvalier, Lyonel Lajuste, ancien ministre des Travaux publics de même gouvernement, et Jean Duguignaud, ex-ambassadeur d'Haïti à Rome.

(4) Le décret-loi du 23 avril 1969 va jusqu'à prévoir une possible condamnation à mort des opposants taxés d'activités communistes sous quelque forme que ce soit.

(5) Dans le « Nouveau Monde » du 4 septembre 1979.

(6) Discours du 22 septembre 1979.

(7) Le 29 juillet 1979. Un propos, selon le pouvoir, mal assimilé par Sylvio Claude, impéteur leader de l'un des partis démocrate-chrétiens, exprimé sans notification d'occupation.

RENAULT EN A FAIT
UNE REUSSITE MONDIALE



1980 : 3 millions de Renault 5

LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN FAIT, LA VOLONTÉ DE L'ENDIGUER C'EST UNE DÉCISION



Vous avez des pellicules ? Votre cuir chevelu vous dérange ? Vos cheveux tombent ? N'attendez pas de les avoir tous perdus, car personne ne pourra les faire repousser. Il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie. Notre expérience de 18 ans nous permet de vous dire comment garder une belle chevelure. Nous vous conseillons, après examen, les produits les mieux adaptés à votre cas.

Chaque chevelure demande un traitement approprié. Adressez-vous à des spécialistes qui vous diront ce qu'il est possible de faire pour vos cheveux, mais ne vous cacherez pas ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Ces spécialistes vous attendent à L'Institut Capillaire EUROCAP 4, r. de Castiglione, 75001 Paris. Si vous habitez hors ville, ils vous conseilleront un traitement à domicile.

Series, présentes-vous ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption tous les jours, de 10 h. 30 à 19 h. 30, le samedi, de 10 h. à 14 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione,
75001 Paris. - Tél. : 260-38-84

SOLEIL A PARIS

Si vos soirées vous paraissent monotones : essayez notre formule Rencontres dans des restaurants

Renseignez-vous :
Tél. : 285-55-37 728-51-21

LOTO
c'est pas cher,



Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACROIX, PARIS-5
Téléphone. (16 50) : 797-85-64

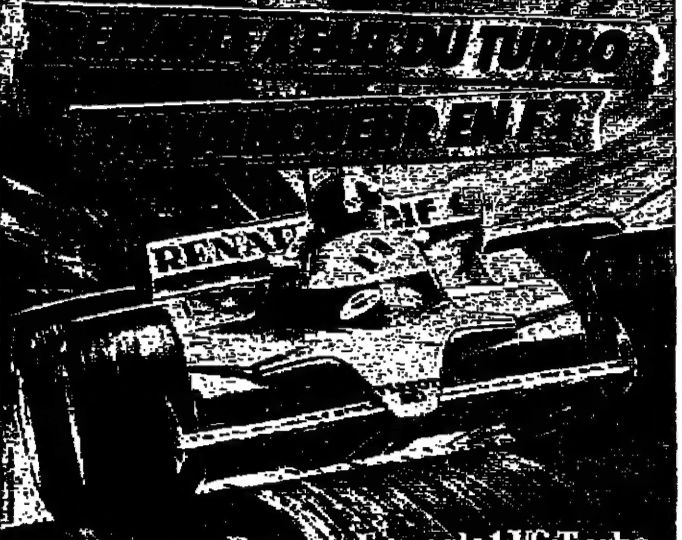
Une « diaspora » atomisée

« Papa Doc », qui a liquidé quantité d'opposants, a aussi poncé l'écrit un nombre considérable de patriotes haïtiens. Ils sont plus de huit cent mille réfugiés politiques et économiques, à constituer cette forte diaspora (environ 4,5 millions de personnes vivent sur le territoire haïtien). Plus de la moitié d'entre eux ont trouvé accueil aux États-Unis et au Canada, les autres se dispersant entre la volaine République Dominicaine, les Bahamas et les autres îles de la Caraïbe, le Mexique, le Venezuela, l'Afrique, la France.

Pas nombreux sont ceux qui ont suivi le « ramasse d'olivier » tendu par M. Jean-Claude Duvalier au moment de son avènement. Pour les représentants des milieux libéraux (médecins, hauts fonctionnaires...), la faible niveau de rémunération que peut offrir leur pays et le maintien d'un climat d'insécurité jouent toujours le rôle de repoussoir.

De leur côté, la plupart des réfugiés politiques estiment que « bon chien tient de sa

Renault Turbo



Renault 5 injectée 1.6 Turbo

prenez un acompte sur vos vacances !



EN MAI OU EN JUIN

AUVERGNE
au cœur de la France

c'est facile !

pour une documentation gratuite :
pour une réservation à notre centrale de Gites ruraux :
NOM :
ADRESSE :

COMITE REGIONAL DE TOURISME - AUVERGNE
45, av. Julien - 63000 Clermont-Ferrand - Tél. (73) 93-04-03 - Téléc. 930529

RENAULT EN A FAIT
UN VAINQUEUR AU MANS



1041 km 1978

ISTH

PREPA ESSEC ESCP PILOTE

1979-1980

1980-1981

1981-1982

1982-1983

1983-1984

1984-1985

1985-1986

1986-1987

1987-1988

1988-1989

1989-1990

1990-1991

1991-1992

1992-1993

1993-1994

1994-1995

1995-1996

1996-1997

1997-1998

1998-1999

1999-2000

2000-2001

2001-2002

2002-2003

2003-2004

2004-2005

2005-2006

2006-2007

2007-2008

2008-2009

2009-2010

2010-2011

2011-2012

2012-2013

2013-2014

2014-2015

2015-2016

2016-2017

2017-2018

2018-2019

2019-2020

2020-2021

2021-2022

2022-2023

2023-2024

2024-2025

2025-2026

2026-2027

2027-2028

2028-2029

2029-2030

2030-2031

2031-2032

2032-2033

2033-2034

2034-2035

2035-2036

2036-2037

2037-2038

2038-2039

2039-2040

2040-2041

2041-2042

2042-2043

2043-2044

2044-2045

2045-2046

2046-2047

2047-2048

2048-2049

2049-2050

2050-2051

2051-2052

2052-2053

2053-2054

2054-2055

2055-2056

2056-2057

2057-2058

2058-2059

2059-2060

2060-2061

2061-2062

2062-2063

2063-2064

2064-2065

2065-2066

2066-2067

2067-2068

2068-2069

2069-2070

2070-2071

2071-2072

2072-2073

2073-2074

2074-2075

2075-2076

2076-2077

2077-2078

2078-2079

2079-2080

2080-2081

2081-2082

2082-2083

2083-2084

2084-2085

2085-2086

2086-2087

2087-2088

2088-2089

2089-2090

2090-2091

2091-2092

2092-2093

2093-2094

2094-2095

2095-2096

2096-2097

2097-2098

2098-2099

2099-2100

2100-2101

2101-2102

2102-2103

2103-2104

2104-2105

2105-2106

2106-2107

2107-2108

2108-2109

2109-2110

2110-2111

2111-2112

2112-2113

2113-2114

2114-2115

2115-2116

2116-2117

2117-2118

2118-2119

2119-2120

2120-2121

2121-2122

2122-2123

2123-2124

2124-2125

2125-2126

2126-2127

2127-2128

2128-2129

2129-2130

2130-2131

2131-2132

2132-2133

2133-2134

2134-2135

2135-2136

2136-2137

2137-2138

2138-2139

2139-2140

2140-2141

2141-2142

2142-2143

2143-2144

2144-2145

2145-2146

2146-2147

2147-2148

2148-2149

2149-2150

2150-2151

2151-2152

2152-2153

2153-2154

2154-2155

2155-2156

2156-2157

2157-2158

2158-2159

2159-2160

2160-2161

2161-2162

2162-2163

2163-2164

2164-2165

2165-2166

2166-2167

2167-2168

2168-2169

2169-2170

2170-2171

2171-2172

2172-2173

2173-2174

2174-2175

2175-2176

2176-2177

2177-2178

2178-2179

2179-2180

2180-2181

2181-2182

2182-2183

2183-2184

2184-2185

2185-2186

2186-2187

2187-2188

2188-2189

2189-2190

2190-2191

2191-2192

2192-2193

2193-2194

2194-2195

2195-2196

2196-2197

2197-2198

2198-2199

2199-2200

2200-2201

2201-2202

2202-2203

2203-2204

2204-2205

2205-2206

2206-2207

2207-2208

2208-2209

2209-2210

2210-2211

2211-2212

2212-2213

2213-2214

2214-2215

2215-2216

2216-2217

2217-2218

2218-2219

2219-2220

2220-2221

2221-2222

2222-2223

2223-2224

2224-2225

2225-2226

2226-2227

2227-2228

2228-2229

2229-2230

2230-2231

2231-2232

2232-2233

2233-2234

2234-2235

2235-2236

2236-2237

2237-2238

2238-2239

2239-2240

2240-2241

2241-2242

2242-2243

2243-2244

2244-2245

2245-2246

2246-2247

2247-2248

2248-2249

2249-2250

2250-2251

2251-2252

2252-2253

2253-2254

2254-2255

2255-2256

2256-2257

2257-2258

2258-2259

2259-2260

2260-2261

2261-2262

2262-2263

2263-2264

2264-2265

2265-2266

2266-2267

2267-2268

2268-2269

2269-2270

2270-2271

2271-2272

2272-2273

2273-2274

2274-2275

2275-2276

2276-2277

2277-2278

2278-2279

2279-2280

2280-2281

2281-2282

2282-2283

2283-2284

2284-2285

2285-2286

2286-2287

2287-2288

2288-2289

2289-2290

2290-2291

2291-2292

2292-2293

2293-2294

2294-2295

2295-2296

2296-2297

2297-2298

2298-2299

2299-2300

2300-2301

2301-2302

2302-2303

2303-2304

2304-2305

2305-2306

2306-2307

2307-2308

2308-2309

2309-2310

2310-2311

2311-2312

2312-2313

2313-2314

2314-2315

2315-2316

2316-2317

2317-2318

2318-2319

2319-2320

2320-2321

2321-2322

2322-2323

2323-2324

2324-2325

2325-2326

2326-2327

2327-2328

2328-2329

2329-2330

2330-2331

2331-2332

2332-2333

2333-2334

2334-2335

2335-2336

2336-2337

2337-2338

2338-2339

2339-2340

2340-2341

2341-2342

2342-2343

2343-2344

2344-2345

2345-2346

2346-2347

2347-2348

2348-2349

2349-2350

2350-2351

2351-2352

2352-2353

2353-2354

2354-2355

2355-2356

2356-2357

2357-2358

2358-2359

2359-2360

2360-2361

2361-2362

2362-2363

2363-2364

2364-2365

2365-2366

2366-2367

2367-2368

2368-2369

2369-2370

2370-2371

2371-2372

2372-2373

2373-2374

2374-2375

2375-2376

2376-2377

2377-2378

2378-2379

2379-2380

2380-2381

2381-2382

2382-2383

2383-2384

2384-2385

2385-2386

2386-2387

2387-2388

2388-2389

2389-2390

2390-2391

2391-2392

2392-2393

2393-2394

2394-2395

2395-2396

2396-2397

2397-2398

2398-2399

2399-2400

2400-2401

2401-2402

2402-2403

2403-2404

2404-2405

2405-2406

2406-2407

2407-2408

2408-2409

2409-2410

2410-2411

2411-2412

2412-2413

2413-2414

2414-2415

2415-2416

2416-2417

2417-2418

2418-2419

2419-2420

2420-2421

2421-2422

2422-2423

2423-2424

2424-2425

2425-2426

2426-2427

2427-2428

2428-2429

2429-2430

2430-2431

2431-2432

2432-2433

2433-2434

2434-2435

2435-2436

2436-2437

2437-2438

2438-2439

2439-2440

2440-2441

2441-2442

2442-2443

2443-2444

2444-2445

2445-2446

2446-2447

2447-2448

ASIE

Inde

Les autorités ont engagé l'épreuve de force avec le Mouvement de désobéissance civile en Assam

New-Delhi. — Au terme d'un week-end marqué par la décision du gouvernement de recourir à la force, la situation en Assam semble plus bloquée, voire explosive, que jamais, alors que l'agitation gagne progressivement les régions voisines.

Dimanche 20 avril, les forces de l'ordre ont démantelé les piquets de grève qui, depuis cent quinze jours, paralysaient la station de pompage de Narengi, privant ainsi les raffineries locales et nationales de pétrole brut. Un couvre-feu a été instauré pour une période illimitée dans la zone du complexe pétrolier désormais gardé par l'armée, qui a reçu l'ordre de « tirer à vue ». L'acheminement du pétrole n'a toutefois pas repris, les employés de l'Oil India Limited ayant, à l'appel des responsables du mouvement de protestation contre la présence de travailleurs en provenance d'États voisins, refusé de coopérer avec les autorités.

Apprenant que le gouvernement avait, pour la seconde fois en quarante-huit heures, recouru à la force, la population de Gauhati, capitale de l'Assam, a massivement, calmement, mais sans succès, tenté de gagner Narengi. La foule s'est heurtée aux barrières mises en place et plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

Samedi déjà les autorités avaient tenté une première fois de lever le blocus mais avaient renoncé devant l'ampleur de la réaction populaire, instauré à 5 heures du matin, à Gauhati, le couvre-feu avait été levé sept heures plus tard après avoir été ouvertement défié par la

De notre correspondant

population. Alors que les dirigeants du mouvement ont annoncé leur intention d'exiger que le problème des « étrangers » (le Monde du 9 avril) soit réglé avant le 10 mai, Mme Gandhi, de retour d'un voyage en Afrique, a estimé samedi qu'un règlement politique était toujours possible.

C'est vendredi soir que le gouverneur des États du Nord-Est a mis le feu aux poudres. Constatant « le développement de tendances sécessionnistes » et arguant de « l'action menée par des éléments anti-éclaire pour troubler l'ordre public », il avait promulgué une ordonnance autorisant la recours à la détention préventive, cette dernière ne devant être justifiée qu'après un délai de cinq jours. A la suite de quoi la police procédait immédiatement à l'arrestation des principaux leaders du mouvement.

Aussitôt informé des décisions gouvernementales, la population, défiant ouvertement le couvre-feu et brandissant des portraits du Mahatma Gandhi, se dirigeait en imposantes processions vers Narengi. « Nous donnerons notre sang mais pas notre pétrole », scandait notamment la foule. A plusieurs reprises, la police a chargé sans succès les manifestants dans les rangs desquels se trouvaient de nombreuses femmes et enfants.

Une fois le couvre-feu levé et les piquets de grève réinstallés, plusieurs milliers d'étudiants se rendaient à un temple voisin pour y célébrer « leur victoire ». Condamnant les « mesures répressives » du gouvernement, les responsables du mouvement ont lancé un appel à la désobéissance civile, affirmant que « les autorités ne parviendront pas à circonvenir par la force un mouvement populaire ».

« L'arrestation de quelques leaders et le règne de la terreur, ont-ils expliqué, ne décourageront pas le peuple de l'Assam. » Tout en invitant le mouvement à créer « une atmosphère pacifique », propice à la recherche d'une solution, ils ont exigé que les personnes arrêtées soient libérées dans les vingt-quatre heures, faute de quoi « la situation empirerait ».

Samedi, les deux principales organisations qui animent le mouvement ont annoncé qu'elles remettraient mardi au premier ministre, un ultimatum exigeant qu'une solution « acceptable et en accord avec le

Constitution », soit trouvée avant le 10 mai. Il a été également décidé de faire le siège de tous les édifices gouvernementaux, du 22 au 26 avril, afin de paralyser l'administration de l'État. Des manifestations de masse sont prévues pour les 29 et 30 avril et 1^{er} mai. A partir du 5 mai, des manifestations inviteront chaque jour les autorités « à les arrêter ou à expulser les étrangers ».

Vendredi, la Haute Cour de Gauhati, saisie par le gouvernement, avait finalement décidé d'accepter que l'Assam soit déclaré « zone de troubles », mais elle s'est opposée à ce que la police et l'armée puissent faire usage de leurs armes avec l'intention de tuer : « Shoot to kill ».

A la suite de cette décision, l'armée, qui a été invitée à prêter son concours aux autorités civiles, disposera toutefois de pouvoirs très étendus.

Plusieurs raisons peuvent expliquer la décision des autorités d'engager l'épreuve de force. D'abord, la déception, voire l'irritation, provoquées par l'inflexibilité des leaders étudiants, qui ont rejeté toutes les propositions qui leur ont été faites. Ensuite, le fait que l'agitation soit en train de gagner les régions voisines : Meghalaya, Mizoram, Tripura, Arunachal-Pradesh et, surtout, le Manipur, où les étudiants boycottent les examens en attendant que soit réglé le problème de « leurs étrangers ». Enfin, et peut-être surtout, la volonté de mettre un terme à un blocus fort préjudiciable à l'économie nationale, qui enregistre une perte mensuelle de 125 millions de dollars.

Commentant les événements du week-end, la presse indienne n'épargne pas ses critiques à l'égard de l'action gouvernementale, jugée maladroite, mal programmée, voire injustifiée. Elle insiste sur le fait que le gouvernement, en partant de « sécession » et en invoquant le rôle d'« éléments étrangers », a incontestablement sous-estimé l'ampleur du mouvement de protestation et l'appui massif dont il bénéficiait dans la population.

De plus, en suspendant récemment une centaine de fonctionnaires accusés d'avoir participé aux manifestations organisées par les étudiants, les autorités se sont aliénées encore davantage une administration dont le concours est pourtant indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'État.

PATRICK FRANCES.

Afghanistan

SELON LE « SUNDAY TIMES » Le président Karmal est « virtuellement » prisonniers des Soviétiques

Le président Babrak Karmal est « virtuellement » prisonnier des Soviétiques, et a perdu le peu de contrôle qu'il pouvait avoir sur « la machine militaire soviétique », a affirmé un journaliste, dans le Sunday Times du 20 avril. L'auteur de l'article, qui assure avoir rencontré le chef de l'État, déclare encore que celui-ci vit dans un état d'« isolement complet » et de « nervosité », entouré presque exclusivement de Soviétiques. « Son garde du corps est russe, ses cuisiniers et ses Russes ainsi que son docteur et ses six conseillers », écrit-il. Le journaliste croit, d'autre part, savoir que des « messages de haines personnelles » du gouvernement de Kaboul ont été adressés au premier ministre indien, Mme Gandhi, la sollicitant de demander aux Soviétiques de cesser les meurtres de villageois innocents, l'Armée rouge « nettoiant tout village qui n'accepte pas les réformes » mises en place par Kaboul. Le Sunday Times indique encore que les milieux diplomatiques dans la capitale afghane voient dans le départ du colonel Aslam Watanja, ministre de la

planification, pour Moscou, au début du mois « une préparation possible au remplacement de M. Karmal ». Radio-Kaboul a publié le 20 avril un peu plus d'une semaine de « principes de base de la révolution » récemment adoptés par le comité central du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan. Ces principes, parmi lesquels figurent la garantie de la liberté individuelle et celle de la propriété privée, même terrienne, servent de charte au pays en attendant l'adoption d'une Constitution. Le pouvoir d'État appartient « aux travailleurs des villes et des campagnes », tandis que le P.D.P. est la « force dirigeante et le guide aussi bien de la société que de l'État ». L'instance supérieure du pouvoir d'État est le Conseil suprême, dont l'élection aura lieu « librement au scrutin direct » et sera suivie par la mise en œuvre, qui ne sera cependant pas la date de la consultation. En attendant, le Conseil de la révolution au pouvoir à Kaboul mesure l'insistance supérieure du pays.

PROCHE-ORIENT

LA QUESTION PALESTINIENNE A STRASBOURG

M. Khaled Hassan, un des dirigeants du Fath suggère l'organisation d'un référendum avant la création d'un État palestinien

De notre correspondant

Strasbourg. — Les Palestiniens attendent à présent de l'Europe une solution pour déboucher le problème du Proche-Orient. C'est l'impression générale qu'on retire de la rencontre de quatre jours qui a réuni, du jeudi 17 au dimanche 20 avril, à Strasbourg, au Palais de l'Europe, une délégation du Conseil national palestinien (C.N.P.) et le bureau de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe. Pour les participants de la réunion, tant palestiniens qu'euro-arabes, le 24 mai prochain, date limite des discussions sur l'autonomie palestinienne, marquera l'échéance définitive du processus de négociations engagé à Camp David. Le communiqué final publié à l'issue de la rencontre, demande aux gouvernements européens d'« entreprendre individuellement et collectivement des initiatives pour aboutir à une solution juste de la question palestinienne sur la base des résolutions 338 et 237 de l'Assemblée générale des Nations unies qui reconnaissent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris son droit à établir un État indépendant et souverain en Palestine et à retourner sur sa terre et qui reconnaissent l'Organisation de libération de la Palestine comme le seul représentant légitime du peuple palestinien ».

Les milieux palestiniens sont, à cet effet, comme l'indique M. Khaled Hassan, président de la commission des affaires étrangères du C.N.P. et membre fondateur du Fath, qui conduisait la délégation, à une solution de compromis : pendant une période de six à douze mois, les territoires actuellement occupés par Israël (Gaza, Jérusalem, bande de Gaza, section de Jérusalem) seront placés sous contrôle de l'ONU. Durant cette période, sous contrôle neutre, un référendum et des élections aboutissant à la désignation d'une Assemblée nationale palestinienne y seraient organisés. De cette Assemblée surgirait un gou-

vernement palestinien, qui mettrait en place les structures administratives d'un État que prépareraient actuellement les différentes commissions du C.N.P. C'est le gouvernement succéderait à l'O.L.P.

Des parlementaires européens présents ont souligné la nécessité pour l'Europe de se « placer » auprès du futur État palestinien et de lui faciliter l'établissement d'un régime réellement démocratique. Sans doute certains de ces participants, membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, auront-ils l'occasion de préciser leurs vues lors du débat sur le Proche-Orient, qui doit s'ouvrir cette semaine devant l'organisation des « 21 ».

La présence de la délégation palestinienne avait déjà suscité quelques remous au Parlement européen la semaine dernière. Tandis que les groupes socialistes et communistes avaient reçu la délégation du C.N.P., les groupes du P.P.E. (démocrates chrétiens) et les libéraux faisaient savoir qu'ils refusaient la demande d'entrevue des Palestiniens à cause de la référence à l'élimination de l'État d'Israël comme incarnation du sionisme. L'abandon de cette référence serait envisagé, a-t-on pu préciser au cours des travaux, à condition que les Israéliens en fassent de même avec la notion de Grand-Israël.

Le C.N.P. et l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe ont décidé l'ouverture prochaine, à Strasbourg, d'un bureau communautaire et d'un secrétariat, avec le soutien de la Ligue arabe, pour maintenir la liaison avec les institutions parlementaires européennes établies dans la métropole alsacienne. Pour compléter et soutenir cette avancée palestinienne en direction des milieux politiques européens, un groupe d'amitié et de coopération euro-arabe devrait se créer, au cours de la session de mai, au sein du Parlement européen.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Egypte

UN SUCCÈS POUR L'AMBASSADEUR D'ISRAËL

(De notre correspondant.)

Le Caire. — A l'exception — remarquée — de la presse, la plupart des milieux politiques ou professionnels égyptiens dans lesquels l'ambassadeur d'Israël au Caire, M. Ben Elissar, avait lancé des invitations à l'occasion de la fête de l'indépendance israélienne, étaient représentés à la réception donnée le dimanche 20 avril.

Parmi les quelques quatre cents invités de nombreuses nationalités qui se pressaient dans un salon de l'hôtel Méridien, chacun s'efforçait d'apercevoir les personnalités ou les simples citoyens égyptiens présents, le nombre de la ville ayant prédit que « le Front du refus mondial » (le Monde du 4 avril), auquel les diplomates israéliens se sont heurtés depuis leur installation au Caire, il y a deux mois, se manifesterait. Ce ne fut pas le cas : deux ministres (affaires étrangères et plan), trois généraux importants, le gouverneur du Caire et celui de Guizah, le grand chambellan et le médecin personnel du roi (1), des hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires, et même un artiste égyptien originaire d'un autre pays arabe, assistèrent au cocktail.

Il est des succès mondains qui, même incomplets, sont aussi des succès politiques. Dimanche soir, M. Ben Elissar souriait. Il pourra faire bonne figure aux « Douze Heures pour Israël » auxquelles il s'apprête à aller participer à Paris. — J.-P. P.-H.

(1) Le président Sadat a, pour sa part, adressé à M. Ben Elissar un message de félicitations à l'occasion du trentième anniversaire de la fondation de l'État hébreu.

APRÈS LE MEURTRE DE DEUX « CASQUES BLEUS » IRLANDAIS

Le chef des milices chrétiennes au Sud-Liban demande une nouvelle fois le retrait des troupes des Nations unies

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, s'est déclaré « scandalisé » après la mort, vendredi 18 avril, de deux « casques bleus » irlandais faits prisonniers par des milices chrétiennes au Sud-Liban. M. Waldheim, qui rendait des cérémonies d'indépendance du Zimbabwe, a affirmé qu'il tenait les milices du major Saad Haddad pour responsables des deux assassinats.

De son côté, M. Ezer Weizman, ministre israélien de la défense, a qualifié de « honteux » le meurtre des deux soldats irlandais, tout en ajoutant qu'Israël ne saurait être tenu pour responsable « des forces du commandant Haddad ».

« Haddad est un moyen d'empêcher les Palestiniens d'attaquer Israël depuis le Liban », a-t-il poursuivi. « Il est de notre intérêt national de les soutenir. Toutefois, nous sommes incapables de contrôler le commandant Haddad », a dit M. Weizman.

Interrogé par la télévision israélienne, le « commandant » Haddad a nié que ses hommes aient participé au meurtre des deux militaires. « J'ai demandé au commandement de l'armée d'empêcher les soldats israéliens de venir dans cette région et de les évacuer du Liban. Ils coopèrent avec les terroristes (palestiniens). S'ils restent ici, il y aura encore plus de sang versé », a-t-il dit.

Dans un communiqué publié samedi à Paris, le gouvernement français a « condamné l'acte » des milices, responsables de cet assassinat. Il s'élève fermement contre des actes qui visent à remettre en cause la présence au Sud-Liban de la force de paix des Nations unies.

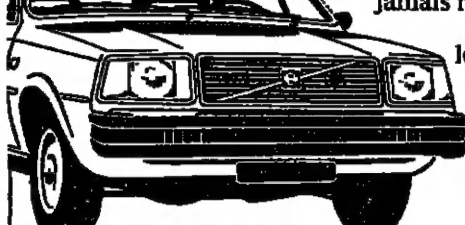
Le gouvernement de Dublin s'est réuni, dimanche 20 avril, en séance extraordinaire, pour

indiquer notre correspondant, sous la présidence du premier ministre, M. Charles Haughey, afin d'évaluer le rôle de plus en plus précaire que jouent les troupes irlandaises au Sud-Liban. Dans son communiqué publié à l'issue de cette réunion, le gouvernement a cependant déclaré que les forces irlandaises continueraient à contribuer au maintien de la paix au Liban. Le gouvernement de

Dublin rend responsables les milices chrétiennes du commandant Haddad de la mort des deux militaires irlandais et, se référant évidemment à Israël, a déclaré que ces milices devaient être privées de leur exécutif. L'ambassadeur d'Irlande en Israël, domicilié à Athènes, M. Sean Ronan, s'est entretenu dimanche à Jérusalem avec le premier ministre, M. Begin.

ACHETEZ UNE VOLVO RODÉE PAR VOLVO.

En ce moment à Volvo Paris, il y a quelques voitures-usine qui ont été conduites par nos directeurs et nos collaborateurs. Malgré leur magnifique rodage, elles ne sont pas au même prix que celles qui n'ont jamais roulé.



CARDINET
112/114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél. : 766.50.35.

NEUILLY
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
Tél. : 747.50.05.

VOLVO PARIS
La passion de la qualité.



Tout un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui.

LE NOUVEL **observateur**

Cette semaine un numéro spécial consacré à Jean-Paul Sartre.

مكتبة الأمل

les affrontements ont re...

UNE GUER...

RENAULT



الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

Iran

Les affrontements ont repris au Kurdistan entre les forces autonomistes et l'armée

Selon les milieux kurdes de Téhéran, une trentaine de personnes au moins ont été tuées à la fin de la semaine dernière au Kurdistan dans des affrontements entre l'armée et les forces autonomistes.

A Saqqez, où les forces armées ont pénétré, occupant l'hôpital, le centre de télécommunications et prenant position sur les collines autour de la ville, il y

aurait eu dix Kurdes tués (dont civils et deux combattants) ainsi que quatorze soldats de l'armée régulière.

A Sanandaj (chef-lieu du Kurdistan), les autonomistes kurdes ont tué plusieurs soldats des troupes régulières iraniennes, samedi 19 avril, dans une embuscade tendue à des troupes qui tentaient de regagner la ville, après avoir été blo-

quées quatre jours durant à l'aéroport. Les Pechmergas ont également attaqué une unité de l'armée iranienne de soixante-cinq hommes, cantonnée dans une mosquée, près de la ville de Pavah. Ces affrontements mettent fin à la trêve précaire qui s'était instaurée depuis près de deux mois au Kurdistan.



UNE GUERRE SANS ISSUE

Correspondance

Mahabad. — De l'avis de tous les voyageurs, y compris iraniens, la capitale politique du Kurdistan est la ville la plus pauvre et la plus dévastée du pays. Dans un singulier entrelacs de positions tenues par les Pech-

ran, l'armée ou la gendarmerie (jusqu'à Mahabad même, la récente trêve a permis aux Kurdes d'organiser les partis politiques, les forces armées et la population. Le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien) domine sans conteste la situation. Au cours des dernières élections générales son candidat a généralement obtenu la majorité (Firanchahr - Sardacht : 82,6 % ; Saqqez-Baneh : 87,7 % ; Nagadeh-Oushnevid : 88,9 % ; Mahabad : 89,3 % ; Bolek : 97,3 %, etc.). En revanche, il y a ballottage à Oushnevid, Makou, Myandoab, etc., villes à population mixte kurde-iran. A Sanandaj, les élections n'ont pas eu lieu, tandis qu'aucun candidat du P.D.K.I. n'était autorisé à se présenter à Kermanshah, en Iran, à Khol et Salmast.

« Une autonomie sans budget »

Par rapport au P.D.K.I. qui incarne le mouvement national, les autres formations basées sur la lutte des classes, comme le Kolme (soutenu par le cheikh Ezzeddine Roussini) et les Fedayin Khala, sont très minoritaires, cette dernière surtout. En effet, le problème majeur, à l'heure actuelle, est moins un problème social qu'un problème national.

Depuis plus de quatre mois, fonctionne dans la pratique ce

que le secrétaire général du P.D.K.I., M. Ghassemlou, appelle avec humour une « autonomie sans budget ». En effet, les Kurdes, contrairement aux rumeurs qui circulent dans la capitale iranienne, ne reçoivent d'aide militaire ou financière ni d'Irak ni d'Union soviétique. Le P.D.K.I. est fort d'un indiscutable appui de la population, mais dénué de ressources. Cela ne l'a pas empêché d'organiser à des degrés divers, mais en général plutôt bien, l'ensemble des régions peuplées entièrement ou en partie par des Kurdes, à l'exception de Pechmergas, créées plus ou moins et où la population kurde est de confession chiite. Les forces de Pechmergas, créées plus ou moins spontanément l'an dernier, ont été structurées et des bases arrière ont été mises en place. Une offensive politique a été patiemment menée en direction des autres peuples d'Iran pour expliquer la cause kurde, et c'est un fait qu'à l'heure actuelle les Kurdes ne sont pas isolés en Iran.

Le P.D.K.I. a tenu son quatrième congrès à la mi-février, auquel participaient trois cent dix délégués (représentant chacun cent membres). Un comité central de vingt-cinq membres et un bureau politique de sept membres ont été élus. Cinq commissions (organisation, propagande, Pechmergas, budget, éducation) ont été mises en place et fonctionnent bien en dépit du manque de cadres moyens. Une école de

cadres doit d'ailleurs bientôt remédier, en partie, à cette carence.

A l'exception des tribus Jaf, Herki et Sagsada, qui sont utilisées par les Iraniens ou le gouvernement de Téhéran, l'unité des Kurdes sur le mot d'ordre d'autonomie — et non de sécession, cela a été maintes fois répété — est quasi totale. Il n'y a pas de divergences, à cet égard, entre le P.D.K.I., le Komalah et les Fedayin.

Les points forts des Kurdes s'articulent, stratégiquement, autour de Mahabad, Baneh, Sardacht, Firanchahr, Ouchnou. Les points faibles sont Oushnevid, Salmast et Kermanshah. La logique militaire serait de couper les régions kurdes en deux à la hauteur d'Ouchnevid et de prendre Mahabad-Sanandaj en tenaille, entre Ouchnou et Kermanshah.

Si l'armée n'a pas de garnison à Kotour, Ouchnou, Bolek, Diwandare, elle en a à Saqqez, Sanandaj, Baneh, Sardacht et à Mahabad même.

La résistance kurde dispose de toutes les conditions nécessaires à la poursuite d'une guerre de guérilla prolongée. Il paraît évident à nombre d'observateurs qu'il serait vain de tenter de régler par la force le problème de l'autonomie kurde. Le gouvernement de Téhéran risquerait des déconvenues qui n'auraient d'autre effet que d'aggraver les menaces qui pèsent sur le régime lui-même.

GÉRARD CHALIAND.

Samedi 10 mai 1980

LE PREMIER COLLOQUE NATIONAL DE TAI CHI CHUAN

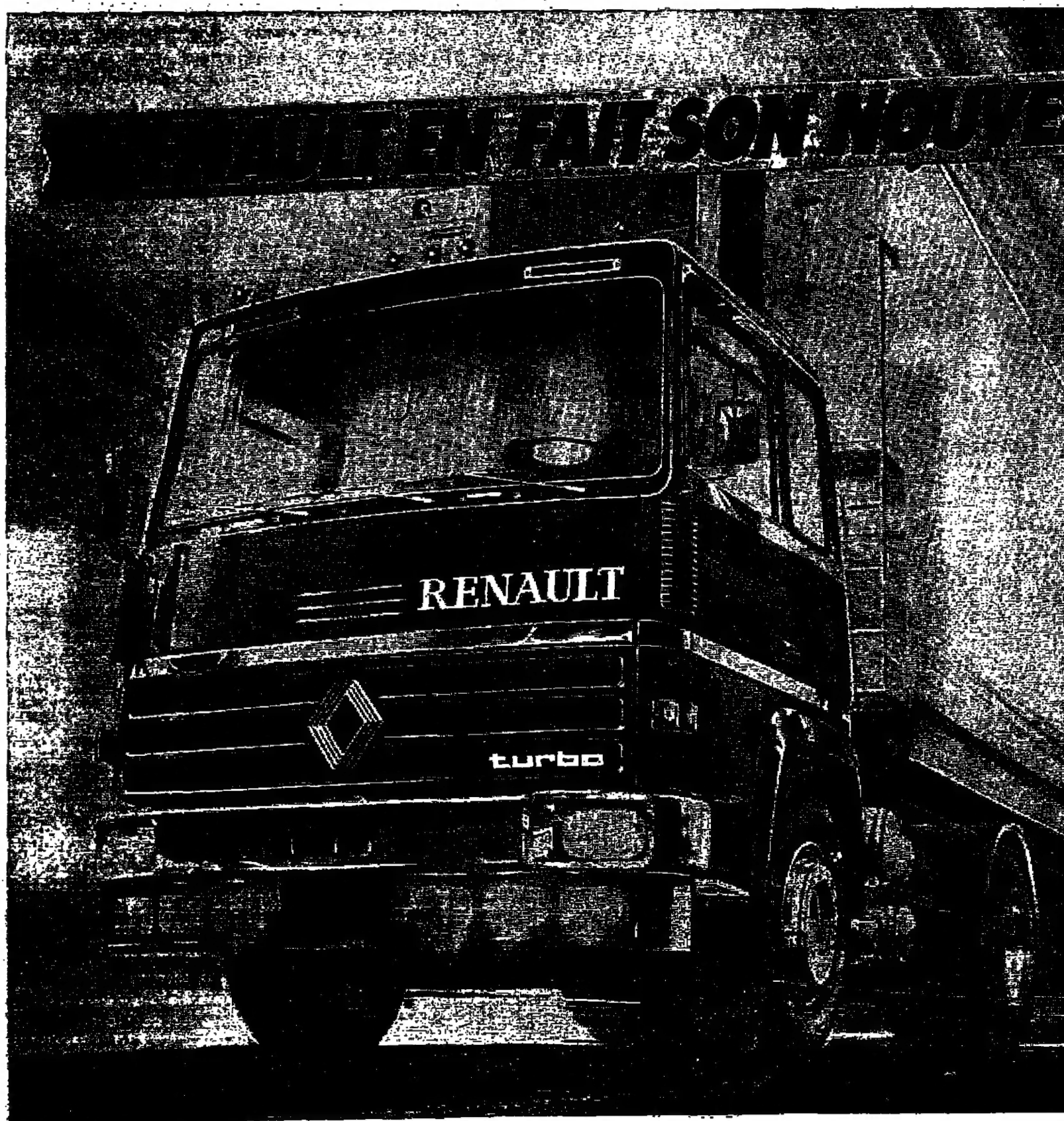
sous la présidence de M. James Kou, se tiendra le 20, rue Marc-Sanguier, 75014 PARIS.

Conférences et tables rondes avec la participation de spécialistes.

- Tai Chi Chuan et histoire.
- Tai Chi Chuan et vie.
- Tai Chi Chuan et yoga.
- Tai Chi Chuan et psychomotricité.
- Tai Chi Chuan et spiritualité.
- Tai Chi Chuan et acupunctura.

Renforcements : F.F.T.C.C. 24, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. de 14 h. 30 à 17 h. 30 : 544-97-84.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62



21 avril 1980. Naissance d'un grand du poids lourd. Sur des camions, des autocars, des autobus, s'inscrit la marque Renault. Plus qu'un symbole, c'est le signe que la régie nationale s'engage dans une nouvelle bataille économique.

Cela veut dire qu'après avoir placé la France au premier rang de la compétition automobile, après avoir imposé la voiture française au plan mondial, Renault mobilise tous ses moyens, toute sa puissance pour une autre victoire : celle du poids lourd français.

Ses atouts : une gamme complète, rationnelle. Des produits performants. Un réseau de vrais professionnels.

Quand Renault donne son nom à ses poids lourds, ce n'est pas à la légère.

Poids Lourd : le nouveau défi Renault.

RENAULT
Véhicules Industriels

IENT

A STRASBOURG

répondre à la fois

l'information

M. P. H. H. H.

Egypte

EN SUITES

POUR L'AMBASSADEUR D'ISRAËL

ACHETEZ UNE VOLVO
MODÉE PAR VOLVO.



CARDINET

NEULIY

VOLVO PARIS

bit de tous les
que vaut n'importe

ivateur

Le Monde

politique

M. François Mitterrand réaffirme qu'il privilégie l'unité du P.S.

M. François Mitterrand, qui était dimanche soir 20 avril l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, s'est une nouvelle fois présenté comme celui qui, au sein du P.S., rassemble, unit et garantit le respect de la ligne politique du parti. Cette définition de son rôle par le « premier des socialistes » est avant tout de nature à satisfaire la majorité du P.S. Les responsables de celle-ci souhaitent en effet que le premier secrétaire soit candidat à l'élection présidentielle de 1981. Leur objectif est donc de contraindre systématiquement M. Michel Rocard.

Tout s'est passé comme si les proches de M. Mitterrand avaient en pour mission de préparer le terrain de l'intervention de leur chef de file en harcelant M. Rocard : une lettre de M. Lionel Jospin rappelant sévèrement à l'ordre le député des Yvelines, puis un communiqué pour indiquer qu'il ne se conformait pas aux usages du parti lorsqu'il visite les fédérations, enfin les propos de certains dirigeants indiquant clairement « qu'il ne veut pas » pour le scrutin de 1981. Il ne restait plus à M. Mitterrand qu'à minimiser la portée de ces querelles internes — il s'agit simplement de « resserrer un peu les boulons » — puis à souligner que M. Rocard, membre de la minorité, « ne peut s'exprimer

sans mandat au nom du parti », pour finalement apparaître comme le seul rassembleur possible exclusivement préoccupé désormais de l'unité du P.S.

Le premier secrétaire avait précédemment affirmé que l'un des critères du choix du candidat socialiste serait précisément la capacité de rassembler le parti. Dimanche soir, il s'est plu à trouver « légitime » le fait que tel journaliste le considère comme un « éventuel président de la République ». Les partisans de sa candidature y verraient autant de motifs de satisfaction et relèvent que le premier secrétaire a voulu se placer au premier rang des contradicteurs du président de la République. En fait, il est resté dans une position d'attente.

Il ne s'est pas écarté d'une ligne de conduite qui consiste à se donner un maximum de temps pour, avant de se décider, apprécier l'évolution de la situation politique et la possibilité, ou non, de battre M. Giscard d'Estaing. La fixation du calendrier de la désignation du candidat par la convention nationale, prévue le 26 avril prochain, permettra peut-être d'obtenir d'autres indications. Car M. Rocard estime qu'une désignation tardive serait un handicap pour le candidat qu'il souhaite devenir.

L'une des questions déterminantes reste l'état d'esprit du parti et de ses élus. A cet égard, si M. Rocard a pris le risque d'ajourner tous ses déplacements dans les fédérations, c'est sans doute parce qu'il est sûr de la qualité de l'accueil qui devrait lui être réservé et parce qu'il pense tirer bénéfice d'une situation où l'idée de sa candidature serait contrariée par la direction.

Quant à la ligne du parti, que M. Mitterrand veut préserver, elle devient chaque jour plus autonome. Le premier secrétaire du P.S. a, une nouvelle fois, souligné l'union de la gauche « avec tous les travailleurs qui votent communiste », en précisant que les socialistes ont « refusé » de faire du programme commun un programme communiste. « L'humanité » saisi d'ailleurs cette occasion pour relever l'« aveu de taille » fait par M. Mitterrand : le premier secrétaire du P.S., écrit le quotidien communiste, a reconnu qu'il avait « refusé », en 1977, le programme commun au motif que « ses partenaires voulaient en faire un programme conduisant à la société communiste ».

Nul doute, en tout cas, que la volonté de M. Mitterrand est plus que jamais de prendre des voix au P.C.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Interrogé dimanche soir 20 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 sur la mise en garde adressée par M. Lionel Jospin à M. Michel Rocard, M. François Mitterrand a répondu qu'un membre d'une minorité s'exprime d'une façon différente de celle des membres de la majorité. Il a ajouté : « Ce qui n'est pas normal, c'est que la minorité parle comme la majorité. Un membre de la minorité peut-il se déplacer là où il veut et être ce qu'il veut ? Bien entendu (...). Un membre de la majorité, s'il n'a pas reçu le mandat, ne peut pas s'exprimer au nom du parti. Le P.S. comprend très bien qu'il faille une discipline, une règle du jeu. La tradition est que ce sont les fédérations départementales qui sont chargées de la vie du parti. On doit donc passer par elles, étant bien entendu qu'elles n'ont pas à exercer de censure ».

Après avoir qualifié de « mineurs » ce débat, M. Mitterrand souligne que, à sa connaissance, « il n'y a pas pour l'instant de

candidatures ». « C'est d'autant plus normal, ajoute-t-il, que notre premier secrétaire ait l'intention d'attendre pour objet de définir un calendrier, le moment où le jeu des candidatures internes pourra commencer et qu'elles en seront les règles. Il est normal d'attendre comment chacun se comportera ».

Evocant ensuite ce que seraient les relations entre un président de la République socialiste et le P.S., M. Mitterrand affirme que « ni l'un ni l'autre n'a à donner d'injonctions ». Il indique : « Un président socialiste n'aura pas à donner d'instructions au P.S. Ce ne sera pas le régime des partis. On n'imagine pas le premier secrétaire du P.S. se substituant au président élu dans les décisions à prendre, et voulant à tout prix l'infirmer (...). Le président actuel est maître de tout. Je ne pense pas qu'un président socialiste ait l'intention de remplir un rôle de ce type. Il aura pour mission de respecter la Constitution dans sa lettre, de défendre ce qu'elle contient de profond esprit de cette Constitution, et faire que le Parlement retrouve sa fonction. Mais il n'incombera pas au P.S. et à son premier secrétaire de définir les tâches du président de la République ».

Au conseil national du M.R.G.

M. CRÉPEAU : le candidat de la gauche en 1981 devra « briser les frontières » de son parti.

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., a rendu compte, samedi 19 avril au cours d'une conférence de presse, des travaux du conseil national de son mouvement. Après avoir résumé le projet de « manifeste », qui doit être soumis au prochain congrès du M.R.G. (le Monde daté 20-21 avril), il a souligné que les radicaux de gauche « se préoccupent avant tout de la création de la richesse que de sa distribution ».

Evocant la situation de la gauche, M. Crépeau a estimé qu'« elle ne peut pas tenir le même langage qu'en 1972, car le monde a changé ». En ce qui concerne l'échéance présidentielle, il a souligné : « Pour être crédible, un candidat doit briser les frontières de son propre parti. Il s'agit d'être un homme qui représente le pays. Aucune restriction politique ne peut à elle seule prétendre à cette représentation, en présentant son propre projet politique. Nos amis socialistes devront, en tant que tels, à moins de s'exposer à de nouvelles désillusions, et ne pas croire que le candidat d'un seul parti se battent pour un seul projet sera susceptible de gagner l'élection ».

M. Crépeau a ajouté que le P.S. ne pourra guère l'emporter en 1981 « en se contentant de vouloir briser le P.C. et de renvoyer aux oubliettes les radicaux ».

Le président du M.R.G. a également estimé que « ce ne sont pas les affaires qui définissent la chronique qui peuvent permettre à la gauche de battre M. Giscard d'Estaing ».

Une nouvelle réunion du conseil national est prévue le 17 mai prochain pour achever l'examen du « manifeste » du M.R.G.

Interrogé sur le point de savoir si les mises en garde de la direction sont réservées à M. Rocard, il a répondu qu'il s'agit de s'adresser à ceux qui, à l'instar du C.R.E.S. lorsqu'il s'agit du système monétaire européen, sont en contradiction avec leur parti. Le premier secrétaire du P.S. répond notamment : « Je veillerai à ce qu'on rassemble un peu mieux les boulons (...). Tout peut être dit à l'intérieur du P.S. Lorsqu'il s'exprime en tant que tel, il ne peut le faire que d'une seule voix. C'est cette confusion entre ces expressions minoritaires et la voix du parti qui me fait le plus de peine en temps de campagne électorale. Cela ne va pas plus loin ».

Il poursuit : « Mon rôle est d'une nature différente. En face de ce bouillonnement, de tous ces talents que le P.S. a révélés ou confirmés, il faut bien que celui qui est à la veille, peut-être, d'occuper les principales responsabilités du pouvoir, dispose de quelqu'un de préférence capable de rassembler et de préserver l'unité, d'accroître l'audience de tous, et de maintenir la ligne politique choisie. Voilà mon rôle. Je ne pense pas que nous m'entraîneront à une série d'appréciations qui pourraient être des facteurs de division au sein du P.S., ne comptez pas sur moi. Je veux rassembler, unifier, je veux que le P.S. réussisse, qu'il soit fidèle à ses engagements. Chaque socialiste est mon ami (...). Ma personne, et éventuellement mes choix, y compris pour la présidence de la République, ne seront jamais préférés par moi à ma fonction essentielle qui est celle de rassembler le P.S. »

Un code de l'honneur de la politique

Evocant ensuite les « affaires », M. Mitterrand souligne qu'il est « de ceux qui disent qu'il faut se garder de laisser entraîner dans des polémiques insupportables et incessantes qui ne servent pas la démocratie ». Il constate que, dans ce régime, « les votes judiciaires sont fermés, le pouvoir judiciaire est toujours bloqué par la politique ». Il est donc normal, explique-t-il, que « le pouvoir parlementaire s'élève pour dire : puisqu'il n'y a pas d'issue pour connaître la

vérité sur le plan judiciaire, cherchons-la sur le plan politique ». Il y a des lois de la constitutionnelle.

M. Mitterrand ajoute : « Lorsqu'un bateau coule, son commandant doit s'exprimer devant un conseil de guerre. Pourquoi vouloir nous que dans le domaine politique il n'y ait pas une sorte de code de l'honneur qui rassemble de ce côté des commandants de navire (...). Il y a des lois de commandement. M. Poniatowski se trouve dans ce cas-là. Un acte grave s'est produit pendant qu'il était ministre de l'Intérieur. Un silence ensuit, après des paroles imprudentes, a régné. Il est temps de sortir de ce silence. Mais je m'en voudrais que quel que soit le comportement que ce soit laisse entendre qu'a priori M. Poniatowski soit coupable. Il est mélangé, comme ancien responsable de notre affaire, à une affaire douteuse qui pose le problème de l'honnêteté dans l'Etat ainsi que celui des relations entre le judiciaire et la politique ».

Interrogé sur « le double langage » qui consiste, à l'extérieur, à défendre la justice et la communion, et à l'intérieur, à jouer la fidélité à l'union de la gauche », M. Mitterrand indique : « Oui, le P.S. a pour ambition d'obtenir la majorité. C'est ce qui nous fait, à l'instar de Jospin, Jacques Chirac, etc., ce que nous avons déclaré au congrès d'Espéras. Le P.C. a profité de certaines carences des socialistes et a obtenu ainsi des suffrages. Mais nous ne sommes pas des dupes. Le P.S. a retrouvé ses racines populaires. (...) Il nous reste encore des progrès à faire ».

Ne jamais consentir à l'établissement d'une société communiste

Après avoir rappelé les positions qu'il a défendues devant l'Internationale socialiste réunie à Saint-Domingue, en mars dernier, le premier secrétaire du P.S. a souligné : « Le programme commun de la gauche, ce n'était absolument pas les structures d'une société communiste. Ce n'était d'ailleurs même pas une société socialiste, mais une note de passage vers le socialisme. C'était un progrès dont nous disions qu'il ne serait pas suffisant. (...) Ce n'était pas un programme communiste. L'erreur des dirigeants du P.C. c'est de l'avoir cru c'est d'avoir cru que ce serait pour eux le moyen de contraindre les socialistes à se rallier, le sachant ou ne le sachant pas, à un système de caractère communiste. Et lorsque nous nous sommes rendus compte que telle était bien l'intention, eh bien nous l'avons refusé. (...) Nous souhaitons l'union de la gauche avec les travailleurs qui votent communiste parce que nous voulons le rassemblement populaire, mais ce ne sera jamais au prix du consentement à l'établissement en France d'une société communiste, telle que nous la connaissons ».

M. Mitterrand évoque ensuite Jean-Paul Sartre et conteste que le « projet socialiste » classe à droite les idées de mai 1968. Puis il indique que les députés socialistes ne voteront pas en faveur de la proposition de loi du R.P.R. sur la participation, « puisqu'il s'agit d'une démarche tellement modeste, hors du sujet ». Il reproche à M. Valéry

Giscard d'Estaing d'avoir réussi à « distordre la rigueur des faits » et note que le « génie particulier » du président de la République est de « soumettre le pays à une incertitude ». Regrettant de ne pas pouvoir aborder les questions sociales, il évoque les questions internationales. Après avoir déploré que les Etats-Unis aient perdu l'habitude de consulter leurs alliés « sur des affaires importantes », et « laissé ces alliés à la traîne », il note que « l'insécurité » occupe les esprits européens.

Remanier l'alliance atlantique

Il reproche aux dirigeants européens de « marcher à la godaillie » et exprime l'espoir que, de ces crises, il puisse sortir une prise de conscience afin de remanier la réalité de l'alliance atlantique. Il précise : « Personne ne demande à en sortir. Mais tous demandent que l'on remanue la conception de cette alliance ».

Après avoir repris les critiques qu'il a adressées au gouvernement lors du débat de politique extérieure à l'Assemblée nationale, il plaide pour la préservation de l'Etat, car celle-ci « se rattache de temps en temps à la politique gauchiste ». Il réaffirme la nécessité de « remettre l'alliance atlantique sur un terrain plus sain », de sorte que « les différents partenaires aient leur mot à dire avant la décision » et plaide pour la préservation de « terrains où les adversaires peuvent se rencontrer », comme ce devrait être le cas de la conférence de la sécurité des Nations Unies. Il faut être « plus solidaire des Etats-Unis lorsque la cause est juste ». Si les pays d'Europe se comportent entre eux-mêmes comme des « frères ennemis », poursuit-il et si les Etats-Unis restent à cette situation intermédiaire de pays leader qui ne remplit pas sa fonction et en même temps appuient les alliés à remplir des missions dédaignées dans le passé, alors on peut redouter la finlandisation de l'Europe. Mais le rôle des responsabilités politiques, c'est précisément de ne pas croire à la fatalité.

Estimant qu'en intervenant en Afghanistan l'U.R.S.S. a, « dans l'immédiat », obéi surtout à « une réflexion de défense » — parce que, selon lui, l'U.R.S.S. n'a pas la même maîtrise de ses décisions, car elle est en train de passer d'une équipe dirigeante à une autre, — sans exclure qu'il puisse y avoir une « volonté expansionniste », M. Mitterrand juge qu'il y a plusieurs impératifs : et que, « sur la distance, l'effondrement d'un camp ou les joies du triomphe ne influencent pas le rapport des forces une avancée de l'autre ».

Il ajoute : « Voilà pourquoi il faut éviter les finlandisations. De même qu'il faut éviter de se laisser emporter dans les fantasmes qui feraient que, en épousant les causes idéologiques de l'un ou de l'autre, on laisserait passer les risques de la guerre ». M. Mitterrand conclut : « Ce qui fait ma force, c'est que je dispose du seul parti capable de faire comprendre aux Français qu'il existe une chance d'en sortir. (...) Le P.S. représente la force et l'espoir ».

La cote des changes du premier secrétaire

« Un franc bien accroché dans son point de comparaison avec un dollar qui baisse, cela n'est pas très flatteur pour le franc », a dit le premier secrétaire du P.S., qui — une erreur en appelant une autre — a cru pouvoir ajouter : « C'est par rapport au mark, qui est la monnaie la plus forte du système européen, sans oublier bien entendu le franc belge et celui du système — car il n'y est pas, mais la comparaison est utile, — le franc suisse, c'est par rapport à ces monnaies qu'on constate une dépréciation du franc telle que l'on peut parler d'une dévaluation supplémentaire de fait ».

M. Mitterrand doit lire la cote des changes, mais avec quelques mois de retard. Hélas, il s'agit d'un métier fluctuant.

Depuis le début de cette année, le franc est régulièrement en tête du « serpent » au sein duquel la position du deutchmark n'a cessé de se détériorer au point que la devise allemande se trouve aujourd'hui en

queue et que la Banque de France a dû en mars, puis encore en avril, la soutenir pour l'empêcher de tomber au-dessous de son « plancher » vis-à-vis du franc (voir graphique dans le Monde de l'économie p. 24).

Le cours du deutchmark à Paris oscille entre 2,3033 F (son plancher) et 2,32 F. Il valait au moment de l'entrée en vigueur du S.M.E., le 12 mars 1979, 2,3065 F. La « dévaluation » n'est guère perceptible à un observateur non prévenu. Pendant la même période, le franc suisse a baissé (légèrement) : il est coté aujourd'hui 2,487 F au lieu de 2,556 F le 12 mars de l'année dernière.

Quant au dollar, il a depuis le début de 1980 brillamment remisé. De 4 F le 3 janvier, son cours est passé à 4,55 F le 11 avril, pour reculer un peu depuis lors et se situer maintenant aux environs de 4,30 F, ce qui représente malgré tout une hausse de 7,5 % en trois mois et demi. — P. F.

M. Rocard : de singulières manœuvres d'appareil

M. Michel Rocard a fait part de sa décision d'ajourner ses déplacements (le Monde daté 20-21 avril) dans une lettre adressée vendredi 18 avril aux responsables des fédérations qu'il devait visiter, notamment en Aquitaine, dès mardi 22 avril (Pyrenées-Alpes, Gironde et Lot-et-Garonne). Dans ce texte, on lit notamment : « Au cours d'une réunion à laquelle je n'étais pas, la majorité du bureau exécutif a estimé que mes voyages ne respectaient pas les principes les plus élémentaires de nos règles internes (...) ».

« J'aurais souri de telles affirmations connaissant les pratiques du parti, mais le porte-parole du parti a introduit une certaine gravité dans ce débat en m'informant qu'il s'agit de décisions prises à l'unanimité ». « Ou bien Michel Rocard se déplace en province en tant que candidat, mais les candidatures ne sont pas ouvertes, ou bien il se fait en tant que responsable du parti, mais il doit en informer les fédérations (...) ».

« Comme je ne suis jamais allé dans aucune fédération, je n'ai pas à déclarer publiquement : « Ou bien Michel Rocard se déplace en province en tant que candidat, mais les candidatures ne sont pas ouvertes, ou bien il se fait en tant que responsable du parti, mais il doit en informer les fédérations (...) ».

« Comme je ne suis jamais allé dans aucune fédération, je n'ai pas à déclarer publiquement : « Ou bien Michel Rocard se déplace en province en tant que candidat, mais les candidatures ne sont pas ouvertes, ou bien il se fait en tant que responsable du parti, mais il doit en informer les fédérations (...) ».

M. Rocca serait nommé directeur de cabinet de M. Peyrefitte

M. Michaud le remplacerait à la tête des services judiciaires

Le Journal officiel du 20 avril annonce que M. Jean Cabannes, conseiller à la Cour de cassation, quitte ses fonctions de directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, gardé des sceaux, qu'il occupait depuis le 29 mai 1977. M. Cabannes devrait être prochainement remplacé à ce poste par M. Yves Rocca, inspecteur général et directeur des services judiciaires. La direction des services judiciaires de la chancellerie serait confiée à M. Jean Michaud, inspecteur général adjoint des services judiciaires. M. Rocca

conserverait la direction de l'inspection générale. (Né le 2 avril 1922 à Collo (Algérie), M. Yves Rocca est docteur en droit. Il est entré dans la magistrature en 1946 et, avant d'être nommé conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, M. Michel Debré, de juin 1958 à janvier 1959, puis jusqu'en 1961 conseiller technique auprès de celui-ci, alors premier ministre. Substitut général à la Cour d'appel de Paris en 1961, avocat général en 1973 puis, en juillet 1977, avocat général délégué à la Cour de cassation, M. Rocca a été nommé, le 1er février 1978, directeur des affaires civiles et du sésau, à la chancellerie, avant sa nomination, le 11 juillet 1979, comme directeur et inspecteur général des services judiciaires. M. Rocca a été nommé en décembre 1978 avocat général à la Cour de cassation et maintenu en détachement.)

(Né le 15 octobre 1927 à Montagnac-Pérche (Orne), M. Jean Michaud est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé. Avocat stagiaire à Dijon en 1948, il fut nommé, sur sa demande, juge suppléant dans la même ville en 1954, avant d'occuper plusieurs postes de juge d'instruction à Saint-Mihiel (Meuse), Bar-le-Duc, Pontault, Vermeilles et Paris. Il fut conseiller technique au cabinet de M. René Pleven, alors garde des sceaux de mars 1972 à janvier 1973, avant d'être nommé premier juge d'instruction à Paris en avril 1974. M. Michaud a été détaché à la chancellerie en 1976 comme inspecteur des services judiciaires dont il est inspecteur général adjoint depuis 1978. Il a été nommé parallèlement président de chambre à la cour d'appel de Paris en janvier 1978.)

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
L'INNOVATION
Envoyer 20 francs (timbres et 1 F en chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalot, 75014 Paris, ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

65^e ANNIVERSAIRE DU GENOCIDE ARMÉNIEN
du 22 au 27 avril
dans le cadre d'une
SEMAINE D'INFORMATION
au
**FORUM DES HALLES
LE NOR SEROUND**
présente
Vingt tables pour un spectacle
du peintre PAFAP
avec : projections de films, table de presse, conférences-débats.
Tous les jours, de 11 heures à 20 heures,
Niveau 3, porte Serp, salle Interforum.

LOTO
c'est facile,


V. KEUKJIAN
Coopération Artisanale
de Bâtiment
MACONNERIE, CARRELAGE,
PLOMBERIE, ELECTRICITE,
MENUISERIE, PEINTURE,
VITRERIE
APPARTEMENTS - MAGASINS
VILLAS - RAYONNEMENTS
ESCALIERS
18, rue Marbeuf - 75008 PARIS
Tél. ALBAZ 37 23 et 84
M. COSTA, chef de chantier

POLITIQUE

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU R.P.R.

Pour éviter de donner l'impression qu'ils se sentent concernés ou qu'ils sont intéressés par « les affaires » qui défilent la chronique, M. Jacques Chirac a demandé dès l'ouverture des travaux aux membres du comité central du R.P.R., dimanche 20 avril à Paris, de ne pas évoquer celles-ci. Malgré l'envie que certains en avaient, tous ont respecté la consigne du président de leur mouvement. A aucun moment les noms de M. Pompidou et de M. Peyrefitte n'ont donc été cités publiquement.

M. Chirac a alors pu donner le ton à ses amis en dénonçant, seul, mais avec une particulière netteté, le climat actuel

liser la collectivité nationale sur l'objectif d'une croissance nouvelle, la France s'enfonçant dans la vie chère, le sous-emploi, le doute d'elle-même et la désespérance du lendemain.

Sur le plan international, ce n'est plus la paix du monde elle-même qui se trouve progressivement mise en cause par le développement des crises d'Asie centrale, par l'improvisation, plus ou moins cohérente, des initiatives prises pour y faire face et, enfin, par le sombre climat d'incompréhension mutuelle qui tend à s'établir entre les puissances alliées.

Confrontés à une crise économique prolongée et à une situation internationale déréglée, les Français considèrent aujourd'hui leur avenir avec une anxiété croissante. L'échec de la politique économique du gouvernement n'est plus à démontrer : non seulement le redressement promis paraît plus que jamais hors de portée mais le processus de dégradation se poursuit et s'accroît. Faut-il avoir voulu moli-

fait de « défaillances », de « manœuvres » et d'« intrigues ». Applaudi à plusieurs reprises par une assistance où les parlementaires étaient peu nombreux, M. Chirac a surtout voulu opposer le « pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris » aux préoccupations et aux problèmes concrets des Français. Le comité central devait d'ailleurs s'attacher à présenter quelques propositions concrètes en matière économique et fiscale, après avoir débattu de la participation que tous considéraient comme une première étape dans le vote d'un nouveau projet de société.

M. Chirac a donc confirmé le diagnostic de l'irréversibilité ; la dissonance et l'agitation sonore. Tout cela ne nous intéresse pas et ne nous concerne pas.

Une telle situation ne paraît, en effet, aujourd'hui gravement préjudiciable à l'exercice et à l'avenir de la démocratie dans notre pays.

La démocratie exige tout à la fois un Etat qui, au-dessus de la brigue, des convoitises et des intérêts, sache affirmer sans défaillance la cause du salut public, et des citoyens déterminés à prendre avec générosité leur part des disciplines nationales que requièrent le progrès et la grandeur de la France.

L'autorité ne saurait être dissociée du peuple en qui elle puise sa légitimité et sa force. Que la confiance en ses dirigeants — je veux parler de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit,

nostic sévère qu'il porte sur la politique économique du gouvernement dont, a-t-il dit, l'échec n'est plus à démontrer. Il a exprimé une inquiétude accrue à l'égard de la situation internationale puisque, selon lui, la paix elle-même est progressivement mise en cause. Enfin, il a accentué ses doutes envers la capacité actuelle de l'Etat à surmonter la brigue, les convoitises et les intérêts.

C'est donc à la fois un avertissement et un appel au « sursaut » qu'a voulu lancer le président du R.P.R. Et, lorsqu'il a dit, après ces mises en garde, ces reproches et ces dénonciations, qu'il conserve une

exercent une responsabilité politique dans ce pays — vient à manquer et le peuple se détourne d'eux. C'est cette désaffection que je sens grandir, mouvement auquel demeure insensible le pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris, mais désaffection qui atteint la nation dans ses profondeurs.

Georges Pompidou avait parfaitement compris que si on ne parvient pas à rendre confiance au peuple, si on ne lui dit pas la vérité à laquelle il a droit, c'est l'épée qui tranchera le noeud gordien.

Nous sommes responsables de l'avenir de la France. Un sursaut s'impose donc, et d'abord de la part de ceux qui revendiquent la haute mission de guider notre pays dans les temps difficiles que nous vivons. (...)

« indéfectible espérance », chacun a cru comprendre que le choix qu'il attend des Français n'est pas le même que le « bon choix » souhaité, en 1976, par M. Giscard d'Estaing. M. Chirac n'a pas eu besoin d'être plus explicite quant à ses intentions puisqu'il a affirmé qu'il ne dérogerait pas à la règle « de la rigueur, de l'honnêteté et de la dignité » lors du « grand débat politique » qui s'annonce. Pour qui d'autre que lui-même le président du R.P.R. nourrirait-il cette espérance et formulerait-il ces principes ? Personne ne le lui a demandé. M. Debré était absent.

ANDRÉ PASSERON.

M. CHARBONNEL : la participation n'est pas le « juste milieu »

Le débat s'est ensuite engagé sur le problème de la participation.

M. Jean Charbonnel, député général chargé de l'action ouvrière et professionnelle, a notamment déclaré :

« C'est beaucoup plus qu'un nouveau « mode de vie » comme le souhaite aujourd'hui le président de la République. C'est

les Français ont le droit d'être traités en citoyens libres et responsables. C'est bien à eux qu'appartient en dernier ressort le jugement et le choix. C'est d'eux qu'en définitive dépend l'avenir du pays et c'est justement ce qui fait que mon indéfectible espérance. »

une nouvelle conception des relations entre les citoyens et le pouvoir, qui s'inscrit de la vie quotidienne à l'organisation de l'Etat, et c'est aussi, bien entendu, une nouvelle conception des rapports sociaux dans laquelle l'actionnariat ou l'intéressement apparaissent comme des constructions utiles et même nécessaires mais partielles. »

Examinant les réactions au projet, il indiqua : « L'hostilité de la C.G.T. a été sans faille. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même pour la C.F.D.T., à la fois en raison de son attitude « recentrée » et parce que la philosophie qui sous-tend notre projet ne peut la laisser totalement indifférente : le combat pour Lip, qu'elle avait si vivement soutenu, n'était-il pas, dans une large mesure, un combat pour la participation, même si le mot n'apparaissait pas, même si l'idée était mélangée à beaucoup de sorcellerie ? Si le scepticisme de P.O. demeure pour nous incompréhensible, la sympathie de la C.F.T.C., l'intérêt croissant de la C.G.C., montrent que les organisations syndicales ne sont pas aussi manuellement hostiles qu'on veut bien l'affirmer. »

Quant au patronat, les récentes déclarations de son président font également apparaître, à travers certaines réserves, beaucoup de prudence, une incontestable prise de conscience. (...)

M. Charbonnel conclut : « La philosophie gaulliste de la participation reste profondément différente de sa « tradition » giscardienne : il ne s'agit pas pour nous de partir à la recherche d'un « juste milieu » aussi mythique que le collectivisme abstrait et l'autogestion démodée, mais de préparer une nouvelle société également éloignée de la bureaucratie totalitaire et du libéralisme mou. »

Après M. Jean-Pierre Delalande, qui expose l'économie de la proposition R.P.R. dont l'Assemblée nationale doit débattre cette semaine, M. Christian Foncelet, sénateur des Yvelines, affirme : « A la vérité, c'est l'excès actuel qui s'est toujours refusé à prendre en considération les propositions de loi R.P.R. sur la participation des salariés aux valeurs d'actifs intégrés au capital et sur leur participation à l'élaboration des décisions dans les entreprises. Le sens du revirement constaté ces dernières semaines est clair pour tout le monde à l'approche de l'élection présidentielle, et il serait navrant que l'idée si généreuse de participation puisse être dévoyée à des fins électorales. »

M. Philippe Dechartre, ancien ministre, estime que « cette loi-cadre n'est qu'un point de départ ». »

En conclusion des travaux, M. Bernard Ross, secrétaire général, a indiqué que sur la base de l'interview de M. Chirac que nous avons publiée (le Monde du 15 avril), le comité central demandait la suppression de la taxe professionnelle, la suppression de la loi sur les plus-values, la diminution des droits de mutation pour les entreprises, un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes et la vérité des tarifs publics.

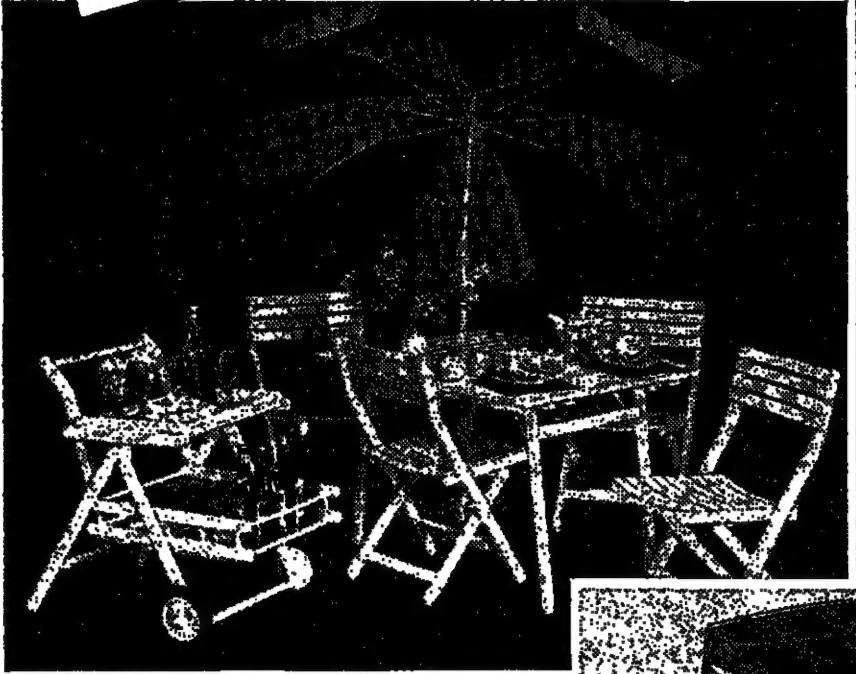
LA MOTION SUR LA PARTICIPATION

A l'unanimité, le comité a adopté une motion sur la participation qui rappelle que celle-ci est « un ensemble comprenant à la fois : la participation aux bénéfices ou intéressement aux fruits de l'expansion ; la participation au capital ou participation aux valeurs d'actifs nées de l'autofinancement ; la participation de toutes les catégories du personnel à l'élaboration des décisions concernant la vie et le devenir des entreprises (...) et quel doit être reconnu, par la voie législative, un droit d'expression des salariés sur les modalités d'organisation et d'exécution de leur travail au sein de l'entreprise. »

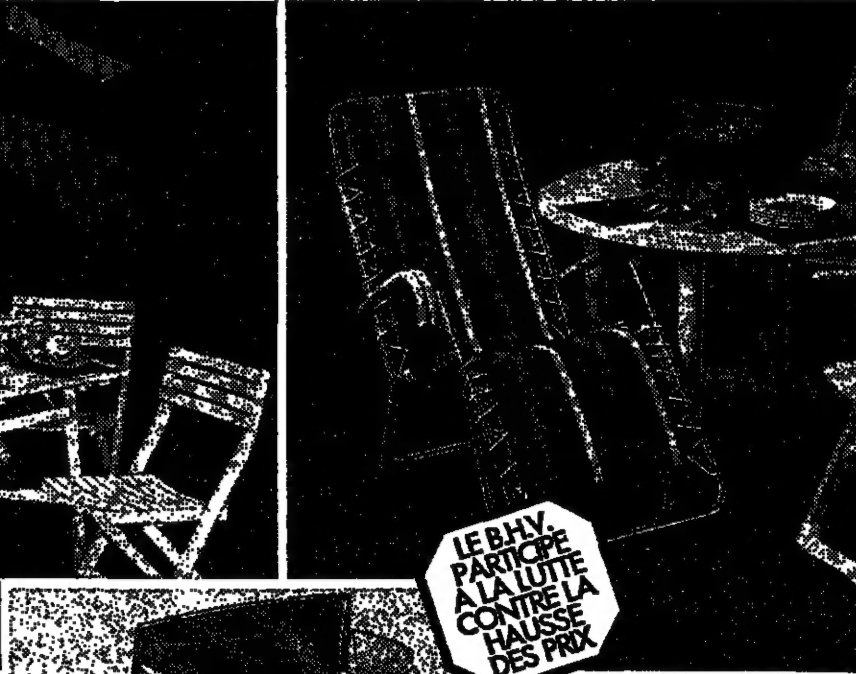
Dans votre BHV.

Des prix spéciaux pour profiter du jardin.

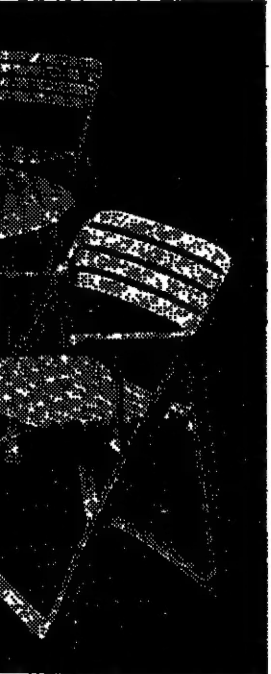
Jusqu'au 3 mai 1980
CREDIT GRATUIT* EN 9 MOIS
sur tout le jardinage, les meubles de jardin et les stores extérieurs.



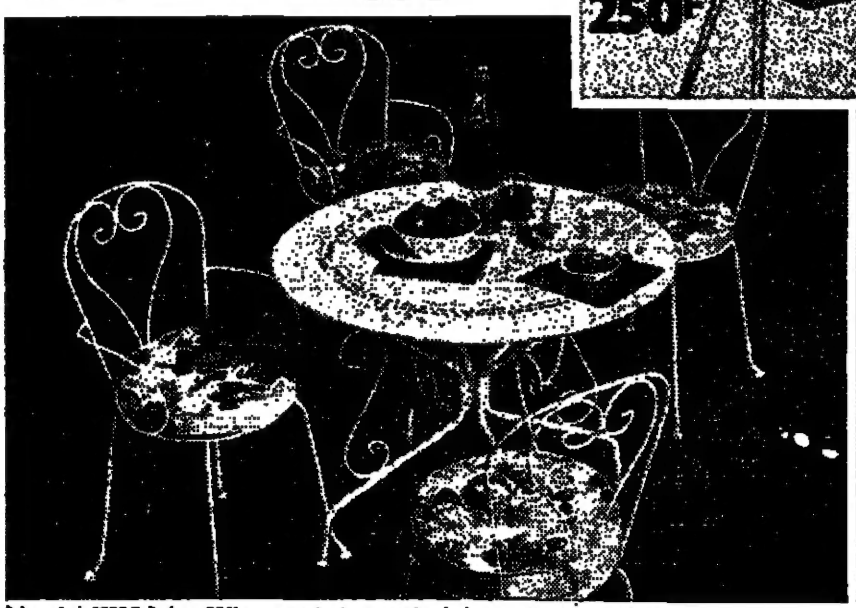
Salon bois laque blanc composé de : 1 table 100x100, 2 chaises, 2 fauteuils.
700F



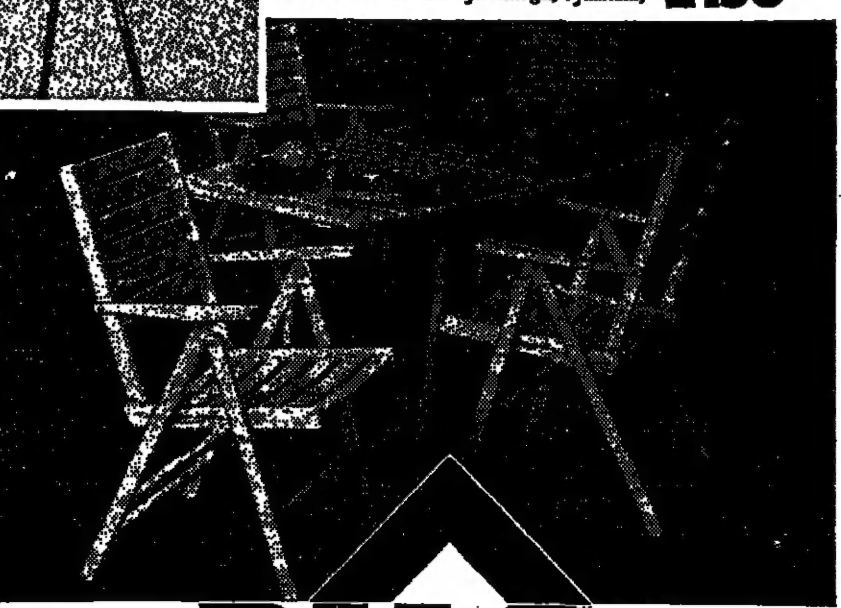
Bar roulant, bois laque blanc, 3 chaises en bois.
290F



Panazol o 200, 3 chaises en bois.
275F



Salon romantique, fer forgé, composé de : 1 table 100, 2 fauteuils, 2 chaises, 4 coussins.
650F



Salon Chery en plastique composé de : 1 table 100, 2 chaises, 2 fauteuils.
1300F

Fauteuil relax, monté sur roulettes, avec accoudoirs, exclusivité BHV.
150F

Salon bois laque blanc composé de : 1 table 100x100, 2 chaises, 2 fauteuils.
2150F



Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

DANS VOTRE BHV : RIVOLI - ROSNY 2 - BELLE ÉPINE - CRÉTEL - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES ET VILLENEUVE-LA-GARENNE.

محلات من الله صل

POLITIQUE

Sept élections cantonales

AISNE, canton de Laon-Nord (1^{er} tour).
Inscr. 9 925; vot. 5 072; suffr. expr. 4 808.
MM. Daniel Poulet, c. s. (P.S.), 2 548 voix; ELU, Georges Lemaître (R.P.R.), 1 251; France Mathieu (U.D.F.), 1 099.

[L'élection de M. Poulet, au second tour, en mars 1979, par 3 571 voix contre 2 728 à Mme Mathieu, avait été invalidée. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants, pour 6 506 suffrages exprimés : M. Poulet (P.S.), 2 194; Mathieu (P.C.), 1 772; Mme Mathieu (U.D.F.), 1 524; M. Millet (sout. R.P.R.), 1 196. M. Poulet (P.S.), qui bénéficiait du soutien du P.C.F., a été élu dès le premier tour avec 52,62 % des suffrages exprimés. En 1978, au premier tour, les candidats P.C. et P.S. avaient totalisé 99,58 % des suffrages.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE, canton de Barreille (1^{er} tour).
Inscr. 812; vot. 737; suffr. expr. 712.
MM. Serge Dho (P.C.), 443 voix; réélus; Frédéric Barberoux (soutenu par le P.S. et le M.R.G.), 270.

En mars 1979, M. Dho avait été élu au premier tour, par 311 voix contre 297 à M. Girard (P.S.), conseiller. Cette élection avait été annulée par le Conseil d'Etat en raison d'une irrégularité dans le nombre d'assesseurs.

GIROUDE, canton de Castelnaud-de-Médoc (1^{er} tour).
Inscr. 13 805; vot. 7 229; suffr. expr. 5 646.

MM. Yves Lecandey (div. maj.), 2 788 voix; Guy Coubris (div. s.), 1 834; André Dartigues (rad. de g.), 1 175; Mme Marinette Fourrier (div. maj.), 622; M. André Harnois (div. maj.), 187. Il y a ballottage.

Le 18 mars 1979, les résultats du premier tour avaient été les suivants : MM. Coubris, 2 229 voix; Lecandey, 1 761; Dartigues, 1 218; Bernin (P.C.), 1 211; Jannouilli (P.S.), 1 189; Tard (maj.), 554.

L'élection de mars 1979 avait été annulée par le Conseil d'Etat à la suite d'un recours de M. Coubris contre M. Lecandey, pour distribution de tracts diffamatoires la nuit qui avait précédé les élections. M. Lecandey, ancien secrétaire de M. Ayman, ancien député, qui avait été élu au second tour, en 1978, par 4 572 voix contre 4 121 à M. Coubris, a sensiblement amélioré son score par rapport au premier tour de 1978.]

HAUTS-DE-SEINE, canton de Courbevoie (1^{er} tour).
Inscr. 16 015; vot. 7 441; suffr. expr. 7 217.

MM. Bernard Bonneau (U.D.F.), 2 838; Roger Guerin (P.C.F.), c. s., 2 807; Philippe Roche (P.S.), 2 897; Mlle Diane Tilleul (écol.), 419; MM. André Delaporte (F.N.), 220; André Bonnel (rad.), 128. Il y a ballottage.

L'élection de M. Guerin, au second tour, en mars 1979, par 5 131 voix contre 5 019 à M. Bonneau, avait été invalidée par le Conseil d'Etat. Au premier tour de 1978, les résultats avaient été les suivants, pour 9 888 suffrages exprimés : MM. Bonneau (U.D.F.), 3 058; Guerin, c. s. (P.C.), 2 863; Roche (P.S.), 1 725; Morice (écol.), 738; Delaporte (F.N.), 306; Forgues (div. g.), 145; Fretellière (P.S.U.), 122. Par rapport au scrutin de mars 1978, le candidat de l'U.D.F. maintient ses positions (38,78 % des suffrages exprimés au lieu de 37,93 %), tandis que le total des voix du P.C. et du P.S. progresse légèrement (59,82 % au lieu de 48,49 %). Cette progression profite au P.C. qui gagne près de huit points (38,36 % au lieu de 30,94 %). Le P.S. est en recul (12,25 % au lieu de 17,55 %).

LOIRE, canton de Saint-Etienne Nord-Est 1 (1^{er} tour).
Inscr. 18 723; vot. 5 256; suffr. expr. 5 190.

MM. Christian Bail, c. s. (P.S.D. soutien U.D.F.), 2 113 voix; Marc Bruyère (P.C.), 1 739; Guy Laffont (P.S.), 995; Lucien Léonard (R.P.R.), 159; Mme Anne-Marie Berginot (P.P.), 102; M. Marc Bouchardou (P.S.U.), 82. Il y a ballottage.

[L'élection de M. Bail en mars 1979, au second tour, par 4 537 voix contre 4 523 à M. Bruyère, avait été invalidée. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants pour 17 125 inscrits, 8 625 votants et 8 453 suffrages exprimés : MM. Bail (P.S.D.), 2 854; Bruyère (P.C.), 2 826; Laffont (P.S.), 1 739; Baillet (U.D.F.), 1 599; Groszmann (F.D.R.), 258; Chantelot (div. g.), 159. Le P.C. conserve ses positions par rapport au premier tour de 1978 (35,99 % au lieu de 33,49 %). Le P.S. perd deux points (18,17 % au lieu de 21,35 %), tandis que le candidat U.D.F. est en net progrès (44,71 % au lieu de 34,94 %). La majorité l'avait emporté en 1978, bien que la gauche eût totalisé 54,38 % des suffrages exprimés au premier tour.]

VAL-DE-MARNE, canton de Vincennes - Fontenay-Nord (1^{er} tour).
Inscr. 14 873; vot. 5 893; suffr. expr. 5 514.

MM. Marc Favas (Union pour la maj. présid.), 2 519; Mme Nicole Garand, c. s. (P.C.), 2 018; MM. Gérard Boudin (P.S.), 858; André Candio (écol.), 513; Michel Carré (écol.), 138; Pierre Roudier (gauch. d'oppos.), 131; Gérard Taffin (F.N.), 105; Charles Knopfer (M.R.G.), 92. Il y a ballottage.

Les électeurs de ce canton étaient appelés à voter pour la troisième fois en quatre ans. A Fontenay, les présidents des bureaux de vote ont été désignés par le tribunal de grande instance et non par le maire, en raison d'anomalies constatées en 1976 puis en 1978. Lors de la dernière consultation, en février 1978, Mme Garand (P.C.) avait été élue au second tour avec 3 823 voix contre 3 516 à M. Favas. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 15 877; vot. 5 878; suffr. expr. 5 485. M. Marc Favas (Union pour la majorité), 2 870; Mme Nicole Garand (P.C.), 2 538; Mme Marie-Françoise Martin-Godard (P.S.), 771; Mme Monique Dettl (P.S.U.), 112; M. Pierre Roudier (gauchiste d'oppos.), 180; M. Charles Knopfer (M.R.G.), 94; Serge Cabochet (div. g.), 8.

Le candidat de la majorité maintient ses positions par rapport au premier tour de 1978 (48,32 % au lieu de 44,18 %). Le P.C. et le P.S. sont en recul, cela est pour le P.C. 04,99 % au lieu de 33,04 %, plus léger pour le P.S. (3,54 % au lieu de 11,87 %).

VAR, canton de Hyères (1^{er} tour).
Inscr. 26 280; vot. 12 738; suffr. expr. 12 360.

M. Jean-François Barrat (P.S.), c. s., 4 494 voix; Mlle Angèle Sorba (U.D.F.), 4 376; MM. Jacques Ayral (P.C.), 1 490; Joseph Seron (R.P.R.), 1 427; Francis Bonnet (P.F.N.), 415; Edmond

Schmitzhansler (ext. droite). Il y a ballottage.

[L'élection de M. Barrat, au second tour de mars 1979, par 7 825 voix contre 7 823 à Mlle Sorba avait été invalidée. Au premier tour, pour 28 188 inscrits, 16 538 votants et 16 128 suffrages exprimés, les résultats avaient été les suivants : Mlle Sorba, c. s. (app. U.D.F.), 4 978; M. Barrat (P.S.), 4 699; Mme Sorba (R.P.R.), 1 286; M. Ayral (P.C.), 1 311.

Par rapport au premier tour de 1978, la gauche maintient ses positions (48,32 % au lieu de 48,62 %), de même que l'U.D.F. (35,48 % au lieu de 35,17 %). Le P.S. gagne trois points et le P.C. recule d'autant. Le R.P.R. régresse sensiblement (11,54 % au lieu de 16,19 %).

Cinq scrutins municipaux

GIROUDE, Flotrac (2^e tour).
Inscr. 7 563; vot. 2 911; suffr. expr. 2 819.

Liste P.S. (M. Jean Darriet, Mme Conchita Lecouey) : 2 177 voix, 2 ELUS.

Liste majorité (MM. François Renard, R.P.R., 435; Gérard Chamorin, maj.), 429.

[Dimanche 13 avril, les résultats avaient été les suivants : M. Darriet, 1 653; Mme Lecouey, 1 618; MM. Lavois (P.C.), 1 108; Renard, 369; Chamorin, 364. Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'une part, du maire socialiste, M. Raymond, qui avait donné sa démission, d'autre part, du siège détenu par une conseillère communiste.

Au second tour, le 20 mars 1977, la liste communiste composée de quatorze P.S. et de treize P.C. avait été élue en totalité, la liste de liste obtenant 3 258 voix contre 1 079 à la liste de la majorité.

Dimanche, malgré un faible taux de participation (34,4 %) et un nombre de suffrages exprimés inférieur à celui du premier tour, les candidats socialistes ont amélioré leur score.

OISE, Précieux-sur-Oise (1^{er} tour).
Inscr. 1 606; vot. 838; suffr. expr. 806.

Liste d'intérêts communaux : MM. Jean-Paul Tharan (div. maj.), 404 voix; élu; Hervé Van Deven (div. maj.), 403 voix. ELU.

Liste de P.C.F. : Mme Evelyne Lejeune, 356 voix; M. Claude Testard, 355 voix.

Liste d'union de la gauche : Mme Annick Poupeau (M.R.G.), 148 voix; M. Georges Maisant (P.S.), 138 voix.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de deux conseillers municipaux, MM. Bourdelle et Barret, qui s'étaient démis de leurs mandats pour marquer leur désaccord avec la gestion du maire, M. Charrasconnet (P.C.F.). Les élus de gauche, qui avaient remporté treize des dix-sept sièges en 1977, ne trouvent aujourd'hui majoritaires. Il y a trois mois, la liste d'intérêts communaux, qui représentait jusqu'à présent l'opposition, avait déjà doublé le nombre de ses représentants en emportant au second tour d'une élection partielle quatre sièges laissés vacants par la démission de conseillers de gauche en désaccord avec le maire. Le conseil municipal comprend désormais dix conseillers de gauche (div. maj.), six socialistes ou radicaux de gauche et un communiste (le maire, élu à cette fonction à la suite d'accords locaux en 1977).

HAUTE-SAVOIE, Thonon-les-Bains (2^e tour).
Inscr. 14 643; vot. 8 107; suffr. expr. 7 876.

Pour le renouvellement municipal (P.S.), 4 171 (moyenne de liste), 3 ELUS; Union démocratique de gestion municipale (majorité), 3 559.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de trois conseillers municipaux démissionnaires. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr. 14 643; vot. 7 863; suffr. expr. 7 773. P.S., 2 783 voix; majorité, 2 791. Pour la participation des femmes, 671; Thonon Liberté (P.C.), 604; Vire à Thonon dans la paix, la beauté et la sécurité, 614.

Trois socialistes, dont M. Michel Frossard, conseiller général de Thonon, entrent au conseil municipal, dont les vingt-quatre autres sièges sont détenus par la majorité, dont la direction de M. Georges Flanta, député (U.D.F.) de la Haute-Savoie et maire.]

VAR, Brignoles (1^{er} tour).
Inscr. 8 179; vot. 3 061; suffr. expr. 2 808.

M. Jacques Paul (div. maj.), 1 656 voix; élu; M. Marcel Brisse (P.C.F.), 852 voix.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Marin (div. maj.), qui s'était démis de son mandat au début de 1979. Cette élection partielle était indispensable avant que le conseil municipal ne puisse procéder à la désignation d'un nouveau maire. M. Noël Rosé (P.S.), qui était redevenu maire le 7 mars par décision du Conseil d'Etat, a refusé de conserver cette charge à la suite de la persistance de son désaccord avec les élus communistes. Toutefois, l'élection de M. Paul renforçant la minorité du conseil (liste républicaine d'intérêt local), qui dispose désormais de cinq sièges, ce résultat va vraisemblablement contraindre les pouvoirs publics à prononcer la dissolution de l'assemblée locale. Celle-ci repousse jusqu'à présent sur une coalition composée de huit communistes et trois socialistes dissidents. Le troisième groupe, formé de sept socialistes, se refusant à collaborer avec le P.C. le renforcement de la minorité va accentuer le blocage.]

HAUTE-VIENNE, Bessines-sur-Gartempe (1^{er} tour).
Inscr. 317; vot. 266; suffr. expr. 258.

Liste de la majorité, 145 voix (moyenne de liste), 3 ELUS; union de la gauche, 103 voix.

Trois conseillers municipaux de la section de Mortierolles-sur-Semmes, anciens communs fusionnés avec Bessines-sur-Gartempe, avaient donné leur démission. Le nouveau conseil comprend dix-huit élus de gauche et trois élus de la majorité.]

NE ME DÉRANGEZ PAS, JE LIS.

J.H. LORENZI E. LE BOUCHER

mémoires volées

Satellites, micro-ordinateurs, rubans, teletexte, séries TV U.S., restaurations vidéo, banques de données ET DEMAIN LA FRANCE ?

Éditions Ramsay

J'AIME LES NOUVELLES FRAÎCHES, J'ECOUTE EUROPE 1.

PHILIPPE GILDAS
ET SON EQUIPE

7h25 ALAIN DUHAMEL
7h55 JEAN BOISSONAT
8h20 ETIENNE MOUGEOTTE
8h30 IVAN LEVAÏ

Europe 1, c'est aussi Catherine Nay, Gérard Carreyrou, Jean-Pierre Joulin, Robert Namias.
Europe 1, pour être mieux informés.

EUROPE 1
C'est naturel

Le Monde

société

RELIGION

Le Secours catholique s'inquiète de « la montée de la misère » à Paris

Orléans. — Devant trois cents militants réunis à Chamerolles (Loiret), samedi 19 et dimanche 20 avril, les responsables du Secours catholique de Paris se sont inquiétés de la montée de la misère dans la capitale. Au cours des six derniers mois, l'organisation charitable a constaté une augmentation considérable (plus 32,5 %) des appels de détresse émanant de plus de 10 000 per-

De notre correspondant

sonnes. Pauvrisation croissante et rapide que démontre aussi une enquête de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne : 100 120 familles disposent, en 1980, d'un quotient familial inférieur à 350 F, soit presque le double de familles par rapport à 1979.

Le Paris pauvre d'aujourd'hui, selon une autre enquête du Secours catholique, compte surtout des jeunes (71 %) ont moins de quarante-cinq ans), des femmes seules (51 %) célibataires ou abandonnées avec des enfants à charge, des migrants (34 %), tous aux prises avec la maladie, le chômage ou des difficultés de logement. Derrière la façade opulente, la pauvreté gagne du terrain, le fossé s'accroît, à l'image de ce qui se passe dans les villes du tiers-monde. Le drame se déroule sous nos yeux, alors que les décideurs « s'entre-déclarent, se constituent une fausse pour les pauvres », ont affirmé les responsables du Secours catholique

parisien. « La pauvreté, c'est souvent attendre, ont-ils encore insisté. Or cela ne peut plus durer ».

Dom Helder Camara, invité du rassemblement, qui s'était rendu dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris, le samedi matin, a confié en quelques mots ses impressions : « Il m'a semblé trouver une traduction de nos problèmes à nous en Amérique latine. La misère existe partout. Paris reste une terre d'accueil pour les touristes, une terre d'exclusion pour les migrants. » Pour l'archevêque de Recife, la pauvreté dans les villes du tiers-monde est liée principalement à l'essor des multinationales.

M. Jean Vanier, fondateur des communautés de l'Arche, figurait aussi parmi les invités, ainsi que le cardinal Marty, qui a rendu hommage au dévouement des bénévoles. « Paris est aussi une terre multinationale de la misère. Il faut en faire une multinationale de la charité », a-t-il observé.

R. G.

DÉCOUVERTE D'UN TRAFIC D'ARMES DE CHASSE ET DE HASCHISCH ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Après une enquête du groupe d'intervention des douanes, les policiers de Strasbourg viennent de mettre fin, nous signale notre correspondant, à un trafic d'armes de chasse et de haschisch entre la France et l'Algérie, en procédant à l'arrestation de huit ressortissants algériens, qui ont été présentés au parquet.

Le mardi 15 avril, MM. Mohamed Benamar, trente ans, et Messoud Juedi, vingt-sept ans, sont appréhendés alors qu'ils échangent, en pleine rue, du haschisch contre de l'argent. Au domicile du premier, on découvre 94 kilos de haschisch, et chez le second, un fusil de chasse et un pistolet d'alarme. Un complice, M. Ferial Zekroun, quarante-deux ans, est arrêté peu après. On trouve chez lui un fusil de chasse et quelques grammes de haschisch, mais il avoue avoir introduit en Algérie cinquante armes de chasse.

Le mercredi 16 avril, la police se saisit d'un minibus où ont pris place MM. Tadjani Ghenni, quarante et un ans, et Ali Berbeche, trente-quatre ans. A bord du véhicule, soixante et onze fusils, neuf pistolets d'alarme et des munitions. On trouve, en outre, chez

M. Ghmeri 10 kilos de haschisch. Le lendemain, la police interrompt M. Amar Haia, revendeur de drogue, et intercepte une camionnette, venant de Paris, dans laquelle cent cinquante fusils de chasse sont dissimulés. A bord, MM. Nasser Nourat, quarante-cinq ans, et Ali Seboul, trente-cinq ans, et sont arrêtés à leur tour.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ces personnes introduisaient en Algérie des armes de chasse ou d'alarme dont le montant des ventes était investi dans l'achat de haschisch destiné au « marché » français.

● 3750 doses de L.S.D. saisies. — Les services des douanes de Thionville (Moselle) ont arrêté, samedi 19 avril, dans le train Strasbourg-Milieu, un étudiant italien, Andrea Parmeggiani, âgé de vingt et un ans, domicilié à Padoue, et ont saisi 3750 doses de L.S.D., ainsi que 38 grammes de ptyol, hallucinogène mexicain tiré d'une plante. L'étudiant appréhendé en gare de Thionville revenait des Etats-Unis. Il a déclaré avoir acheté le L.S.D. pour 1940 dollars (environ 8400 francs). Il devrait être présenté au parquet ce lundi 21 avril.

A LYON, LA TENANCIÈRE D'UN CAFÉ-P.M.U. EST TUÉE PAR DES MALFAITEURS

La tenancière d'un café-P.M.U. situé quai du Maréchal-Joffre, à Lyon, Mme Hélène Teyssier, soixante-cinq ans, a été mortellement blessée, le dimanche 20 avril, vers 13 h. 30, par trois malfaiteurs venus dans l'intention de s'emparer de la recette du P.M.U.

Armés de pistolets et d'un fusil à canon scié, les trois hommes avaient d'abord contrainst M. Pierre Teyssier, le mari de la victime, qui se trouvait seul dans la salle, à s'allonger face contre terre. Connaissant probablement les lieux, ils se dirigèrent alors vers la cuisine, où se trouve le coffre-fort de l'établissement, et où Mme Teyssier préparait le déjeuner. A cet instant, le chien de la maison se mit à aboyer.

Un coup de feu fut alors tiré et, tandis que les meurtriers s'enfuyaient sans avoir cherché à ouvrir le coffre, M. Teyssier dut découvrir sa femme tuée d'une balle en plein cœur.

Le meurtrier présumé de Mme Teyssier a été interpellé dans la soirée du 20 avril à la gare de Lyon-Perrache. Il a avoué être l'auteur du coup de feu.



DIRECTEUR GÉNÉRAL

Paris

Équipements Industriels — La filiale française (effectif : environ 400 personnes) d'un groupe allemand réputé, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outillage en carbure de tungstène pour l'industrie de transformation des métaux, recherche son Directeur Général. Il lui sera confiée la responsabilité globale de la société (production, administration, marketing) et veillera plus particulièrement à accroître la part de marché existante déjà très importante. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 40 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion. Il aura à justifier d'une expérience de direction générale, acquise dans le secteur industriel : production ou négoce, et de préférence dans la commercialisation des biens d'équipement. La rémunération annuelle de départ sera motivante et tiendra compte de l'expérience du candidat retenu. Envoyer CV détaillé à W. REINERMANN - PA Management Consultants GmbH - Graf-Recke-Strasse 17 - 4000 Düsseldorf - R.F.A. - Tél. (49-211) 68.66.81. Réf. DM/7768M

MATÉRIEL BÂTIMENT-TRAVAUX PUBLICS

La filiale française d'un important groupe international (12.000 personnes), spécialisée dans les matériels de bâtiment et travaux publics (3.000 personnes pour cette division), leader mondial dans son produit, recherche un Directeur d'Usine et un Responsable Export.

Directeur d'Usine

Normandie

Basé en Normandie, il sera responsable auprès de la Direction Générale du bon fonctionnement de l'organisation et de la coordination de l'ensemble des services de l'usine (bureau d'études, ordonnancement, lancement, production, méthodes, personnel, achats, investissements, etc.). Il aura autorité sur l'ensemble du personnel (180 personnes). Agé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, le candidat retenu aura impérativement une formation et une expérience vécues dans la direction d'une unité de construction mécanique, tant sur le plan gestion et technique qu'en ce qui concerne les relations avec les partenaires sociaux et organismes officiels. Le contexte international du groupe implique une bonne pratique de la langue anglaise. Réf. A/27897M

Responsable Export

Paris

Basé à Paris, il sera responsable sous l'autorité du Directeur Commercial, du développement du réseau export pour l'ensemble des produits de cette société. Homme de terrain, il assurera personnellement la prospection et l'entretien de l'organisation commerciale export au niveau mondial, collaborera directement à la prévision des ventes et aux plans marketing et prendra personnellement en charge les principales actions commerciales. Ce poste conviendrait à un cadre confirmé, Agé de 30 ans minimum, doté d'une bonne formation technique de base et ayant à son actif de solides résultats commerciaux, acquis impérativement dans la vente de matériels de bâtiment et travaux publics. Le contexte international de la fonction implique une parfaite connaissance de la langue anglaise (langues supplémentaires appréciées) ainsi qu'une grande disponibilité pour des déplacements fréquents. Réf. A/27897M

Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Écrire à Paris en indiquant vos prétentions et la référence du poste choisi.

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

150.000 F

Région Nord — Une société industrielle française appartenant au secteur de la métallurgie, ouverte à l'exportation et résolument décidée à élargir sa politique sociale, recherche pour son usine (1.000 personnes), située dans le Nord de la France, son Responsable des Relations Sociales. Rattaché au Directeur de l'Usine et en très étroite liaison avec le secrétariat général de la société, il aura à étudier, proposer et mettre en œuvre toutes dispositions susceptibles d'améliorer et de dynamiser les activités humaines et sociales de cette unité de production. Outre l'animation d'une équipe de 25 personnes en charge de la gestion et de l'administration du personnel, il jouera un rôle permanent de conseil auprès des responsables opérationnels afin de faciliter toutes les actions de formation, d'information ou de concertation au sein de leurs services. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion et ayant complété sa formation sur le plan juridique. Il devra justifier d'une expérience d'environ 5 ans, acquise à un poste similaire couvrant tous les aspects de la gestion du personnel, notamment l'amélioration des conditions de travail, au sein d'une importante unité de production. La rémunération annuelle, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/27897M

CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

130.000 F

Établissement financier — Un établissement de crédit immobilier d'importance moyenne, dépendant d'un puissant groupe financier, recherche, pour son siège parisien, un Cadre Administratif et Commercial. Dans l'immédiat, ce cadre sera chargé, avec l'aide d'une petite équipe, de l'étude complète des dossiers de crédit à moyen et long terme jusqu'à leur présentation à un Comité des prêts et à la notification de sa décision aux intéressés. Simultanément, il assurera des responsabilités purement commerciales (prospection de la clientèle, étude des marchés et de la concurrence, mise au point de nouveaux barèmes...) et aura notamment pour mission d'entretenir des relations suivies avec les apporteurs d'affaires les plus divers (promoteurs, banquiers, agents immobiliers, assureurs...). Dans un avenir proche, ce cadre sera appelé, en cas de réussite, à prendre la responsabilité globale d'un Service, et son rattachement à la Direction Générale pourrait être ultérieurement envisagé. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, Agé d'au moins 27 ans, doté d'une solide formation supérieure (ESSEC, ESC...) ou pouvant faire preuve d'un niveau équivalent, et justifiant impérativement d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, acquise dans une banque ou un établissement financier, et de préférence liée au secteur immobilier. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 130.000 francs pour un candidat à fort potentiel. Écrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A/29151M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
3, quai Kléber, 67065 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-64 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
78, boulevard du 11-Novembre, 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893-90-63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copanague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR MARKETING VENTES

250.000 F

Une moyenne entreprise française (chiffre d'affaires 150 millions de francs dont environ 50 % à l'exportation), recherche son directeur du marketing et des ventes. Basé dans une ville moyenne de la moitié Sud de la France, et rendant compte au Président de la Société, il aura pour mission de définir et de faire appliquer les politiques et stratégies marketing à moyen et court terme, de diriger et animer la force de vente et de prendre personnellement en charge des négociations commerciales tant en France qu'à l'étranger. Ce poste se situe dans un contexte peu facile mais est extrêmement motivant par la nature du produit, l'étendue des responsabilités qui seront confiées, et les possibilités de réalisation personnelle qu'il peut offrir. Il s'adresse à un diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC...). Agé de 35 ans au moins, et possédant une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la commercialisation de produits vendus, soit à des transformateurs, soit au grand public (textile, cuir, ameublement, par exemple). Il aura exercé au cours de sa carrière des responsabilités diverses dans le domaine du marketing (notamment au niveau de l'élaboration des stratégies à moyen terme), aura occupé un poste de direction des ventes et acquis de préférence une première expérience d'une fonction similaire. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand et de l'espagnol constituerait un atout supplémentaire. La réussite dans cette mission importante doit conduire le titulaire de la fonction vers des responsabilités élargies à moyen terme. La rémunération, largement ouverte, sera liée à l'expérience du candidat retenu. Elle pourra atteindre 250.000 francs. Écrire à R. DAUDIN à Villersbasse. Réf. A/35264M

RESPONSABLE DES MÉTHODES

150.000 F

Une société filiale d'un groupe français de premier plan recherche pour son usine des Ardennes (400 personnes) un Responsable des Méthodes. Cette usine qui fabrique des accessoires de réseaux électriques et téléphoniques utilisant des technologies variées (découpe, filerie fine, injection de matière plastique, petits montages...) développe une nouvelle gamme de produits. Dans cette optique, le candidat recherché prendra en charge, sous l'autorité du Directeur de l'Usine, et avec l'aide d'une petite équipe, la responsabilité des méthodes : implantation des secteurs de fabrication et de montage, choix des procédés, définition des temps, élaboration des gammes, choix des outillages. Il participera également à la mise sur pied d'un service qualité. Ce poste intéresse un candidat âgé de 32 ans au moins, diplômé d'une école d'ingénieurs (AM, ICAM, HEI, IDN ou équivalent), possédant une expérience des méthodes acquise dans une industrie électromécanique. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs pourra être supérieure si l'acquis le justifie. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4477M

GESTION DE PRODUCTION INFORMATISÉE

Paris

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., fait partie d'un des premiers groupes multinationaux de conseillers de direction (plus de 1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, PA recherche plusieurs consultants pour les intégrer dans sa division « Gestion Industrielle Informatisée ». Ils interviendront dans les domaines suivants : analyses d'opportunités, rédaction de cahiers de charges, conception ou adaptation de logiciels de gestion de production informatisée, assistance de mise en place et formation des utilisateurs. Ils pourront travailler au sein d'équipes plurinationales dans le cadre d'interventions de stratégie industrielle. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'entreprises industrielles ou en cabinet d'organisation (une réelle expérience de la production liée à de bonnes connaissances de l'informatique est indispensable). Ils requièrent une grande mobilité et la connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire. Leur salaire sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. WAUQUIER à Paris. Réf. A/462GM

CHEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION

Rhône-Alpes

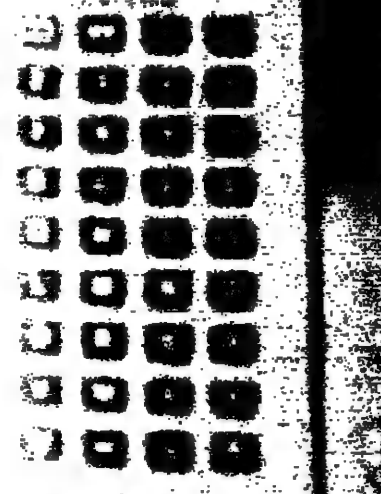
Une moyenne entreprise française, leader mondial dans la fabrication de sous-ensembles de haute technicité destinés aux industries de pointe, et réalisant une part importante de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche son Chef de Service Industrialisation. Il aura pour mission de réaliser, en liaison avec le service recherche et développement, des études de faisabilité industrielle des produits nouveaux, devra optimiser les procédés de fabrication et sera responsable de la définition des investissements et du calcul de leur rentabilité. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une école à dominante mécanique (AM, ENSI...). Agé de 30 ans au moins et possédant une expérience industrielle de 5 ans minimum acquise, soit dans un service industrialisation, méthodes, organisation, soit en production, au sein de préférence d'une entreprise de fabrication de série. Une pratique de l'analyse de la valeur et de la gestion informatisée de la production constituerait un atout supplémentaire de réussite. Possibilité d'évolution pour un élément de valeur. La rémunération annuelle brute, largement ouverte, sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu. Écrire à R. DAUDIN à Villersbasse. Réf. A/3413M

CHEF SERVICE QUALITÉ

120.000 F

Télécommunications — La filiale d'un important groupe industriel français, installée dans une ville du littoral Nord, recherche un ingénieur pour prendre en charge le Service Qualité d'un de ses départements spécialisés dans la fabrication de matériels de télécommunications de haute technicité. En liaison étroite avec le service technique, les services méthodes et fabrication, il mettra en place les moyens de contrôle (matériels et humains) et veillera au respect des normes tout au long du processus de production. Il aura également des relations suivies avec des entreprises extérieures (clients et fournisseurs). Rattaché au Directeur de l'Établissement, il animera une équipe d'une cinquantaine de techniciens. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, Agé d'au moins 28 ans, dont l'expérience professionnelle (4 ans minimum) au sein d'un service technique proche de la production lui a permis d'être particulièrement sensibilisé à la rigueur des contraintes de qualité. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute offerte, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction des compétences présentées. Une réussite de quelques années à ce poste devrait déboucher vers des responsabilités élargies. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4502M

IL TRA
IL PAR
IL A L'AC
TONIO



INSTRUMENTS

Galeries Lafayette

50.000 من الأصل

ÉDUCATION

L'année des maîtres dans la rue

Quatre inculpations
LES FRAUDES
DANS LES CASINOS SAVOYARDS

La municipalité d'Aix-les-Bains (Savoie) a décidé de porter plainte avec constitution de partie civile vendredi 18 avril contre trois croupiers du casino, MM. Alfred Borghini, Fernand Port et Gilbert Irvod, inculpés mercredi 16 avril pour fraude au casino de la ville. Un joueur du casino d'Aix-les-Bains, M. Alain Halit-Gence, trente-six ans, un berran d'origine savoyarde, a également été inculpé. Il est soupçonné d'avoir détourné, en trois ans, près de 2 millions de francs avec la complicité de certains croupiers.

L'enquête a permis d'établir qu'il y avait des liens entre les malversations commises dans les deux établissements d'Annecy et d'Aix-les-Bains. M. Irvod et Halit-Gence ont été écroués. Au total trente-sept personnes ont été inculpées dans l'affaire de fraude au casino d'Annecy et cinq d'entre elles sont toujours en détention. Quant à Aix-les-Bains, le casino a actuellement des difficultés financières chiffrées à 2 millions de francs. Celles-ci se sont aggravées au mois de mars dernier où l'établissement de jeux a été fermé une journée après que deux joueurs allemands eurent fait « sauter la banque ».

D'autre part, quatre croupiers du casino de Saint-Amand-les-Bains (Nord), MM. Jacky Lambour, trente ans, Michel Andry, cinquante-neuf ans, Roger Imbrata et Jean Casses, tous deux âgés de quarante-cinq ans, ont été inculpés, ainsi qu'un joueur complice, M. Gilbert Chassin, cinquante-sept ans, de Saint-Quentin (Aisne), pour fraude. Seul M. Chassin a été écroué. On ignore le montant des sommes détournées.

Deux enfants sont morts brûlés dans la voiture de leurs parents, samedi 19 avril, à Lissieu (Calvados). Alors que M. et Mme Léonardon regagnaient leur domicile, une bouteille de gaz, vraisemblablement mal fermée, qui se trouvait dans le coffre, explosa. Mme Léonardon ayant allumé une cigarette. La voiture prit feu et les deux enfants, âgés de quatre ans et de dix-huit mois, à l'arrière, ne purent être extraits à temps, leurs portières étant verrouillées.

(Suite de la première page.)

On a beaucoup écrit sur l'année scolaire — séquelle de l'échec de la gauche aux législatives en 1978, mais qui s'atténue —, sur le malaise latent des éducateurs choqués par une crise de la société qu'ils n'ont pas su prévenir et qu'ils n'ont pas les moyens de maîtriser, sur l'échec de l'école incapable de réduire les inégalités. (« L'école en péril », le Monde du 22 mars). Une conjonction de causes secondes a fait déborder le vase.

Plus que jamais les enseignants constatent que quelque chose se passe au sein de la société. Même s'ils voulaient fermer les yeux sur l'adaptation de l'école à son public, ils ne le pourraient plus : face au chômage de leurs anciens élèves, à la difficulté d'un langage commun avec les jeunes et, de plus en plus, avec les parents. Les enseignants ont le sentiment que l'opinion leur fait porter toute la responsabilité et, du coup, ils n'en acceptent aucune part.

« Insécurité morale, physique, sociale »

« Les ambiguïtés de réformes qui n'en finissent pas », disait M. Guy Georges, secrétaire du SNI-P.E.G.C., le calendrier scolaire, véritable gâche à notre métier par le décalage des semaines qu'il révèle, en morcelant les semaines comme ce sera le cas au premier trimestre de l'an prochain dans les académies de Paris et de Montpellier, par exemple... De tout cela, on nous fait porter le chapeau. Si bien que, selon la déclaration du conseil national du SNI le 20 mars, la profession enseignante devient « celle de l'insécurité morale, physique et sociale ». Sur ce terrain, la « chasse aux postes à laquelle s'est livrée l'administration », lors de la préparation de la carte scolaire n'a pu qu'aggraver les choses : comme les paroles peu amènes de M. Barre reprochant aux enseignants de ne se sentir malheureux que parce qu'ils se laissent convaincre qu'ils ont des raisons de l'être (le Monde du 16 avril).

Si encore l'espoir entrevu de revalorisation des traitements prenait corps. Mais les négociations engagées depuis un an pour les instituteurs s'effondrent. Le SNI-P.E.G.C. qui, après la rénovation de la formation initiale, a fait de cet objectif l'une de ses priorités, est obligé d'admettre que « ce blocus ». Le terme fixé (31 mars) est dépassé et rien ne vient. Depuis la fin de février, les négociateurs du syndicat n'ont pas rencontré M. Bouleau à ce sujet. L'extension de l'augmentation indiciaire, obtenue pour les nouveaux instituteurs, à tout le corps en fonctions et aux retraités n'est pas acquise.

De la colère

Le présent n'est guère plus brillant. Il y a peu, une étude de l'INSEE révélait que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en moyenne de 1,3 % en 1979 (le Monde du 12 avril). Pour les catégories B, celle des instituteurs, et A, celle des professeurs, la perte du pouvoir d'achat atteint respectivement 1,5 et 2,1 %. Dans ces conditions, les enseignants à l'effort lancé par le premier ministre suscitent plus de colère que d'adhésion.

Les opérations de la carte scolaire ont apporté aux enseignants le renfort des parents. Le mécontentement des familles à l'annonce qu'elles devront changer leurs enfants d'école à la rentrée prochaine, leur crainte qu'ils soient dans une classe plus chargée, qu'ils n'aient pas de place au lycée le plus proche, cette expérience d'intégration d'enfants handicapés mise à mal, ce professeur de « maths » qui n'est pas remplacé après dix jours d'absence, ce jeune auxiliaire que l'on connaît, toujours sans emploi... Les motifs ont abondé, pour des parents exigeants, de réclamer à cor et à cri un service public de qualité. L'intérêt croissant des organisations syndicales ouvrières pour l'école en est un signe, de même que le nombre de questions écrites sur les suppressions de classes ou de postes posées en ce début de session par les députés, et

pas seulement par ceux de l'opposition.

Au seuil de ce troisième trimestre, le mouvement de revendication a donc une force indéniable. Mais il a ses faiblesses. Elles trouvent leur origine, en grande partie, dans les rivalités syndicales. Et d'abord, au sein de la FEN, dans les oppositions entre, d'une part, la tendance Unité et Action (U.A.), où militent les communistes, et qui dirige certains syndicats (second degré, enseignement supérieur, professeurs d'éducation physique) et, d'autre part, la tendance Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.), proche des socialistes, majoritaire à la FEN et au SNI, traversée par les mêmes courants que la parti socialiste.

Ces oppositions se combinent avec les écueils corporatistes. Ainsi, le lancement problème des professeurs de collèges est-il plus que jamais un coin entortillé entre le SNI-P.E.G.C. et le SNES. Les deux syndicats se « la partagent ». Mais cette situation n'est pas figée. Tout récemment encore, un responsable du SNES déclarait devant le congrès réuni à Clermont-Ferrand : « Ce qui compte pour nous, c'est que s'exprime sur cette question (...) tous les professeurs d'école. Nous n'avons pas l'intention de nous livrer à un coup de force ».

Deux blocs

Le « front du second degré », c'est-à-dire l'accord entre le SNES, le SNEP, le SGEN-C.F.D.T., le S.N.E.T.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C.), que le secrétaire général de la FEN avait qualifié d'« alliance contre nature », a réuni deux fois, depuis le début de l'année scolaire, les cinq syndicats sur un mot d'ordre commun de grève avec des revendications identiques : le 11 décembre et le 20 mars. Il est reconduit pour le 24 et 25 avril. Il permet au SNES de faire contrepoids au SNI, trois fois plus nombreux.

Ainsi s'est-on parvenu à la constitution de deux blocs qui savent s'associer et mettre en sourdine leur hostilité quand il le faut, mais qui n'en pensent pas moins. C'est sur cette alliance aux pieds d'argile que repose l'action revendicative présente. La FEN et le SNI y paraissent contestés de tous côtés. Ce qui n'étonne pas lorsqu'on entend M. André Henry répéter qu'il veut pratiquer un syndicalisme « responsable, capable de dire oui sur un problème, non sur un autre ».

Contesté, le SNI l'est au cabinet du ministre de l'éducation où l'on a vu mal comprendre que ce « syndicat à l'allemande » n'utilise pas sa puissance pour calmer ses troupes. Contesté, il l'est aussi au sein de la FEN, où Unité et Action accuse d'abord la direction fédérale d'avoir signé l'accord salarial dans la fonction publique (le Monde du 2 avril) qui se « traduit par une nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat », reproché M. Alfred Sorel, leader de la tendance qui n'a de cesse de réclamer une « action continue, tenace, prolongée ».

Le jeudi 17 avril, les leaders d'Unité et Action affirment : « Nos collègues se sont engagés dans l'action avec la volonté d'obtenir des résultats. Ils ne veulent plus de baroud d'honneur, de grève plus ou moins alibi ». La veille, les cinq syndicats du second degré s'étaient déclarés, dans un communiqué commun, « décidés à poursuivre leur action tant qu'il sera nécessaire ». Ils annoncent déjà « courant mai, une action nationale sur l'emploi », sur le thème « des postes, pour qui ? ».

Le SNI, pour l'heure, se refuse à énoncer des modalités d'actions envisageables au-delà du 25 avril. « Ce serait prêter de l'efficacité de la grève de quarante-huit heures », pense son secrétaire général.

Mais les responsables d'U.A. au sein de la FEN, ceux des syndicats C.F.D.T. et C.G.T. d'enseignants ou de personnels de l'éducation nationale ne sont pas seuls à vouloir que le mouvement s'amplifie. Le bureau confédéral de la C.G.T. a appelé ses organisations à participer, « sous les formes appropriées, aux manifestations du 25 avril ». La C.G.T. vient, en outre, de décider une journée nationale d'action interprofessionnelle le 24 avril, premier des deux jours de la grève des enseignants. Quant à la C.F.D.T., elle appelle elle aussi, par le vote de M. Georges Bagot, secrétaire national, ses organisations à « faire connaître massivement dans les entreprises les enjeux de la carte scolaire ».

Elargi ou non, le mouvement persistera-t-il au long du troisième trimestre ? Un responsable du SGEN à Paris ne cache pas que beaucoup d'instituteurs en grève depuis plus d'un mois ont envie de retrouver leur classe. Les premières retournées

de salaires pour fait de grève vont arriver à la fin du mois. Et puis, ce trimestre passé de jours de congé n'est guère propice à une action soutenue. Est-ce à dire que l'été approchant, le spectre d'une année compromise pour les élèves aide, le calme reviendra ?

En attendant alors la rentrée d'automne, les élections sénatoriales qui mettront à ce moment le tiers des sénateurs en balance, l'approche des élections présidentielles. Entre-

temps, M. Christian Baudouin aurait le loisir de méditer sur les résultats du sondage de popularité publié cette semaine par Paris-Match qui le classe vingt et unième parmi les ministres. Au dernier rang. Peut-être aura-t-il enfin conscience, en présence des grèves dans l'enseignement, les Français attendent de lui qu'il affiche plus de fermeté répressive ou une meilleure gestion du service public.

CHARLES VIAL.

Tous les secteurs de l'enseignement public
seront touchés par la grève entre le 24 et le 29 avril

Avec la rentrée, ce lundi 21 avril, des établissements scolaires de province, huit jours après ceux de la région parisienne, l'ensemble des élèves, des étudiants et des enseignants ont repris le travail. Pas pour longtemps. La semaine qui s'ouvre, prolongeant le mouvement de revendications du deuxième trimestre, marquera le début d'une période de grèves et de manifestations qui atteindra tous les ordres de l'enseignement, de la maternelle à l'université.

Des instituteurs aux professeurs d'université, des ouvriers d'entretien aux bibliothécaires, en passant par les parents d'élèves, les récréations sont nombreuses. Certains insistent sur la dégradation des conditions de travail, les suppressions de postes et de classes ; d'autres, sur l'appauvrissement des contenus de l'enseignement, le coût de la scolarité, le chômage des maîtres auxiliaires. Tous se rejoignent sur la nécessité, pour la rentrée de septembre, de « moyens nouveaux », que le premier ministre et le ministre de l'éducation ont refusé d'accorder.

Le 4 avril dernier, la Fédération de l'éducation nationale a pris une décision que son secrétaire général, M. André Henry, a qualifiée de « première de cette importance dans toute son histoire ». En appelant ses quarante-cinq syndicats nationaux à déclencher des arrêts de travail entre le 24 et le 29 avril. Le même jour, le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.) décidait une grève de quarante-huit heures, les 24 et 25 avril.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. d'enseignants ou de personnels d'éducation prennent des décisions identiques ainsi que des syndicats reconnus habituellement comme modérés : le Syndicat national des collèges (S.N.C.), qui avait déjà participé aux grèves des 11 décembre 1978 et du 20 mars 1979, et le Syndicat national autonome des directeurs d'écoles (SNADE). Certains répriment à la grève ; ils n'en donnent pas le mot d'ordre national, mais tel le S.N.C. ou le SNADE, les professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.) déclenche une grève de quarante-huit heures, les 24 et 25 avril.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) présidée par M. Jean Cornec, a dès avant les vacances de printemps, annoncé une journée « écoles désempées » le samedi 26 avril.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise (Sciences, Lettres, Droit, etc.) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet de suivre la même scolarité que les étudiants admis par concours.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans (ou dix-huit mois si la session d'été a pu être suivie).

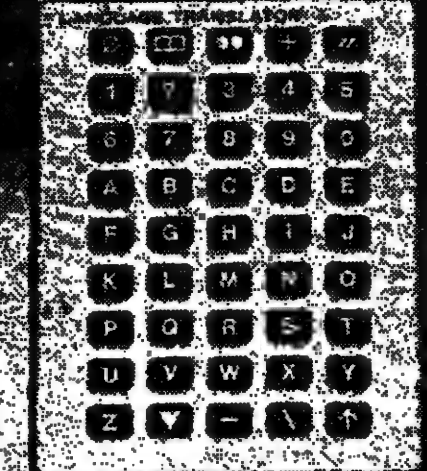
La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral français en ont fait l'une des toutes premières écoles de gestion réputées, comparables aux meilleures business schools étrangères.

■ Dernière session d'admission pour la rentrée 1980 : les 10-12 septembre 1980, à Cergy.

■ Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} août 1980.

■ Documentation et dossier d'inscription - ESSEC - Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 030-40-57.

IL TRADUIT...
IL PARLE...
IL A L'ACCENT
TONIQUE



TEXAS INSTRUMENTS

Une machine polyglotte, traductrice et interprète. Voilà la nouvelle performance. Elle traduit 600 mots, 300 phrases. Elle peut faire 50 phrases ce qui permet plus de 3000 combinaisons en français, anglais, allemand, espagnol. Il est possible de choisir la langue parlée et d'obtenir la traduction simultanée. Inutile de dire que ses emplois sont multiples. Elle est à la Banque, Post-Scriptum (rezeptions), Le traducteur seul, livré avec housse, écouteur, adaptateur, et livré : 1555 F. Le modèle de quatre langues : 440 F. (Offre valable jusqu'au 3 mai).

Galeries Lafayette

Hausmann

ÉDUCATION

Des vacances, encore des vacances...

La « semaine des quatre jeudis » est arrivée. La fameuse formule — déjà mise à mal depuis que le congé scolaire hebdomadaire a été fixé au mercredi — n'a plus de sens. Les jours où les classes voquent l'important, au effet, de plus en plus tardivement sur ceux où elles travaillent, y compris pour des raisons « fortuites ».

Ainsi, en avril et mai — si l'on exclut les vacances de printemps — tous les élèves bénéficieront de deux semaines qui compteront quatre, voire cinq jours de congé. Ce début de troisième trimestre, sans compter les grèves, sera perturbé de façon quasi ininterrompue. Au « pont » du 1^{er} mai accordé, sans doute dans un moment de distraction, par le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, s'ajouteront quelques jours fériés tels l'Ascension (jeudi 16 mai), la Pentecôte (jeudi 26 mai), voire la fête de la victoire (jeudi 8 mai), congé accordé au titre de la « journée mobile de vacances » par certains maires, et notamment par M. Jacques Chirac à Paris.

« Tout cela est bien normal », nous ont écrit certains recteurs, expliquant que, dans certaines académies, l'année scolaire a été allongée jusqu'au 11 juillet... afin d'éviter les départs en vacances (le Monde du 8 mars). Que ces recteurs se rassurent. Justice est faite. Du moins pour eux.

Dans les régions condamnées au départ tardif, des vacances ne sont pas allées arracher des journées dites de « récupération ». C'est le cas dans les académies d'Alsace-Moselle (Alsace), de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, où les classes voquent du jeudi 22 (ou mercredi 21) au mercredi

28 mai inclus; Montpellier (Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales), du lundi 26 mai au dimanche 1^{er} juin; Nice (Alpes-Maritimes, Var), du mercredi 21 au mercredi 28 mai.

Curieuse méthode ! Curieuse conception de l'uniformité à tout prix dans le service public. La mesure, en outre, n'est pas réglementaire, puisque le calendrier de l'année scolaire en cours a été fixé par arrêté ministériel.

De plus, elle est particulièrement injuste, si, continuant de « décanter » par l'absurde, on applique le principe de l'uniformité jusqu'au bout. S'il est exact de dire que les enseignants qui partent en vacances le 11 juillet auront davantage de jours de classe au cours de l'année scolaire 1980-1981, cela ne signifie pas pour autant qu'ils auront, dans l'année civile, moins de vacances que leurs collègues qui partiront entre le 27 juin et le 9 juillet. Ils rentreront en effet plus tard, la reprise des cours s'échelonnant entre le 5 et le 27 septembre pour les enseignants (1). Supposons donc à ces malheureux collègues des régions moins ensolées — peut-être y ont-ils déjà pensé — de revenir à leur tour des congés de « récupération » afin qu'ils n'aient pas moins de vacances que d'autres. Et ainsi de suite jusqu'à extinction de l'année scolaire.

A l'heure où beaucoup, du secrétaire général de la FEN au premier ministre, prônent le retour aux valeurs et en particulier au sens de l'effort, quel exemple pour les élèves ! Mais, d'abord, de quel se mélangent-ils ceux-là ?

CATHERINE ARDITTI.

(1) Entre le 5 et le 28 septembre pour les élèves.

DÉFENSE

Tassement des commandes d'armes françaises à l'étranger

La faiblesse du service après-vente des industriels français de l'armement menace de devenir à terme un frein aux exportations militaires qui se sont élevées, en 1979, à environ 25 milliards de francs si l'on retient les évaluations, de source officielle, des prises de commandes à l'étranger, et à 20 milliards pour le montant des livraisons.

C'est la constatation des services spécialisés de l'administration. Mais c'est aussi l'avis de certains clients étrangers de la France qui, se plaignant de cette carence, observent — tel ce responsable saoudien — que, si la France est le troisième exportateur d'armes dans le monde, elle n'est pas pour autant au troisième rang mondial par la qualité de son réseau commercial et de soutien technique durant l'exécution des contrats.

La remarque est importante, venant d'un client qui a acheté à la France, par exemple, autant de chars de combat AMX-30 — environ un millier — que l'armée de terre française en possède actuellement. L'Arabie Saoudite fait partie d'un ensemble géographique, le Proche-Orient, qui, avec le Maghreb depuis les récentes ventes au Maroc, a représenté en 1979 près de 55 % des prises de commandes de matériels français à l'exportation, loin devant l'Amérique latine (15 %) ou l'Extrême-Orient (15 %) aussi et même l'Europe (12 %).

On n'est pas loin de penser au ministère de la défense que la faiblesse du service après-vente, dans ce domaine des armements, risque d'être à l'origine — avec bien d'autres considérations — d'un tassement des commandes étrangères, voire d'un tarissement des marchés à l'exportation, durant les prochaines années.

Obstacles

Déçu par l'assistance technique et industrielle des Français, la clientèle étrangère peut se tourner vers des fournisseurs plus importants, comme les Etats-Unis ou l'Union soviétique, qui ont les moyens commerciaux de leur politique.

Si l'on ajoute que les clients de la France, parfois, n'ont pas en propre les ressources humaines suffisantes pour disposer d'un nombre adéquat de personnels militaires et techniques chargés de mettre en œuvre et d'entretenir les matériels acquis à l'étranger, on mesure les obstacles qui peuvent conduire à une saturation des marchés accessibles à la France.

Quelques données témoignent de la situation. Si l'on exclut les coproducts et les techniciens du service après-vente qui relèvent des industriels français, le ministère de la défense — pour des raisons de limitations budgétaires — doit se contenter de 380 employés militaires de l'assistance technique pour l'ensemble de ses actions commer-

ciales à l'étranger. L'Arabie Saoudite, selon des estimations officielles, accueille seulement une trentaine de ces spécialistes pour le millier de chars AMX-30 qu'elle a commandés, alors que la Grande-Bretagne a fourni 2 500 conseillers de toutes catégories à l'armée de l'air saoudienne.

Au Proche-Orient, l'assistance militaire américaine mobilise des milliers de spécialistes en uniforme — leur nombre excessif a pu aussi expliquer les sentiments anti-américains d'une partie du peuple iranien — et l'Union soviétique complète souvent son contingent avec des conseillers venus de Cuba ou de pays du pacte de Varsovie, comme la République démocratique allemande ou la Tchécoslovaquie.

Marginal

Le résultat, observe-t-on au ministère de la défense, est que l'apport des fournisseurs français au Proche-Orient demeure marginal, comparé à celui des concurrents américains ou soviétiques. La Syrie, l'Irak ou le Liban sont fondamentalement des « chasses gardées » de Moscou malgré la conclusion de quelques contrats avec Paris. L'Arabie Saoudite reste sous influence américaine, comme l'Egypte où, depuis la signature des accords de Camp David, s'est évanouie la perspective, pour la France, d'exporter les quelques deux mil-

liards de marché d'armes réalisés, chaque année en moyenne, comme les quatre années précédentes, entre Paris et Le Caire.

Dirigents industriels et responsables de l'administration sont, pour une fois, en communion d'esprit pour, après l'avoir analysée, expliquer ce phénomène.

Ils considèrent, pour le regretter, que les ingénieurs et les techniciens français ont du mal à accepter de s'exporter, même s'ils sont au chômage ou s'ils sont jeunes, à la différence de leurs homologues de compétences ou niveau de vie équivalents dans d'autres pays. A l'appui de leur thèse, ils citent le cas de ces coopérants techniques qui refusent, malgré une offre de salaire triple de celui qu'ils touchent en France ou double de celui que leurs concurrents britanniques acceptent de recevoir pour « s'exporter ».

A cela, les intéressés ont beau jeu de répliquer qu'ils perdraient volontiers pour des contrats de quelques années et, dans le même temps, les employeurs leur assurant un plan de carrière qui ne souffrirait pas trop de l'éloignement des centres décisionnels et si l'Etat français choisissait d'adoucir leur exil par une politique, bien comprise, d'accompagnement culturel et de scolarisation de leurs enfants à l'étranger.

JACQUES ISNARD.

MAITRISE GESTION

• Institut des méthodes informatiques appliquées à la gestion : enseignement en alternance.

• Admission : B.T.S., D.E.U.G., D.U.T., Licences, admissibilité grandes écoles (ingénieur ou gestion). Concours d'entrée les 9, 10 et 11 juin.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur.

PARIS ATHENES

à partir de aller-retour

900 F

c'est louche!

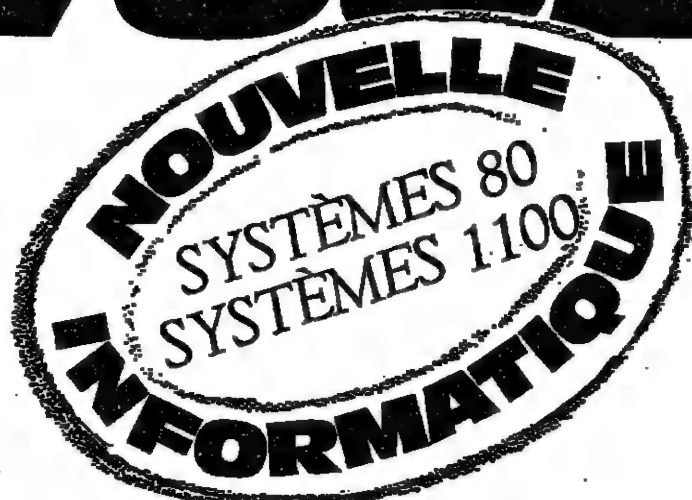


Vois à dates fixes

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
33, En Fournière 57000 METZ - 76.01.85

VOULOIR



Je veux
donner à tous l'information
dont ils ont besoin, facilement

Tu veux
traiter par lots
à partir de fichiers classiques

Il veut
une informatique décentralisée

Nous voulons
un matériel juste adapté aux besoins
de l'entreprise et à son budget

Vous voulez
disposer d'une grande puissance de calcul

Ils veulent
un système d'exploitation performant et éprouvé

ILS VEULENT

Pour recevoir une documentation, retournez ce bon à :
Sperry Univac, service Relations Extérieures - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Monsieur..... Fonction.....
Société.....
Adresse.....

désire recevoir une documentation
Sur les Systèmes 80 ☐ à partir de 12.000 F* par mois
Sur les Systèmes 1100 ☐ à partir de 70.000 F* par mois
(cochez la case correspondant à votre budget)

SPERRY UNIVAC EST UNE DIVISION DE SPERRY S.A.

*PREX DE LOCATION POUR UNE CONFIGURATION DE BASE. PREX H.T., MAI 80

UN SYSTEME 80 OU 1100

SPERRY

مكتبة الامم المتحدة

SPORTS

MOTOCYCLISME

Colère et affaires aux Vingt-Quatre Heures du Mans

Le Mans. — Remportées dimanche 20 avril par Marc Fontan et Hervé Moineau sur Honda, les Vingt-Quatre Heures du Mans moto ont commencé la veille, samedi, dans la contestation. Des motards réunis en fédération, celle des Motards en colère (F.F.M.C.), ont fait leur possible pour que l'organisation de l'épreuve, l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), accepte de baisser le prix des places. L'ACO avait fixé ce prix à 75 F. Les Motards en colère ne vou-

laient pas acquiescer plus de 50 F. Après une manifestation pacifique, les deux parties sont tombées d'accord pour que les contestataires entrent, groupés, dans l'enceinte du Mans pour se F. La concession faite, et le groupe de la F.F.M.C. dans les lieux, le prix des places a été aussitôt rétabli à 75 F. Et nouvelle colère des motards qui n'avaient pu être au bon endroit au bon moment.

De notre envoyé spécial

Qui sont ces Motards en colère et pourquoi le sont-ils au point d'avoir créé une fédération ? La F.F.M.C. agit sur son action sur toutes les revendications, justifiées ou non, selon les uns ou les autres, qui passent par la tête des motards. Elle cherche à obtenir gain de cause et avantages sur tout, par exemple des aménagements du permis de conduire, pas de vignette, pas de piéage sur les autoroutes, des prix préférentiels pour les courses, etc. Les motards, en somme, donnent l'impression de vouloir créer une catégorie à part, fortement privilégiée, à l'égard de beaucoup d'obligations, souvent irritantes il est vrai, qui frappent une collectivité.

Force est de reconnaître que leur mouvement, que la gauche et le P.C.P. cherchent à récupérer, comme on a pu le voir au Mans samedi 19 avril, s'est révélé assez efficace. On leur a offert, en contrepartie, la gratuité automobile pour aller au Mans et même l'ACO, qui a pourtant la réputation de tenir à ses sens, a accepté de céder sur le prix des places.

Les responsables de la F.F.M.C. expliquent, au demeurant avec beaucoup d'habileté et à coup sûr de sincérité, le but de leur entreprise : rendre plus facile la vie des motards et combattre les abus. Ils proposent aussi une contre-vignette — octroyée contre une participation modique de 5 F — pour payer la justice de ceux qui seront condamnés par les tribunaux pour, précisément, avoir refusé d'acheter la vraie vignette. Le dessin de la contre-vignette est très expressif : un casque, le millésime 81 et un « bras d'honneur », geste bien connu de ceux qui ont quelque chose à signifier sans détour.

Au Mans, le slogan de la F.F.M.C., « On est au sport, non à l'orgueil ! », a obtenu un bon écho et les choses se sont mieux terminées qu'il y a peu, au Castellet, dans le Var, où des Motards en colère, pour les mêmes raisons, ont obtenu un bon coup de poing de la part de la justice. Au Mans, on a obtenu un bon coup de poing de la part de la justice. Au Mans, on a obtenu un bon coup de poing de la part de la justice.

Les tendances du marché

C'est aussi à l'occasion de compétitions comme les Vingt-Quatre Heures moto ou bien par le biais de Moto Journal que s'établissent les tendances moto du printemps et de l'été. Les importateurs tombent en général d'accord pour reconnaître que les acquéreurs de moto sont très sensibles aux résultats sportifs, et que leur choix est très souvent dicté par tel ou tel palmarès ponctuel. Honda, par exemple, complètement dépassée dans les grands prix du championnat du monde par Yamaha, tire le meilleur parti possible de compétitions comme les Vingt-Quatre Heures moto, à tous égards de moindre notoriété, mais qui ont l'avantage d'être idéalement situées dans le calendrier, c'est-à-dire à l'époque où l'acheteur se décide pour un modèle plutôt que pour un autre.

Au Mans, on a obtenu un bon coup de poing de la part de la justice. Au Mans, on a obtenu un bon coup de poing de la part de la justice. Au Mans, on a obtenu un bon coup de poing de la part de la justice.

CYCLISME

Hinaut a émergé de la tourmente

Le froid et la neige, qui avaient provoqué l'abandon de Bernard Hinault dans Paris-Nice, ont été cette fois ses alliés, et les circonstances dans lesquelles il a remporté, dimanche 20 avril, le très pénible Liège-Bastogne-Liège semblent indiquer qu'il est revenu à son meilleur niveau. Le champion français s'est, en effet, détaché alors qu'il restait 30 kilomètres à parcourir, pour atteindre l'arrivée avec près de dix minutes d'avance.

Cette victoire de l'astérisque et de l'orgueil, acquise par un homme avide de revanche après ses déconvenues du début de saison, est sans doute l'une des plus belles de sa carrière.

Hinaut, qui a choisi la manière forte, comme pour s'éprouver lui-même, possédait déjà près de quatre minutes d'avance à 50 kilomètres du but. Il a doublé son avantage au cours de la dernière heure sur un parcours hâlé d'une multitude de côtes. Kuiper, Luderbach, de Wolf, Claes, Van Springel, Peters, Bazzo et Duclos-Lassalle qui lui donnaient la chasse ont cédé à la résignation en constatant que leur retard s'aggravait au fil des kilomètres et que leurs efforts étaient vains. En fait, ils se trouvaient déjà définitivement battus, tandis qu'ils abordaient le secteur stratégique de Mont-Théau.

Vingt rassemblements ont terminé cette course meurtrière où les rigueurs du climat ajoutaient aux difficultés du terrain. Ce qui revient à dire qu'on a dénombré plus de cent cinquante abandons, parmi lesquels celui de Giuseppe Saronni, vainqueur quatre jours plus tôt de la Fitcha wallonne.

Hinaut, pour sa part, est devenu le coureur le plus régulier sur l'ensemble des récentes classiques, et sa progression depuis deux semaines est étonnante. Cinquième de l'Amstel Gold Race le 6 avril, il s'est ensuite classé quatrième dans Paris-Roubaix et troisième dans la Fitcha wallonne, pour remporter à Liège son succès de 1977. On peut croire maintenant qu'il se présentera dans les meilleures dispositions, le 18 mai à Gènes, au départ du Tour d'Italie. — J. A.

TENNIS

Noah a résisté à Scanlon

Yannick Noah a retrouvé la plus grande partie de ses moyens au tournoi de Los Angeles, dit Open Jack Kramer — le terme « Open » se voulant plus dire grand-chance aujourd'hui qu'autrefois — et a remporté, dimanche 20 avril, la finale de la compétition de tennis, toutes catégories, de la ville de Los Angeles. Il a battu, en cinq sets, le tenant du titre américain Bill Scanlon, vainqueur sans brio, mais extrêmement résistants et réguliers. Le score reflète l'après de la lutte : 7-5, 6-7, 6-4 en faveur de Scanlon. Roscoe Tanner, le grand favori, qui avait éliminé Lendl (7-4, 6-3), s'est fait sortir par Brian Teacher, jouant une contre-performance de plus à son palmarès en dents de scie. Teacher rencontrera Gene Mayer en finale.

RUGBY

LES SEIZIÈMES DE FINALE DU CHAMPIONNAT

Perpignan et Bourg (22-9) sur terre battue

Pas de surprise pour ces seizièmes de finale du championnat de France de rugby : des seules clubs sortis en tête des poules de sélection, un seul, Oloron, a été battu face à moins bien classé, Aurillac (9-5). Toutefois, à Biarritz, les locaux ont eu la difficulté de vaincre Valence (14-11), quelques « grosses surprises » comme Agen face à Montchanin

(21-11, mais 9-11 quelques minutes avant le coup de sifflet final) et comme Narbonne, le champion en titre, devant Carcassonne (14-4 après prolongation) ont souffert. Il en a été de même pour Perpignan, qui a eu plus de mal à endiguer la furie inattendue de Bourg que ne l'indiquent la score (32-9).

On se demande parfois ce qui se passe dans la tête des dirigeants sportifs. Tenir, par exemple, cette idée saugrenue d'aller faire jouer les équipes de rugby à l'extérieur, dans des lieux où les conditions de jeu sont très différentes de celles du stade, n'est-ce pas une erreur ? Les dirigeants de la Fédération de France de rugby ont-ils voulu tester les équipes de leur championnat de France de rugby ? Ou ont-ils voulu tester les équipes de leur championnat de France de rugby ?

On a dit que le stade Jean-Bouin était retenu pour une réunion d'athlétisme, que la pelouse du Parc des Princes avait besoin de repos et que Colombes rénové ne pouvait pas encore être ouvert au public. Bref, pas le moindre carré de pelouse disponible dans la capitale pour le ballon ovale à l'exception de Vincennes. On croit rêver. D'autant qu'en fait de gazon, il n'y avait là qu'un tapis de terre nue labourée par des milliers de crampons. Là-dessus, un placement net à coup sûr les genoux en sang.

On se demande parfois ce qui se passe dans la tête des dirigeants sportifs. Tenir, par exemple, cette idée saugrenue d'aller faire jouer les équipes de rugby à l'extérieur, dans des lieux où les conditions de jeu sont très différentes de celles du stade, n'est-ce pas une erreur ? Les dirigeants de la Fédération de France de rugby ont-ils voulu tester les équipes de leur championnat de France de rugby ? Ou ont-ils voulu tester les équipes de leur championnat de France de rugby ?

On a dit que le stade Jean-Bouin était retenu pour une réunion d'athlétisme, que la pelouse du Parc des Princes avait besoin de repos et que Colombes rénové ne pouvait pas encore être ouvert au public. Bref, pas le moindre carré de pelouse disponible dans la capitale pour le ballon ovale à l'exception de Vincennes. On croit rêver. D'autant qu'en fait de gazon, il n'y avait là qu'un tapis de terre nue labourée par des milliers de crampons. Là-dessus, un placement net à coup sûr les genoux en sang.

terrain d'enterrer le ballon, il a bien fallu le faire chroquer. Pour le plus grand plaisir des quelques deux mille spectateurs, les Bressans s'y sont activement employés.

La chance

Durant la plus grande partie de la seconde période, ils ont même occupé le camp des Catalans. Ce combat a priori perdu — l'USAP avait largement dominé Bourg 22-6 et 31-9 au cours des deux rencontres qualificatives — les « violets » l'ont disputé avec acharnement leur pack, lourd et difficile à manœuvrer, ne s'en laissant pas conter par les « bousiers » sang et or. Mais, dix fois, leurs lignes arrière se sont cassés les dents à quelques centimètres du but. Autrement dit, la boîte de Vieux (trois coups de pied, 9 points) et le courage de tous n'y ont pas suffi. Il leur a manqué un acte de chance.

La chance était-elle dimanche du côté de l'USAP ? Sans doute, puisque, en dépit des bourrasques d'un vent aigroïté Montaner passa cinq coups de pied. Pour le reste, les Catalans semblaient encore bien maladroits. Au cours de nombreuses attaques, courtes de belle facture, développées dans le dernier quart d'heure, le ballon parut subitement se transformer en savonnette dès qu'il était à moins de 5 mètres de la ligne d'essai. Étrange phénomène pour une équipe qui vient de se payer le luxe de faire match nul avec les Biterrois en Challenge Yves-du-Manoir.

Il est vrai que la mentalité d'une équipe ne se transforme pas d'un coup de baguette magique. Quand on a appris à charrier le ballon comme un chandron d'huile bouillante, on ne le fait pas tenir comme une coupe de champagne. Aussi les Catalans ne parvinrent-ils qu'à égarer collectivement la balle dans l'en-but à huit minutes du coup de sifflet final. Uniquement de la partie qui s'est conclut sur un dernier drop de Lopez pour l'USAP.

Vingt-deux à neuf pour Noir en faveur de Perpignan. Quel dommage qu'en raison de l'insécurité du terrain les Français n'aient pas pu assister en plus grand nombre à cette victoire ! Elle démontre en effet que les Catalans peuvent gagner une partie en jouant au ballon et pas seulement en jouant des poings, comme ils l'ont longtemps laissé croire.

ALAIN GIRAUD.

SPORTS ÉQUESTRES

Fontainebleau entre le plaisir et le désenchantement

Nous avons été conviés, samedi 19 et dimanche 20 avril, au Grand Prix de Fontainebleau, pour voir au juste quel est le jeu de ce sport. C'est la question que nous nous posons dès samedi au terme du grand prix de la ville de Fontainebleau, un faux grand prix, le seul digne de ce nom devant se disputer le lendemain sous la bannière d'une marque d'automobile gagnée depuis peu par la cause du cheval autre que vapeur. Bienvenue donc au constructeur qui, à la remise des prix, ne borne pas sa présence à la distribution de poignées de main et de fœts de rubans. Les annonceurs aujourd'hui sont les rois de la piste et il n'est que trop vrai qu'il faut de leur assistance, les affaires du noble animal périssent comme un vulgaire commerce.

Seulement les opérations publicitaires ne doivent pas entraîner la multiplication des tests dont tous ne peuvent pas bénéficier. Les spectateurs irraisonnables ni même profanes. Nous avons vu galoper la semaine passée nos grandes montures à Pau et nous avons pu constater que ce test-là administré la preuve de leur parfaite santé physique et morale. Mais qui dit test dit progression dans la difficulté. Or, à Fontainebleau, nous nous sommes vu les spectacles de la branche sur des parcours beaucoup plus sélectifs, du genre de ceux qui se font à l'étranger, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, par exemple.

Dieu sait si nous en avons recueilli des doléances du style : « En France, il n'y a rien à sauter. Nos chevaux se paient, par exemple, la traversée de la rivière. »

Il n'y a rien à sauter. Nos chevaux se paient, par exemple, la traversée de la rivière. Mais quand un chef de piste se mêle de monter les barres de deux ou trois trous, un hourvari de clameurs sanctionne cette initiative. D'où un Grand Prix de Fontainebleau sans problème. A part la rivière qui peut de nos chevaux, dans le sens de l'anglais, le mot de « respect » : les uns s'enveloppent trop haut pour se recevoir correctement sur la terre ferme, les autres sautent l'essu sans trouver l'allongement apte à éviter l'erreur.

C'est un outsider qui a empêché l'allocation de l'épreuve, le Bordelais Jacques Couperie, en selle sur l'anglais-à-basche du Bois, dont d'un palmarès modeste comparativement à celui du bon monde auquel il était opposé. L'exemplaire Glandor se glissait à la deuxième place avec Marcel Rozier pour interprète. La réception nous venant de Falezan Flambou, C. trébula de la composition de nos chevaux, dans le sens de l'anglais, le mot de « respect » : les uns s'enveloppent trop haut pour se recevoir correctement sur la terre ferme, les autres sautent l'essu sans trouver l'allongement apte à éviter l'erreur.

Danche, toujours sur le terrain de Grand Parquet transformé en petite Sibérie, le prix de la firme automobile patronnant la plus grosse épreuve du week-end a connu l'affluence des grands jours. Le parcours en deux manches ne comportait pas de difficulté majeure, et par conséquent le douzième et dernier obstacle à quatre foulées du triple. C'est d'ailleurs cet ultime effort qui a coûté bien des débâcles à maints concurrents.

L'épreuve a été remportée par le bel Éole IV monté par Patrick Caron, vainqueur la semaine dernière avec le même animal du Grand Prix de Pau. Ce n'est pas la grâce qui domine chez ce coureur herbivore. Il n'a pas de charme. C'est l'ensemble de ses manières d'être qui, malgré tout, donnent l'impression de la supériorité.

Signaux pour terminer le retour sur la scène hippique du jeune Hervé Gédigon et de la jeune Électre II qui, par sa personnalité, a montré qu'elle n'a nullement souffert des micmacs d'une petite assemblée divisée en coteries. Engagée dans deux épreuves, elle s'y est classée sans forcer son talent, respectivement deuxième et troisième. Une rentrée plus honorable.

ROLAND MERLIN.

ESCRIME

Didier Flament enfin champion de France

Carpentras. — Le Nordiste Didier Flament, âgé de vingt-neuf ans, est devenu pour la première fois champion de France de fleuret, samedi 19 avril, à Carpentras (Vaucluse). Par équipes, la victoire est revenue pour la septième année consécutive au Cercle d'escrime de Melun, qui a battu en finale le Racing Club de France à l'issue d'un match de barrage remporté par Frédéric Pietruszka aux dépens de Flament sur le score de cinq touches à deux.

De notre envoyé spécial

Champion du monde en 1978 et vainqueur de la plupart des grands tournois internationaux, Didier Flament aura dû disputer treize championnats de France avant de connaître la consécration nationale. A cela deux raisons essentielles : d'abord, de 1968 à 1978, le grand talent de Jean-Claude Magnan, Christian Noël, Daniel Régnier et Bernard Talvard, condamnant la nouvelle génération aux seconds rôles. Comme Bruno Boscchia, pourtant champion du monde junior en 1971 à Chicago, Didier Flament ne réussit jamais à se débarrasser de ses complexes face à ses aînés. Ensuite, il se montra plus motivé au niveau international que national et fut battu dans son jardin par Boscchia, en 1977 et 1979, et par Pietruszka en 1978. Sans doute faut-il expliquer ce paradoxe par une fragilité psychologique qui, parfois, lui fait perdre ses moyens lorsqu'il est l'homme à abattre. Flament éprouva ainsi les pires difficultés à confirmer l'année suivante le titre gagné à Hambourg, le 14 juillet 1979 : « Il est plus exalté de constater que de défendre », affirmait-il avec force.

Débarrassé de ce fardeau à Melbourne, où il prit la cinquième place mondiale, le fleuretiste du Racing Club de France (R.C.F.) a aussitôt retrouvé le calme et la tranquillité d'esprit qui lui sont nécessaires pour pratiquer avec succès l'escrime d'élite qu'il affectionne : « En choisissant un sport qui réclame une grande agressivité, je suis en contradiction avec mon tempérament plutôt paisible », avoue Flament. Alors, pourquoi ce choix ? Parce que je reconnais à l'escrime une grande valeur esthétique. Indique-t-il, si-

non j'aurais aimé faire de la danse moderne. Quand un sportif atteint ce degré de perfection technique, on est cependant tenté de s'interroger sur sa marge de progression. Flament estime avec raison qu'elle se situe surtout dans le domaine tactique. C'est en tout cas sur le développement de ses facultés d'adaptation au jeu à l'égard de ses adversaires qu'il compte pour poursuivre sa carrière avec la même réussite pendant encore trois ou quatre ans.

Ensuite le fleuret français devra se chercher un nouveau chef de file. Avec Pascal Jolyot, âgé de vingt-deux ans, et déjà vice-champion du monde, il semble tout trouvé. A Carpentras, Jolyot a une fois de plus enchanté les observateurs par sa facilité technique et son sang-froid. Ceux qui lui reprochaient récemment son inconstance et son lymphatisme en ont oublié leurs griefs. Deuxième derrière Flament, il a peut-être gagné du même coup sa place pour la compétition individuelle des Jeux olympiques (si elle a bien lieu), dont les règlements n'autorisent que trois représentants par pays. Car, si d'une façon générale les fleuretistes français se font à l'idée que la participation aux Jeux de Moscou est très compromise, ils se disent étonnés qu'après tout et chance il y ait autant la jouer jusqu'au bout. Pour le reste, à la lumière de ce championnat de France, Flament, Jolyot, Pietruszka, Boscchia et Bonnin (classés dans cet ordre) n'ont dans l'immédiat aucune inquiétude à se faire. Membres de l'équipe de France depuis un minimum deux ans, ils ont repoussé assez facilement les attaques des juniors, qui arrivent à précéder d'une flatteuse réputation.

JEAN-MARIE SAFRA.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

LIÈGE-BASTOGNE-LIÈGE
1. Bernard Hinault (Renault-Gitane) en 4 h 11 min. 43 sec. ; 2. Kuiper (S.B.S.) en 4 h 12 min. 24 sec. ; 3. Basso (Selle) en 4 h 13 min. 34 sec. ; 4. De Wolf (Selle) en 4 h 14 min. 34 sec. ; 5. Basso, en 4 h 15 min. 34 sec. ; 6. De Wolf, en 4 h 16 min. 34 sec. ; 7. 11. Duclos-Lassalle.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (troisième journée)
GROUPE A
Tours bat Chaumont 3-1
Rennes et Orléans 0-0
Lorient bat Guingamp 2-0
Blois bat Besançon 4-3
Angoulême bat Reims 1-0
Nîmes bat Limoges 2-0
Montpellier bat Rouen 2-0
Le Havre bat Châteauroux 3-0
Quimper bat Dunkerque 1-0
Classement : 1. Tours, 46 pts ; 2. Rennes, 42 ; 3. Guingamp, 40 ; 4. Besançon, 38 ; 5. Orléans, 36 ; 6. Lorient, 34 ; 7. Angoulême, 32 ; 8. Reims, 30 ; 9. Nîmes, 28 ; 10. Limoges, 26 ; 11. Montpellier, 24 ; 12. Rouen, 22 ; 13. Châteauroux, 20 ; 14. Dunkerque, 18 ; 15. Quimper, 16 ; 16. Chaumont, 14 ; 17. Orléans, 12 ; 18. Rennes, 10 ; 19. Lorient, 8 ; 20. Blois, 6 ; 21. Angoulême, 4 ; 22. Reims, 2 ; 23. Nîmes, 0 ; 24. Limoges, 0 ; 25. Montpellier, 0 ; 26. Rouen, 0 ; 27. Châteauroux, 0 ; 28. Dunkerque, 0 ; 29. Quimper, 0 ; 30. Chaumont, 0 ; 31. Orléans, 0 ; 32. Rennes, 0 ; 33. Lorient, 0 ; 34. Blois, 0 ; 35. Angoulême, 0 ; 36. Reims, 0 ; 37. Nîmes, 0 ; 38. Limoges, 0 ; 39. Montpellier, 0 ; 40. Rouen, 0 ; 41. Châteauroux, 0 ; 42. Dunkerque, 0 ; 43. Quimper, 0 ; 44. Chaumont, 0 ; 45. Orléans, 0 ; 46. Rennes, 0 ; 47. Lorient, 0 ; 48. Blois, 0 ; 49. Angoulême, 0 ; 50. Reims, 0 ; 51. Nîmes, 0 ; 52. Limoges, 0 ; 53. Montpellier, 0 ; 54. Rouen, 0 ; 55. Châteauroux, 0 ; 56. Dunkerque, 0 ; 57. Quimper, 0 ; 58. Chaumont, 0 ; 59. Orléans, 0 ; 60. Rennes, 0 ; 61. Lorient, 0 ; 62. Blois, 0 ; 63. Angoulême, 0 ; 64. Reims, 0 ; 65. Nîmes, 0 ; 66. Limoges, 0 ; 67. Montpellier, 0 ; 68. Rouen, 0 ; 69. Châteauroux, 0 ; 70. Dunkerque, 0 ; 71. Quimper, 0 ; 72. Chaumont, 0 ; 73. Orléans, 0 ; 74. Rennes, 0 ; 75. Lorient, 0 ; 76. Blois, 0 ; 77. Angoulême, 0 ; 78. Reims, 0 ; 79. Nîmes, 0 ; 80. Limoges, 0 ; 81. Montpellier, 0 ; 82. Rouen, 0 ; 83. Châteauroux, 0 ; 84. Dunkerque, 0 ; 85. Quimper, 0 ; 86. Chaumont, 0 ; 87. Orléans, 0 ; 88. Rennes, 0 ; 89. Lorient, 0 ; 90. Blois, 0 ; 91. Angoulême, 0 ; 92. Reims, 0 ; 93. Nîmes, 0 ; 94. Limoges, 0 ; 95. Montpellier, 0 ; 96. Rouen, 0 ; 97. Châteauroux, 0 ; 98. Dunkerque, 0 ; 99. Quimper, 0 ; 100. Chaumont, 0 ; 101. Orléans, 0 ; 102. Rennes, 0 ; 103. Lorient, 0 ; 104. Blois, 0 ; 105. Angoulême, 0 ; 106. Reims, 0 ; 107. Nîmes, 0 ; 108. Limoges, 0 ; 109. Montpellier, 0 ; 110. Rouen, 0 ; 111. Châteauroux, 0 ; 112. Dunkerque, 0 ; 113. Quimper, 0 ; 114. Chaumont, 0 ; 115. Orléans, 0 ; 116. Rennes, 0 ; 117. Lorient, 0 ; 118. Blois, 0 ; 119. Angoulême, 0 ; 120. Reims, 0 ; 121. Nîmes, 0 ; 122. Limoges, 0 ; 123. Montpellier, 0 ; 124. Rouen, 0 ; 125. Châteauroux, 0 ; 126. Dunkerque, 0 ; 127. Quimper, 0 ; 128. Chaumont, 0 ; 129. Orléans, 0 ; 130. Rennes, 0 ; 131. Lorient, 0 ; 132. Blois, 0 ; 133. Angoulême, 0 ; 134. Reims, 0 ; 135. Nîmes, 0 ; 136. Limoges, 0 ; 137. Montpellier, 0 ; 138. Rouen, 0 ; 139. Châteauroux, 0 ; 140. Dunkerque, 0 ; 141. Quimper, 0 ; 142. Chaumont, 0 ; 143. Orléans, 0 ; 144. Rennes, 0 ; 145. Lorient, 0 ; 146. Blois, 0 ; 147. Angoulême, 0 ; 148. Reims, 0 ; 149. Nîmes, 0 ; 150. Limoges, 0 ; 151. Montpellier, 0 ; 152. Rouen, 0 ; 153. Châteauroux, 0 ; 154. Dunkerque, 0 ; 155. Quimper, 0 ; 156. Chaumont, 0 ; 157. Orléans, 0 ; 158. Rennes, 0 ; 159. Lorient, 0 ; 160. Blois, 0 ; 161. Angoulême, 0 ; 162. Reims, 0 ; 163. Nîmes, 0 ; 164. Limoges, 0 ; 165. Montpellier, 0 ; 166. Rouen, 0 ; 167. Châteauroux, 0 ; 168. Dunkerque, 0 ; 169. Quimper, 0 ; 170. Chaumont, 0 ; 171. Orléans, 0 ; 172. Rennes, 0 ; 173. Lorient, 0 ; 174. Blois, 0 ; 175. Angoulême, 0 ; 176. Reims, 0 ; 177. Nîmes, 0 ; 178. Limoges, 0 ; 179. Montpellier, 0 ; 180. Rouen, 0 ; 181. Châteauroux, 0 ; 182. Dunkerque, 0 ; 183. Quimper, 0 ; 184. Chaumont, 0 ; 185. Orléans, 0 ; 186. Rennes, 0 ; 187. Lorient, 0 ; 188. Blois, 0 ; 189. Angoulême, 0 ; 190. Reims, 0 ; 191. Nîmes, 0 ; 192. Limoges, 0 ; 193. Montpellier, 0 ; 194. Rouen, 0 ; 195. Châteauroux, 0 ; 196. Dunkerque, 0 ; 197. Quimper, 0 ; 198. Chaumont, 0 ; 199. Orléans, 0 ; 200. Rennes, 0 ; 201. Lorient, 0 ; 202. Blois, 0 ; 203. Angoulême, 0 ; 204. Reims, 0 ; 205. Nîmes, 0 ; 206. Limoges, 0 ; 207. Montpellier, 0 ; 208. Rouen, 0 ; 209. Châteauroux, 0 ; 210. Dunkerque, 0 ; 211. Quimper, 0 ; 212. Chaumont, 0 ; 213. Orléans, 0 ; 214. Rennes, 0 ; 215. Lorient, 0 ; 216. Blois, 0 ; 217. Angoulême, 0 ; 218. Reims, 0 ; 219. Nîmes, 0 ; 220. Limoges, 0 ; 221. Montpellier, 0 ; 222. Rouen, 0 ; 223. Châteauroux, 0 ; 224. Dunkerque, 0 ; 225. Quimper, 0 ; 226. Chaumont, 0 ; 227. Orléans, 0 ; 228. Rennes, 0 ; 229. Lorient, 0 ; 230. Blois, 0 ; 231. Angoulême, 0 ; 232. Reims, 0 ; 233. Nîmes, 0 ; 234. Limoges, 0 ; 235. Montpellier, 0 ; 236. Rouen, 0 ; 237. Châteauroux, 0 ; 238. Dunkerque, 0 ; 239. Quimper, 0 ; 240. Chaumont, 0 ; 241. Orléans, 0 ; 242. Rennes, 0 ; 243. Lorient, 0 ; 244. Blois, 0 ; 245. Angoulême, 0 ; 246. Reims, 0 ; 247. Nîmes, 0 ; 248. Limoges, 0 ; 249. Montpellier, 0 ; 250. Rouen, 0 ; 251. Châteauroux, 0 ; 252. Dunkerque, 0 ; 253. Quimper, 0 ; 254. Chaumont, 0 ; 255. Orléans, 0 ; 256. Rennes, 0 ; 257. Lorient, 0 ; 258. Blois, 0 ; 259. Angoulême, 0 ; 260. Reims, 0 ; 261. Nîmes, 0 ; 262. Limoges, 0 ; 263. Montpellier, 0 ; 264. Rouen, 0 ; 265. Châteauroux, 0 ; 266. Dunkerque, 0 ; 267. Quimper, 0 ; 268. Chaumont, 0 ; 269. Orléans, 0 ; 270. Rennes, 0 ; 271. Lorient, 0 ; 272. Blois, 0 ; 273. Angoulême, 0 ; 274. Reims, 0 ; 275. Nîmes, 0 ; 276. Limoges, 0 ; 277. Montpellier, 0 ; 278. Rouen, 0 ; 279. Châteauroux, 0 ; 280. Dunkerque, 0 ; 281. Quimper, 0 ; 282. Chaumont, 0 ; 283. Orléans, 0 ; 284. Rennes, 0 ; 285. Lorient, 0 ; 286. Blois, 0 ; 287. Angoulême, 0 ; 288. Reims, 0 ; 289. Nîmes, 0 ; 290. Limoges, 0 ; 291. Montpellier, 0 ; 292. Rouen, 0 ; 293. Châteauroux, 0 ; 294. Dunkerque, 0 ; 295. Quimper, 0 ; 296. Chaumont, 0 ; 297. Orléans, 0 ; 298. Rennes, 0 ; 299. Lorient, 0 ; 300. Blois, 0 ; 301. Angoulême, 0 ; 302. Reims, 0 ; 303. Nîmes, 0 ; 304. Limoges, 0 ; 305. Montpellier, 0 ; 306. Rouen, 0 ; 307. Châteauroux, 0 ; 308. Dunkerque, 0 ; 309. Quimper, 0 ; 310. Chaumont, 0 ; 311. Orléans, 0 ; 312. Rennes, 0 ; 313. Lorient, 0 ; 314. Blois, 0 ; 315. Angoulême, 0 ; 316. Reims, 0 ; 317. Nîmes, 0 ; 318. Limoges, 0 ; 319. Montpellier, 0 ; 320. Rouen, 0 ; 321. Châteauroux, 0 ; 322. Dunkerque, 0 ; 323. Quimper, 0 ; 324. Chaumont, 0 ; 325. Orléans, 0 ; 326. Rennes, 0 ; 327. Lorient, 0 ; 328. Blois, 0 ; 329. Angoulême, 0 ; 330. Reims, 0 ; 331. Nîmes, 0 ; 332. Limoges, 0 ; 333. Montpellier, 0 ; 334. Rouen, 0 ; 335. Châteauroux, 0 ; 336. Dunkerque, 0 ; 337. Quimper, 0 ; 338. Chaumont, 0 ; 339. Orléans, 0 ; 340. Rennes, 0 ; 341. Lorient, 0 ; 342. Blois, 0 ; 343. Angoulême, 0 ; 344. Reims, 0 ; 345. Nîmes, 0 ; 346. Limoges, 0 ; 347. Montpellier, 0 ; 348. Rouen, 0 ; 349. Châteauroux, 0 ; 350. Dunkerque, 0 ; 351. Quimper, 0 ; 352. Chaumont, 0 ; 353. Orléans, 0 ; 354. Rennes, 0 ; 355. Lorient, 0 ; 356. Blois, 0 ; 357. Angoulême, 0 ; 358. Reims, 0 ; 359. Nîmes, 0 ; 360. Limoges, 0 ; 361. Montpellier, 0 ; 362. Rouen, 0 ; 363. Châteauroux, 0 ; 364. Dunkerque, 0 ; 365. Quimper, 0 ; 366. Chaumont, 0 ; 367. Orléans, 0 ; 368. Rennes, 0 ; 369. Lorient, 0 ; 370. Blois, 0 ; 371. Angoulême, 0 ; 372. Reims, 0 ; 373. Nîmes, 0 ; 374. Limoges, 0 ; 375. Montpellier, 0 ; 376. Rouen, 0 ; 377. Châteauroux, 0 ; 378. Dunkerque, 0 ; 379. Quimper, 0 ; 380. Chaumont, 0 ; 381. Orléans, 0 ; 382. Rennes, 0 ; 383. Lorient, 0 ; 384. Blois, 0 ; 385. Angoulême, 0 ; 386. Reims, 0 ; 387. Nîmes, 0 ; 388. Limoges, 0 ; 389. Montpellier, 0 ; 390. Rouen, 0 ; 391. Châteauroux, 0 ; 392. Dunkerque, 0 ; 393. Quimper, 0 ; 394. Chaumont, 0 ; 395. Orléans, 0 ; 396. Rennes, 0 ; 397. Lorient, 0 ; 398. Blois, 0 ; 399. Angoulême, 0 ; 400. Reims, 0 ; 401. Nîmes, 0 ; 402. Limoges, 0 ; 403. Montpellier, 0 ; 404. Rouen, 0 ; 405. Châteauroux, 0 ; 406. Dunkerque, 0 ; 407. Quimper, 0 ; 408. Chaumont, 0 ; 409. Orléans, 0 ; 410. Rennes, 0 ; 411. Lorient, 0 ; 412. Blois, 0 ; 413. Angoulême, 0 ; 414. Reims, 0 ; 415. Nîmes, 0 ; 416. Limoges, 0 ; 417. Montpellier, 0 ; 418. Rouen, 0 ; 419. Châteauroux, 0 ; 420. Dunkerque, 0 ; 421. Quimper, 0 ; 422. Chaumont, 0 ; 423. Orléans, 0 ; 424. Rennes, 0 ; 425. Lorient, 0 ; 426. Blois, 0 ; 42

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Pensions anticipées

Environ un assuré du régime général sur trois demande chaque année à percevoir sa pension au titre de l'anticipation. Attribuées à partir de soixante ans, les pensions anticipées ne pénalisent pas le demandeur et lui permettent d'obtenir le « taux plein » de 50 % exactement comme s'il était âgé de soixante-cinq ans (1).

Ces pensions anticipées se répartissent en deux groupes : les premières n'exigent pas une durée minimum de cotisations ; les secondes si.

Les premières sont les plus nombreuses. Ce sont les pensions accordées pour incapacité au travail lorsque le salarié présente une diminution de la moitié de sa capacité d'activité et qu'il ne peut continuer à exercer cette activité sans nuire gravement à sa santé. Ce principe figure dans les ordonnances de 1945 organisant la Sécurité sociale. Par la suite, en 1965, les déportés et internés ont été assimilés aux travailleurs incapables. En 1978, 55 000 personnes ont fait jouer l'une ou l'autre de ces clauses pour obtenir précocement leur pension. En 1973, ce droit a été étendu aux anciens combattants et prisonniers de guerre, suivant leurs états militaires ou leur captivité. Le nombre de demandes de liquidation de pensions, à ce titre, a atteint le chiffre de 80 000 en 1978 et va, depuis, en diminuant (37 500 en 1979).

D'autre part, la faculté de cesser leur activité a été accordée à trois catégories de travailleurs à condition qu'ils justifient, en outre, d'un certain nombre d'années de travail.

Dernières en date à profiter de cette disposition, les femmes assurées sociales ayant cotisé trente-sept ans et demi viennent en tête des bénéficiaires avec 8 274 pensions liquidées en 1978. Les textes en vigueur prenant leur plein effet en 1979, on en prévoit de 10 000 à 11 000 nouvelles par an jusqu'en 1981.

Suivent les travailleurs manuels, à qui il est demandé quarante et un ans de cotisations et quinze années de travail manuel exercé en continu, sans interruption, à la chaîne ou exposé aux intempéries au cours des quinze dernières années précédant la demande. Les chiffres sont étonnants dans leur faiblesse : 7 500 pensions sont en cours de paiement depuis l'ouverture des droits en 1978 (2 435 pensions liquidées en 1978).

Quant aux ouvrières mères de famille, elles doivent justifier de

trente ans d'activité salariée, dont cinq ans de travail manuel au cours des cinq années précédentes, et avoir élevé au moins trois enfants. Depuis 1976, 2 805 femmes profitent de cette entraine (en 1978 : 780 demandes).

Ainsi, sur un peu plus de 100 000 pensions anticipées liquidées par an, 10 % environ seulement concernent les femmes et les travailleurs manuels.

Cela peut s'expliquer par les conditions de cotisations draconniennes imposées. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu. S'ils en ont eu le choix, les travailleurs ont parfois opté pour la garantie de ressources versée par l'assurance-chômage à partir de soixante ans aux salariés licenciés ou démissionnaires.

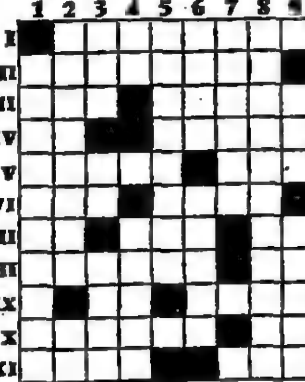
De même, les salariés peuvent bénéficier d'une pension anticipée pour un autre motif. C'est le cas, par exemple, des ouvriers qui sont susceptibles d'obtenir une pension au titre de leur activité manuelle par suite de trois situations : celle de l'invalidité reconnue avant soixante ans (environ 20 000 pensions de vieillesse se substituent chaque année à une pension d'invalidité) ; celle de prisonnier de guerre ou d'ancien combattant (ils avaient vingt ans au moment de la deuxième guerre mondiale) ; ou encore celle de l'incapacité au travail à partir de soixante ans (ils ont commencé à travailler très jeunes dans des métiers pénibles qui les ont fatigués prématurément).

Actuellement, le régime général d'assurance-vieillesse paye presque un million de pensions au titre de l'anticipation. Celles-ci augmentent en moyenne de 12 % par an.

CHRISTIANE GROLIER.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2655



HORIZONTALEMENT

I. Ce qui donne son parfum à la truffe. — II. Peut faire tache. — III. Se divise en périodes. — IV. Disparaitre. — V. Entre trois et quatre. — VI. Entre la gorge et le cou. — VII. Héros d'un drame ; mauvaise habitude. — VIII. Peut être flottante au-dessus ; Quand elle crève, il y a beaucoup de précipitation. — IX. Un agrément étranger ; Peut être perdu dans une salle ; Abréviation pour un morceau. — X. C'est quand les choses vont mal que sa présence est nécessaire ; Conjonction. — XI. Rejoignit le troupeau ; Coule en Irlande. — XII. Traite comme Marie ; Pour l'her. — XIII. Se charge de son père ; Très gras.

VERTICALEMENT

I. Risque de faire du mauvais travail quand elle a perdu la boule. — II. Evoque une certaine force ; Mot qui peut valoir quatre termes. — III. Un mot très cavalier ; Pronom ; Bonne façon de tomber. — IV. Endroit où l'on peut voir la figure. — V. Un repré-

sentant du lyrisme magyar. — 6. S'élève en Grèce ; Ville de Suisse. — 7. Contribute à une ferme. — 8. Qui ont donc reçu des visites. — 9. Peut évoquer un triomphe ; S'acquiert en faisant beaucoup d'exercices.

Solution du problème n° 2654

Horizontalement
I. Intraveineux. — II. Rouille. — III. Élé. — IV. Dico. — V. Valeur. — VI. Nus. — VII. Évasé. — VIII. Reste. — IX. Ne. — X. Sues. — XI. Ite. — XII. Trés. — XIII. Mines. — XIV. Remous. — XV. Égal. — XVI. Serbie. — XVII. Dru. — XVIII. Né. — XIX. Subito. — XX. Pore. — XXI. Par. — XXII. Lelio. — XXIII. Na. — XXIV. De. — XXV. Indécis. — XXVI. Soupeur. — XXVII. Net.

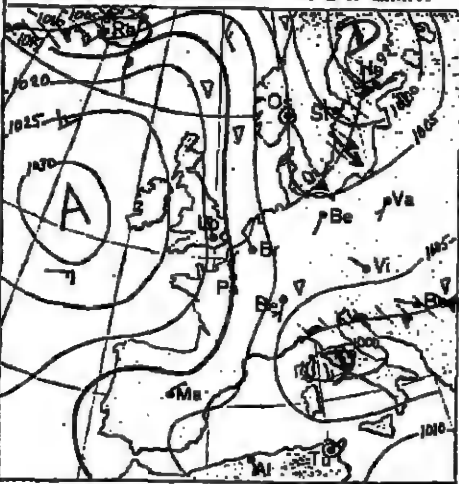
Verticalement

1. Ressentiment. — 2. Iole. — 3. Vertige. — 4. Do. — 5. Nue. — 6. Va. — 7. Élé. — 8. Pez. — 9. Tédasse. — 10. Élis. — 11. R. — 12. Élé. — 13. Ura. — 14. Alice. — 15. De. — 16. Velours. — 17. Oreille. — 18. Eure. — 19. Inerte. — 20. Igor. — 21. Strombol. — 22. Nonante. — 23. Côté. — 24. Inn. — 25. Eu. — 26. Gout. — 27. Loe. — 28. Ode. — 29. Unies. — 30. Uas. — 31. Et. — 32. Sode. — 33. Sées. — 34. Donc. — 35. Edenté. — 36. Terrain. — 37. Etal. — 38. Velue. — 39. Si.

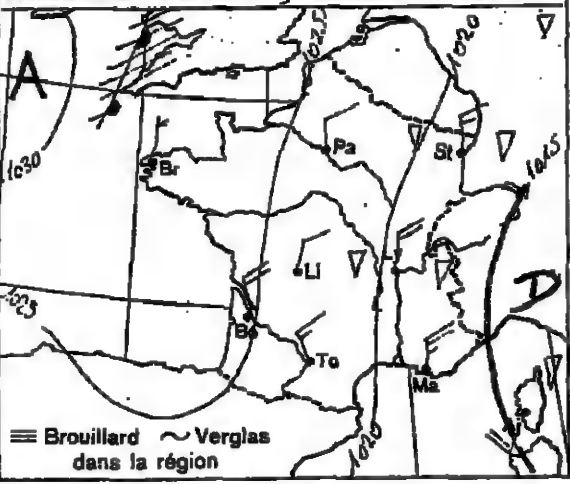
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

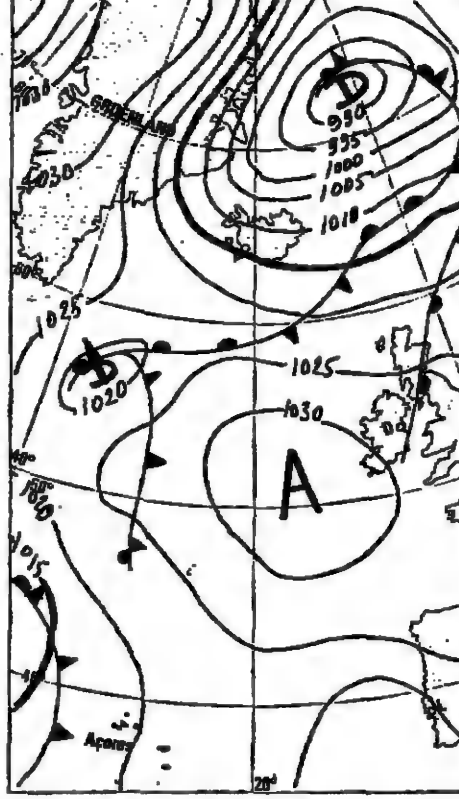
SITUATION LE 21 AVRIL A 0 H G.M.T.



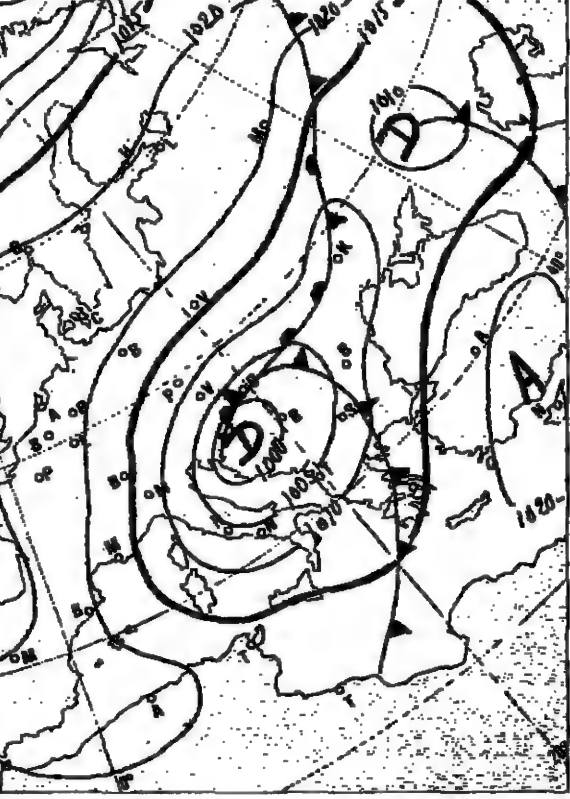
PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL À 0 HEURE G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL À 0 HEURE G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL À 0 HEURE G.M.T.



Évolutions probables du temps en France entre le lundi 21 avril à 0 heure et le mardi 22 avril à 0 heure :

Le champ de pression se renforcera temporairement sur la Scandinavie, la mer du Nord et la Baltique, le centre des hautes pressions se maintiendra sur le proche Atlantique. Il en résultera une lente atténuation du flux instable sur la France, tandis que de nouvelles perturbations naîtront du nord de l'Atlantique attendront les îles Britanniques.

Mardi, le temps instable persistera encore sur nos régions, s'étendant des Ardennes et des Vosges au nord-est du Massif Central et au nord des Alpes, avec des averses et des giboulées qui, cependant, deviendront plus sporadiques l'après-midi et le soir.

Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies, plus belles près de l'Atlantique et du golfe du Lion. Dans la journée, les nuages deviendront très abondants sur les côtes de la Manche occidentale, où quelques brumes pourront débiter.

BREF

COLLOQUE

L'UNIVERSITÉ DE LA NOUVELLE ÈRE, à Elche, Espagne, « Podium mondial libre pour une prise de conscience des temps nouveaux », ouvrira ses travaux le 23 avril. La session se poursuivra jusqu'en décembre. Au programme, des sujets comme : « Corps et esprit, unité énergétique », « Le monde en mouvement, le nouveau visage de l'humanité », « Occident-Orient, points de contact et contrastes », etc. etc.

* U.N.E. p.r. Paoi 86, Elche - Alicante (Espagne).

FORMATION PERMANENTE

CONSEILLERS ET CADRES P.M.L. — Le CEFAGI, association créée sur l'initiative conjointe du ministère de l'Industrie, de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et du Conseil national du patronat français, organise, du 19 mai au 28 novembre, des stages de formation pour dirigeants, ingénieurs, cadres et assimilés ayant une expérience de plusieurs années en entreprises et s'orientant vers les postes de conseillers et cadres dans les chambres de commerce et d'industrie, les organisations professionnelles, les cabinets de conseils, les entreprises. Réunion d'information le 28 avril.

* CEFAGI, 89 avenue Kléber, 75016 Paris, tél. 727-51-48.

DOCUMENTATION

LE PATRIMOINE DE PARIS. — Le dernier numéro du mensuel « Ville de Paris », édité par la mairie, est consacré à l'annuaire du patrimoine dans la capitale : un inventaire des richesses artistiques souvent et malheureusement méconnues des Parisiens et des moyens pris pour les préserver et les conserver. N° 10, avril 1980 : 3 F.

PARIS EN VISITES

MARDI 22 AVRIL

« Décor des hôtels d'Angou et de Bayonne », 15 h. 5. rue Drouot, Mme Chapuis.
« Le Musée du Grand Orient de France », 15 h. 16, rue Cadet, Mme Scheller.
« Exposition : les cent ans du musée Carnavalet », 15 h. 23, rue de Sévigné, Mme Vermeersch.
« Hôtel de Launay », 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Zivovis (Galerie nationale des monuments historiques).
« Évolution du quartier des Prés », 14 h. 30, devant le musée Lambrini, G. de Monette (Versailles).
« Musée du Luxembourg, donation Masurel », 15 h. 18, rue de Valenciennes (Approche de Paris).
« Éclaircie et fontaine de l'Hôtel des ventes », 15 h. 19, rue Solferino, M. Baguenan.
« Chez un grand restaurateur d'orfèvrerie », 15 h. 20, rue de Valenciennes, P.-Y. Janiet (Connaisseurs d'art et d'ailleurs).
« Promenade dans le quartier du Cherche-Midi », 15 h. 21, rue du Cherche-Midi.
« Promenade dans le quartier Montferrand », 15 h. 22, centre de la place de la Contre-Épée, Mme Vachier (M. Hager).
« Historique de la place des Vosges », 15 h. 23, devant l'église Saint-Paul, G. Bouch-Guin.
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h. 24, boulevard Henri-IV, M. Tournier (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 h. 52, rue Madame (Aroux) : « La technique du vitrail ». — 18 h. 30, université de Vincennes, Paris-VII, M. Corrado Simoni : « La découverte de la Commedia dell'Arte ». — 18 h. 30, Maison de l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, Mme Adolphe de Jann : « L'art et l'écriture dans la révolution cubaine » (entrée libre). — 19 h. 52, rue Madame (Aroux) : « Les palais impériaux à Rome ». — 19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, L. rue Victor-Cousin, Robert Lissman : « Convergences de la physique moderne ». — 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Claude Thibaut : « Parme et les Parmes : le Correggio, le Parmesan » (projections).

RÉTROMANIE

Brocante de printemps en Ile-de-France

Le cinquième arrondissement sur le thème « Notre village en fête » propose sa foire à la brocante, ses expositions de peintures et d'objets de collection, sur le boulevard de Port-Royal, les 21 et 27 avril. Et l'événement culturel surgira de la place du Panthéon avec un spectacle de projections géantes retraçant l'histoire du quartier à travers les âges (les 22 et 23 avril, à 20 h. 30).

Non loin de là, les cent cinquante exposants de la Foire de printemps du 14^e arrondissement, étaient jusqu'au 27 avril leur brocante insolite devant la mairie, sur le terre-plein de l'avenue du Maine. « On y trouve » : meubles rustiques et bibelots ; « On y mange » (huître, foie gras, produits régionaux) ; « On y boit » (beauxjolais, vins d'Alsace, pinsons des Charentes).

Aux portes de Paris, le marché Biron, le plus élégant des marchés aux Puces de Saint-Ouen, s'est paré d'une décoration florale printanière pour présenter les restaurateurs de jeunes ébénistes sur des meubles rénovés par moitié, pour faire ressortir, par comparaison avec les parties dé-

torées, l'admirable « sauvetage » des marqueteries anciennes.

Le 31 avril, sous le signe de l'Année du patrimoine les deux cents antiquaires du marché Biron présentent encore une sélection de meubles et curiosités que les amateurs pourront admirer, et éventuellement se procurer, tel un bureau des d'âne en acajou massif estampillé de Saurin, une bibliothèque Napoléon III monumentale à six portes ornées de marqueterie et de bronze doré, des meubles anglais en chêne du XVIII^e siècle, un salon 1900 signé Majorelle, une tapisserie d'Aubusson de 8 mètres de long, des groupes de bois, de marbre et de bronze, des ivoires européens, des instruments de navigation, des tableaux, des laines et de fabuleux services d'argenterie. Ces meubles et objets d'une grande rareté sont vendus au plus juste prix et garantis par certificats d'authenticité.

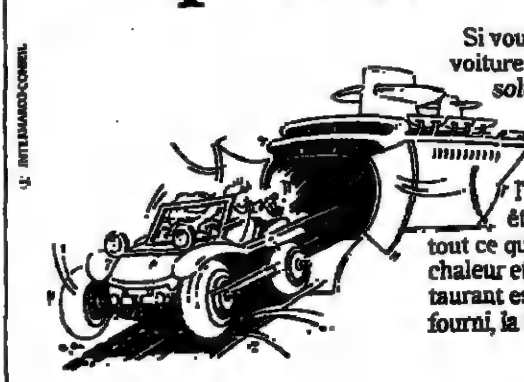
Enfin on peut rendre visite aux cent antiquaires et galeries d'art du « Carré rive-gauche » qui, du 24 au 28 avril, présentent « Les cinq jours de l'objet extraordinaire », un véritable musée dans la rue, entre le quai Voltaire et la rue de l'Université. — F.G.

TOURISME

BRETAGNE 1980. — Les marées noires ne peuvent tuer le charme de la Bretagne. On découvre tous les moyens pratiques de la retrouver dans le guide « Loisirs Bretons », édité par le ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, et le Comité régional de tourisme, et qui donne les lieux de séjour, les hébergements, les visites et les circuits.

* Comité régional de tourisme, 2, rue d'Espagne, 35100 Rennes.

Le Saint-Killian ou le Saint-Patrick partent pour l'Irlande tous les jours* que Dieu fait.



Si vous voulez emmener votre voiture en Irlande, la meilleure solution est de partir sur le Saint-Patrick ou le Saint-Killian.

Dés que vous êtes sur l'un de ces bateaux, vous êtes déjà en Irlande avec tout ce que cela comporte de chaleur et de bonne humeur. Le restaurant est agréable, le bar bien fourni, la boutique hors taxe aussi.

Quant aux cabines, il existe un grand choix : cabines à deux, à trois ou quatre, toujours très confortables. Et puis avec le Saint-Patrick et le Saint-Killian c'est vous qui choisissez votre date de départ puisqu'il y en a un par jour soit de Cherbourg, soit du Havre.

Une fois en mer, vous avez le temps de faire connaissance avec l'Irlande. Et quand vous débarquez à Rosslare, vous êtes à l'endroit idéal pour commencer votre balade irlandaise.

* Jusqu'au 30 octobre. En hiver, 3 fois par semaine.

Irish Continental Line
Agent Général : Transports et Voyages
8, rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90

Nom _____

Adresse _____

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 20 avril 1980 :
DES ARRÊTÉS
● Fixant le prix d'émission des emprunts « Villes de France » et le taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales ;
● Autorisant l'émission d'un emprunt d'Electricité de France auprès de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...
300 BUREAUX OUVERTS AU PUBLIC

L'urbanisme et l'information

D'ici à la fin de l'année, trois cents bureaux d'information seront ouverts au public par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. C'est ce qu'a annoncé M. Michel d'Ornano en commentant devant la presse, jeudi 17 avril, la communication qu'il avait faite la veille au conseil des ministres sur « l'amélioration de l'information du public ».

Ces bureaux, après desquels les usagers pourront obtenir tous renseignements sur le logement, la construction et l'environnement, seront localisés dans les directions départementales de l'équipement, dans des locaux « ad hoc », lorsque les D.D.E. sont à la périphérie des villes et dans les anciennes subdivisions territoriales de l'équipement — elles couvrent un à trois cantons, — restructurées pour la circonstance — agences de l'équipement et de l'environnement.

M. d'Ornano a affirmé que son intention était d'ouvrir ainsi mille deux cents bureaux d'information dans un délai de dix-huit mois. Des fonctionnaires seront spécialement formés pour recevoir et conseiller les usagers. Leur guichet sera relié par une ligne téléphonique directe au siège de la direction départementale de l'équipement, de manière à épargner aux villageois des déplacements inutiles au chef-lieu du département.

Ces bureaux seront également en liaison avec un S.I.P. central situé à Paris. Celui-ci, seul, sera accessible aux appels des fonctionnaires du ministère de l'environnement et du cadre de vie, sera en mesure de répondre aux questions techniques les plus délicates dans un délai de deux heures. « Ainsi, a indiqué le ministre, un citoyen habitant

n'importe quel canton de France devrait obtenir sur place et dans la journée le renseignement qu'il sollicite sur un certificat d'urbanisme, son dossier de permis de construire, les aides à la construction, les problèmes de pollution et de nuisances. C'est ce que l'appelle rapprocher l'administration de l'usager. Mes services imposent des contraintes. En contrepartie, ils doivent informer, conseiller et rendre les procédures plus faciles. Et ce sont les fonctionnaires eux-mêmes, sur le terrain, à qui il appartient d'accomplir cette nouvelle tâche. »

Rappelons tout de même qu'il ne s'agit pas là d'une totale innovation. En effet, des Associations départementales pour l'information sur le logement (ADIL) fonctionnent déjà dans vingt-quatre départements où elles assurent chacune, en moyenne, de huit mille à treize mille consultations annuelles. Créées par les collectivités locales, les associations familiales et les mouvements de consommateurs, les ADIL sont subventionnées à 20 % par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. Elles tiennent des permanences dans certaines mairies et subdivisions territoriales de l'équipement (deux cent cinquante centres au total). Les bureaux d'information imaginés par M. d'Ornano feront consommer, les ADIL, sont la ministre n'a pas répondu sur ce point.

Permis en un mois

Les services de l'environnement et du cadre de vie délivrent chaque année trois cent soixante mille certificats d'urbanisme, cinq cent soixante mille permis de construire, des milliers de permis de démolir et d'autorisation de lotissements.

Il a été décidé de réduire autant que possible les délais de ces procédures. Ainsi les dossiers de permis de construire les plus simples (40 % du total) devront être réglés en un mois (au lieu de deux). Même pour les demandes plus complexes et les dossiers de nombreuses pièces, la consultation d'autres ministères et celle de l'architecte des bâtiments de France, l'administration va s'efforcer d'aller plus vite.

Il n'empêche que les litiges entre les usagers et les services de l'environnement et du cadre de vie se multiplient. Vingt mille recours gracieux sont présentés chaque année, dont trois mille remontent jusqu'à Paris. Le nombre des affaires venant devant les tribunaux administratifs a augmenté de 274 % en dix ans. Aussi ne servirait-il pas à grand-chose de rapprocher les fonctionnaires des citoyens et d'accroître l'inspiration des dossiers si tous ces recours ne sont pas résolus par un énorme contentieux s'enfiant d'année en année. C'est pourquoi M. d'Ornano a l'intention d'installer, dans la plupart des directions départementales de l'équipement, des médiateurs.

Ceux-ci choisiront parmi d'anciens fonctionnaires expérimentés pour recevoir les usagers et accompagner les dossiers, et tenteront d'aplanir les difficultés, soit en faisant aboutir la demande du plaignant et elle est légitime, soit, dans le cas contraire, en lui expliquant les raisons de la décision. « S'expliquer, dissiper les ignorances et les malentendus, c'est déjà éliminer une partie des causes de litiges », commente M. d'Ornano. Pour les autres, les citoyens conserveront évidemment tous leurs droits de recours.

M. A.-R.

ENVIRONNEMENT

EXPÉRIENCES CONCLUANTES DANS LA SOMME ET LE VAUCLUSE

La récupération des déchets
clef d'une agriculture plus productive

De notre envoyé spécial

Angers. — Un industriel de la région rouennaise voulait se débarrasser de 3 000 tonnes de résidus en les jetant à la décharge. L'administration de l'environnement a refusé de lui en autoriser plus de 500 tonnes. Ces déchets n'étaient autres que du carbonate de calcium, qui pouvait constituer un amendement providentiel pour les 500 hectares de terres acides que l'Office national des forêts (O.N.F.) s'efforçait de reboiser à 3 kilomètres de l'usine. Après dix mois d'essais et de négociations, l'entreprise est désormais libérée de ses déchets : économie réalisée, 300 000 francs. Les forestiers, eux, sont ravis : ils ont bénéficié d'un amendement valant 200 000 francs. Une convention a été signée entre l'usine et l'O.N.F. pour des livraisons régulières de ces produits hier encore tenus pour inutilisables.

Cette anecdote significative a étonné et ravi les trois cents chercheurs, ingénieurs agronomes, techniciens municipaux et fonctionnaires qui ont participé à Angers, du 15 au 19 avril, à un colloque sur les déchets organisé par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. Dix autres exemples aussi surprenants de récupération et de valorisation de résidus ont été cités au cours de ces journées. Ils révèlent que les déchets municipaux, les stations d'épuration, les débris de reliquats industriels, sont autant de gisements qui, convenablement exploités, fournissent à l'agriculture des matières organiques, des amendements et des terres. Or, dans ce domaine comme en tant d'autres, on en est encore à la « belle époque » du gaspillage.

Un autre exemple : les boues résiduelles des stations d'épuration s'accumulent dans les décharges — quand elles ne sont pas rejetées dans les cours d'eau — à raison de 700 000 tonnes par an. Et cette « montagne » s'élève un peu plus chaque année puisqu'en 1980, deux stations d'épuration par jour, à condition de prendre certaines précautions, ces boues, riches en azote et en

phosphore, constituent un produit très bénéfique pour les champs. Dans la Somme — département de pointe dans ce domaine — on en utilise 15 000 tonnes chaque année à la place de coûteux engrais. Mais, dans le reste de l'Hexagone, la méfiance règne encore à l'égard de ces utiles résidus de la pollution. « La campagne, se plaignent certains paysans, ne veut pas devenir la poubelle de la ville. »

Résultat : les Français ne récupèrent que le quart de leurs boues d'épuration alors que les Allemands et les Britanniques en réutilisent 40 % et les Néerlandais 80 %. Autre exemple : les 14 millions de tonnes d'ordures ménagères que la France produit bon an mal an pourraient fournir, outre d'importantes quantités de plastique, de verre et de ferraille, 7 millions de tonnes de compost. Or, on extrait à peine 500 000 tonnes de ce précieux adjuvant des cultures. L'essentiel est incinéré ou jeté sur des décharges qui dégagent des odeurs pestilentielles, gâtent des terrains et parfois polluent les eaux souterraines.

Convaincre les industriels

Pourtant, dans certains départements à haute productivité agricole, comme le Vaucluse, on ne méprise pas le compost fabriqué à partir des déchets domestiques. Trois usines en produisent 22 000 tonnes par an, que les vignerons et les arboriculteurs utilisent en guise de fumure. Ailleurs on rechigne : par ignorance. On pourrait ainsi valoriser maints autres produits peu glorieux qui, abandonnés à leur sort, deviendraient tristement de redoutables polluants : les matières de vidange, les reliefs des restaurants, le sang des abattoirs, les lisiers des étables, les déchets

agricoles. Voilà des millions de tonnes de matières organiques que les Français, peu à peu, sont en train de redécouvrir. Bien sûr, tout cela n'est pas utilisable tel quel. Il faut en éliminer les germes dangereux et les métaux lourds. Depuis six ans cinquante équipes de chercheurs ont travaillé pour le compte du ministère de l'environnement pour évaluer la teneur des déchets en substances utiles, mettre au point des techniques de traitement et de récupération. Maintenant — et sous réserve de quelques recherches complémentaires — on connaît les techniques. Reste à convaincre les ingénieurs de l'industrie et des services municipaux qu'il est plus économique de récupérer les résidus que de s'en débarrasser à l'élimination.

L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.), dont les cinquante spécialistes sont installés à Angers, a été créée dans ce but. Son objectif pour 1983 : doubler les quantités de compost et de boues résiduelles utilisées en agriculture. Elle envoie ses spécialistes de milliers de milliers et d'entreprises à conseiller l'industrie. Il n'existe pas dans ce domaine de doctrine officielle. Quand une ville se demande si elle s'équipera d'une décharge contrôlée, d'une usine d'incinération ou d'une fabrique de compost, les services de l'environnement l'aiguilleront volontiers vers la troisième solution. Mais les conseillers ne sont pas toujours les payeurs. Les subventions sont versées, selon les cas, par le ministère de l'Agriculture ou par celui de l'Industrie. Et elles sont au même taux dans les trois cas de figure.

La valorisation des déchets est un thème de colloque ou de séminaire, ce n'est pas encore une politique.

MARC AMBEROISE-RENDU.

Partout
le
Super Service
Europcar

Louez votre voiture chez Europcar. Vous apprécierez notre Super Service. En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, partout Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Pour réserver, appelez la station Europcar la plus proche de chez vous ou votre agent de voyages. Ou encore notre Central Réservations à Paris, au 645.21.25.

Europcar location de voitures

Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

Pour les professions libérales
qui ont choisi l'expansion:ordinateurs Philips
P330/P430

Les ordinateurs P330 et P430 conviennent bien aux professions libérales. Ils sont modulaires, et vous font bénéficier d'une technologie avancée, résultat d'un effort permanent de recherches. Philips, l'un des grands fabricants mondiaux de composants électroniques, conçoit, réalise, installe et entretient ses ordinateurs P330 et P430. Cela compte dans la réussite et la fiabilité d'une installation!

Auxiliaires discrets, efficaces, rapides, les P330 et P430 sont également peu coûteux et ne constituent pas une surcharge financière. Enfin, grâce à des normes ergonomiques très étudiées, ils sont aisément manipulés par vos collaborateurs, dont le travail est ainsi facilité. Et valorisé. Mais il y a mieux.

...avec leurs produits programmes
spécialisés.

Bien sûr, les ordinateurs Philips P330/P430 couvrent tous les besoins classiques — gestion comptable et financière, paie du personnel, traitement des honoraires, etc. Mais en plus, ils répondent aux exigences spécifiques de professions diverses. Développés en étroite collaboration avec les utilisateurs concernés, des logiciels spécialisés existent, ainsi, pour les experts-comptables, les notaires, les huissiers de justice, les experts de l'automobile, les laboratoires, les conseillers juridiques, etc. Programmés à l'avance, les ordinateurs Philips P330/P430 sont immédiatement opérationnels.

D'autant que leurs utilisateurs bénéficient, avant l'installation, et lors de la mise en route, d'une formation complète assurée par Philips.

Important. La rapidité d'intervention est assurée par nos 39 agences, concessionnaires et centres de maintenance régionaux qui vous fournissent, partout en France, un service après-vente sérieux et compétent.

PHILIPS

S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.77.59.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à envoyer à S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.77.59

Sans engagement de ma part, veuillez :

☐ m'envoyer votre documentation sur les ordinateurs P330/P430 et éventuellement sur celui qui couvre mon secteur d'activité. ☐ demander à l'un de vos collaborateurs de me téléphoner pour prendre rendez-vous.

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

A L'EST DU NOUVEAU ?

Septembre 1980: la nouvelle gare de banlieue de Paris-Lyon

En septembre prochain, les trains de la banlieue sud-est arriveront dans la nouvelle gare souterraine de Paris-Lyon. Cette gare superposée à la station du R.E.R., mise en service en 1977, facilitera pour les usagers la correspondance entre les deux réseaux.

Le nouvel ouvrage comportera quatre voies le dimanche, « les charmes infinis des solitudes champêtres de Montparnasse » ou « les sites délicieux de la forêt de Sénart ».

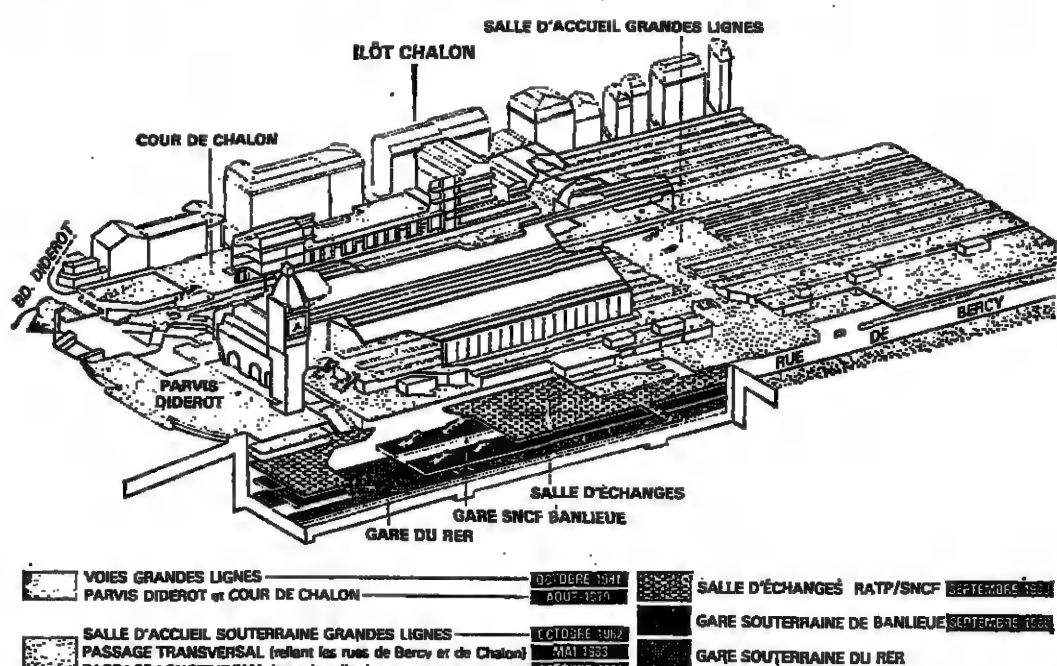
desservies par deux quais de plus de trois cents mètres de longueur permettant l'arrivée des trains de douze voitures.

Le coût de l'ouvrage est estimé à 622 millions de francs fournis par l'Etat, la région d'Ile-de-France et la S.N.C.F.

La gare de Lyon, dont l'activité dominante a longtemps été, et demeure encore, le trafic des grandes lignes vers le sud et le sud-est, a vu son trafic de banlieue s'accroître rapidement au cours

le dimanche, « les charmes infinis des solitudes champêtres de Montparnasse » ou « les sites délicieux de la forêt de Sénart ».

Cette augmentation du trafic de banlieue, venant s'ajouter à



de ces dernières années. De 36,9 millions de voyageurs en 1964, ce trafic est passé à 38,9 millions de voyageurs en 1972 pour atteindre 48 millions en 1979. Le taux actuel d'expansion laisse prévoir un trafic de l'ordre de 49 millions de voyageurs en 1982, soit une augmentation de plus de 30 % entre 1964 et 1982.

Les temps ont donc bien changé pour cette banlieue sud-est dont le trafic est passé de 36,9 millions de voyageurs en 1964, en disant qu'elle devait inciter les habitants de la capitale à goûter,

celle du trafic des grandes lignes (laquelle s'accroît avec la mise en service de la ligne à grande vitesse du T.G.V. Paris-Est), a rendu nécessaire la séparation de ces deux trafics dont la coexistence risquait de conduire la gare de Lyon à une rapide asphyxie. « Pour éviter une telle situation, la création d'une gare de banlieue jumelée avec la station du R.E.R. est apparue, après plusieurs études, comme étant la meilleure solution », estiment les responsables de la S.N.C.F. Ce projet avait été approuvé par une décision ministérielle de juillet 1972 prévoyant la construction de l'ouvrage commun, côté rue de Bercy de la gare de Lyon.

D'ici à 1983 d'autres travaux auront lieu à l'ombre du fameux campanile : le passage reliant les rues de Chalon et de Bercy, de part et d'autre de la gare, sera terminé ainsi que l'aménagement du réseau de grandes lignes. L'extension de la gare de Lyon devrait entraîner le lancement d'une vaste opération d'urbanisme : la rénovation de l'ilot Chalon, situé en limite immédiate de la future gare « grandes

constructions les plus dégradées. Un premier recensement fait par la mairie de la ville, il y a plusieurs années, prévoit de réhabiliter un tiers des logements composant l'ilot Chalon.

Ce projet confié à l'Atelier parisien d'urbanisme envisage, notamment, de créer, au débouché du passage reliant la rue de Bercy à la rue de Chalon, une vaste place publique ordonnée à l'italienne, « réservée aux piétons et bordée de commerces, autour de laquelle s'articulerait la rénovation de l'ilot. Ainsi serait créé un nouveau pôle pour la gare de Lyon ouvert sur le quartier alentour. La maquette de ce projet doit être présentée prochainement au maire puis au Conseil de Paris.

JEAN PERRIN.

POINT DE VUE

Un déséquilibre qui ne cesse de s'accroître depuis quinze ans

par MICHEL GIRAUD (*)

L'AMENAGEMENT régional résulte d'un compromis entre la volonté politique et les tendances naturelles : quand le décalage apparaît trop grand entre l'objectif recherché et le bilan constaté, faut-il en conclure que l'objectif était irréaliste ou que la politique a échoué ? La question se pose aujourd'hui lorsqu'on constate que le déséquilibre s'accroît, en fait, et contre toutes les tentatives menées depuis quinze ans, entre l'est et l'ouest de l'agglomération parisienne.

Le premier schéma directeur, celui de 1965, fondant de grandes espérances sur la création d'un formidable réseau de transport régional, acceptait les migrations alternantes comme une des conséquences du libre choix de l'emploi.

Dans sa version ultérieure, approuvée le 1^{er} juillet 1976, le schéma tentait de définir une « stratégie différenciée » pour atténuer le déséquilibre entre l'habitat et l'emploi. Dans l'intervalle, en effet, la situation n'avait fait que s'aggraver. Ainsi, de 1971 à 1976, les trois quarts des emplois nouveaux avaient été créés à l'ouest d'une ligne qui passerait par la gare de l'Est et la porte d'Orléans, tandis que 80 % des nouveaux habitants se fixaient à l'est, l'est étant compris comme une zone de 700 kilomètres carrés regroupant une centaine de communes situées entre l'autoroute du Nord et la Seine, au sud de Corbeil.

Depuis, la force attractive exercée par la Défense — opération conçue hors du schéma directeur, il faut le rappeler — et le succès de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui constitue aujourd'hui l'un des marchés immobiliers les plus actifs d'Europe, ont renforcé ces tendances. En dépit de la construction des deux branches est du R.E.R. (ligne de Boissy-Saint-Leger et de Noisy-le-Grand, bientôt prolongée jusqu'à Torcy), en dépit de la mise en service des autoroutes A-3, puis A-4 et du développement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, le déséquilibre s'accroît. On peut en juger en comparant les taux de pertes d'emploi. Depuis 1974, la population active a diminué de 4,5 % par an dans le Val-de-Marne, de 3 % en Seine-Saint-Denis, alors que le tassement n'a été que de 1,8 % dans les Hauts-de-Seine.

L'offre de bureaux dans les différents secteurs de la région fait apparaître la même distorsion : 60 % de la demande générale se concentrent sur l'ouest de Paris, où aucun chantier ne s'ouvre actuellement, tandis que l'est dispose du quart des sur-

faces disponibles et ne recueille que 3,5 % de la demande.

Les industries traditionnelles, de l'est, trop souvent vieillies, sont les premières à disparaître, et l'environnement industriel, parfois très dégradé — le tiers des friches se trouve dans la Seine-Saint-Denis — est peu propice à l'accueil d'activités nouvelles, telles que le tertiaire supérieur, la recherche ou les industries de pointe, attirées par le prestige et l'« effet d'entraînement » de l'ouest. Cette situation est encore aggravée par le poids de la fiscalité locale. Le taux d'imposition de la taxe professionnelle était, en 1977, de 8,6 % à Courbevoie contre 24,24 à Pantin, et de 31,5 à Créteil. Aussi doit-on constater que le coût global de fonctionnement (le loyer, les charges, la taxe professionnelle, le téléphone, les services divers) pour un bureau d'étude était récemment de 1 282 francs le mètre carré à Bagnelet, contre 1 214 francs à Boulogne, au Pont-de-Sèvres. Dans ces conditions, il est paradoxal que moins coûteux de s'implanter dans la proche banlieue ouest qu'en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-de-Marne.

Logement social et espaces verts

Devant ce bilan, quelle attitude pour les responsables régionaux ? Faut-il baisser les bras en considérant qu'il est désormais trop tard pour accorder un quelconque crédit à la notion mythique d'équilibre régional, l'ouest fascinant les industriels de l'Ile-de-France comme les pionniers de Californie. Y a-t-il fatalité irréversible ?

La région n'a pas perdu tout espoir. Elle entend continuer l'effort de longue haleine entrepris en faveur des transports en commun à l'est en contribuant largement au financement du prolongement de la ligne de métro n° 5 à Bobigny et à celui de la ligne n° 7 au Kremlin-Bicêtre et à Villejuif. En liaison avec la chambre de commerce et d'industrie de Paris, elle amorce, cette année, avec une opération à Saint-Maur, une action qui doit être soutenue en faveur de la réhabilitation des friches industrielles et se propose d'engager dès 1981 un programme d'amélioration du logement social portant, en particulier, sur la restauration des grands ensembles.

(*) Président (R.E.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, sénateur du Val-de-Marne et maire de Paris.

CORRESPONDANCE

L'intendant derrière les barreaux

Après la parution dans le Monde du 1^{er} avril d'un article intitulé « En bordure des Invalides, l'intendant dans son jardin nous ouvre ses secrets », un lecteur parisien — rieur et attentif — la lettre suivante :

Ainsi donc, au chevet des Invalides, l'intendant dans son jardin sera entouré d'une triste clôture de fer, un peu comme il en court entre des jardins de banlieue. La douve que l'on avait commencé de construire restera inachevée. Faute de crédits.

L'Etat et la Ville ne manqueront pas de se renvoyer la balle : « C'est pas moi, c'est à l'autre de payer ». Le résultat est là : cette « rénovation » restera provisoirement inachevée, et l'on sait ce que dure la provisoire.

Sur le pont des Arts...

Un lecteur, M. Robert Aucière, de Paris, nous fait parvenir la copie d'une lettre par lui envoyée à M. Chirac, maire de Paris :

Le pont des Arts a été et reste une des gloires touristiques, littéraires, etc. de la capitale. Après une série d'accidents, il reste inachevé. En fait, le nombre de personnes qui l'utilisent pour traverser la Seine était très sensiblement inférieur à celui des passagers, touristes provinciaux ou étrangers ou vieux Parisiens, qui, tout simplement, venaient y chercher vue sur la Cité, le plus bel aspect de Paris, s'y délecter à l'écouter du bruit, regarder un peintre, écouter le joueur d'orgue, voir couler la Seine et glisser les péniches.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui empêcherait — en attendant les travaux de reconstruction qui ne sont sans doute pas pour demain — de rendre le libre accès à la portion subsistante ? Il n'en coûterait que quelques mètres de grille : deux fois rien, pour rendre à Paris un des plus beaux sites de son vieux cœur.

Idee saugrenue ? Pas tellement : voici quelques siècles qu'il en est ainsi pour le pont Saint-Bénézet, d'Avignon. Imaginerait-on le « pont d'Avignon » interdit aux piétons parce qu'il ne rejoint plus l'autre rive. C'est pourtant ce qui se passe sensiblement à Paris.

LOTO
facile!
pas cher!

et ça peut rapporter gros.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne **LOTO**

destination ISLANDE
L'Aventure Islandaise

Circuits camping 3 sem. Paris/Paris 6.650 F.

Votre agent de voyages ou **ALANT'S TOURS** 296.58.78
17, rue Molière 75001 Paris

jsf grandes vacances à petits prix

CHINE 19 circuits
16 jours à partir de 10.600 F
L'INDE en train 18 j. 5.950 F
THAILANDE La Route de l'Opium 17 j. 5.900 F
Thaïlande/Birmanie 22 j. 6.380 F
U.S.A. Zabriskie Point (Californie) 16 j. 5.990 F

Des vols spéciaux A.R.

TUNIS	1.080 F
TANGER	1.080 F
ATHENES	1.290 F
NEW WORK	1.800 F
BANGKOK	2.940 F
MEXICO	3.525 F

Nombreuses autres possibilités de séjours, circuits, vols charters dans le monde entier.

jeunes sans frontières
5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
5, place Ampère 69000 LYON Tél. (7) 842.65.37

CESA-FINANCE

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
5, place Ampère 69000 LYON Tél. (7) 842.65.37

du 22 avril au 7 mai **prix exceptionnels** dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

صكنا من الأهل

الشرق الأوسط

Le Monde

ECONOMIE

L'Allemagne fédérale dispose-t-elle vraiment de ses énormes réserves de change?

Une nouvelle conférence monétaire dont la date est prévue depuis la dernière assemblée générale du F.M.I. (en septembre 1979 à Belgrade) doit avoir lieu vendredi 25 avril à Hambourg où se réunira le « comité intermédiaire » pour parler du « compte de substitution » et peut-être prendre une décision à ce sujet. Le sens de ces mots est précisé dans un lexique monétaire dont nous publions à cette occasion la première partie page 25. Cependant, d'autres problèmes plus graves, dont la solution est loin d'être en vue, ont surgi au cours des dernières semaines. On peut, notamment, se demander si les énormes réserves en dollars accumulées par la Bundesbank (et d'autres banques centrales) sont vraiment disponibles quand on en a besoin, ce qui est le cas pour l'Allemagne, qui connaît aujourd'hui un gros déficit.

Les derniers développements qui ont eu lieu sur la scène monétaire internationale, et notamment l'affai-

blissement du deutschemark, ont fait ressortir avec une netteté particulière (accompagnée cependant d'une discrétion tout aussi remarquable de la part des autorités responsables) certains des plus graves défauts du « système ». Une des questions-clés a été posée à ce sujet par le titre d'un article, sinon par l'article lui-même (qui se bornait à une analyse statistique très traditionnelle), récemment publié par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Dans quelle mesure les réserves de change (de la R.F.A.) sont-elles liquides ? » (*Wie liquide sind die Währungsreserven?*).

Il est peu probable qu'officiellement les débats qui auront lieu vendredi à Hambourg au sein du comité intermédiaire porteront sur cette question qui ne concerne pas seulement l'Allemagne, mais l'ensemble des pays détenteurs d'importantes réserves de change en dollars.

C'est un fait que la rapide remontée du dollar qui a eu lieu depuis le début de l'année et surtout de la mi-février au 1^{er} avril (voir nos graphiques) a déterminé d'importantes mouvements de capitaux qui, des banques allemandes, se sont déplacés vers les banques américaines.

Les méfaits des indices soviétiques

L'application de la résolution du comité central sur « l'amélioration des mécanismes économiques », adoptée en juillet 1979, notamment la mise en place des nouveaux indices permettant de contrôler les résultats des entreprises, continue de se heurter à une vive résistance. La grande presse et les revues spécialisées ne cessent pourtant d'en expliquer le fonctionnement et d'en faire valoir les avantages dans divers domaines, comme l'accélération du progrès technique dans l'industrie ou le perfectionnement du système de rémunération et de primes.

Le chef du service économique de la « Pravda », M. Dimitri Valovoi, qui, à l'automne 1977, avait relancé le débat public sur la réforme économique, vient de consacrer un long article à la « production nette » dans le quotidien du parti (1). De son côté, l'académicien Trapeznikov (2) qui, avec le professeur Liberman, a été à l'origine de la réforme économique de 1965, a proposé d'encourager l'application dans l'industrie des découvertes de la science (voir encadré). Enfin, toujours dans la « Pravda », un autre économiste reconnaît récemment que le déséquilibre entre l'offre et la demande de biens de consommation et le gonflement de la masse monétaire conduisaient à une forme de dépréciation du rouble (3).

M. VALOVOI s'est fait une spécialité de critiquer le système des indices en vigueur et de plaider la cause de la « production nette ». La situation actuelle est bien connue pour avoir été décrite de nombreuses fois dans son abstrait : l'indice de la production globale dit « VAL », qui inclut dans le produit de l'entreprise toutes les matières premières, les semi-produits, les combustibles, les salaires, conduit les agents économiques à fabriquer les objets les plus lourds incorporant les matières premières les plus chères possibles. Le processus est aussi vieux que le système socialiste, bien que son caractère anti-économique ait été reconnu depuis longtemps. M. Valovoi cite, non sans malice, les critiques qui lui adressait déjà Dzerjinski en 1924.

La réforme de 1965 a introduit un nouvel indice : celui de la « production réalisée », exprimée en valeur. Toutefois, le changement n'a pas donné les résultats escomptés, puisque le nouvel indice conserve le défaut fondamental du VAL : plus la production est chère, mieux se portent la réalisation du plan et la dotation du fonds salarial de

La vieille idole

PAS de participation sans détermination, aussi infime soit-elle, d'une partie du capital. Pas d'exercice réel de cette participation sans l'accès aux conseils d'administration. En lisant les deux questions dans sa proposition de loi, le R.P.R. a certainement vu juste même s'il ne mesure pas toutes les conséquences d'une élection au suffrage direct des représentants des cadres dans les conseils d'administration.

Un tel « danger » n'a pas échappé à M. Ceyrac. Le président du C.N.P.F. ne voit de bon cadre-administrateur que coopté. Foin du « système électoral-syndicaliste ». De même qu'il appartient aux sociétés de décider si elles distribuent ou non des actions aux salariés, de même le droit de désigner le bon cadre, apte à siéger parmi les vrais détenteurs du capital, ne devrait revenir qu'aux conseils d'administration.

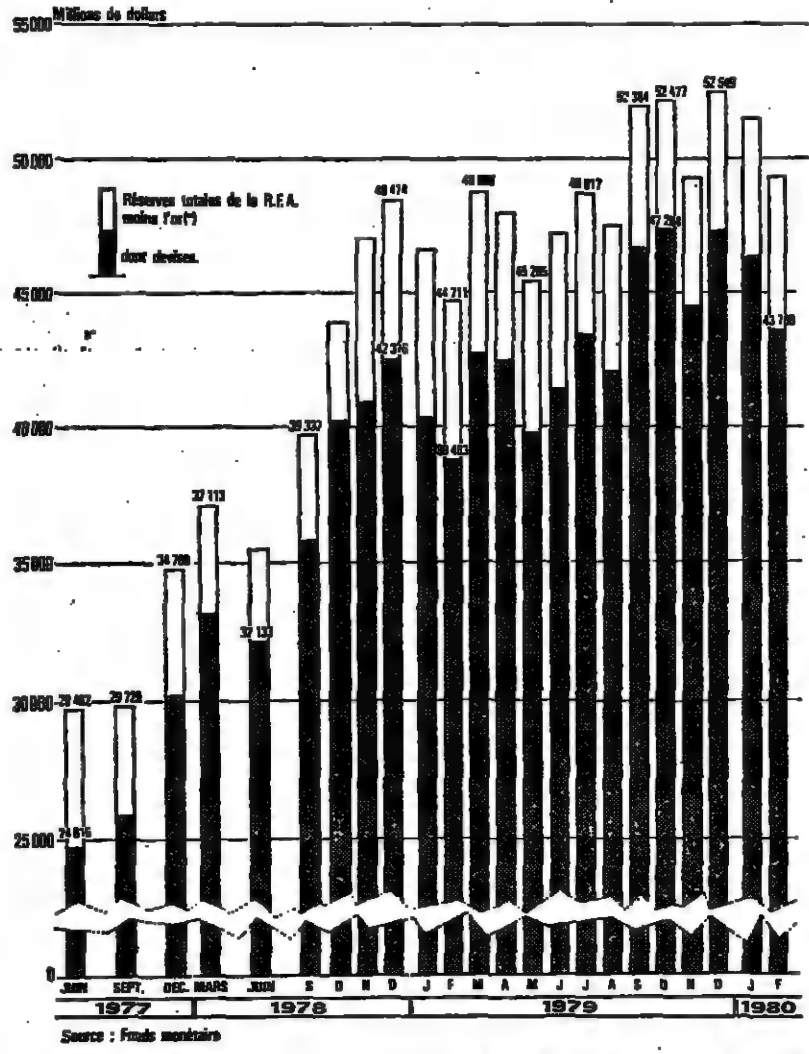
Elus, les cadres ne seraient que des « administrateurs délégués », affirme M. Ceyrac avec une malice à peine cachée. Car c'est pour reconnaître aussitôt, implicitement, qu'un représentant du suffrage direct passerait d'un autre poids face aux représentants « traditionnels ».

Tout l'enjeu est là, qui oppose pratiquement les détenteurs de l'argent à ceux du travail, les premiers étant les seuls jusqu'à présent à avoir droit de cité. S'il en était autrement, le problème serait réglé. La participation ne serait plus une « vieille idole à laquelle on rend hommage par habitude », comme le remarquait un député R.P.R. à la tribune de l'Assemblée nationale. Si, comme on l'a dit encore, l'affaire n'a guère avancé depuis Plo IX, c'est parce qu'on ne s'est jamais donné les moyens concrets de la réaliser. Maintenant que ces moyens sont évoqués, le C.N.P.F. n'est pas loin de parler de l'introduction du loup dans la bergerie.

C'est peut-être ne pas voir que la peau du loup cache un agneau. Chacun sait que les cadres ne sont plus ce qu'on voudrait qu'ils soient. On en a fait, au fil des ans, plutôt des agents d'exécution que des décideurs. Leur promotion, qui aboutit à nommer à cet échelon celui ou celle qui n'a parfois rien à encadrer, montre bien que l'idée de promotion sociale a remplacé celle de la montée en grade. Dès lors, on comprend que les cadres eux-mêmes soient arrivés avec appréhension une proposition qui les conduirait à engager leur responsabilité personnelle. Crainte que la C.G.C. exprime sans tarder, M. Ceyrac aurait tort de trop s'alarmer, puisque les intéressés, s'ils revendiquent un bien vague droit de contrôle, repoussent l'idée de la participation aux décisions. Ceux qui redoutent que les salariés en viennent à se conduire comme s'ils étaient détenteurs d'une partie du capital en seront quittes pour la peur.

FRANÇOIS SIMON.

Les réserves de la Bundesbank en devises avaient presque doublé de juin 1977 à décembre 1979



Source : Fonds monétaire

CESA-FINANCE

Le Centre de Formation Continue du CESA vous annonce la création d'un cycle de formation supérieure permettant :

- la formation à la prise de décision
- l'acquisition d'une connaissance étendue de la fonction financière.

- Le Corps Enseignant est composé de Professeurs du Département Finance du CESA, commun à HEC, à l'ISA et au CFC et de personnalités du monde financier et bancaire.
- Le cycle comprend :
 - 4 semaines résidentielles à Jouy-en-Josas du : 22 Septembre au 4 Octobre 80 et du : 23 Février au 7 Mars 81 ;
 - la réalisation d'un diagnostic financier d'entreprise et d'un mémoire de fin d'étude.
- Il s'adresse aux directeurs financiers, aux cadres et futurs dirigeants appelés, dans un proche avenir, à exercer des responsabilités de direction.

Je désire recevoir la brochure du programme «CESA-FINANCE» organisé par le CFC du CESA

Nom Fonction
Société Tél.
Adresse de la Société

Bulletin à retourner à Joël PINKHAM
CESA - FINANCE
1, rue de la Libération
(HEC - ISA - CFC) 78350 JOUY-EN-JOSAS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

faite de ses facultés de tirage sur le F.M.I. d'ici au deuxième ou troisième trimestre de 1981.

Dans le passé (notamment en 1968), de pareils retournements de situation se sont déjà produits, et les autorités allemandes avaient pu y faire face sans changer pour autant de politique. C'est à un pareil changement qu'elles viennent pourtant de se livrer. Les raisons en sont certainement multiples. Il vaut la peine d'essayer de les découvrir ; elles éclaireraient l'évolution, à maints égards pleine de périls, dont le système monétaire (qui mérite à peu son nom) est en train de faire l'objet.

D'une certaine façon, on aurait pu s'attendre que les dirigeants allemands se félicitent de la fuite des capitaux. Les considérables entrées qui ont eu lieu au cours des années précédentes, et surtout au quatrième trimestre de 1977, puis pendant presque tout le long de l'année 1978, et encore pendant l'été et l'automne de 1979, n'ont pas pu contribuer à relancer l'inflation au point de compromettre sérieusement la fameuse stabilité allemande (aux bases fragiles depuis au moins 1972 et encore plus depuis l'automne de 1977). Pour freiner la chute du dollar (et donc la hausse du DM), la Bundesbank est massivement intervenue sur le marché des changes.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 24.)

« Les cerveaux paresseux »

L'ACADEMICIEN Vadim Trapeznikov estime que la « réforme » de l'année dernière diminue ou élimine un certain nombre de difficultés entravant le progrès technique de l'économie soviétique, mais que ses conséquences ne se feront pas sentir immédiatement. Il propose des mesures simples pour accélérer le processus, tout en soulignant qu'un des freins les plus puissants du progrès technique est la faible importance qu'on lui attache généralement dans l'échelle des valeurs. Psychologiquement, ni les travailleurs ni les responsables de l'économie ne sont disposés à considérer le progrès comme un critère essentiel de leur réussite.

Il existe aussi des causes économiques : les délais de conception et de mise au point des nouveaux articles sont très longs, la plupart des projets des instituts de recherche ou des bureaux d'étude restent dans les cartons ou sont utilisés pour une production confidentielle. Les installations expérimentales sont négligées — moins de 1 % des investissements. Celles qui existent travaillent à plein rendement, mais les résultats de leurs travaux débouchent rarement sur la production en série. Alors que, en général, le plan est réalisé à 100 % ou 102 %, dans le domaine de l'innovation l'exécution est la règle, mais elle passe inaperçue.

Au niveau des entreprises industrielles, les résultats des agents économiques sont appréciés en fonction de la quantité de la production et non de son niveau scientifique-technique ou de sa capacité concurrentielle sur le marché mondial, souligne l'académicien. Les liens entre

les prix des produits et le niveau technique de la production sont très faibles. Les ingénieurs, les techniciens et les dirigeants d'entreprise ne sont pas matériellement intéressés à promouvoir le progrès technique. Leurs primes sont calculées sur la base d'une quinzaine d'indices dans lesquels la part de l'innovation ne dépasse pas 2 % ou 3 %.

Il ne s'agit pas d'augmenter le plafond des primes, mais le poids des productions nouvelles dans la « corbeille » des indices, précise M. Trapeznikov.

L'académicien propose de renforcer la confrontation entre les différentes fabrications nationales et étrangères, de ne récomenser l'indice de la qualité qu'à des articles au niveau de la meilleure production internationale. Il invite les instituts de recherche et les bureaux d'étude à ne pas copier le matériel à l'aide des procédés étrangers, car, en copiant, on accumule déjà, au départ, un retard de plusieurs années, puisque les produits imités ont déjà fait leurs preuves sur les marchés étrangers.

M. Trapeznikov reconnaît que, si les réalisations de la science soviétique soutiennent la compétition internationale, certains centres de recherche et de développement vivent. Il critique l'apparition des « cerveaux paresseux » et le manque d'initiative encouragé par la faible demande des entreprises qui ne recherchent pas le matériel nouveau, et par le système du VAL, qui n'incite pas les instituts à proposer des articles légers, économiques, bon marché et concurrentiels sur le marché mondial. — D. V.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AVRIL

Le labyrinthe basque

(Jean-Jacques Kourkowsky)

La société syrienne contre son Etat

(Paul Marlet)

Le numéro : 1 drap
5, rue des Italiens, 75007 PARIS
Cedex 16.

Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

qui ne cesse de s'accroître
ils quinze ans

jsf grandes vacances à petits prix
CHINE
U.S.A.

onnels
TIERS

AVANT LA RÉUNION MONÉTAIRE DE HAMBOURG

Les réserves de change de l'Allemagne fédérale

(Suite de la page 23.)

De juin 1977 à décembre 1979, elle a vu le montant de ses avoirs en devises pratiquement doubler. Ses achats de soutien de la devise américaine, augmentés par la nécessité périodique de voter au secours du franc belge et de la couronne danoise au sein du S.M.E., ont été, pendant toute cette période, la principale source de création monétaire en Allemagne (la Bundesbank rachète

les dollars en émettant des deutschmarks...). On dira, et on aura raison de le dire, que, une fois la circulation monétaire portée à un certain niveau, il est très périlleux de la ramener en arrière par une contraction brutale. On risque alors de porter atteinte à la solidité de l'appareil bancaire (et, partant, à celle de l'économie tout entière) dont l'équilibre, plus ou moins précaire, s'est entre-temps établi sur des bases nouvelles. Il reste que, dans

d'autres circonstances, les autorités allemandes auraient cherché à compenser l'effet de contraction consécutif à un brusque dégonflement des réserves de change par une augmentation des autres postes du bilan de la Bundesbank. Mais la conjonction de plusieurs facteurs défavorables, les uns échappant à la responsabilité des dirigeants allemands, les autres étant la conséquence de leur action (ou inaction) passée, a rendu quasiment impérative la recherche d'une autre solution. Cette solution, c'est l'endettement extérieur.

En premier lieu, les autorités allemandes se sont progressivement liées les mains en laissant se créer au fil des ans un considérable déficit budgétaire qui sera encore de l'ordre de 25 milliards de DM cette année et dont l'origine remonte au début des années 70 (coïncidant plus ou moins avec l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates et la vogue des méthodes de gestion keynésiennes).

Pour drainer vers les émissions publiques une part encore plus grande de l'épargne allemande, il faudrait aujourd'hui que la Bundesbank laisse monter encore plus haut les taux d'intérêt (ils ont déjà presque triplé depuis le début de 1979). Elle en est empêchée par des considérations internationales. Les Américains ne manqueraient pas de lui reprocher vertement de relancer l'« escalade » des taux. Ce serait absurde et injuste, mais qu'importe... En revanche, les Saoudiens, dans le sillage de « diversifier » leurs avoirs, peuvent être intéressés à souscrire des titres émis par l'Etat fédéral, même aux conditions actuelles (on ne connaît du reste pas les conditions qu'on leur a offertes pour le premier emprunt de 3 milliards de D.M. déjà contracté, en attendant le second, également annoncé par M. Matthöfer, de 2 milliards).

En deuxième lieu, la Bundesbank, toujours pour des motifs de « solidarité » internationale, a sans doute un besoin pressant de reconstituer ses avoirs en dollars au fur et à mesure de leur diminution (pour acheter des bons libellés en deutsche-

marks, l'Arabie vend des dollars que la Bundesbank rachète). Pourquoi ?

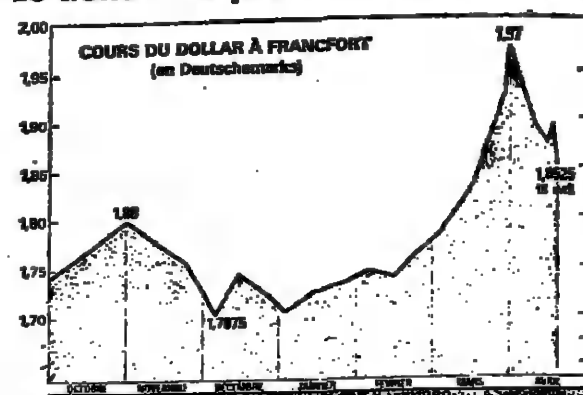
C'est une illusion trompeuse, entretenue par les méthodes comptables du Fonds monétaire, que de considérer les réserves en devises d'un pays comme étant disponibles à volonté et, partant, véritablement liquides. On oublie que les dollars détenus par la Bundesbank, comme ceux détenus par les autres banques centrales d'Europe, du Japon, ou d'ailleurs, sont placés en bons et autres titres émis par le Trésor américain. Dans les conditions d'extrême tension que connaissent actuellement les marchés monétaire et financier, vendre ces titres en quantités importantes, c'est immédiatement en faire baisser la valeur et, par voie de conséquence, faire monter à un niveau encore plus élevé les taux d'intérêt américains. Rappelons qu'en stricte gestion financière, un avoir est considéré comme parfaitement « liquide » quand on peut en disposer sans perte.

Ce qui précède n'est pas théorique. Les opérateurs savent bien que la forte hausse qu'ont connue en février et en mars les taux aux Etats-Unis n'était pas étrangère aux ventes importantes de bons et de titres américains effectuées par la Bundesbank (d'autres causes étaient à l'œuvre simultanément). Ainsi la hausse du dollar a-t-elle contribué à provoquer l'ébranlement dont les marchés monétaire et financier, piliers du capitalisme américain, ont été — et sont toujours malgré la récente détente des taux — les victimes. On ne peut mieux illustrer le « blocage progressif » de tout un système.

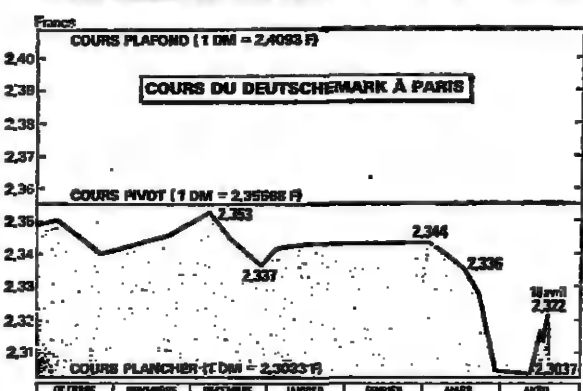
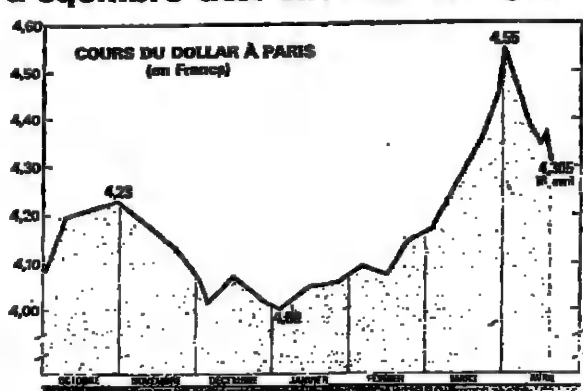
En attendant, les Allemands, dont la politique de stabilité a été au cours des dernières années si bénéfique pour la communauté internationale (qui ne leur en a jamais su gré), se laissent gagner, à leur tour, par la tentation de financer, de la façon la moins douloureuse possible, leur déficit budgétaire : par des emprunts étrangers (c'est cela devenir une monnaie de réserve). Ils devraient y perdre à la longue encore un peu plus de leur liberté de manœuvre.

PAUL FABRA.

Le dollar n'a pas franchi les 2 DM...



... et cherche à Paris un semblant d'équilibre aux environs de 4,30 F



Le fait que le Deutschmark a continué de se situer, sur le marché des changes de Paris, pendant la période allant d'octobre 1979 à la fin mars 1980, à un niveau proche de son cours pivot vis-à-vis du franc traduit la position favorable que le D.M. occupait alors au sein du S.M.E. : la monnaie allemande était par rapport au franc français au pair ou pas très loin, tandis que par rapport aux monnaies faibles (franc belge en premier lieu) il était au plafond. Changement de décor à partir du mois et jusqu'au 9 avril : le Deutschmark tombe aux environs du plancher vis-à-vis du franc qui dissonne, à ce moment-là, toutes les autres monnaies du S.M.E.

GROUPE WAGONS-LITS GROUPE WAGONS-LITS
NOS ACTIVITÉS COLLENT À L'ACTUALITÉ NOUVELLE

Désormais, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.

L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département « ferroviaire » qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui s'attend à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.



DES MILLIONS DE FOYERS FONT CONFIANCE A L'ECUREUIL

AVEC LE LIVRET A : DE L'ARGENT DISPONIBLE QUI RAPPORTE

Les 27 millions d'épargnants qui ont un Livret à la Caisse d'Epargne Ecureuil l'ont compris. Leurs économies en attente ne sont pas improductives comme sur un compte ordinaire. Sur le Livret A, elles rapportent 7,50 % d'intérêt exonéré d'impôt. Et le maximum de dépôt peut atteindre 45 000 F sur le Livret de chacun des membres d'une famille. Connaissez-vous une formule plus avantageuse pour de l'argent en réserve mais toujours disponible ?

AVEC L'EPARGNE-LOGEMENT : UN AVENIR BIEN PRÉPARÉ PAR UN PLACEMENT AVISÉ

Aujourd'hui, même si vous n'avez pas de projet immobilier, vous avez intérêt à ouvrir un Plan ou un Livret d'Epargne-Logement. L'épargne que vous allez ainsi constituer vous rapporte directement des intérêts sûrs (jusqu'à 7,90 % exonérés aussi d'impôt) et vous permettra le moment venu, de bâtir un projet immobilier pour vous ou pour vos enfants grâce à des conditions de crédit exceptionnelles. N'est-ce pas un bon placement sur le proche futur ?

CAISSE D'EPARGNE
 Pour ceux qui veulent compter plus.

Chiffres valables au 02/04/1980.

مكتبة الأصل

Lexique monétaire (I)

● ACCORDS DE LA JAMAÏQUE

Les 7 et 8 janvier 1976, d'importantes accords monétaires ont été signés à la Jamaïque, portant « amendements des statuts du Fonds monétaire », mais en réalité modifiant de fond en comble la Charte de Bretton-Woods (voir ci-dessous). Ces accords, entrés officiellement en vigueur le 1^{er} mai 1976 (mais non ratifiés par le Parlement français), visent à légaliser les pratiques qui se sont instaurées à partir de 1973 sur tous les marchés des changes après que les pays d'Europe occidentale et le Japon eurent cessé d'intervenir pour défendre un cours fixe de leurs monnaies respectives vis-à-vis du dollar. Les pays membres ont donc le droit de laisser flotter leur monnaie, sous réserve de maintenir un fonctionnement « ordonné » du marché (le F.M.I. est investi d'un pouvoir de « surveillance » défini de façon assez vague, mais, semble-t-il, destiné avant tout à empêcher que les pays ne manipulent leur taux de change à des fins commerciales). Les changes flottants peuvent jusqu'à nouvel ordre être considérés comme le nouveau régime de droit commun puisqu'il est prévu que pour rétablir un système international de changes fixes (dénommé dans les accords « dispositions générales de change »), il faudrait une décision prise à la majorité de 85 % des voix au sein du F.M.I. Entre-temps, les pays peuvent choisir de fixer la valeur de leur monnaie par rapport à d'autres devises, type accords régionaux (1), ou par rapport à une unité de compte (D.T.S., par exemple). Il leur est cependant expressément interdit de faire référence à l'or. Le nouveau « numéraire » est le droit de tirage spécial (D.T.S.). Des accords de la Jamaïque, on peut dire qu'ils interdisent tout retour, sous quelque forme que ce soit, de l'étalon-or (mais aucun système de taux de change fixes n'a jusqu'à maintenant jamais fonctionné à l'échelle mondiale sans l'or pour étalon...).

● ACCORDS DE BRETON-WOODS

Une grande conférence monétaire eut lieu en juillet 1944 à Bretton-Woods, localité du New-Hampshire. La charta à laquelle elle a donné naissance n'aura été appliquée par l'ensemble des pays industrialisés à l'économie de marché que pendant une douzaine d'années : du début 1949 (retour à la convertibilité des monnaies européennes) jusqu'en 1971-1973 (les années de l'effondrement par étapes). Mais c'est elle qui a marqué la longue période d'expansion économique et de libération des échanges qui a suivi la guerre. Le régime qu'elle instituait reposait sur la libre convertibilité des monnaies entre elles — ce qui a été préservé après 1973 — et sur le maintien de taux de change fixes variant dans d'étroites limites, ce qui a été abandonné depuis mars 1973. La clef de voûte du système était la définition de la valeur-or du dollar (35 dollars l'once), toutes les autres monnaies étant rattachées au métal précieux par l'intermédiaire de la devise américaine.

Pour donner une certaine souplesse à l'ensemble, il avait été admis qu'en cas de « déséquilibre fondamental », une monnaie pourrait être dévaluée ou au contraire réévaluée, tandis que le F.M.I., bras séculier du système de Bretton-Woods, était chargé d'accorder des crédits aux pays en difficulté. Les accords de Bretton-Woods avaient institué un système mixte or-dollar qui s'est effondré en suite de l'accumulation indéfinie des dollars (voir gold-exchange standard). L'arrêt de mort a été prononcé le 15 août 1971 avec la décision prise par le président Nixon de couper les liens entre l'or et le dollar.

● FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (F.M.I.)

Le F.M.I. continue de faire figure d'institution centrale du système monétaire international, mais dans la mesure où ce dernier a perdu en cours de route sa structure et ses règles strictes, il a, lui aussi, vu beaucoup diminuer son rôle effectif. Cependant, le Fonds est investi du pouvoir assez vague de « surveillance » des politiques de change.

Chaque pays doit verser le quart de sa contribution en devises étrangères (en fait en dollars ou en D.T.S.) et non plus en or, comme cela était le cas avec les accords de Bretton-Woods ; les autres trois quarts sont versés en sa propre monnaie. Il est périodiquement procédé à la révision des quotes-parts, afin d'augmenter les ressources globales du F.M.I., étant (sous-entendu) que les seules monnaies utilisables par lui sont les monnaies convertibles (moins de la moitié du total actuellement égal à 39 milliards de D.T.S., soit 49 milliards de dollars environ). La principale tâche du F.M.I. consiste à accorder aux pays membres des crédits sous forme de droits de tirage. Le tirage sur la première tranche, dite tranche de réserve (ex-tranche-or) est inconditionnel ; au contraire, les tirages sur les quatre tranches de crédit successives (chacune d'elles étant égale à 25 % de la quote-part) sont assujettis à certaines conditions imposées par le Fonds auquel le pays bénéficiaire adresse une « lettre d'intention ».

Techniquement, le tirage s'effectue sous forme d'un « achat » de devises désignées par le F.M.I. (ce qui explique que le Fonds possède de grosses quantités de monnaies des pays débiteurs, qui ont beaucoup acheté de monnaies étrangères en octroyant la leur, et, au contraire, est assujettis à court de monnaies « tirées » ou vendues). Dans un délai de trois à cinq ans, le pays emprunteur devra rembourser, c'est-à-dire racheter sa propre monnaie. En dehors de ces tirages ordinaires, et indépendamment des droits de tirage spéciaux, dont il sera question plus loin, le F.M.I. ouvre à ses membres un certain nombre de facilités spéciales (tel, par exemple, le « système de financement compensatoire » destiné aux pays pauvres dont les recettes d'exportation ont baissé pour des raisons fortuites) ou encore diverses facilités dites « pétrolières », parce qu'elles sont liées au financement de déficit attribué à la hausse du prix du pétrole. Le jeu de ces facilités peut permettre de porter à 300 % (et même davantage) du quota les facilités de tirage sur le F.M.I.

Le F.M.I. compte actuellement cent quarante membres (dont un très petit nombre de pays communistes : Yougoslavie, Roumanie, Kampuchée (ex-Cambodge), Vietnam) ; il tient une assemblée générale annuelle où chaque pays est représenté par un gouverneur (son ministre des finances). Le droit de vote de chaque pays est proportionnel à son quota. Celui des États-Unis est de 20 % environ supérieur à la minorité de blocage (15 %).

À la tête du F.M.I. est placé un directeur général (M. Jacques de la Rosière), assisté d'un conseil d'administration de vingt et un membres dont cinq ne représentent que leur propre pays (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Japon, auxquels s'ajoute l'Arabie Saoudite en tant que principal créancier), les autres votant chacun pour un certain nombre de pays membres en général regroupés par région.

● ACCORDS DE CONFIRMATION QU'EN ANGLAIS, CREDITS STAND BY

Quand le Fonds ouvre à un pays débiteur une ligne de crédit de, par exemple, 100 millions de dollars pendant trois ans, cela veut dire que le pays bénéficiaire pourra dès le premier jour prélever la totalité de cette somme ; mais, si, huit mois plus tard, il rembourse 50 millions de dollars, il pourra de nouveau disposer de la totalité du montant du prêt pendant la durée qu'il lui reste à courir, et ainsi de suite. C'est ce qu'on appelle un accord de confirmation (ou « stand-by »).

● BANQUE DES RÉGLEMENTS INTERNATIONAUX

C'est la plus ancienne des institutions monétaires internationales ; elle fonctionne depuis le 17 mai 1930. Outre la tâche d'administrer le règlement des dettes allemandes consécutives à la première guerre mondiale, elle avait été créée pour « encourager les financements internationaux » et pour « favoriser la coopération entre banques centrales ». De ses origines, elle a gardé une tradition d'internationalisme authentique qu'elle est même parvenue à maintenir pendant la guerre de 1939-1945, aidée en cela par la localisation de son siège en territoire neutre, à Bâle. Les gouverneurs des banques centrales du groupe des Dix plus la Suisse y tiennent, dans un cadre approprié, sous-trait aux influences politiques trop directes, une réunion bi-annuelle (une fois de chaque mois). Le B.R.I. est le meilleur poste d'observation de l'évolution des économes (sur lesquels elle intervient elle-même) grâce aux renseignements statistiques qui lui sont communiqués chaque mois. Ses publications mensuelles et son rapport annuel sont suivis de très près.

● ACCORDS GÉNÉRAUX D'EMPRUNTS (A.G.E.)

Signés en décembre 1961 à Paris par les dix pays les plus riches du F.M.I. auxquels s'était jointe la Suisse, ces accords ont pour but de mettre à la disposition du Fonds monétaire, sous certaines conditions, 6 milliards de dollars de ressources supplémentaires.

Chaque fois que le Fonds a été amené à consentir un gros prêt, il a eu besoin d'avoir recours aux A.G.E.

● GROUPE DES DIX

Il s'agit, à l'origine, des dix pays qui ont souscrit à l'A.G.E. : États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Suède, Canada, Japon. De 1963 jusqu'au début des années 70, le groupe des Dix, réuni à l'échelon ministériel ou à l'échelon des « suppléants » (hauts fonctionnaires), a joué un rôle décisif dans les négociations monétaires internationales.

● COMITÉ INTERIMÉDIAIRE

Signe d'un certain élargissement du cadre institutionnel à l'intérieur duquel se déroulent les négociations monétaires, c'est au sein d'un comité dit « intermédiaire », composé de vingt et un membres (comme le conseil du Fonds), que se préparent les décisions adoptées par le F.M.I.

Avec le temps, le groupe des Dix est devenu le porte-parole des pays de l'O.C.D.E., en marge du comité intermédiaire, tandis que le groupe des 24, émanation du groupe des 77 (qui sont en réalité 119), est le porte-parole du tiers-monde.

● GROUPE DES CINQ

Les ministres des finances de cinq « grands » (États-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Japon) ont pris l'habitude de se réunir une ou deux fois par an. Ils jouent encore un rôle prépondérant au sein des institutions monétaires internationales.

● LIQUIDITÉS INTERNATIONALES

On désigne sous cette dénomination ambiguë l'ensemble des réserves de change dont les banques centrales disposent pour régler les déficits de balances des paiements. Ces disponibilités comprennent les devises, les droits de tirage ordinaires sur le Fonds monétaire, les D.T.S., l'or que le Fonds monétaire comptabilise désormais en poids étant donné que les modes d'évaluation varient d'un pays à l'autre, certains, tels les États-Unis et l'Allemagne, ne tenant encore l'ancien prix officiel de 42,22 dollars l'once, d'autres, de plus en plus nombreux, relevant un prix « dérivé » du marché, qui est lui-même fluctuant. Le F.M.I. additionne, pour obtenir le total « à la disposition » du système monétaire international, les avoirs en dollars détenus par les banques centrales non américaines, sans tenir compte qu'en stricte logique monétaire ces « balances », basées à l'actif des banques centrales détentrices, sont un passif pour les États-Unis. Notons aussi que ces avoirs en dollars sont en général placés sous forme de bons ou d'obligations émises par le Trésor américain. Si les pays qui les comptent pour « réserves » devaient d'un seul coup en vendre de grosses quantités, cela désorganiserait complètement le marché monétaire et financier américain. Il serait donc erroné de considérer l'énorme masse des « réserves de change » (272 milliards de dollars en janvier 1980, quatre fois plus qu'en janvier 1970) comme entièrement disponible ou liquide.

● DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX

Les D.T.S. sont l'unité de compte, ou numéraire, internationale au quel le F.M.I. évalue le montant de ses opérations. La valeur du D.T.S. est déterminée chaque jour par le Fonds en fonction d'un panier de seize monnaies, chacune d'elle étant affectée d'un coefficient pour ce calcul. Il s'agit des monnaies suivantes par ordre d'importance : dollar (30 % environ du total), deutschemark, yen, franc français, livre sterling, lire italienne, florin néerlandais, dollar canadien, franco belge, riyal d'Arabie Saoudite, couronne suédoise, rial iranien, dollar australien, peseta, espagnole, couronne norvégienne, schilling autrichien.

Si le D.T.S. a été appelé parfois (de moins en moins) « or-papier », de par sa nature il n'est pas et ne peut pas être un étalon, puisque, unité de compte par quoi est exprimée la valeur des monnaies, il est lui-même défini en termes de monnaies (alors que l'étalon-or ou l'étalon-argent consistent à définir le valeur d'une monnaie par référence à un certain poids déterminé d'une marchandise, qui en l'occurrence est l'or ou l'argent).

Le F.M.I. procède à des allocations de D.T.S. (au prorata des quotas). Ces D.T.S. donnent aux pays détenteurs le droit de tirer à due concurrence des monnaies désignées par le Fonds (dollar, deutschemark, franc français, etc.), dont une fraction seulement aura à être « reconstituée » (30 % en principe). Le D.T.S. n'est donc pas proprement dit une monnaie, mais le droit d'obtenir tel ou tel montant de monnaie. Il a été créé pour la première fois des D.T.S. (aboutissement d'une longue négociation) en 1969. À l'origine, le D.T.S. était défini par un poids d'or égal à la définition-or du dollar de l'époque. Il était destiné à se substituer progressivement, dans les actifs des banques centrales, aux dollars, dont on redoutait (ou seignait de redouter) le tarissement.

● EURODEVISES

Un dépôt en eurodollars est un dépôt constitué en dollars auprès d'une banque dénommée pour l'occasion « eurobanque » située en dehors du territoire des États-Unis. Cette définition s'étend, mutatis mutandis, aux autres devises (un dépôt libellé en deutschemarks constitué dans une banque située au Luxembourg est un dépôt en « euro-deutschemarks », etc.). De même, les eurobanques consentent des crédits libellés en une autre monnaie que celle du pays où elles ont leur siège. Pour accorder un crédit en eurodollars, une eurobanque doit nécessairement posséder une fraction de son actif sous forme de réserves liquides en dollars, c'est-à-dire sous forme d'un compte créditeur ouvert aux États-Unis auprès d'une banque « correspondante ». Sur cette base s'est développée, en dehors des États-Unis, une deuxième masse, autonome, de crédits (et donc de dépôts) en eurodollars, étant bien entendu que rien ne distingue un eurodollar d'un dollar ordinaire. De même s'est constituée, en dehors de la R.F.A., une masse d'euro-deutschemarks ; en dehors de la Suisse, une masse d'eurofrancs suisses, et une toute petite masse d'eurofrancs belges. La croissance est limitée par l'interdiction faite aux banques françaises de prêter des francs à l'étranger.

● COMPTE DE SUBSTITUTION

C'est le dernier-né des projets du Fonds monétaire, qui doit faire l'objet des discussions du comité intermédiaire à Hambourg, le 25 avril. Pour « éponger » une partie des dollars accumulés par les banques centrales, il serait créé un compte de substitution, auprès duquel les banques centrales pourraient déposer des dollars et recevoir en contrepartie des nouveaux avoirs libellés en D.T.S. Le compte de substitution ayant une durée de vie limitée, les avoirs en question ne porteraient aucune échéance de remboursement, ce qui est une façon d'éliminer au moins en partie l'épineuse question de la responsabilité du risque de change. Il reste à définir dans quelle mesure ils seraient malgré tout mobilisables. Les dollars déposées auprès du compte de substitution seraient gérées par ce dernier. Ils constitueraient donc à financer le déficit budgétaire américain.

● GOLD-EXCHANGE STANDARD (OU ÉTALON DE CHANGE-OR)

Cette expression sert aux économistes (ce n'est pas une catégorie juridique) pour désigner un système monétaire qui retient, tout au moins au départ, certaines des caractéristiques essentielles du gold-standard (ou étalon-or), à savoir la fixité de parités monétaires dont la valeur est définie en or, mais qui en ajoute une autre, comme l'histoire l'a confirmé, propre à en fausser la mécanique jusqu'au point de rendre impossible à la longue le maintien de la stabilité des changes.

Dans un régime d'étalon de change-or, les banques centrales font entrer trois catégories d'actifs dans leur bilan : des créances libellées en monnaie nationale (bons du Trésor et différents effets commerciaux), de l'or (2) et une ou plusieurs devises étrangères (dans la pratique surtout, et souvent exclusivement des dollars). Ces deux derniers actifs sont des réserves de change. Il n'en est toutefois pas de même pour le pays qui sert de centre de réserve — les États-Unis à notre époque — dont la Banque centrale ne possède (on pourrait dire presque par définition) aucune devise étrangère, sinon temporairement et pour des montants faibles. Cette asymétrie provient du fonctionnement même du système : ce sont les banques centrales des pays autres que les États-Unis qui, jusqu'en 1973, défendaient le dollar sur les marchés des changes pour en maintenir le cours à l'intérieur des limites permises. Par exemple, la Bundesbank pour maintenir le cours officiel du dollar sur son propre marché (et par voie de conséquence, assurer la stabilité du deutschemark), rachetait des dollars sur le marché de Francfort.

Pour acheter les dollars, les banques centrales émettent de la monnaie nationale (ce qui est une cause d'inflation). Les dollars ainsi acquis sont placés aux États-Unis (en bons et autres titres du Trésor). Ils servent à financer le déficit budgétaire américain. Il s'agit donc bien d'un endettement des États-Unis. Il arrive nécessairement un jour où, pour se défendre contre un afflux intensif de dollars, les banques centrales cessent de soutenir la devise prise pour réserve. C'est ce qui est arrivé pour le dollar en 1973, comme jadis en 1931 pour la livre sterling. D'un régime de change fixe, on passe alors à un régime de changes flottants mais rien n'est changé en profondeur car les banques centrales continuent d'intervenir — plus massivement encore — sur les marchés des changes.

P. F.
(1) Dont le S.M.E. est le prototype (une prochaine rubrique en fera état).
(2) Dans un régime d'étalon-or, les banques centrales font parallèlement entrer dans leurs actifs des créances libellées en monnaie nationale et de l'or.

BIBLIOGRAPHIE

L'étude exhaustive d'un village de l'Inde

L'Atlas d'un village indien, de Jean-Luc Chambard, professeur de civilisation de l'Inde contemporaine à l'Institut des langues et civilisations orientales de Paris, est un ouvrage remarquable de spécialistes et non spécialistes.

Soutenant sa thèse de doctorat d'état à Nanterre à la fin de l'année dernière, l'auteur se trouvait devant un jury composé des géographes Jean Delvert et Jacques Dupuis, des indianistes Madeleine Biardeau et Charles Mallamoud, des ethnologues Eric de Dampierre et Louis Dumont.

A travers une longue série de cartes du village, de son habitat, des champs, des cultures, de la répartition par castes, le tout complété par un texte extrêmement

précis et détaillé, l'auteur présente l'étude la plus complète d'un village de l'Inde et probablement du tiers-monde en général, ses structures sociales, ses traditions, l'évolution de son économie, de sa vie politique. Non moins fascinante est la durée des observations qui se répartit en nombreux et souvent longs séjours, de 1957 à 1977. C'est donc toute la vie d'un village qui se déroule sous nos yeux.

Si on est sûr, il s'agit d'un cas sur les cinq cent cinquante mille villages que compte l'Inde, c'est pourquoi l'on ne saurait en déduire des tendances applicables à l'ensemble du pays. Pipar-sod (Inde centrale, région de Gwalior) se trouve dans un milieu physique qui ne se prête

pas à une très forte croissance agricole ; contrairement, par exemple, aux plaines du Nord-Ouest. Néanmoins, l'essor des secteurs secondaires et tertiaires ainsi que la création de nombreux emplois en dehors du village ont provoqué une expansion économique dont ont profité aussi les plus pauvres, très souvent ex-inséparables comme les Chamars.

Les membres du jury n'ont pas ménagé leurs éloges : « Un travail prodigieux » (Dupuis), « Une richesse exceptionnelle » (Delvert), « Un travail sans précédent », conclut Louis Dumont.

GILBERT ETIENNE.

* L'Atlas est déjà paru chez Mazon (Paris). La publication du texte est en préparation.

voir ce jour dans les
ANNONCES CLASSÉES
postes de :
directeur général de filiale
(biens d'équipement de la maison) 400.000 F. +
futur directeur général
(bâtiment, génie civil)
adjoint du P.D.G., futur D.G.a.
(appareils de génie chimique)
jeune manager
(société de services)
sous référence 1927 M, 1915 M, 1929 M, 1926 M.
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

(Publié)

EXPORTEZ

ARABIE - EGYPTE

Société de prospection franco-arabienne vous introduit sur ces marchés dans les meilleures conditions, suit votre installation, se charge de vos missions. Exp. réf. : tél. 747-96-28. Telex 611 870 F. Ecrire sous le no S.418 à « Le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

FOIRE DE PRINTEMPS

DU XIV^e

BROCANTE

On y chine...

On y mange...

On y boit...

AVENUE DU MAINE

19 au 27 AVRIL

D'ÉPARGNE
qui valent compter plus.

LES TENTATIVES DE RÉFORME DES PAYS DE L'EST

L'agriculture bulgare aux prises avec les « lois objectives de la société socialiste mûre »

Depuis deux ans, la décentralisation est à nouveau à l'ordre du jour dans les « complexes » agricoles bulgares, où les rémunérations sont désormais calculées en fonction de la production. Les objectifs proposés sont ambitieux : tripler au moins la productivité, nourrir deux Bulgares d'ici à 1985. Simultanément, on encourage la production individuelle, dans les ménages d'agriculteurs tirant déjà une part importante de leurs revenus (on parle du quart...).

« A JOURD'HUI, on compte trois fois plus de dépenses que de recettes », dit l'économiste en blouse blanche de l'Institut scientifique national de l'agriculture, le professeur Dimitrov, directeur de la revue *Zemledelo*. Sur le bord de la route qui conduit au monastère de Rila, des petits chevaux valaques, laideux comme des moutons au sor-

Le paysan-mécanicien

Trente-quatre ans plus tard, on lit dans une brochure officielle : « La classe des paysans, par sa participation à la vie sociale et culturelle du pays, se rapproche de plus en plus de la classe ouvrière. La principale figure, dans l'agriculture, est le paysan-mécanicien, qui possède les traits caractéristiques de l'ouvrier de l'industrie » (2). Aujourd'hui, ce gros million d'ouvriers de la terre représente 28 % de la main-d'œuvre active. « Cette énorme mutation était obligatoire », explique le professeur Dimitrov, rédacteur en chef du *Zemledelo*, membre de la présidence du parti agrarien bulgare. « Avec seulement 4,5 millions d'hectares de terres arables, comment même la révolution socialiste n'y avait pas d'autre issue que la coopération ? Les exploitations n'atteignaient pas 1 hectare en moyenne. Il n'y avait pas une charrue dans chaque famille. Le nombre des paysans sans terre était élevé. La coopération est un phénomène historique. Pas inné. »

Après la guerre se créent donc des coopératives volontaires, trois ou quatre par village, trop petites. Ce processus se poursuit jusqu'en 1957. A la mort de Dimitrov, fondateur du parti communiste bulgare, en 1949, la spontanéité sera quelque peu programmée par son successeur, Valko Tchevrenkov, qui restera au pouvoir jusqu'en 1968. De 3 400 coopératives, on passe à 1 060 fin 1969, puis à 180 environ quelques années plus tard. Ces « complexes » couvrent alors des superficies de 10 000 hectares, parfois 20 000 ou 25 000 hectares. « Dans le plus grand, c'est l'espérance de Dobrovo, pour le M. Dimitrov, il y avait quarante-cinq mille paysans. En six ans, ils sont devenus quatre mille pour faire les mêmes travaux et la production a été multipliée par deux et demi. » Et les investissements ? « Par trois », répond M. Dimitrov, « surtout des machines. Le résultat de tout cela, c'est que nous avons libéré 15 millions d'hommes pour l'industrie. »

« Notre agriculture peut, souligne-t-il, nourrir une Bulgarie et demi (3). Ce sera deux Bulgaries en 1985 et trois pour l'an 2000. Les coûts de production ont diminué. Avant, il fallait d'abord manger ; aujourd'hui, il faut servir avec des prix compétitifs sur le marché international. On y a abouti. » La Bulgarie a misé sur l'industrie ; mais son agriculture fait son orgueil (4).

Ces quelques cent quatre-vingts complexes sont devenus, il y a peu, trois cents. Les responsables de l'Union nationale agro-industrielle, qui, depuis mars 1979, a remplacé le ministère de l'agriculture, disent, avec une certaine pudeur, que certains complexes ont été divisés et se spécialisent. A l'optimum de 180, a donc succédé une nouvelle forme de gestion optimale, des trois cents complexes, mieux équilibrés, qui correspondent désormais à l'unité administrative appelée « système de villes et de villages ».

La réforme économique nationale, « la nouvelle approche économique », qui se met progressivement en place depuis 1977 — mais certains observateurs sceptiques disent que déjà en 1965... — a pour but de décentraliser et de renforcer l'action des leviers et moyens de gestion d'ordre économique aux dépens de ceux d'ordre administratif. L'agriculture

de l'hiver, brochant, en liberté, la nouvelle herbe.

Deux images de l'économie agricole bulgare. Images complémentaires : la rigueur dans la gestion préconisée par une nouvelle réforme économique, et la perpétuation d'une tradition paysanne, où les divagations des petites troupes de chevaux, de moutons ou de chèvres rappellent à point nommé le goût paysan pour l'entreprise individuelle.

Les deux approches s'ajoutent, car dans l'un et dans l'autre cas il s'agit, par une plus grande « responsabilisation » dans le travail, d'augmenter les revenus.

Ce petit pays de presque neuf millions d'habitants a tout misé sur l'industrie. Une nécessité économique, dit-on. Politique peut-être aussi. Dans la mesure où l'ouvrier « est le phare des révolutions communistes », il devient difficile de construire un État communiste avec une population rurale qui, en 1944, était supérieure à 80 %. L'agriculture sera donc industrielle.

d'abord, puis l'industrie, puis le commerce et les services, ont dû adopter ce nouveau système économique qui signifie seulement, en dépit d'un vocabulaire complexe, que les unités économiques doivent s'autofinancer, et que, après avoir réalisés les objectifs minimaux du plan et payé les impôts et les taxes, elles répartissent les profits en investissements et en salaires, ceux-ci étant fixés « en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni ».

Des conseils départementaux de l'Union agro-industrielle élus il y a peu ont un conseil national de cent soixante-dix membres et un bureau exécutif.

Une vache et des éleveurs

A Sadovo, par exemple, une fois réservées les surfaces nécessaires aux impératifs du plan, on mise sur le tournesol, les cacahuètes et la menthe, dont le prix est très élevé. Quand il a payé ses fournisseurs, l'impôt foncier (qui varie de 1 à 120 leva par hectare, selon la qualité des terres), les impôts et la taxe pour l'Union nationale, le complexe compte ses bénéfices et les répartit à raison de 85 % pour les salaires et 15 % pour le fonds de réserve. Chaque mois, les travailleurs-paysans touchent 50 % du salaire planifié et le reste en fin d'année, variable selon les résultats.

Ce système sera introduit prochainement dans les entreprises industrielles. « En 1979, la production agricole a augmenté de 7 %, déclare le vice-président de l'Union nationale agro-industrielle. Ce n'est pas seulement dû au climat, mais aussi à la nouvelle méthode d'approche. Chaque coopérateur sait qu'il sera payé en fonction de la production. »

Le maire du village de Kilevo, — cent quarante foyers, — dans le système de Sadovo, a été ouvrier dans la métallurgie, en ville. Aujourd'hui, il s'est installé au village de ce système, institué. Rémunéré pour sa fonction municipale, il travaille aussi le demi-hectare qui lui est attribué comme lopin individuel (de 0,2 ha à 0,5 ha à chaque famille, selon la qualité des terres) et le bichonne les 300 mètres carrés de son jardin, qui fournissent les légumes de l'année.

Une vache, qui produit 2 000 litres de lait, une chèvre et des chèvres, des pommes de terre, qu'il vend au marché entre 30 et 40 stotinki (centimes) le kilo, alors que le prix fixé par l'État est aujourd'hui de 28 stotinki (en augmentation d'environ 30 % par rapport à l'an passé). Cela représente peut-être un appoint d'environ un millier de leva pour l'année. Au complexe de Sadovo, le salaire moyen des ouvriers agricoles s'élevait à 1 000 leva par an, celui des « machinistes » et des « éleveurs » à 2 400 leva, celui du directeur général à 3 000 leva. « Certains tractaristes gagnent autant que moi », nous a-t-on assuré (5).

La production individuelle est largement encouragée. Les complexes fournissent les semences, les porcelets, les poussins et des engrais. Depuis 1977, des terres peu productives ont été redistribuées à ceux des ouvriers ou retraités qui souhaitent les cultiver, à raison de 0,2 hectare par famille. Quatre-vingt mille lopins ont été ainsi distribués et le mouvement continue. La souplesse du système a même permis

Le président de l'Union est membre du gouvernement. Au bout d'un an de fonctionnement, le résultat le plus tangible, c'est que le nombre des fonctionnaires a été diminué de 30 %, mais le recul n'est pas suffisant pour savoir avec précision comment sera utilisée la souplesse apportée par la manifestation des lois économiques objectives de la société socialiste mûre.

Le complexe de Sadovo, à une vingtaine de kilomètres de Plovdiv, exploite 13 500 hectares. Le « système » de villes et villages regroupe vingt mille habitants, dont quatre mille ouvriers. Un directeur général dirige trois unités de production, qui doivent elles-mêmes s'autofinancer. Une unité d'élevage de six mille vaches (qui doit passer à dix mille) dépend directement de la direction générale. L'Institut scientifique, le plus vieux de Bulgarie, puisqu'il fut créé en 1902, rattaché au complexe depuis peu, travaille à la sélection de semences de blé, de maïs, de tournesol, de pavot, de piment et de tomates. Le complexe, lui, est spécialisé dans la production de semences.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'introduction du nouveau système économique ? « Avant, raconte un responsable, tous les objectifs de production étaient fixés par le plan. Les prix et les salaires aussi. Pour atteindre ces objectifs, on se souciait peu des moyens à dépenser. Aujourd'hui, le plan fixe quatre ou cinq objectifs de production. En fait, les produits « stratégiques » de base : blé, viande, lait, tabac et soja. Pour le reste, le complexe décide sur « une base économique », c'est-à-dire en fonction des prix qui restent fixés au plan national, des productions qu'il réalisera. »

d'attribuer plusieurs hectares à des familles pour la culture du tabac. Celle-ci n'est pas encore mécanisable et requiert beaucoup de main-d'œuvre et des horaires spéciaux. « On ne peut pas obliger administrativement des coopérateurs à se lever à trois heures du matin », dit le professeur Dimitrov. « Certains de ces familles gagnent 10 000 à 15 000 leva, soit la rémunération d'un professeur d'université pendant trois ou quatre ans », poursuit-il.

Le gouvernement a encore invité les entreprises industrielles à investir dans le cadre de leurs investissements libéraux, décidés, à favoriser le développement de l'élevage. A Sadovo, une usine d'éléments préfabriqués pour la construction a suivi la consigne, mais il semble qu'elle ait mal fait ses calculs. La station d'élevage qu'elle a montée sera reprise par le complexe agro-industriel.

Il s'agit de développer la production bien sûr, mais surtout la consommation directe qui laisse une plus grande marge pour les exportations et l'approvisionnement des villes. Dans un document diffusé par Sofia-Press, on peut lire que « les agro-complexes sont responsables du développement pour toute l'agriculture et doivent aider les productions individuelles ». Ainsi celles-ci occupent-elles 13 % de la terre labourable et 21,5 % des vignobles et des vergers. En 1979, la part des productions en provenance des lopins sur le total des achats effectués par l'État (hors donc l'autoconsommation et les ventes directes) représentait 24,7 % de la viande, 26,4 % des œufs, 11 % du lait, 5 % des fruits et légumes.

Dans le discours officiel, le lopin individuel est « le prototype de la coopération ». C'est qu'il s'agit aussi de favoriser la hausse des revenus globaux. La hausse des prix a été considérable depuis l'adoption du nouveau système. Nombre de denrées alimentaires, qui étaient

(1) 1 lev vaut environ 5 francs au cours commercial et 2,30 francs au cours touristique.
(2) République populaire de Bulgarie. Développement économique et social, par Vanko Dobrov. Sofia-Press.
(3) Principales productions : céréales, 79 millions de quintaux (1978) ; viande, 654 000 tonnes (1978) ; conserves de légumes, 264 000 tonnes (1978) ; lait, 15,7 millions d'hectolitres (1978) ; tabac, 112 000 tonnes (1978).
(4) En 1978, l'industrie représentait 52 % du produit national ; en 1979, 54 % ; en 1978, 78 %. Les produits industriels d'origine agricole et les produits agricoles bruts représentaient, en 1977, 39 % des exportations bulgares.
(5) Quelque relevé de prix à Sofia : un jean, 47 leva ; un costume d'homme, 97 leva ; une robe, de 100 à 120 leva ; une paire de chaussures 67 leva pour femme, de 32 à 43 leva ; un lit d'essence, 6,5 leva.

Les méfaits des indices soviétiques

(Suite de la page 23.)

Suivons l'exemple de l'entreprise de constructions mécaniques : elle réalise le plan à 100,6 % pour les bennes, à 91,7 % pour les wagons et à 40 % seulement pour les machines-outils. Dans l'ensemble, le plan est réalisé à 103,5 % pour la production et à 102,1 % pour la productivité du travail, mais ces résultats sont trompeurs. Les machines-outils incorporent beaucoup plus de valeur ajoutée, parce qu'elles exigent beaucoup plus de travail. Au contraire, les bennes sont plus simples à fabriquer. La partie la plus délicate n'est pas la benne proprement dite, c'est le véhicule tracteur fourni par une autre usine, mais qu'en vertu du principe du VAL on incite dans la production finale de l'entreprise. Conclusion : l'entreprise compense les retards dans le secteur des machines-outils en fabriquant plus de bennes.

L'introduction de la production nette devrait remettre de l'ordre ; mais elle ne peut se faire que très lentement au cours du prochain plan quinquennal, car elle suppose un réajustement de tous les paramètres de l'activité économique. M. Valovot cite encore le cas d'une usine du bassin de la Volga qui s'est mise à produire des tubes de meilleure qualité dont le poids est inférieur de 25 % à celui des tubes ordinaires, réalisant ainsi une importante

Gonflement de la masse monétaire

Ces retards provoquent évidemment des réactions en chaîne. Les nouvelles unités de production ne sont pas mises en route dans les délais prescrits, les produits prévus par le plan n'arrivent pas aux destinataires, qui eux-mêmes ne peuvent exécuter leur plan, et ainsi de suite. La pénurie de biens et de services se trouve donc encore aggravée. A l'autre bout de la chaîne, le système du VAL entraîne un gonflement de la masse monétaire qui ne correspond ni à une augmentation réelle de la production ni à une croissance de la productivité du travail.

Cet état de fait a également été mis en lumière par la *Pravda*. La masse monétaire, est-il reconnu dans un article récemment publié, augmente plus vite que la quantité d'articles disponibles sur le marché, et le pouvoir d'achat du rouble diminue. Les termes d'inflation et de dépréciation monétaire ne sont pas employés par le journal du P.C. soviétique, mais la situation qu'il décrit est bien la même.

JACQUES GRALL

(Publié)
Université de Paris-Dauphine Centre d'Enseignement Supérieur
U.E.R. 3^e cycle des Affaires
« Sciences des Organisations » M.E.C. - I.S.A. - C.F.C.

OU VA LA GESTION PUBLIQUE ?

Colloque sur la gestion des activités publiques non marchandes

Paris, 25, 26 et 27 mai 1980

Le colloque « Ou va la gestion publique ? » se propose de faire le point sur les mouvements de rationalisation qui ont caractérisé l'évolution de la gestion des activités publiques non marchandes au cours de la dernière décennie et de contribuer à définir les nouvelles orientations du management public dans le contexte socio-économique des années 1980.

Associant contributions théoriques et apports pratiques, ce colloque réunira des chercheurs du monde académique et de l'administration et des responsables de haut niveau du secteur public.

Avec la participation de : Ph. Barbier, W. Baudrillard, M. Behar, J. Bravo, J.-J. Bonnaud, Cl. Bozon, M.-T. Chaplain, Th. Chagnoux, F. Compain, P. Coriasso, R. Demeestere, G. Dupuis, S. Durand, G. Goltzine, P. Gornier, Fr. Gaspard, M. Djidore, X. Greffe, A. Grillon, F. Grevise, M. Guillaume, D. Hour, Ph. Hussenot, Chr. Loku, R. Lauer, P. Legendre, Chr. Le Lamer, J. Lendrevie, E. Lévy, E. Lisse, J.-L. Migue, J.-P. Nioche, F. Potiez, M. Puybasset, M. Pinet, P. Racine, M. Sokas, Chr. Schmidt, J. Sfez, Y. Stourdes, G. Tamy, H. Tezenas du Montcel, J.-C. Thoenig, G. Viers...

BUREAU DE TELEPHONES :

Yolande de Kervynne
Secrétariat du Colloque « Ou va la gestion publique ? »
I.E.G.O.S. Université de Paris-Dauphine
Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny,
75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : 985-14-16, poste 22-23.

économie de métal. Selon les indices classiques, sa production a baissé de 7 % et la productivité du travail de 15 %. « C'est pourquoi les efforts de certains dirigeants des ministères pour conserver les anciens indices sont parfaitement compréhensibles », écrit M. Valovot, car ils donnent la possibilité de remplir le plan en augmentant le poids spécifique des marchandises achetées et en utilisant des matériaux plus chers. »

Dans la construction, l'évolution est encore plus lente. Ce n'est qu'à la fin du onzième plan (1981-1985) que l'on commencera à introduire un indice correspondant à celui de la « production réalisée » dans l'industrie, qui conserve le même défaut que le VAL. Ce système est largement responsable des retards sur les chantiers. En effet, les matières premières représentent 90 % à 95 % des coûts dans la construction métallique et le béton armé et 10 % à 20 % seulement pour la plâtrerie-peinture. Aussi les entreprises de construction ont-elles intérêt, pour remplir plus facilement le plan, à faire beaucoup de gros œuvre et peu de finition, à multiplier les ouvertures de chantier sans jamais les terminer. En 1985 le volume de la construction inachevée représentait 69 % des investissements annuels dans ce secteur, 75 % en 1978, 85 % en 1978, et cette proportion augmente toujours.

On constate d'abord un exorbitant gonflement de la demande sur l'offre « à la suite de défauts dans la rémunération du travail ». Plaisant euphémisme pour dire que beaucoup de gens sont payés à ne rien faire. Au cours des trois premiers mois du dixième plan quinquennal (1978-1980), la masse salariale a augmenté de 17 %, la production de biens de consommation de 13 %. Pour remédier à ce déséquilibre, il faut agir, d'une part, sur la demande en établissant un lien plus strict entre l'augmentation des salaires et l'accroissement de la productivité, de l'autre, sur l'offre en produisant plus de produits de bonne qualité. « Car il est aussi absurde, écrit la *Pravda*, de distribuer des roubles non gagnés que de ne pas travailler et de revendiquer un salaire. »

Le journal explique par quels moyens la « discipline des rémunérations » est violée. Pour dépasser plus facilement le plan et verser des primes, les entreprises vivent à la baisse. Les objectifs en cours d'année, ceux qui dépendent du ministère de la machine-outil ont ainsi diminué en 1978 4,5 millions de roubles de primes non méritées ne correspondant pas à un surplus de production. Dans d'autres cas, le plan n'est pas du tout réalisé ; mais les primes sont payées quand même. Dans d'autres encore, on rémunère une production d'articles invendables qui finissent au rebut. « L'industrie de la chaussure produit tous les ans des dizaines de millions de paires qui se couvrent de poussière dans les dépôts. On a payé des matières premières et du travail ; mais on n'a jamais eu d'articles. »

« Avec l'augmentation de la masse monétaire en circulation et l'aggravation de la pénurie de certains articles, conclut la *Pravda*, on se trouve en présence d'une inégalité du pouvoir d'achat du rouble. Les dévaluations obtenues dans les magasins les articles qui manquent. Ainsi viole-t-on la loi de la valeur égale pour tous des roubles qui se trouvent dans les différents ports-monnaie. » La valeur inégale de la monnaie n'est-elle pas justement une des manifestations de l'inflation dans les pays capitalistes ?

DANIEL VERNET.

CONJUGUER AU
SCRABBLE ?
L'outil de référence
indispensable
BESCHERELLE
dictionnaire des 12000 verbes
prix poche
chez votre libraire
HATIER

حکومتی الاصل

Les méfaits des indices soviétiques

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.

Les indices soviétiques ont des méfaits. Ils sont utilisés par les services de renseignements pour évaluer les capacités militaires et industrielles de l'Union soviétique. Ces indices sont basés sur des données publiées dans la presse soviétique, des rapports officiels et des informations recueillies par des agents. Ils permettent de mesurer la production industrielle, les dépenses militaires et les progrès technologiques de l'URSS. Ces informations sont cruciales pour les pays occidentaux afin de maintenir l'équilibre de la terreur et de préparer des stratégies de défense appropriées.



الانوار

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,08
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	129,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	88,00	98,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

directeur général de filiale

400 000 F +

Le Groupe est français et possède de multiples implantations internationales.

La société filiale concernée fabrique et commercialise des BIENS D'EQUIPEMENT de la MAISON. Son C.A. 1980 est d'environ 200 MF, son effectif de 1200 personnes réparties en 1 siège à Paris et plusieurs usines en Province.

La Société se compose de 4 centres de profit - correspondant à 4 marchés spécifiques - et de 2 directions fonctionnelles de Gestion et de Marketing.

Nous recherchons pour coordonner, animer et développer cet ensemble, un manager professionnel, diplômé des MINES, CENTRALE, HEC, ou équivalent, de 40 ans, pouvant faire état d'une réelle expérience de direction d'une grosse PME ou d'une division importante d'une société, de préférence dans le domaine des Biens d'Équipement domestiques ou industriels, mettant en œuvre à la fois des techniques industrielles et de marketing.

DEVELOPPEMENT assure à tous les DIRECTEURS GÉNÉRAUX désireux d'envoyer un dossier personnel détaillé (sous réf. 1927 M à mentionner sur l'enveloppe), une TOTALE DISCRETION.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur général TUNISIE

Un important groupe multinational dont l'activité consiste à distribuer des lignes de produits de grande consommation sur les marchés industriels et grand public, recherche pour sa Filiale Tunisienne un cadre de haut niveau qui après une période initiale de formation en Europe (12 à 18 mois) auprès des instances dirigeantes du groupe, se verra progressivement confier de larges responsabilités dans la direction de la Société (100 MF. effectif 100), dans tous ses aspects (Logistique, Exploitation, Commercial, Financier, ...). Il développera ce centre de profit en conformité avec la politique stratégique générale du Groupe et assurera au plan local la coordination des relations entre la Compagnie et les instances administratives officielles. Ce poste de dirigeant conviendrait à un gestionnaire confirmé, de nationalité tunisienne, de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, ayant déjà acquis au cours de sa carrière industrielle et commerciale une expérience professionnelle de direction et gestion d'entreprise. Une connaissance courante de la langue anglaise est indispensable. A la rémunération s'ajoutent des avantages qui conviennent à un statut de cadre dirigeant. Des informations complémentaires seront fournies par le Conseil chargé de cette mission ou cours d'un entretien confidentiel qui aura lieu à Paris ou à Tunis, selon l'origine des candidatures.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 80.41-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de l'examen des candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

LAUSANNE

EUREQUIP

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT

B.P. 30 - 92420 Vincennes.

INGENIEURS ENSEIGNANTS

Important groupe industriel recherche, pour l'année universitaire 1980 - 1981, des ingénieurs enseignants dans l'une des branches suivantes :

- Fabrication mécanique
- Génie mécanique
- Organisation du travail
- Maintenance
- Génie électrique
- Automatismes
- Industries du bois et du liège
- Industrie des boissons
- Industries des peintures et vernis
- Industries du papier

Pour établissement d'enseignement technique supérieur en Algérie.

Formation : diplôme d'ingénieur.

Expérience : 5 ans minimum, dont au moins 2 ans d'enseignement technique.

Conditions de logement, de rémunération et de travail attractives.

Langue de travail : le Français.

Adresser candidature détaillée, photo et présentations sous référence 2575 à nos bureaux - 64, rue de la Boétie - 75008 - PARIS qui transmettra.

Importante société internationale de services pétroliers basée à l'étranger recherche nationaux français pour travailler à l'étranger.

1. OPERATEURS DE CIMENTATION ET D'ESSAIS (DSO)

Ayant plusieurs années d'exp. en cimentation de 2 mois aux U.S.A. est assuré par la société.

2. STAGIAIRES DE CIMENTATION/ESSAIS

Les candidats doivent avoir une bonne connaissance dans le domaine. La formation étant assurée par la société.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est requise.

Ils peuvent être mariés ou célibataires, mais doivent être prêts à passer 2 années à l'étranger en famille ou effectuer des rotations.

Er. n° 805 « le Monde » Publ. 5, r. Italie, 75007 Paris ced. 19.

Société spécialisée dans la cimentation DAKAR

Recherche collaborateur pour animer son département.

Conditions expatriées, sc. C.V., réf. n° 805 « le Monde » 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

Important Groupe Français de Grande Notoriété

Disposant d'un large réseau international de filiales et d'agents

recherche pour détachement dans filiale

d'Asie du SUD-EST

Jeune COMPTABLE INDUSTRIEL

- Age minimum 25 ans ;
- expérience en usine de Métrie/Mécanique ;
- connaissance de l'anglais (possibilité formation avant départ) ;
- célibataire ou marié sans enfant ;
- excellente santé.

Le poste, au sein d'une petite unité industrielle, dépasse le cadre d'une simple comptabilité industrielle et comporte :

- suivi permanent des prix de revient ;
- contrôle des achats - en cours - stocks ;
- gestion de trésorerie et surveillance de comptes clients ;
- établissement et envoi des informations de gestion à Direction Générale groupe.

Le poste situé en MALAISIE offre exceptionnelle occasion d'expérience et de développement de carrière.

Logement fourni dans ville agréable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations, no 54588, COMPTES Publiés, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GRUPE FRANÇAIS implanté en AFRIQUE NOIRE

recherche pour une importante filiale

de la COTE-D'IVOIRE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ce collaborateur diplômé d'études supérieures sera en relation directe et constante avec la Direction Générale.

- Il est indispensable :
- d'avoir une expérience de plusieurs années dans un poste similaire ;
- de posséder une connaissance approfondie dans le domaine Finance, Trésorerie et Contrôle de gestion ;
- d'avoir une solide formation comptable.

Expérience de l'Afrique Noire souhaitée.

Résidence ABIDJAN

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 54.133, cabinet leconte, 4, rue Amiral Courbet, 75118 PARIS.

Pour école d'ingénieurs en Algérie

organisme français recrute

INGENIEURS

- en :
- FABRICATION MECANIQUE
- FABRICATION MECANO-SOUDÉE
- ENERGETIQUE
- Mécanisme
- Turbo-machines
- Thermique industrielle

3 années d'expérience industrielle (bureaux d'études, de méthodes ou ateliers) ou 3 années d'expérience d'enseignement au minimum.

Contrat de longue durée (2 ans minimum). Logement meublé assuré - résidence proximité Mer - Congés annuels en France.

Adresser C.V. détaillé avec photo réf. 4924 à AXIAL Publicité, 91, Pdg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

COMPAGNIE DE RECHERCHES GÉOPHYSIQUES

filiale importante groupe AMERICAIN offre

contrat 2 ans à personnes souhaitant expatrier, pour emplois de :

CALCULATEURS SISMICIQUES

(Afrique du Nord - Moyen-Orient)

Origines :

Ecoles d'ingénieurs : Electronique ou Mines.

Niveau Math. Supérieures - Math. S.P.E.

Niveau Bac G. D. E.

Connaissance de la langue anglaise

niveau secondaire minimum.

Dérogés des obligations militaires.

Permis de conduire tourisme exigé.

En fonction des besoins de la compagnie, les candidats seront affectés :

- soit sur Missions ;

- travail : 8 semaines en continu, congés : 5 à 4 semaines en FRANCE.

soit en Ville

vie de famille possible, fréquents déplacements sur Missions (congé : 6 semaines par an en FRANCE).

Salaires de base + indemnités géographiques + avantages sociaux.

Ad. CV détaillé et photographie à n° 4197 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18 rue Lohme - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN HAUTE-VOLTA

recherche

1 TECHNICIEN ÉLECTRICIEN HT et BT

DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT

LOGE et autres avantages, 500 000 CFA par mois.

Adresser C.V. à l'attention de Mme CLERGEOT, R.E.S.E.V., 4 bis, rue des Fillettes, 75018 PARIS.

AFRIQUE FRANCOPHONE CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

D.E.C.S. - Sup. de Co., etc.

expérience 5 ans minimum

avantages expatriés - Libre accès rapidement

Ad. C.V. et prêt. n° T 019.386 M REGIE-PRESSE, 88 bis, rue Rameau, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE SERVICES

(Voyages Tourisme) recherche pour le Siège Social de sa filiale Allemande (MUNICH)

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Allemand lu, écrit, parlé. Création et animation de la fonction informatique avec mise en place d'un NIXDOS 808.

Expérience requise : (3 à 5 ans) réalisation et conduite d'un projet de compl. et facturation.

Formation : supérieure MIAGE ou équivalent.

Env. C.V. présentations, photo, sous référence ESAR (mention sur enveloppe) EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Société ENGINEERING recherche

INGÉNIEUR

CHAUDRON - TUYAUTERIE

Pour projet pétrolier. Expérience B.E. et plate-forme OFFSHORE.

Anglais courant exigé. Poste PARIS.

Diplômés étrangers franc. Env. C.V. et présentations à A.M.P. Référence 9176/AL, 4, rue Olivier-de-Serres, 75016 PARIS, qui transmettra.

AFRIQUE DE L'OUEST IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour son usine

CONTROLEUR DE GESTION

De poste conviendrait à collaborateur âgé de 30 ans minimum de formation UNIVERSITAIRE ou diplôme GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE, ayant une expérience de quelques années dans poste similaire.

Le candidat dépendra directement de la Direction Générale et sera chargé du contrôle interne budgétaire et d'étude ponctuelle. Contrat expatrié.

Il sera répondu à votre lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers emplois, perçus, adressée à :

B.E.O. (Référence 7733) 1, rue de Téhéran - 75008 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE GROUPE MARIE BRIZARD

Directeur financier
futur Directeur Général Adjoint

Le Groupe Marie Brizard, C.A. 200 millions, cherche le successeur de son Directeur Financier, qui avait rang de Directeur Général Adjoint.

La mission consiste à prolonger l'œuvre entreprise dans les domaines suivants :
- direction financière du Groupe, comprenant holding et filiales, en France et à l'étranger.
- contrôle de gestion.
- supervision des services comptables.

Ce poste convient par son niveau de responsabilités et de rémunération, à un Directeur Financier de plus de 40 ans, de formation supérieure, compétent dans les trois disciplines précédentes, désireux de s'intégrer durablement à un groupe très stable et en développement. Résidence Bordeaux.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 23658/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Spécialisée dans l'enduction et caractérisée par une très forte croissance due à la compétitivité de ses produits de qualité, une jeune et dynamique industrie de la région Rhône-Alpes crée deux nouveaux postes dans le cadre de son programme de développement.

Adjoint au directeur commercial
100 000 F + VOITURE FOURNIE

- Agé de 28 ans environ, le candidat souhaité devra répondre aux exigences suivantes :
1. Avoir une formation de technicien (BTS, DUT).
 2. Pouvoir justifier de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dont, obligatoirement, 2 ans de pratique de la vente en qualité de représentant en biens de consommation et d'équipement, auprès d'une clientèle industrielle et, éventuellement, une participation à des études de marchés.
 3. Offrir une grande disponibilité afin d'assurer sur toute la France une prospection méthodique à 80 % du temps.
 4. Posséder des connaissances perfectibles de la langue anglaise.

Réf. 80.400/M

Adjoint au directeur de production
120 000 F

- Ce poste peut être brigué par des candidats âgés de 30 ans environ :
1. Ingénieur diplômé A.M.
 2. 5 ans d'expérience dans la fabrication.
 3. Connaissances en chimie et dans le domaine de la transformation de la feuille plastique.
 4. Bonne compréhension de l'anglais écrit.
- Cet ingénieur assistera le directeur de production dans la conception et l'amélioration des équipements. Il prendra progressivement des responsabilités de gestion technique, budgétaire et humaine d'un atelier d'une trentaine de personnes.

Réf. 80.450/M

En raison des perspectives d'avenir, les deux adjoints devront être pourvus d'un potentiel élevé de capacités.



Envoyer lettre manuscrite, C.V., détaillé, sous réf. choisie, à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS, 76, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 VILLEURBANNE.

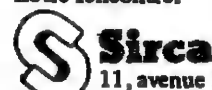
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Nous parlons mesure tridimensionnelle

Les nouveaux systèmes et appareils de mesure destinés au contrôle de la qualité en production industrielle comportent tous des innovations intéressantes. Les nôtres sont particulièrement performants grâce à leurs dispositifs mécaniques et électroniques vérifiés par ordinateurs. Ils représentent un véritable pas en avant dans le domaine de la mesure par coordonnées.

Groupe international de renom, nous voulons vous associer à notre développement sur le marché français. Vous, parce que vous êtes un ingénieur mécanicien qui après quelques années en production, au contrôle qualité, avez eu envie d'aller plus loin. Passé déjà au technico-commercial dans la vente d'équipements, de métrologie peut-être même. Vous pourrez chez nous donner une accélération à votre carrière.

Car vous serez le premier, le seul au départ mettant vous-même en place votre équipe et le réseau de distribution. Vous deviendrez notre Sales Manager For France. Très vite un déplacement aux USA sera nécessaire pour vous familiariser avec nos techniques. Votre anglais vous sera utile. Nous comptons sur vous très rapidement, aussi écrivez aujourd'hui, sous référence 801 394 M aux conseils du cabinet de recrutement SIRCA, ils organiseront notre rencontre.



11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

GROUPE RÉMOIS DE CONSTRUCTION

Entreprise Bâtiment Génie Civil
&
Usine produits industrialisés béton,
solidement implanté dans la région
C.A. 50 millions - Effectif 300 personnes.

recherche son
futur directeur général

À la cours d'une première phase de préparation à la fonction, il assistera le Président - notamment dans l'élaboration et l'application de la politique commerciale des 2 activités - Cela lui permettra de faire l'apprentissage des techniques spécifiques de l'entreprise, de son fonctionnement, et de l'environnement industriel dans lequel il devra progressivement s'intégrer.

Ce poste conviendrait à un jeune DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (CENTRALE, T.P.A. & M. H.E.C.) ayant une expérience assez polyvalente. Payant conforme à des problèmes d'animation et de gestion.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1915 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

A Lille, diriger, gérer, bâtir.

Prendre la direction de la société HLM du CIL, au moment capital où il adapte sa structure pour mieux remplir sa mission. Gérer 20 000 logements, aider autant de familles à vivre dans les meilleures conditions de cohabitation et d'environnement, réaliser chaque année les programmes de construction et de réhabilitation.

Une entreprise certes pas comme les autres. Mais, comme les autres, elle a des objectifs et des résultats économiques et humains. Et elle a besoin aussi d'un vrai Directeur pour constituer une équipe soudée et efficace, et s'ajuster à l'évolution en cours du logement social.

Vous êtes convaincu que le logement est fait pour l'homme, et non l'inverse. Bien ; mais pour ce poste, si les bonnes idées sont indispensables, il y faut aussi le savoir-faire professionnel. Vous avez déjà une expérience de la maîtrise d'ouvrage dans l'immobilier, sous ses aspects technique et financier. Vous avez aussi la pratique de chefs de service et de collaborateurs à convaincre et à animer. Il vous faut enfin le goût de vivre en province. Confirmez aux consultants de SIRCA que vous l'avez en leur écrivant sous référence 802 389 M. Ils nous présenteront confidentiellement votre candidature. Précisez leur votre délai de disponibilité et votre souhait de rémunération.



11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES SYNTIC



Une réussite française exemplaire : créateur, "pilote" et leader incontesté de la profession de la maison individuelle, MAISON PHENIX poursuit sa progression. De récents accords avec U.S. Home, premier constructeur américain, donnent la mesure de la dimension internationale de MAISON PHENIX. Onze sociétés filiales indépendantes, autonomes, ont construit ce succès sur le terrain français et regroupent, avec la maison mère, 8000 personnes. L'une d'entre elle recherche un

Directeur des ventes
(région Ouest) Réf. B 1968

Sur une zone couvrant 4 départements, votre mission essentielle consiste à animer, appuyer, contrôler une vingtaine de collaborateurs, responsables régionaux, responsables de groupe et vendeurs attachés à différents bureaux implantés sur le secteur. C'est une fonction que vous concevrez comme très opérationnelle, près d'une structure terrain et des prospects. Pour cet aspect de votre activité une expérience très réussie de l'animation d'une équipe structurée est exigée. Homme d'action, de réflexion, de proposition, vous serez également, auprès de la direction générale, à participer élargement à la mise au point de la politique commerciale, marketing et promotion. Ce poste, concorde tenu de l'importance de la fonction vente et de la diversité des missions rattachées, nous paraît convenir plutôt à un jeune diplômé d'études commerciales justifiant d'une expérience réussie de l'animation d'équipes dans le domaine de la vente aux particuliers, séduite par une installation dans l'Ouest.

La rémunération est supérieure à 160 000 F.

Joan Masson vous remercie de lui adresser votre dossier (photo + rémunération), 1 rue de Beni 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psychom

Membre de Syntec

IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

recherche

CHEF DE PROJET

(Gestion de la production)

- Responsable de l'étude, adaptation et mise en place du système COFICS.
- Expérience du CICS et BANK DES DONNÉES souhaitable.

DEUX PROGRAMMEURS

- Niveau DUT.
- Maîtrise du COBOL, TELETRAITEMENT et VEBAL, préférence.

Lieu de travail : Saint-Avoid (Moselle).

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : PERCHAL (réf. M. 18), 14, rue d'Athènes, 75008 PARIS, qui transmettra.



le groupe des compagnies
le secours
assurances

Dans le cadre d'une
POLITIQUE COMMERCIALE NOUVELLE

recherche des

AGENTS GÉNÉRAUX

- Cette proposition s'adresse à toute personne :
- attirée par une profession libérale,
 - possédant un niveau d'études supérieures,
 - ayant des qualités de gestionnaire rigoureux et un sens commercial développé,
 - professionnel de l'assurance ou non,
 - pouvant disposer d'un apport personnel.
- Le Groupe leur apporte :
- soutien financier d'urgence,
 - large délégation de pouvoirs,
 - solide formation,
 - assistance technique et commerciale efficace,
 - produits nouveaux et compétitifs.

Actuellement portefeuilles disponibles à : ROUBAIX - TROYES - BORDEAUX - ESSOUDEUX - MONTBRISON - MULHOUSE - COLMAR - ANNEMARSE - LE MANS - LA FERTE ALAIS.

Les candidats intéressés par d'autres régions peuvent également nous écrire.

Envoyer C.V. photo sous réf. 708 M à Mme Françoise Stéphan, Service Recrutement 30, rue Laffitte 75009 Paris



Société de Services 1200 personnes
30 Agences Commerciales en France

- 75 000 entreprises nous connaissent déjà ;
- notre objectif 1981 : 100 000 utilisateurs ;
- nos ambitions sont internationales.

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Vous possédez une formation supérieure option gestion ou informatique (type ESC/MLAGE).
- Vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle - sur ordinateur.
- Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (vente et mise en place de systèmes de gestion et micro-ordinateurs clés en main).
- Vous recevrez pendant 2 mois à notre École Produits une formation sur la connaissance d'une gamme de services très élaborée.
- Vous évoluerez avec un maximum d'autonomie dans une entreprise à dimension humaine très favorable à votre épanouissement.
- Une première expérience acquise chez un Constructeur ou dans une SSCI favorisera votre évolution rapide vers l'encadrement de nos équipes de vente.

Salaires largement compétitifs : Fixe + commissions garanties, 13^e mois, primes d'objectifs, intéressement direct aux bénéfices, etc.

Postes à pourvoir en priorité : Annecy - Caen - Marseille - Orléans - Paris

Merci d'adresser avec C.V. photo et prétentions sous réf. 9636 à Service Recrutement / Carrières

R.E. 6129 - 45001 ORLÉANS CEDEX



informatique de gestion

HAVAS CONTACT

Sud-Ouest
JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT
Génie Chimique

Cette société française (3500 personnes, C.A. 5 milliards) est leader dans le domaine de la Petrochimie. L'un des centres de recherche appliquée souhaite intégrer un jeune ingénieur à l'équipe existante. Il participe entre autres à la conception, la mise en route et au fonctionnement d'une unité pilote. D'autre part, la société agissant en tant que bailleur de licences, il est le coordinateur process auprès de la société d'ingéniering, supervise le montage et la mise en route des installations chez les clients. Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs de formation génie chimique, physique-chimie ou généraliste avec de bonnes connaissances en chimie (ENSPM souhaité) débutants ou justifiant de 2 ans d'expérience.

Ils parlent au minimum l'anglais, autre langue souhaitée.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence W203/G



CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

مكتبة الأمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BANQUE HERVET
recherche pour Châteauroux
UN EXPLOITANT

Responsable d'un fonds de clientèle d'entreprises

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une bonne connaissance des problèmes relatifs aux entreprises et à leur gestion, un goût prononcé pour l'action commerciale, le sens du risque.

Une expérience bancaire de quelques années dans le poste est nécessaire. Le salaire sera fonction de l'expérience et de la personnalité du candidat.

Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à **BANQUE HERVET**, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043, 18028 BOURGES.

Paris Contact

RHONE-ALPES

Nous sommes une importante entreprise de mécanique (2500 personnes), filiale d'un des premiers groupes industriels français. Notre développement s'accompagne d'une importante évolution de notre organisation industrielle et de notre gestion.

La réalisation de notre plan informatique (mise en place en cours de deux HB 64/40 - télétraitement - réseau de 50 terminaux - base de données) implique le renforcement de notre service informatique par un

JEUNE
INGENIEUR INFORMATICIEN
CHEF DE PROJETS

De formation Grande Ecole scientifique, vous avez 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion.

Une réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer dans notre entreprise à des postes de haut niveau hiérarchiques ou fonctionnels.

Adresser CV et prétentions sous référence 9773 à

L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02
qui transmettra

Une société d'équipements industriels en forte expansion, groupe international recherche pour ROUEN son

CONTROLEUR DE GESTION

90.000 F + ou -

Nous souhaitons intégrer à notre équipe de Direction Financière UN CADRE de 27 ans min., qui aura une expérience d'environ 4 ans en entreprises dans le domaine financier/comptable et un niveau d'études supérieures en gestion. IL SERA RESPONSABLE DE :

- la planification d'études économiques et financières,
- l'analyse des techniques et méthodes de gestion.

CES DIFFERENTES INTERVENTIONS EXIGERONT DE LUI :

- de grandes capacités d'initiative et de créativité,
- une aptitude certaine aux contacts humains,
- la capacité de mener à terme des études concrètes,
- la connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. s/ réf. 2083 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.



DIVISION ANNECY recherche un

ingénieur études
et développement

Le développement des applications industrielles des techniques du vide en France et à l'étranger nous amène à renforcer notre potentiel en études et développement.

Nous recrutons pour cela un ingénieur ESPCI (PC) de préférence, ENSAM éventuellement, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des matériels du vide.

A moyen terme, cet ingénieur pourra accéder à des responsabilités élargies d'encadrement.

Anglais indispensable - Résidence ANNECY.
Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. 78981 M, à HAVAS CONTACT - 158, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

HAVAS CONTACT

contrôleur
de gestion

CA 320 MF - 1.700 personnes
VAL DE LOIRE

Création de poste

Une entreprise industrielle du secteur MECANIQUE DE PRECISION, leader sur son marché, crée le poste de contrôleur de gestion.

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de :

- analyser et coordonner la planification et le contrôle de gestion,
- développer le système d'information de gestion,
- animer le secteur gestion budgétaire qui lui est rattaché,
- effectuer les études économiques et de gestion.

35 ans environ, de formation type Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur avec complément économique (ICG ou équivalent) ou financier (DECS ou équivalent), le candidat retenu devra avoir une expérience de plusieurs années dans cette fonction en entreprise industrielle pratiquant un contrôle de gestion évolutif.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. et photo sous référence 8788 à :

organisation et publicité
2 rue MARINCO 75001 PARIS, qui transmettra

Société d'Ingénierie Industrielle

recherche

pour importants chantiers
situés sur le territoire national :

4 INGENIEURS D'ESSAIS

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience, sur installations importantes type centrales nucléaires.

• Formation : A.M. ou INSA/ECAM/ICAM/ CENTRALE - OPTION AUTOMATISME

• Conditions de travail : Mobilité nécessaire. Goût du travail en équipe. La première affectation est prévue dans un établissement du SUD-EST.

• Poste à pourvoir avant la fin de l'année 1980.

1 INGENIEUR D'ESSAIS

Spécialité électricité puissance (électrotechnique) intégré à l'équipe d'essais : contrôle.

Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience sur installations importantes type centrales nucléaires.

• Formation : Ecoles Normales d'Ingénieurs d'électricité, telles que :

SUP. ELEC./E.N.S.I.E. GRENOBLE/E.S.I.E. MARSEILLE, etc.

• Conditions de travail : Mobilité nécessaire, goût du travail en équipe.

La première affectation est prévue dans un établissement du SUD-EST.

• Poste à pourvoir avant la fin de l'année 1980.

Env. C.V., photos et prêt. à AGENE HAVAS n° 2942, 14, place d'Ayza, 25200 Montbéliard, c. tr.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE à forte vocation exportatrice, en pleine expansion, fabriquant des composants mécaniques et électromécaniques, recherche pour l'une de ses Unités de fabrication

1 INGENIEUR
ELECTRO-CHIMISTE

Formation de base : CHIMIE MINERALE

Il sera responsable du service Méthodes et Industrialisation d'une Unité de traitement de surfaces de 80 personnes (revêtement métallique, xi, ag, su, od...). Nous voulons des hommes créatifs et de forte personnalité qui répondent de l'évolution technique de l'Unité. L'importance de la Société et son expansion assure à des candidats de valeur des possibilités d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : VILLE CENTRE OUEST.

Le niveau de rémunération dépendra de l'expérience et sera de l'ordre de 130.000F.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 54502, CONTEXTE PUBLISITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

ALSTHOM UNELEC

Alternateurs

ORLEANS

recherche.

1°) UN INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
débutant, dégagé obligations militaires pour son service MÉTHODES

2°) UN INGENIEUR ARTS ET MÉTIERS
ou ÉQUIVALENT

deux ou trois années d'expérience.

Aptitude au commandement pour son service PRODUCTION.

Ces deux postes de CADRES sont à pourvoir immédiatement.

Lieu de travail : ORLEANS.

Envoyer lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. et photographie, à M. le Chef du Personnel de ALSTHOM - UNELEC

B.P. 1517, 45005 ORLEANS Cedex.

Il sera répondu à toute candidature correspondant aux exigences des postes.

HAVAS CONTACT

Pour le service informatique de son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (région du Havre), ESSO-CHIMIE recherche un

analyste-
programmeur

Titulaire d'un D.U.T. informatique ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 ans dans l'analyse et la programmation, si possible dans un environnement IBM 370 ou/et mini-ordinateurs.

Intégré dans une structure légère, vous serez amené à travailler en liaison étroite avec les services utilisateurs.

L'évolution ultérieure vers des fonctions d'analyse dépendra de vos résultats.

La connaissance de l'Anglais serait un atout.

Les candidatures sont à adresser sous la référence 8001 à

ESSO-CHIMIE B.P. 52 76330

Département des NOTRE-DAME-DE

Relat. Sociétés GRAVENCHON

CHIMIE

directeur d'usine

secteur agro-alimentaire

PAYS DE LA LOIRE

140.000 F +

Responsable des unités de production et de conditionnement de l'usine - effectif 100 personnes - il supervisera une équipe de 8 cadres attachés à la fabrication, au laboratoire et à la recherche.

Il aura la responsabilité de la gestion de l'usine et dépendra directement de la Direction Générale.

L'homme que nous recherchons aura 35 ans minimum et une expérience de direction d'usine.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8885 à :

Cabinet Panissod-Suhner

Conseil en Recrutement
19, rue Greneta - 75002 PARIS



DOLLFUS-MIEG ET CIE

recherche un

JURISTE CONFIRMÉ

dépendant du Directeur Financier il assurera les responsabilités d'étude, de conseil, et le suivi de l'ensemble des problèmes juridiques concernant la société et ses filiales.

Le candidat âgé de 32 ans environ de formation supérieure juridique aura une pratique de plusieurs années en droit commercial et en droit des sociétés. Une connaissance du droit international et du droit social ainsi que la pratique de la langue anglaise seront appréciées.

Le poste est situé à Lille.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par la Direction du Personnel.

FILTRES DMC - 1, rue de Londres - 59120 LOOS.

HAVAS CONTACT

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES recherche

Ingénieur

DIPLOME ENSI ou équivalent

Débutant ou quelques années expérience pour : calcul numérique appliqué aux études paramétriques et dépouillements de mesures. Sens des relations humaines.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf 80/5 à :

Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
B.P. 712 - Carrefour de Zéro-Nord - Route de Guerry
18015 BOURGES Cedex

Les Bureaux P.A.

Nous sommes une entreprise de bâtiment gros œuvre de 1er plan et nous souhaitons recruter un :

Ingénieur
Responsable
de Secteur

Pour ce poste nous engageons un ingénieur diplômé ayant acquis en ENTREPRISE une expérience de quelques années, comprenant nécessairement la conduite de chantier.

Si une fonction globale comprenant la recherche des affaires, le suivi des travaux et leur gestion, vous semble une opportunité intéressante dans le déroulement de votre carrière, adressez votre CV, pour ce poste qui est à pourvoir rapidement en Côte d'Or, à n° 11685 COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son centre de

LANNION B.

INGENIEURS ou CHERCHEURS
CONFIRMES

COMMUNICATIONS OPTIQUES

Réf. 1 : Etude des matériaux et des technologies pour la réalisation de fibres optiques (profil recherché : techniques variées ou optiques).

Réf. 2 : Etude de la modulation des diodes laser (connaissances approfondies en électronique et physique du solide).

Réf. 3 : Etude des fonctions électroniques pour les futurs réseaux optiques multiservice (bonnes connaissances en techniques analogiques et numériques demandées).

SYSTEMES ET ENVIRONNEMENT

Réf. 4 : Etude théorique et validation expérimentale des structures d'erreurs apparaissant sur les systèmes de transmission numérique (bonnes connaissances en électronique et informatique FORTRAN).

Réf. 5 : Etude de transmission numérique sur câbles métalliques (bonne connaissance du réseau et des équipements).

Réf. 6 : Etude et optimisation des écoulements de chaleur dans les équipements téléphoniques (profil recherché : thermicien ayant de bonnes connaissances en informatique et électronique).

Les candidatures comportant un curriculum vitae détaillant particulièrement les travaux antérieurs seront adressées, en précisant la référence du poste à :

Madame FREY - Division AMG - CNET LANNION B

22301 LANNION

CET

la mesure
humaine

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son centre de LANNION B.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société Française (C.A. 50 millions - 200 personnes), filiale d'un important groupe international de Secteur Industrie, recherche dans le cadre de son expansion :

DIRECTEUR TECHNIQUE

150 000 F +

Agé de 35 ans minimum, il a une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine des échangeurs thermiques et installations industrielles correspondantes.
Directement rattaché à la Direction Générale, il a pour mission :
- d'assurer la direction et la coordination des Services Techniques-Commerciaux ;
- d'orienter et de contrôler les principaux projets ;
- de participer à l'élaboration des plans, des produits et services nouveaux.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

«Echangeurs à plaques» - 110 000 F +

Agé de 30 ans minimum, il a une expérience professionnelle de 5 ans environ dans le domaine des échangeurs à plaques.
Chargé de la création et de l'animation de ce nouveau service, il sera intégralement responsable des offres, de la négociation et du suivi de réalisation.
Pour ces deux postes :
- Langue allemande souhaitable, sinon anglaise courante ;
- Travail : Nord de la France (proche de Lille) ou éventuellement Paris.

Adresser CV + photo sous la référence 3508 à P. LICHOU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion

SOGELIP (C.A. 15 millions)

études et installations en

génie chimique, génie climatique,

froid industriel, recherche

pour son Siège Social à LYON

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Collaborateur immédiat de la D.G. et

animateur d'une équipe technico-com-

merciale, il sera chargé de rechercher et

de négocier des affaires nouvelles dont il sera

responsable depuis la coordination des

études jusqu'à la mise en route.

Convientrait à un INGÉNIEUR généraliste

de 30 ans minimum, connaissant bien

les problèmes du froid (formation IFPI

appréciée), possédant une expérience dans

le secteur industriel et désireux de trouver

des perspectives d'évolution certaines dans

une petite société performante. L'anglais

est souhaité.

Ecrire au Cabinet GATIER (sous réf. 165)

32 rue Barrême 68006 LYON.

Cabinet Gatier

GROUPES INDUSTRIEL EN PLEINE EXPANSION

(Fabrications Mécaniques et

Électroniques de Pointe)

recherche pour Centre de Production

(700 personnes)

au Sud d'Orléans, son futur

CHEF DU SERVICE METHODES (40 personnes)

Dans un premier temps, sa mission consis-

tera à assister le responsable actuel du

Service, en tant qu'adjoint. Formation

Ingénieur A et M ou équivalent, possédant

plusieurs années d'expérience en fabri-

cations d'ensembles mécaniques et électro-

meccaniques, avec connaissances en électronique

souhaitées.

Adresser CV avec photo et prétentions

sous N° 7568 à PARFRANCE Annonces

4, rue Robert Etienne 75008 Paris

qui transmettra

USINE CHIMICO-MÉTALLURGIQUE

villes moyennes 100 km Nord-Est de Paris

recherche

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

Fonction : adjoint de Direction pour Services

administratifs et commerciaux.

Age minimum : 30 ans.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous le n° T 019.287 M. Siège Presse,

80 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ BATIMENT DIMENSION NATIONALE

recherche pour sa filiale de

MONTAUBAN

1 CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

pour prendre en charge la comptabilité générale

et la comptabilité analytique ainsi que les services

administratifs et personnels.

Expérience de 5 ans minimum dans le bâtiment

indispensable.

Env. C.V. et prêt. n° 64.331 CONTEXTE Publiée,

23, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

UNIVERSITÉ STRASBOURG-II
SCIENCES HUMAINES
rech. pr 5-10-80 secteur renien
(langue persane). Cand. reçues
jusq. à mai 80 inclus. Adr. :
M. A. PIEMONTESSE, directeur
Institut d'Études Persanes, Fac.
Langues Littéraires et Civilisa-
tions Étrangères, Université de
Strasbourg-II, 22, r. Descartes,
67084 STRASBOURG CEDEX.

CONSTRUCTION DE
GENERATEURS DE VAPEUR
ET NETTOYEURS
HAUTE PRESSION
recrute

**ATTACHÉ
COMMERCIAL OU
REPRÉSENTANT V.P.**

Pour prospection entreprises

bâtiments, travaux publics et

industries diverses.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé

précisant formation, expérience

à l'écriture et prétentions à

n° 6.495 H.A.P.

Hall Pellerin, 44 rue de la

Libération, 44000 NANTES CEDEX.

**Ingénieur
Chef de Fabrication**

140 000 F +

Une société filiale d'un groupe important en fort développement, fabrique en grande série des organes mécaniques. Occupant une place de premier plan sur ses marchés, elle confère la structure d'une unité de production basée dans l'Est de la France et recherche un jeune ingénieur. Représentant au Directeur de l'usine, il assurera l'exploitation et le développement d'un atelier de 150 personnes. Il veillera à l'optimisation de la production et des conditions de travail, contrôlera la gestion de production et participera à la mise au point d'importants produits nouveaux. Ce poste permet de participer à l'ensemble des responsabilités au sein du groupe couvrant : un ingénieur diplômé d'une grande école (Mines, Centrale, A.M.), âgé de 25 ans minimum, possédant une expérience technique et humaine de la fabrication de série (automobile par exemple). La maîtrise d'une langue étrangère serait appréciée. Merci d'adresser votre candidature sous référence 827 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

CENTOR RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE
Tél. : (78) 89.37.15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour

NANTES

cadre

Chargé de la GESTION et de l'ENTRETIEN d'un IMPORTANT PATRIMOINE IMMOBILIER

Sous l'autorité du Directeur régional, il sera principalement chargé :

- de l'animation et de la coordination d'une petite équipe ;

- de sous les actes de gestion locative ;

- de l'entretien courant ;

- de la mise en œuvre des réformes nouvelles (A.P.L., PALULOS).

IL EST DEMANDÉ : Une formation supérieure assortie de plusieurs

années d'expérience dans le domaine de la gestion locative, le possé-

der contacts à tous niveaux, ainsi qu'une grande aptitude au travail

en équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la réf. 6878 à :

Q7 organisation et publicité

2 rue Raymond 75001 PARIS/CEDEX 10

Société ETUDES RECHERCHES ET CONSTRUCTIONS ÉLECTRONIQUES NANTES

recherche

PROGRAMMEUR

33 ans d'expérience

Assembleur microprocesseur

(expérience MOTOROLA 6800

appréciée)

Ecrire avec C.V., photo et prêt.

à SERGE L. L. M. Consultants,

44048 NANTES Cedex.

L.T.M. Consultants recherche

JEUNE DIPLOMÉ

(Ingénieur I.N.S.A., V.I.E.T., E.C.A.M.,

Ecole Supérieure de Commerce)

Pour importante société de

TRANSPORT NATIONAL

située dans la région CHARENTAISE,

POITOU, Capable, après forma-

tion, d'occuper un poste tech-

nico-commercial.

Poste particulièrement intéres-

sant et évolutif pour un jeune

peuvent justifier sa motivation

pour le transport, soit par des

stages ou par sa formation,

soit par une courte expérience

du transport.

Envoyer vos candidatures sous

réf. 321 à L.T.M. Consultants,

32, quai National,

92006 PUTEAUX.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche pour son Unité de Production (300 personnes)

située en BRETAGNE

un jeune DUT

gestion du personnel

Débutant, dégagé des obligations militaires.

Sous l'autorité du Responsable du Personnel :

- il assistera et conseillera le bureau de gestion du personnel

(2 personnes) ;

- il sera chargé des analyses de fonction

- il assurera des études ponctuelles et le contrôle des statistiques

Ce poste peut évoluer vers la fonction de Chef du Personnel

dans d'autres établissements du Groupe.

Envoyer C.V., détail, photo et prétentions à no 54329

CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris

Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'ÉQUIPEMENTS LOURDS

POUR L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

60% des ventes à l'étranger,

région illoise

recherche

UN DIRECTEUR GENERAL

Ingénieur grande école, il lui sera confié,

à partir d'une formation Bureau d'études

de fabrication mécanique et d'ensembles

chaudronnés.

et d'un profil de carrière aux références

éloquentes,

les responsabilités de gestion et d'animation

d'une entreprise comprenant 500 per-

sonnes et réalisant un CA de 150 M F.

Anglais indispensable.

Adresser CV sous référence 4219 à

EMPLOIS ET ENTREPRISES

16, rue Volney - 75002 PARIS

JEUNES DIPLOMÉS

E.S.C. - I.E.P. - DROIT

FRANCETERRE

Société spécialisée dans la réalisation

de lotissements

vous propose de devenir

Prospecteur Foncier

à VALENCÉ

à ROUEN

Mission : - recherche de terrains

- évaluation

- négociation avec les propriétaires et les

collectivités locales.

Le poste est évolutif, la rémunération élevée. Voiture

fournie.

Adresser CV et photo à FRANCETERRE

42, rue d'Arthelon 92190 MEUDON

Groupes Industriels diversifiés

dont l'une des activités est de concevoir

et de réaliser des équipements lourds pour la chimie

et la métallurgie

recherche

DIRECTEUR DES VENTES

de sa Division Industrielle.

Rendant compte directement à la Direction

Générale du Groupe, il aura, pour mission, de

participer à la conception d'une politique

commerciale cohérente pour les différents dépar-

tements aussi bien en France qu'à l'étranger.

Il devra ensuite faire appliquer cette politique

sur le terrain en ébauchant et en animant une

force de vente d'un haut niveau technique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (IDN-EMI-

Chimie) disposant d'une dizaine d'années d'expé-

rience de la vente de biens d'équipement, de

fréquents en France et à l'étranger.

La connaissance de l'anglais et l'expérience d'un

environnement international seraient des atouts

importants, ce poste impliquant des déplacements

fréquents en France et à l'étranger.

Compte tenu de la croissance du Groupe qui

occupe une position de leader français dans ce

secteur, ce poste est susceptible d'évoluer à terme

vers une participation à l'équipe de Direction

Générale.

Le poste est à pourvoir dans la Région Nord.

Envoyer C.V., photo et prétentions au n° 8.047

5, rue des Italiens, 75027 PARIS Cedex 08.

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER - BATIMENT CHARTRES

Jouissant d'une notoriété incontestée dans la région,

la Société (100 personnes) est spécialisée dans le

bâtiment et le génie-civil.

Elle recherche un jeune E.S.C. (5/10 ans d'expé-

rience) ayant impérativement travaillé dans une

entreprise du bâtiment pour lui confier la gestion

financière, comptable et administrative de la société.

Logement possible.

Adresser CV sous réf 202/02 M à

FRANCE CADRES 22 rue Saint

Augustin 75002 Paris.

NEYRPEC - GRENOBLE

FABRICANT DE GROS MATÉRIEL DE

CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES ET

HYDRAULIQUES

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ

AYANT CONNAISSANCES DE S.E. OU DE

FABRICATION

Fonction :

Liaisons industrielles avec filiales à l'étranger.

Connaissances - Caractéristiques :

- âge : 30 ans minimum,

- connaissance de l'anglais indispensable,

- esprit d'initiative - aptitude à l'autonomie,

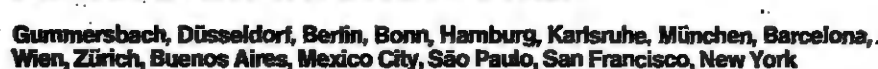
- expérience industrielle nécessaire,

- déplacements fréquents de courte durée

(quelques semaines).

Nous sommes une entreprise allemande de taille moyenne en pleine expansion et recherchons pour créer et organiser notre distribution en France le

Pour une première prise de contact au téléphone Mr. Philippe Avenati se tient à votre disposition. Tel. 561 98 99 (Paris).



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

Adresser c.v. détaillé avec souhaits de rémunération.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence
M/203/J

Il connaît la comptabilité anglo-saxonne, le reporting mensuel et l'informatique.

grande école scientifique (ayant eu des responsabilités en production avant de s'orienter vers le contrôle de gestion).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2650 M à D. DANGER
65, Av. Kléber-75116 Paris. **JEANREDESNIER**

Cir Honeywell Bull
Direction du Personnel Siège
PC 1 GO 17 C YN
94, avenue Gambetta

sous réf. 103 M a :
Cii Honeywell Bull
ACLES
PC1F103H

Très bonne connaissance de l'anglais courant et accessoirement allemand et espagnol.

ADP 5

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

gi S E R T I

Le Groupe de Sociétés de Services auquel nous appartenons - plus de 800 personnes, 200 millions de F de CA, une croissance de 40 % par an - poursuit ses performances. Notre Société spécialisée dans le Conseil en Informatique de Gestion, axe de développement important de notre Groupe, recherche 40 collaborateurs.

INGÉNIEUR EN CHEF MINI-INFORMATIQUE

Réf. M5033

Il est responsable de l'installation de systèmes informatiques clés en main, en France et, éventuellement, à l'étranger. Il participe à la négociation des contrats, établit les propositions, choisit les matériels, en assurant les relations avec les constructeurs, coordonne et dirige l'activité des équipes au cours des différentes phases de la réalisation des projets.

CHEFS DE PROJET EN INFORMATIQUE

Réf. M5034

Ils effectuent des missions précises dans de grandes entreprises disposant de systèmes informatiques importants ou dans des unités de taille réduite s'équipant de mini-ordinateurs. Ils sont autonomes dans la conception et la conduite complète des projets, responsables de la qualité des interventions, du respect des délais et des coûts.

Une évolution vers des fonctions d'ingénieur en Chef est envisageable.

INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Réf. M5036

Ils participent, dans de grandes entreprises, à la conception de systèmes de gestion, en particulier définition de procédures administratives, études de postes de travail. Ils collaborent à la réalisation des projets informatiques correspondants et contribuent à la réussite de leur lancement.

De préférence diplômés d'une Grande Ecole, ils ont plus de trois ans d'expérience en Informatique de Gestion.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

ANALYSTES- PROGRAMMEURS

Réf. M5037

Ils participent, chez nos clients, à la réalisation de projets sur grands systèmes ou sur mini-ordinateurs.

Diplômés IUT ou équivalent, ils ont au moins deux ans d'expérience en Informatique. Une formation technique complémentaire peut leur être assurée.

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES

Réf. M5035

Débutants, ils acquièrent une formation en Informatique de Gestion. Ils participent à la réalisation des projets et, plus tard, en assurent la direction. La qualité et la diversité des interventions permet une évolution personnelle et professionnelle de tout premier plan.

JEUNES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réf. M44

Après un stage de formation spécialisée en Informatique, ils interviennent dans différentes Sociétés où ils assistent des Chefs de Projet. Les postes proposés leur permettent d'acquies la maîtrise d'une méthode, de solides connaissances en Informatique et leur offrent des possibilités d'évolution.

Débutants, ils sont, de préférence, diplômés d'une Ecole d'Ingénieur ou titulaires d'une Maîtrise de Mathématiques ou d'une MIAO.

gi S E R T I
SELECTION

49 avenue de l'Opéra
75002 Paris

GRANDE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche
AGENT TECHNIQUE DE CHANTIER
Spécialisé : Electro Mécanique
pour démarrage usine pays étranger
- Stage de 1 an en France.
- Cette personne devra passer au moins 2 ans en mission.
Adresser C.V., photo et prétentions à :
HAVAS ORLÈANS, n° 25.076 qui transmettra.

CAM
Filiale Informatique
de la Caisse des Dépôts et Consignations,
recherche des
**INGÉNIEURS
INFORMATIQUES**
(Diplômés
Grande-Ecole ou Universitaires)
ayant au moins 5 ans d'expérience sur des
applications de gestion.
Lieu de travail : Paris Montparnasse.
Envoyer CV détaillé et prétentions à
Yvette POTARD - CAM
Direction du Personnel
4, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
BANLIEUE SUD DE PARIS recherche

Ingénieur d'Etudes position II

Agent Technique Principal

2 à 3 années d'expérience sont nécessaires dans les domaines suivants :
UNITES CENTRALES - MEMOIRES - MICROPROCESSEURS
Bonne connaissance du langage assembleur appréciée.

Ingénieur d'Etudes position II

Une expérience d'une ou deux années
dans le domaine des alimentations est
requise.

Plusieurs Ingénieurs logiciels position II

Les candidats retenus (débutants ou
ayant quelques années d'expérience)
participeront à la conception et au
développement de logiciels de base.

Adresser C.V. et prétentions sous No 53800, CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son service
INFORMATIQUE

Un Responsable « Groupe Technique »

De formation supérieure technique, école d'ingénieurs ou formation universitaire équivalente, il aura une expérience en informatique de gestion en milieu industriel et administratif (conception et mise en place).

Ses missions seront de deux ordres :

- au siège à Paris (informatique centralisée), il encadrera les équipes « système » et « méthodes ». Il a un rôle de conseil auprès des équipes « études » et « exploitation » ;
- au niveau en province (informatique décentralisée), il coordonnera la mise en place et assurera la promotion de méthodes de travail homogènes sur le plan informatique. Il participe à la définition des plans informatiques.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 54.404, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
15 ÉTABLISSEMENTS DÉCENTRALISÉS

recherche

futur contrôleur de gestion

- 20 ans expérience, formation supérieure Comptable (DECS) et de Gestion (ESG) et en contrôle (général et analytique) ;
- expérience confirmée en comptabilité (général et analytique) ;
- 5 ans chargé de l'étude, de la conception des outils de contrôle de gestion et de leur mise en place ;
- 3 ans chef de service comptable et adjointement technique en comptabilité ;
- le poste est à pourvoir à Paris. Nombreux déplacements courts durée prévus.

Adresser C.V., photo et prétentions à Guillemet Sélection sous
réf. 853-M (réponse et
discrétion assurées) CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

guillon sélection
20, AV. DE L'OPÉRA 75040 LE RAINCY

**SPECIALISTE DU RECOURS
DE CRÉANCES COMMERCIALES**

recherché par organisme de recouvrement Paris,
appartenant à groupe financier.
Déplacements fréquents France entière.
Situation d'avenir à bon salaire et expérience.
Adresser C.V. et prétentions sous réf. No 55002
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Important groupe de bâtiment et de T.P.
(7000 personnes) recherche
dans le cadre de son développement

ingénieurs confirmés

pour prendre en charge des agences en
France et à l'étranger dans le cadre d'une
large autonomie (développement commercial,
responsabilités techniques, gestion,
direction...). Ces postes sont évolutifs et
présentent pour ces responsables de réelles
opportunités de carrière au sein d'un groupe
en pleine expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions en
précisant la réf. 719 sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

UN GROUPE MULTINATIONAL
recherche
pour SA DIRECTION CENTRALE - PARIS
et pour l'une de ses filiales BANLIEUE EST PARIS

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Débutants ou ayant deux ans d'expérience. Ils posséderont
un D.U.T. ou une maîtrise informatique.

Réf. : 135 M.

DES INGÉNIEURS ANALYSTES

Débutants ou ayant quatre ans d'expérience. Ils seront diplômés
d'une grande école et auront des connaissances soit en PLI
et matériel IBM haut de gamme, soit COBOL et IDS, TDS sur
système CII HB 66.

Réf. : 136 M.

DES INGÉNIEURS CONCEPTEURS CHEFS DE PROJET

Ils auront de quatre à sept ans d'expérience et seront diplômés
d'une grande école. Leur expérience aura été acquise sur
gros systèmes de bases de données et télétraitement sur
matériel IBM.

Réf. : 137 M.

Pour tous ces postes, une évolution au sein du groupe
est assurée.

Envoyer en précisant la référence à A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo - 75008 PARIS,
qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

Sté de Services dynamique
recherche

PUPITREUR

Expérience DOS/VS 2 à 3 ans.
Pour publier sur IBM 158 et 4331.
Horaire décalé.
Formation assurée. Avantages sociaux.

Env. lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

Télé-Services Informatique

69, rue Ste-Anne Paris 20

ANALYSTES- PROGRAMMEURS

Au sein de la Direction Informatique d'une puissante
Société Industrielle implantée à Paris, ils
assumeront les travaux d'analyse et programmation
relative à de nouvelles applications de gestion
(personnel, comptabilité, trésorerie, etc...)
Il est demandé aux candidats une expérience
d'environ 3 ans dans une fonction identique, et
une bonne maîtrise de COBOL sur IBM/OS.
Des connaissances en base de données, télétraitement
et programmation structurée sont vivement
souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
à réf. 4122 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063
Paris cedex 02 qui transmettra.

INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

De formation ENSI Chimie, Physique ou équivalente, vous avez une première
expérience de 2 à 3 ans en technico-commercial de préférence.

Nous sommes à la recherche d'un groupe chimique international et cherchons, pour
notre division Produits Industriels, un ingénieur technico-commercial. Il assurera
la pré-commercialisation de ces produits, destinés à l'automobile : prototypes,
suivi des cahiers des charges, etc... auprès des constructeurs et des transformateurs.

Ce poste est basé à Paris mais il suppose de fréquents déplacements de courte
durée (1 ou 2 jours). La maîtrise de l'anglais est souhaitée.
Adresser un CV détaillé et vos prétentions sous référence 2580 à racc. carrière
64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

volvic

Pour compléter notre réseau commercial
nous recherchons pour un secteur de la
RÉGION PARISIENNE

chef des ventes

Agé au minimum de 28 ans, de formation commerciale supérieure
et ayant acquis une première expérience de la distribution, il
possède une expérience dans l'ALIMENTAIRE.

Après une période de formation aux techniques de vente propres
à notre entreprise, ce responsable sera chargé de l'animation
d'une équipe d'inspecteurs ainsi que de visites et de
négociations au niveau des Grands Surfaces.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 729 M sur
l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

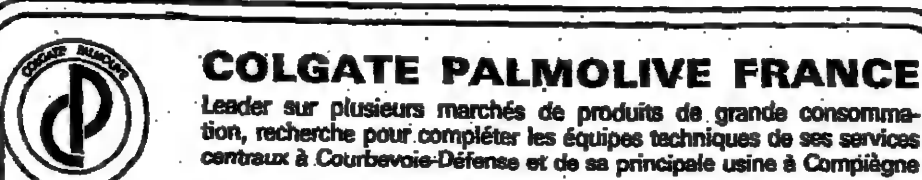
مكتبات الأمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



COLGATE PALMOLIVE FRANCE
Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche pour compléter les équipes techniques de ses services centraux à Courbevoie-Défense et de sa principale usine à Compiègne

jeunes ingénieurs

Ils sont :

- De formation Grande École (Centrale, Mines, A.M...)
- Débutants ou possédant une première expérience de 1 à 5 ans.

Il leur est proposé :

plusieurs postes dans les divers domaines d'activité :
Fabrication - Ingénierie - Organisation - Études informatiques.

Une politique dynamique de promotion interne, de formation continue et de mobilité permettra à chacun d'accéder à des postes de responsabilité en fonction de sa compétence et de son efficacité.

Adresser candidature, lettre, C.V., photo sous référence J.I.
Service Recrutement, COLGATE PALMOLIVE, 92401 COURBEVOIE.

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS DEBUTANTS

Grandes Ecoles à vocation électronique

Pour participer à la CONCEPTION et aux ETUDES de SYSTEMES complexes et d'EQUIPEMENTS modernes de communication. Ils utiliseront les techniques de pointe en traitement du signal micro et mini-informatique...

De larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées aux candidats de valeur au sein de la division ou du Groupe.

Pour Paris et la Province
adresser C.V. et photo à Monsieur ANTOINE B.P. 156
92230 GENNEVILLIERS Cedex.

Nous sommes une jeune Société de formation et d'édition en très forte croissance en France et en Europe.

Nous créons le poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Vous disposez d'une solide formation comptable (niveau DCEG).

Vous avez au moins 5 ans d'expérience professionnelle et vous maîtrisez les problèmes d'ensemble de la gestion administrative et financière.

Vous souhaitez mettre à profit vos qualités d'initiative et d'efficacité.

REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE :

Vous serez de réelles opportunités d'évolution dans notre Société et vos responsabilités croîtront rapidement avec notre développement.

Envoyez à :

SYBEX, 18, rue Flanclart, 75021 PARIS, avec curriculum vitae.

GROUPE SIF
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Recherche, dans le cadre du développement de son service informatique système des :

Ingénieurs Système spécialisés sur matériel IBM

pour renforcer l'équipe actuelle dans ses activités d'assistance système en clientèle et dans les filiales du groupe (France et Étranger).

Si vous avez une :

- formation supérieure (MAGS ou équivalent) ;
- solide expérience de l'environnement IBM matériel et logiciel ;
- connaissance approfondie de MVS ou VSI et/ou VM ;
- expérience de conseil aux utilisateurs ;
- connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères.

Il vous sera offert :

- les compléments de formation nécessaires ;
- des avantages sociaux ;
- un salaire très attractif.

Lieu de travail : Paris. • Discretion totale assurée.

Merci de nous adresser votre C.V. + lettre manuscrite, en précisant votre salaire actuel, sous réf. SP. à SGA - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

conseil fiscal

CABINET INTERNATIONAL PARIS

VOUS AVEZ :

- sérieusement progressé pendant 5 années en cabinet ou en société,
- un bon jugement professionnel,
- le sens des relations avec les clients.

Vous vous sentez limité dans votre progression.

NOUS VOUS OFFRONS :

la possibilité de développer votre carrière en élargissant vos connaissances dans le conseil auprès d'entreprises françaises et internationales au sein d'une équipe enthousiaste et dynamique, où le souci de la qualité prime.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Les personnes intéressées envoient leur lettre manuscrite, C.V., photo (retourner) et rémunération souhaitée sous référence 10.190-M (en mentionnant le nom des cabinets auxquels ils ne font pas communiquer la candidature) à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société française d'études et de réalisation d'importants ensembles industriels recherche pour son SIÈGE à PARIS (proche banlieue Sud)

un ingénieur

(POSITION II CONVENTION METALLURGIE)

- Age 30 ans minimum
- Formation Génie Chimique
- Fonction ingénieur de projet
- Expérience : installation d'unités chimiques.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 3519 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

INGÉNIEUR

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

pour

- SOCIÉTÉ NATIONALE, installation, réparation, exploitation chaudières, chaudières, chauffage ;
- FORMATION grande école, 35 ans ;
- RESPONSABILITÉ : gestion générale des commandes et respect budget des chantiers ;
- RÉMUNÉRATION motivante avec intéressement.

Possibilité de carrière dans le groupe (450 personnes) ;

- Vocation de fonction permanente ;

- Bureau : Paris Nord.

Envoyer C.V. manuscrit à Cabinet A.P.I. réf. 30, 12, rue Madeleine-Michelin, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

Très proche banlieue parisienne Nord

Ingénieurs analystes

Société industrielle, leader européen dans sa spécialité - filiale d'un important Groupe Français - assure la conception et la réalisation de matériels performants, impliquant électronique et informatique, destinés à un marché très porteur, recherche pour son service LOGICIEL des Ingénieurs Analystes.

Diplômés d'une Grande École ou Universitaires ayant acquis, dans l'industrie, une expérience d'environ 2 ans, en informatique temps réel, sur mini ou micro ordinateurs : ils seront chargés de projets importants concernant l'automatisation de systèmes évolués ; cette activité implique rigueur et initiatives.

Quelques déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. La connaissance de l'anglais serait utile.

séle
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence 71548/M à R. VERDET, SGA-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

La société

Raychem

fabrique et commercialise des produits thermo-rétractables, destinés au secteur électronique et issu de la technologie des polymères irradiés.

Son dynamisme et sa compétence lui ont permis d'affirmer sa position de leader mondial.

Au cours du dernier exercice, son chiffre d'affaires s'est accru de 42%.

Cette expansion soutenue réclame l'aménagement des structures et provoque la création de la fonction de :

chef du service achats

Le titulaire aura pour mission de :

- rassembler sous sa responsabilité les achats actuellement assurés par les divisions,
- imaginer et mettre en place les procédures de choix des fournisseurs, négociations de prix, traitement de commandes, contrôle, relances, etc.
- gérer une équipe de deux personnes au démarrage de la fonction,
- définir les moyens propres à la maîtrise du fort développement prévu.

Ce poste conviendra à un BTS de technicien ou équivalent, familiarisé avec l'industrie et ayant eu une première expérience dans un service achats.

Il offre une excellente opportunité de carrière à un jeune second, désireux de prendre des responsabilités.

La connaissance de l'anglais est un atout indispensable pour réussir dans ce groupe.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 224 RT, à :

SCOTI 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.
Discretion assurée.

Nous sommes une :
IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE - TRAVAUX PUBLICS

Totalement tournée vers l'exportation, notre chiffre d'affaires est d'Un Milliard de Francs. Nous gérons un personnel extrêmement varié dont 600 expatriés de tous niveaux travaillant dans le monde entier.

Nous recherchons un :

jeune cadre fonction personnel

et vous proposons de rejoindre une équipe dynamique pour participer, sous la conduite du Chef du Personnel, à tous les aspects de la gestion du personnel de la Société. L'évolution rapide de la fonction et les perspectives de développement de notre secteur d'activités devraient vous permettre d'acquiescer très vite une expérience riche et complète.

De notre côté, nous souhaitons :
- que vous possédiez une solide formation supérieure (Sciences-Po ; HEC ; ESSEC ; DES de Droit ou Sciences Eco...)
- que vous parliez correctement l'anglais et soyez disponible pour quelques missions de courte durée à l'étranger.

Une première expérience serait appréciée mais nous recherchons surtout une personnalité affirmée dont l'ouverture d'esprit et les qualités d'analyse et de synthèse sont les caractéristiques essentielles.

Des perspectives réelles d'avenir sont possibles pour un candidat de valeur, motivé par la fonction.

Envoyez CV, photo et prétentions s/réf. 4125 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER (Saint-Quentin-en-Yvelines - 78)

recherche

ACHETEUR

matériel, fournitures et service informatique

Il devra évaluer les besoins, sélectionner les fournisseurs, rédiger les marchés.

Expérience en ce domaine demandée.

Très bonnes connaissances matériel informatique.

Études supérieures souhaitées.

Envoyer C.V., photo, prétentions, salaire à n° 5402 CONTESSÉ Pub., 35 av. Opéra, 75006 Paris Cedex 06.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DISTRIBUTION ADJOINT AU DIRECTEUR DES VENTES

Ce groupe, dans le secteur de la grande distribution, est l'un des plus performants sur le marché français. Il désire améliorer le dynamisme de sa force de vente et crée le poste d'adjoint au Directeur des ventes.

Cet adjoint s'intègre à une équipe motivée et grand personnellement en charge l'animation, la formation et le contrôle de la force de vente.

Nous recherchons un homme de 35 ans minimum, de formation commerciale supérieure, justifiant d'une expérience significative acquise dans la gestion et l'animation d'un réseau de vente, dans la grande distribution.

Le poste est situé en région parisienne, mais implique de fréquents déplacements.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous référence M 8344 C, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle, à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

Importante Société Internationale de produits de beauté de luxe crée, pour consolider une croissance rapide à l'exportation (+41 % en 79), et atteindre des objectifs ambitieux, le poste de

DIRECTEUR ADJOINT A L'EXPORTATION

Ce poste convient à un homme expérimenté (3 à 5 ans minimum dans l'exportation des cosmétiques et/ou parfums de luxe), concret, aimant le terrain et la négociation.

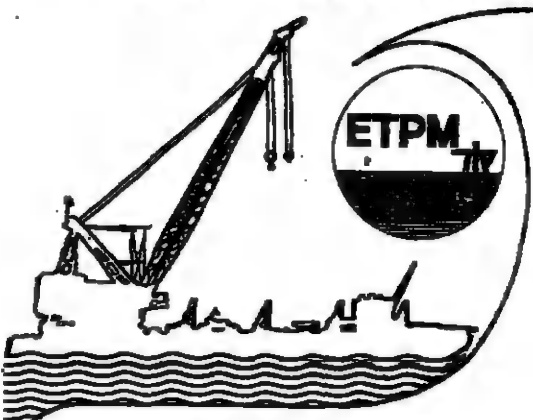
Formation supérieure souhaitable.

Anglais courant absolument indispensable plus espagnol ou éventuellement arabe.

Déplacement à prévoir : 50 à 60 % du temps.

Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Les CV manuscrits seront adressés à COFAP, no 11681, 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS - qui transmettra. Discretion totale assurée.



Leader Européen de l'Offshore Pétrolier C.A. 1 milliard de FF. Oscar à l'exportation

INGENIEUR ANALYSTE- CHEF de PROJET

expérience informatique d'au moins 5 années en entreprise : conception, analyse, programmation, démarrage d'applications.

3 ans d'expérience COBOL.

Au sein du service informatique le candidat retenu participera à la réalisation du plan informatique de la société : Comptabilité, Matériel, Trésorerie, Achats, Personnel, Budgets - Contrôle. Pour ce poste, la connaissance du HB 66, du moniteur temps réel TDS et du système de gestion de base de données IDS est un atout important, mais non indispensable (formation assurée).

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 4127 à P. LICHOU S.A. - BP 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Responsable technico-commercial

RELAYAGE-AUTOMATISMES
PARIS et REGION PARISIENNE

La Société est une PMI aux activités diversifiées dans le domaine relayage, de haute qualité. Elle est bien placée sur certains ordres à technologie avancée et renforce sa structure pour utiliser ce savoir-faire dans le domaine industriel. Elle propose un poste de responsable technico-commercial qui sera confié à un jeune cadre ayant travaillé avec succès des biens d'équipement électromécanique (si possible des relais) et capable de promouvoir cette activité par des ventes personnelles tout en animant une équipe.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société, ses produits et sur le poste, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT demandez une documentation sous référence 2328 M à : F. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 Paris - Tél. : 260.84.30

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
D'UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE
(Banlieue Sud-Ouest)

recherche dans le cadre du développement de ses activités

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant, diplômé grande école, pour études et développement de matériel électronique en labo.

Envoyer CV détaillé sous No 54.333 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

TRANSELEX

Pour assurer la poursuite de notre expansion nous recherchons un

Directeur Général

Chargé de l'exploitation et du développement de la division chauffage, service et maintenance industrielle (C.A. 120 M). Il prendra en charge l'organisation technique et économique des contrats existants et devra définir les axes du développement commercial. Outre une formation Grande École, le candidat recherché devra avoir une expérience confirmée de la direction et de l'organisation d'équipes techniques décentralisées (200 personnes). Il devra allier la rigueur de la gestion à des capacités d'excellent organisateur.

Ce poste est basé sur la Région Parisienne mais recouvre différentes agences et centres régionaux sur l'ensemble du territoire national. Le niveau de rémunération proposé reste ouvert et tiendra compte des compétences présentées. Adresser rapidement votre candidature à notre Conseil

TRANSELEX
B.P. 159
95105 ARGENTEUIL

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
220 PERS. - 35 MILLIONS F/AN

LA DIRECTION FINANCIÈRE DE LA HOLDING qui en a pris récemment le contrôle, rech. pr. Siège proche Banlieue S.O. PARIS (Ipsilo)

DIRECTEUR FINANCIER ADJT SPÉCIALISTE PRIX DE REVIENT

PRISE EN CHARGE DE TOUTE LA GESTION : Comptabilité générale (6 pers.), REPORTING et surtout MISE EN ŒUVRE D'UNE COMPTA. ANALYTIQUE adaptée et fiable (système à créer entièrement).

POSTE ÉVOLUTIF

INDISPENSABLE
• JEUNE (le D.F. du Groupe a 37 ans)
• HOMME DE GESTION (plus que Comptable)
• SPÉCIALISTE DES COÛTS INDUSTRIELS
et DU REPORTING.
Expérience de préf. anglo-saxonne.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., salaire, photo en réf. 4352 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

jeunes ingénieurs GRANDES ÉCOLES

Grand Groupe électromécanique français, recherche pour Région Parisienne

JEUNES INGENIEURS
Mines, Centrale, IDN, AM, ENSI, INSA (Mécanique)
débutants ou 1 à 2 années d'expérience professionnelle

Connaissances en thermo-dynamique appréciées.

Ces postes sont à caractère technico-commercial et concernent des produits nouveaux.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 1255-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

SOCIÉTÉ HAUT NIVEAU
recherche

RESPONSABLES D'ACHATS

Formation ingénieur de préférence. Expérience minimum 10 ans comme acheteur dans des domaines techniques. Anglais indispensable.

120 000 F

Envoyer C.V. détaillé sous la référence 288, à CHEF, 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS, qui transmettra.

Groupe leader dans la distribution
Tapis et Moquettes
C.A. - 300 millions
recherche pour Paris

UN CHEF COMPTABLE

Il devra prendre en charge les services de la Comptabilité (10 personnes) ainsi que la gestion du personnel, pour trois sociétés du groupe.

Le D.E.C.S. est souhaité et une expérience de plusieurs années est indispensable.

La rémunération sera fonction des compétences du candidat.

Adresser C.V. photo + prétentions à :
SORGEM S.A.
A l'attention de Monsieur BERN
152, Boulevard Périère
75017 Paris

SORGEM

Banlieue Nord-Ouest

Cette Société est la filiale française d'un important groupe américain et son président. Très performante sur son marché, celle des produits d'équipement de luxe, elle connaît actuellement un fort développement.

Afin de faire face à cet effet, le Contrôleur souhaite s'adjointre un collaborateur

RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

Sa mission sera double : d'une part, assurer la bonne marche d'un service informatique (6 personnes) travaillant sur CII-40 62/40 et en supervisant l'exploitation d'un parc, d'autre part, préparer un plan de développement à deux ans, visant à créer de nouvelles applications, en s'appuyant sur les besoins exprimés des utilisateurs (production, services fonctionnels, ...) et en tenant à bien les projets retenus.

Nous recherchons un jeune professionnel de l'informatique possédant une formation de type M.I.A.G.E. ou équivalent, ayant une expérience d'un mois au moins, acquise au sein d'une PME ou d'un service « études » d'une unité plus importante.

Pour ce poste, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1369 A à :

egor 8 rue de Berri 75008 Paris.

Bien "contrôler" pour mieux gérer

Filiale d'une organisation professionnelle d'envergure nationale, qui utilise nos services dans le domaine de l'informatique, de la formation, etc., nous voulons nous gérer avec une rigueur accrue pour améliorer encore la qualité des prestations que nous offrons à son millier d'adhérents, nos clients. Nous devons aider nos responsables opérationnels à voir plus clair et plus loin dans la conduite de leur activité ; ils n'en ont pas toujours le temps ni les moyens.

C'est la mission que nous vous conférons, en collaboration directe avec notre Directeur. Préparer et mettre à jour notre plan de développement, identifier les facteurs-clés de succès, analyser les résultats. Concevoir, mettre en place et faire fonctionner un système d'information de gestion. Participer au processus budgétaire.

Deux ou trois années dans une fonction de contrôle de gestion, de préférence en société de services, vous ont, après l'obtention de votre diplôme (HEC, ESSEC...), donné une première idée de l'entreprise. Vous apprécierez maintenant de pouvoir, chez nous, mettre votre potentiel de réflexion, votre capacité d'organisation et de communication à l'épreuve de la réalité de notre activité multiforme. Nous avons chargé les consultants de SIRCA de nous présenter votre candidature ; écrivez leur sous référence 802399 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTec

ingénieur informaticien

Nous sommes une SSCI IMPLANTÉE AUX CONFINES DE L'ALSACE ET DE LA FRANCHE-COMTÉ disposant d'un 370-145/OS-V61, d'un IBM 34 et d'un 4341. Nous traitons l'informatique du groupe industriel dont nous sommes la filiale et installons des minis dans les PME/PMI de la région.

Nous recherchons un ingénieur Grande École. Vous avez acquis, en cinq ans et plus, une solide maîtrise des techniques IBM et l'expérience de la conduite de projets DB/DC. Venez participer à l'installation de notre nouveau matériel puis vous consacrez au conseil en rejoignant notre état-major de direction. Notre consultant J. THILY vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3802 LM) à « Carrières de l'informatique ».

ingénieur informaticien

débutant Rhône-Alpes (<100 km de Lyon)

Le directeur informatique d'un ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE MÉCANIQUE cherche un ingénieur informaticien débutant pour son service études comprenant 35 personnes. Cet ingénieur informaticien est responsable de la méthodologie d'analyse et de la gestion des bases de données (TOTAL) sur un IBM 3031. Il joue le rôle de support technique auprès des études en liaison avec l'équipe système.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur grande école (Mines, ESE, INSA...) ayant de bonnes notions en système. Notre consultant P. BUCCAL vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 585 LM) à « Carrières de l'informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYAL - 69001 LYON
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANT GROUPE MÉCANIQUE DE PRÉCISION
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour RÉGION PARISIENNE.

ingénieurs grandes écoles X, CENTRALE, MINES ou ÉQUIVALENT

DEUX TYPES DE POSTES SONT À POURVOIR :

1) INGENIEURS EN GESTION DE PRODUCTION

ayant une expérience industrielle proche de la fabrication mécanique. Ils seront chargés d'organiser, de coordonner et de gérer les travaux effectués par les sous-traitants en France et à l'étranger en tenant compte des coûts et des délais.

Une expérience antérieure de 3 à 5 ans en gestion de la sous-traitance ou en ordonnancement-lancement est souhaitable.

Une bonne connaissance de l'anglais parlé est nécessaire.

Quelques déplacements de courte durée sont à envisager.

Le sens de l'organisation, l'aptitude au travail en équipe et une bonne faculté d'adaptation sont indispensables pour réussir dans ces fonctions.

2) INGENIEURS DE FABRICATION

Capable d'encadrer un atelier de mécanique et d'usinage de métaux de 50 à 100 personnes comportant un personnel hautement qualifié utilisant des techniques ultra-modernes de fabrication.

Une expérience antérieure de 3 à 5 ans en méthode et, ou, en fabrication est nécessaire.

Des connaissances en anglais seraient appréciées.

Un sens du commandement et le goût du travail en équipe sont indispensables.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par l'un ou l'autre de ces postes, écrivez à C.A.P.I.C. - 18, rue Volney - 75002 PARIS en envoyant C.V., photo, références et prétentions.

Discretion absolue assurée.

مركز من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société de Services

(Filière d'un Groupe International Implanté dans 10 Pays)
s'adressant à une clientèle Grand Public
recherche pour faire face à son développement

un jeune manager

Il sera le Directeur d'une des unités régionales qui réalise plus de 35% du C.A. de la Société.
Très autonome dans son action il est le patron d'une unité-entreprise (35 personnes) qu'il doit développer, organiser, gérer, organiser.
Il dispose à sa disposition de l'appui des services fonctionnels du Siège.
Ce poste conviendrait à un jeune ESE ou équivalent d'environ 30 ans, ayant acquis déjà une expérience des responsabilités opérationnelles, ou d'ailleurs d'y accéder.

Ce poste est situé en Région Parisienne.

Les dossiers de candidatures (CV + lettre de motivation) - sous réf. 1007 M à adresser sur l'Europe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Le Groupe PRODUCTION D'ENERGIE
recherche pour ses activités de
conduite - automatisme - surveillance
de centrales électriques

PLUSIEURS

INGENIEURS SYSTEMES

diplômés de Grandes Ecoles
(CENTRALE, ESE, IEG, ...)

Ces ingénieurs élaborent les architectures de
contrôle-commande à base d'équipements
électroniques et de calculateurs industriels.

Ils établissent les offres
de réalisation technico-commerciale
des affaires de lots contrôle-commande.

Une expérience de quelques années en
systèmes d'automatisme serait appréciée.

La connaissance d'une langue étrangère est souhaitable.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET.

Adresser candidature
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions)
à Monsieur R. ANDRY - CGEE ALSTHOM
13, rue Antonin Raynaud 92309 Levallois-Perret.
(réponse et discrétion assurées).

Nous sommes une Société industrielle, filiale d'un des premiers groupes
français et nous recherchons pour notre Division applications spéciales qui
développe des produits de haute technologie utilisés dans des industries de
pointe (G.E.A., S.N.I.A.S., MATRA...)

un ingénieur développement industrialisation

qui apportera ses connaissances en mécanique, calculs de structures et
résistance de matériaux. Il conduira des projets en relation avec les clients.
Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école, Centrale, Mines,
ENSTA, ENSAM, IDN, ayant une première expérience de développement
de produits.
Anglais lu et parlé.

Adresser-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée
sous référence 54-428 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS
CEDEX 01, qui transmettra.

AUDIT INFORMATIQUE

FF 150 000 +

Nous sommes un cabinet international d'expertise comptable.

Nous recherchons pour notre bureau de Paris, un cadre de haut niveau qui sera
chargé essentiellement :
- de la direction du département audit informatique
- du développement, avec le support logistique international de notre société,
des procédures ; d'outils informatiques etc... spécifiques à cette activité.
Il sera l'homme de liaison entre les activités conseils et audit financier de notre
cabinet.

Le candidat idéal devra posséder une double formation informatique/comptable
et parler anglais. Il exercera déjà une activité similaire de préférence en cabinet
ou dans une société internationale.
Les perspectives d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes
pour une personne ambitieuse, compétente et capable de communiquer à tous
les niveaux.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel à No 54400,
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra.

MAISONS ATLAS

CONSTRUCTEUR
DE MAISONS INDIVIDUELLES
au coup par coup

recherche leur

RESPONSABLE ADMINISTRATIF HF

Basé (ée) au siège social, en relation
directe avec la Direction, en relation
fonctionnelle avec les agences.
Il/Elle aura en charge l'ensemble des
questions administratives (prévisions,
statistiques, respect des procédures,
gestion du personnel etc...).

Ce poste conviendrait à une personne
de formation BTS ou DUT ayant l'expe-
rience de cette fonction.

Envoyer C.V. et prétentions
MAISONS ATLAS
CD 117 - 91570 BIEVRES



Rowntree MacKintosh
(Nuts, Lins, Quality
Sweet, Smarties, Kit Kat,
After Eight, Chocorée,
Lamvin, Mentos)

Leader mondial sur son marché, très fortement
implanté en France, recherche
pour s'insérer dans une solide équipe
produisant un marketing élaboré.

UN CHEF DE PRODUITS

Chargé d'assurer le développement et la gestion
d'une ligne de produits en pleine expansion,
le candidat, HEC, ESSEC, ESCP, devra justifier
d'une expérience de 2 à 4 ans dans cette
fonction et s'exprimer aisément en anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à
A. Abriard ROWNTREE MACKINTOSH S.A.
N°101 - 77422 Marne La Vallée Cedex 2.

Nous sommes



NOUS RECHERCHONS

UN INGENIEUR

pour notre Etablissement de Compilgnes

Si vous êtes Ingénieur Arts et Métiers,
Insta, électromécanicien...
Si vous avez une expérience profes-
sionnelle d'au moins deux ans en élec-
tromécanique, commandes électriques,
mécanique hydraulique et pneumatique,
Si vous avez une bonne pratique de
l'anglais,

Ce poste vous intéressera.

Vous aurez dans un premier temps à
animer l'activité travaux neufs et l'at-
telier d'entretien, le bureau d'études,
le bureau d'achat et le magasin général
d'approvisionnement.

Nous souhaitons la disponibilité la plus
rapide possible.

Adresser votre CV détaillé et vos préten-
tions à No 54.964 ConTEXTE Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

Groupe Français

recherche

CHEF DE PRODUIT

Formation Ecole de Commerce.
Expérience 3 ans de la distribution moderne et
lancement de produits nouveaux. Anglais indispen-
sable.

150 000 à 180 000 F

Envoyer C.V. détaillé sous la référence 388, à CHEF
11, rue d'Orléans, 75002 PARIS, qui transmettra.

MATRA

ESPACE

recherche :

INGENIEURS Grandes Ecoles

(ENST, ESE, ECP, ENSAE)

pour conception de systèmes embarqués.
■ Domaine électronique de traitement analogique,
numérique, digitale rapide.
■ Domaine de la détection optique fine, et de la
physique appliquée.

Ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience, intégrés
dans des équipes pluridisciplinaires pour mener
études de synthèse, conception système et coordi-
nation du développement des équipements.
Anglais parlé couramment.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en
indiquant la référence SM 609

MATRA B.P. N°1 - 78140 VELIZY

adjoint du P.D.G. futur D.G.a

Une PME, de réputation internationale, créant, fabriquant et commercialisant
des appareils de haute technologie destinés aux industries chimiques et agro-
alimentaires, recherche un jeune Ingénieur

ECP, A & M, IDN

ayant une formation à dominante mécanique et des connaissances en élec-
tronique, possédant une expérience technique et de gestion de 5 à 10 ans dans
le domaine du matériel industriel.

Anglais indispensable. Poste à Paris.

Les dossiers de candidatures (CV, prétentions et photo) - sous réf. 1009 M à adresser
sur l'Europe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Dans le cadre de son expansion
LE GROUPE LE

recrute pour sa filiale CENTRAL INFORMATIQUE plusieurs

Jeunes Débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique.
(prochaines dates d'intégration : 15/7 et 3/10).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils seront
intégrés à des équipes entraînées et ils travailleront en relation
directe avec nos clients. Si vous êtes diplômés en Physique - Chimie -
Méthodes - Agro - Sciences Economiques - Sciences Humaines et autres
par un métier d'avenir aux activités diversifiées ; si vous souhaitez
une carrière motivante ; intéressement aux résultats et évolution liée
à vos efforts personnels,
envoyez-nous, dès maintenant, une lettre manuscrite accompagnée
d'un CV et d'une photo, sous référence 435 à :

CENTRAL INFORMATIQUE S.A.

Conseil et services en informatique sur IBM,
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET
DE CONSTRUCTIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche pour lui confier
des missions d'études technico-économiques

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

FORMATION COMPLÉMENTAIRE ÉCONOMIE FINANCES
(INSEAD - MBA etc...)

Le candidat qui aura une expérience de 2 à 3 ans acquise dans une
banque ou un organisme financier devra également posséder :
une grande ouverture d'esprit, une réelle facilité de contacts
humains, la maîtrise de la langue anglaise (la connaissance de
l'espagnol serait un atout supplémentaire).

Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. photo et prétentions s/réf. 5983 à
S.C.S. JONCTION, 9 rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées
confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE
D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS ÉLECTRONIQUES
recherche pour BANLIEUE OUEST PARIS

ingénieurs électroniciens

Débutants ou première expérience professionnelle
ESE, ENST, ENSTA, SUP'AÉRO...

au sein du laboratoire chargé de l'étude et du développement de matériels
électroniques embarqués (mesures, régulation), les candidats retenus
devront être compétents dans les techniques

NUMÉRIQUES, ANALOGIQUES
et MICROPROCESSEURS

et seront chargés :

1/ d'étudier et de concevoir des équipements prototypes
2/ de piloter des projets complexes de régulation en cours de développement
3/ d'assurer le passage en série de matériels prototypes.

Adresser lettre, C.V., avec photo et prétentions sous le No 54347 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

contrôleur de gestion

Jeune Société de distribution de matériel de Travail
Publicité et Industriels occupant une place prépondé-
rante sur le marché et en pleine extension recherche pour
l'intégrer dans son équipe dynamique un Contrôleur
de Gestion.

De formation supérieure, il devra posséder une solide
expérience acquise en grande entreprise de distribution
de biens d'équipement par réseau intégré, qu'il devra
mettre immédiatement à la disposition de l'ensemble de
l'équipe (généraliste et spécialisé).

Chargé d'élaborer le système d'information de gestion
actuel et futur, il sera responsable de l'efficacité, seule-
ment les écarts et suggère les mesures correctives néces-
saires.

Avec un sens aigu de l'organisation, un esprit de
synthèse et de rigueur, il devra être capable d'impul-
ser et de piloter. Age souhaité 35 ans minimum. Poste
d'avenir, rémunération en rapport avec l'expérience.

Envoyer C.V., sous réf. 1278-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Créer «votre» service logistique

Non seulement vous pratiquez depuis quelques années ce nouveau métier mais vous y avez beaucoup réfléchi et vous êtes prêt à l'exercer dans sa totalité, pour peu que l'on vous permette de réussir dans une entreprise en pleine expansion.

Sachez d'abord que la construction de notre usine s'achève, en Auvergne. L'équipe de jeunes ingénieurs qui a assuré le montage va bientôt fabriquer des produits d'isolation tellement volumineux que le seul poste transports représentera autour de 20 % du CA ! Une autre usine du groupe continuera d'assurer depuis la Hollande des livraisons complémentaires sur le marché français. Aussi le jeune directeur de l'usine veut-il créer une vraie fonction logistique. A partir de la commande clients, le responsable établira les plannings de production, fixera les délais, prévoira les stocks, organisera les expéditions. Et ce, aussi bien pour l'usine de Hollande (avec bien sûr des nuances et des relations en anglais) que pour celle d'Auvergne. Il s'occupera des camions, négociera les coûts de transport, optimisera les circuits, etc.

C'est simple. Tout est à faire et vite. Personne n'a encore tenu la fonction. Vous écrivez aux conseils en recrutement de SIRCA qui nous assistent dans le recrutement de ce nouveau chef de service pour Rockwool-Isolation, St Eloy les Mines (63), référence. 804 402 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DES INSEE

BANQUE PRIVEE PARIS
équipée d'un IBM 3031 réseau TP
recherche pour renforcer le service
Etudes de son département
ORGANISATION et INFORMATIQUE

jeunes ingénieurs

diplômés d'une Grande Ecole,
débutants ou quelques années
d'expérience professionnelle.

analyste confirmé

diplômé de l'Enseignement
supérieur.

Envoyer C.V. sous référence 6857 à

Q7 organisation et publicité
2 rue Harcourt 75001 PARIS CEDEX 01

NOTRE CLIENT, LEADER MONDIAL DU MATERIEL DE CHAUFFAGE
PAR INDUCTION DE METAUX EN COULEE DE FABRICATION
RECHERCHE UN

DIRECTEUR TECHNIQUE DES VENTES POUR LA FRANCE

Cette position très intéressante a été créée à la suite du programme d'accroissement du chiffre d'affaires de la Société. Pour ce poste directement rattaché à la direction, celle-ci recherche un homme de haut calibre, bilingue ANGLAIS/FRANÇAIS, fortement orienté vers la vente et ayant un passé d'ingénieur.

Basé à Paris, le candidat retenu sera entièrement responsable de la bonne expansion et des intérêts de la Société dans toute la France. Il devra connaître au moins l'une des industries suivantes :

FORGEAGE Fonderie TRAITEMENT THERMIQUE

et dans l'idéal connaître bien l'application du CHAUFFAGE PAR INDUCTION associé à ces traitements. Il assurera la négociation des ventes techniques avec les gros clients ainsi que la motivation et la coordination de la petite équipe de vente existant en France.

La rémunération, générique, comprend un salaire plus un intéressement aux bénéfices, une voiture et autres avantages traditionnels rattachés à un poste de direction.

PARIS Age : début trentaine Environ 25 000 Livres
Prévoir d'adresser dès que possible vos candidatures en indiquant la référence R.P.T. à :

INTERNATIONAL APPOINTMENTS (LONDON) LTD
(Recherche Recrutement Consultants) 10, rue de la Paix, Paris 1^{er} 75001
Greiner House, 65/68 Epsom Road, London SW17 4RF Téléphone: 01-839 1024/45, 01-839 2631

REGION PARISIENNE
IMPORTANTE SOCIETE DE MATERIELS AERONAUTIQUES
recherche
Pour ses Unités d'Etudes et de Production
au sein des Départements Qualité

JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles (ECP, MINES, SUP'AERO, ENSTA, AM)

Responsables :

- 1- de la formalisation des plans qualifiés en relation avec les fournisseurs français et étrangers
- 2- de la définition des procédures d'inspection et de leur application en fabrication
- 3- de la mise en œuvre des machines de contrôle tridimensionnelles avec calculateur
- 4- de la réalisation des audits qualifiés chez les fournisseurs
- 5- du pilotage d'études métallurgiques (définition des incidences des protections sur les caractéristiques des matériaux).

Profil :

- Ingénieur mécanicien avec de solides notions de métallurgie
- Anglais parlé nécessaire
- Débutant ou première expérience industrielle réussie.

Les candidatures accompagnées d'une lettre manuscrite et d'un C.V. détaillé sont à adresser sous le no 55011 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

THOMSON-CSF
INGÉNIEUR
E.S.E., E.N.S.T. ou équivalent

Capable d'analyser les problèmes liés aux télécommunications et de les modéliser sur ordinateur.

Anglais indispensable. Facilité de contacts.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions (sous la référence D.R.), à THOMSON C.S.F.

Service Recrutement
Division Falcoeur Hertzien - Maisons Spatiales,
53, rue Groult - 92300 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ PAPIETÈRE
300 personnes, Banlieue Nord,
recherche

CHEF DES APPROVISIONNEMENTS

- Il coordonnera et animera les activités ACHATS et STOCKS, en élaborant les politiques et en mettant en place les procédures de gestion et de contrôle (sur informatique). Il sera l'Adjoint du Chef des Services de Distribution.
- Il négociera auprès des fournisseurs directement et par appel d'offres, et recherchera des produits nouveaux.
- Son profil s'appuiera sur une formation en technologie papetière et/ou sur une expérience de plusieurs années du marché papetière.
- Connaissance de la gestion des stocks et du contrôle de gestion.
- Anglaise lu et parlée nécessaire.

Adresser C.V. détaillé no 098 / 11.947
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société leader mondial dans sa branche
recherche

JEUNES DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

dynamiques, pragmatiques,
aimant les contacts et les responsabilités.

GESTIONNAIRES

de domaines de recrutements de créances
(Paris - quartier Etoile).

Adr. lettre man., C.V. détaillé, prétentions et photo
récente sous le numéro 51.888, à CONTEXTE Publ.
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS - CEDEX 01.

VILLEROY et BOSCH
recherche

L'ADJOINT AU CHEF de son Service Central des méthodes

Il s'agit d'un poste dont le siège est situé à la Ferté-Gaucher, mais qui implique des déplacements dans les deux autres usines de la Société.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs diplômés (de préférence, formation A.M. ou de type ICA) âgés d'environ 30 ans et ayant acquis quelques années d'expérience dans un service méthodes d'une entreprise industrielle.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Daniel VILLEROY, Directeur du Personnel et des Relations Sociales, recevra les candidatures (lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions) à l'adresse suivante :

VILLEROY et BOSCH, 72300 La Ferté-Gaucher.

Un Diplôme, une Première Expérience... et si je changeais ?

Il est fréquent que les jeunes diplômés se sentent bloqués au bout de un ou deux ans dans le Service Commercial de la Société qui les emploie.

Ce sont généralement ceux qui ont les responsabilités et savent qu'il faut en prendre beaucoup pour réaliser une carrière.

Il leur faut pour mission d'établir, sur le terrain, le contact avec les clients effectifs ou potentiels en matière de reproduction de documents afin de les conseiller et de les guider dans leur choix.

Cette expérience constitue pour eux la plus sûre étape vers des carrières commerciales de haut niveau, au sein même de la Société.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et dans toutes les grandes villes de province.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence V. 64 en précisant la ville de votre choix à RANK XEROX, Service Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS cedex.

RANK XEROX

SLIGOS

une des premières sociétés
de conseil et services
en informatique

Ingénieurs grandes écoles

Le Département APL de SLIGOS, leader dans son domaine, recherche dans le cadre de son expansion des ingénieurs grandes écoles pour prendre rapidement en charge des projets de télétraitement interactifs. Pour réussir dans ces postes il est nécessaire d'avoir une formation supérieure, d'être autonome, d'avoir le sens des responsabilités et une bonne aptitude à la communication.

Expérience informatique de 1 à 2 ans appréciée.

Formation complémentaire assurée. Lieu de travail Ouest Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73520/M à Mme CLERE - B.P. 50 - 33, qual Gallieni - 92152 SURESNES.

habitat

recrute pour son siège à Orgeval
son

chef des services financiers

Rattaché au Directeur Général Adjoint

- Il mettra en œuvre la politique financière et fiscale de l'entreprise

- Il supervisera les services comptabilité et contrôle de gestion

La candidate retenue aura

- une formation supérieure type HEC, ESSEC, ESCP, etc...

- une parfaite connaissance des méthodes comptables

Nous recherchons une personne ayant déjà une première expérience réussie, soit dans un Cabinet d'Audit, soit en entreprise et ayant une bonne maîtrise des questions fiscales.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser CV et prétentions sous référence HT 10 à :

COGEPAN SELECTION

Tour de Lyon - 186 rue de Bercy - 75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

responsable central des achats

Région Parisienne/FF 200.000 +

Grand Groupe Industriel Français d'envergure internationale,
ELECTRICITE-ELECTRONIQUE recherche le Responsable
Central des Achats (1 MILLIARD DE FF) de l'une de ses
Divisions.

Il contrôle plusieurs services d'achats ; il organise et anime les négociations et maintient avec les fournisseurs des relations au plus haut niveau ; il participe à la définition de la politique des Appro. sous l'autorité du Directeur des Approvisionnements.

Une forte expérience dans le management au contact des fournisseurs et clients (de préférence dans les industries électriques et électroniques) est indispensable.

La pratique des techniques de direction par objectifs est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence

1250-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisers
3, rue d'HAUTEVILLE 75010 PARIS



SONECTRO
Ingénierie - Communications

Ingénieurs Grande Ecole

Notre activité :
Concevoir, organiser, fournir
les réseaux et services de communications

Nous sommes :

Une société en pleine expansion, filiale d'un groupe français d'envergure mondiale dans le domaine de l'Électronique.

Nous offrons l'opportunité de :

- Concevoir, négocier et mettre en place des systèmes avancés de communication.
- Animer et coordonner des équipes venant d'horizons très variés.

Nous recherchons :

- Plusieurs INGENIEURS diplômés de Grande Ecole :
 - parlant espagnol et/ou anglais,
 - intéressés par des réalisations dans les télécommunications, la télématique, la conception de réseaux,
 - disponibles pour quelques déplacements de courte durée en France et à l'étranger,
 - passionnés par les contacts, la négociation et l'animation.

Adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite) à SONECTRO Monsieur ROUX - 11, Avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.



**ÉLI LILLY FRANCE /
ÉLIZABETH ARDEN**
(CA. 600 MF)

recherche pour son département **INFORMATIQUE** à Saint-Cloud

CHEF DE PROJET

- Vous êtes jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou scientifiques, avez acquis environ 3 ans d'expérience en informatique et possédez de bonnes connaissances en COBOL et FORTRAN ou BASIC (anglais courant).

- Votre mission consistera à :

- assurer le support informatique en BATCH de notre Division Pharmaceutique ;
- coordonner l'activité time-sharing pour l'ensemble des lignes de Produits, en liaison avec les autres filiales du groupe et la maison mère aux U.S.A.

Ce poste ouvre de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger, au sein de l'informatique ou d'une autre Division opérationnelle.

Veuillez adresser votre CV détaillé au Département du Personnel Société ÉLI LILLY FRANCE, 203, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD (sous réf. JP/273).

صكزامن الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société française Hoechst
vous propose à son Siège le poste de
CHEF de PRODUITS

Pour son Département CHIMIE ORGANIQUE

VOTRE MISSION :
- vous définissez la politique commerciale d'une gamme de produits organiques de synthèse (C.A. 45 millions de Francs)
- en liaison avec la maison mère vous établissez les prévisions de vente et suivez leur réalisation
- vous animez et assistez le réseau commercial en clientèle
- vous réalisez l'exploitation des informations commerciales afin de suivre la rentabilité des produits
- vous prenez en charge directement certains clients importants.

NOUS VOUS DEMANDONS :
- une formation supérieure en chimie
- une expérience de quelques années de la vente de produits chimiques
- une bonne connaissance de l'allemand.

Si vous êtes intéressés, adressez C.V. et présent. sous référence 406 à notre département des ressources humaines, Tour Roussel Nobel - Cedex 03 92060 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

C.A. + 1 milliard de francs
LEADER DE SA PROFESSION
recherche pour ses agences de

Bordeaux - Grenoble - Lille - Marseille
Nantes - Paris - Reims - Toulouse - Tours

**INGÉNIEURS
DE VENTE**

- Formation écoles Ingénieurs ou écoles supérieures de commerce.
- Débutants ou ayant quelques années d'exp.
- Pour savoir activité commerciale sur le terrain.
- Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité
- Stage d'intégration + formation continue.

70.000 F + (et participation aux résultats)
Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :
n° 3.052 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 08.

La filiale française d'une Société leader dans le matériel médico-chirurgical recherche

**UN ASSISTANT
DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une expérience similaire au sein d'un groupe multinational. La pratique de l'anglais est indispensable. LIRE TRÈS RAPIDEMENT.

Adr. C.V. (en anglais), photo et présentations à :
TERUMO FRANCE

Immeuble International, 2, rue Stephenson,
92011 SAINT-QUENTIN - 92 - YVELINES.

CENTI
CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE

recrute pour ses
activités AÉROSPATIALES

INFORMATICIEN

ayant pratique langages évolués scientifiques
Poste en Région Parisienne avec déplacements très fréquents en province.

Nationalité française.

Tél. au 223-25-31 ou envoyer C.V. avec photo et présentations, CENTI, 124, rue de Rennes, Paris (6^e).

Nous sommes le service informatique du siège

(Paris-La Défense)

d'un GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

Nous disposons de 2 ordinateurs IBM

sous OS/VS et nous utilisons

IMS (temps réel) et COBOL.

Nous recherchons

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation I.U.T. miage ou équivalent,
expérience 3 ou 4 ans.

Ecrire sous réf. N° 54.937, à CONTEXTE Publiaté,
20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

systèmes interactifs

Dans le cadre de l'évolution de ses nouveaux systèmes DPS 7, la
Compagnie Cii Honeywell Bull recherche pour son Département
Grands et Moyens Systèmes des

ingénieurs

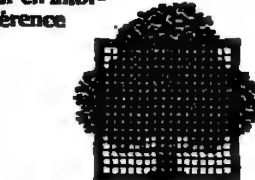
Ils participeront à la conception et au développement du système
d'exploitation GCOS 64 dans les domaines suivants :

- Interactif.
- Gestion des ressources.
- Gestion des périphériques.

Diplômés de l'enseignement supérieur en informatique, les candidats auront de préférence
acquis une première expérience.

Envoyer C.V. photo et présentations,
sous réf. 106 M, à :

Cii Honeywell Bull
ACLES
PC 1F103H
61/63, rue d'Avron,
75980 PARIS CEDEX 20.



Cii Honeywell Bull

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE C.A. 120 M.)

recherche pour ses usines :

INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT

Four poste :

CHEF D'ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Cette fonction comporte d'importantes responsa-

bilités :

- Prise en charge de l'entretien des équipements
- Connaissance approfondie en Vapeur - Fluides
- Régulation - Vids A - Electricité
- Mécanique générale.

- Achat de pièces détachées et matériel d'entre-
- Etude et réalisation de travaux neufs.

Ce poste sera confié à un technicien confirmé de
25 ans minimum, ayant une formation de base
Ingénieur ou équivalent, justifiant d'une expé-
d'au moins 5 ans dans l'entretien d'une P.M.E.
à feu continu, et ayant pratiqué de l'électro-
mécanique et des économies d'énergie.

Ce cadre sera placé directement sous l'autorité
du Directeur Technique.

Poste à pourvoir à 80 km au Sud de PARIS.

Disponible immédiatement.

Salaires suivant expérience et formation.

Dossier de candidature et présentations à adresser
à l'attention de M.DELALANDE,
5, rue Godot-de-Mauroy - 75005 PARIS.

Constructeur de matériel électrique
(redresseurs, onduleurs, convertisseurs)
recherche

**INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN**

Directement rattaché au Chef de Service, il assurera
la coordination de l'étude de produits nouveaux.

En liaison avec le service développement, il définira
les schémas et mènera à son terme l'industrialisation
des prototypes.

Une expérience de quelques années dans l'étude de
convertisseurs ou d'électronique de puissance est
souhaitée.

Le poste est à pourvoir à Paris dans la proche
banlieue Ouest.

Adresser C.V. photo et présentations, n° 11737 à
COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS,
qui transmettra.

Rapistan Lande
Société Intégrée de Maintenance

Nous sommes Membres du Groupe International
RAPISTAN spécialisé en conception et réalisation
de systèmes complexes de maintenance mécanique
continue pour charges lourdes et pilotées.

Nous recherchons :

INGÉNIEURS et AGENTS

**TECHNICO-
COMMERCIAUX**

avec expérience de quelques années dans la vente
de biens d'équipements mécaniques

INGÉNIEURS

DE BUREAU D'ÉTUDE

expérience domaine maintenance souhaitée.
Bonne connaissance de l'anglais.

Faire offre de candidature avec C.V. détaillé et
présentations :

RAPISTAN LANDE
44, avenue de Champagne 91420 MÉRANGES

THOMSON-CSF

**Ingénieur
Commercial**

Parlant allemand et anglais


- négociations avec Administrations étrangères et
- Entreprises portant sur la vente de matériels
- électroniques.
- harmonisation des conditions de vente en liaison
- avec les unités du Groupe.
- expérience nécessaire de 5 années environ dans la
- commercialisation d'équipements électroniques.

Déplacements fréquents en Europe.

Adresser C.V. avec rémunération escomptée à
Direction des Cadres - 173, Bd Hausmann - 75008
PARIS.

1993

Le pétrole n'explique pas tout



Pour mieux faire connaissance avec les cuirs Gastmonprez, envoyez-nous ce à découper. Vous recevrez gratuitement un échantillon de nos cuirs, une mention et la liste de nos dépositaires.

Prénoms

Hypertendus : prenez votre tension vous-même

AUTO-TENSIONNOMETRE MC MEDICONTROL

VENTE DIRECTE ET PAR CORRESPONDANCE : 182 F

GARANTI 1 AN

MC Médicontrol 15 bis rue Cimarosa 75116 PARIS

Tél : 727.22.60

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

MC Médicontrol à joindre à votre adresse.

UNIVERSITE PARIS I IFAPE I.A.E. FORMATION PERMANENTE

- VOUS ETES CADRE DESIREUX D'ASSUMER DE PLUS GRANDES RESPONSABILITES
- VOUS ETES CADRE APPELE A DEVENIR SECRETAIRE GENERAL D'UNE P.M.E., D'UNE UNITE DE PRODUCTION...

L'IFAPE : I.A.E. Formation Permanente vous propose

UN CYCLE DE FORMATION A LA GESTION

compatible avec vos activités professionnelles sous forme de séminaires de 4 jours par mois durant 18 mois.

Renseignements : Michelle YOUNG 162, rue St Charles 75015 Paris

Tél : 558.02.28 - 554.97.24

poste 327

IFAPE FORMATION PERMANENTE

SOCIAL

DANS UNE CITÉ DE MANTES-LA-JOLIE (YVELINES)

Les jeunes Maghrébins dans la hantise de l'expulsion

Omar Boumedanne, un Algérien âgé de vingt et un ans, né en France dans une famille de treize enfants, risque de se retrouver, du jour au lendemain, en Algérie, un pays où il n'a jamais vécu et dont il ne connaît pas la langue. Il a fait l'objet, en effet, d'un arrêté d'expulsion le 23 mai 1979. Il attend en prison depuis cinq mois pour être jugé, le 9 mai, par la 7^e chambre du tribunal de Versailles pour ne pas avoir respecté l'arrêté d'expulsion.

Omar Boumedanne n'a jamais été condamné pour les faits délictueux (vol, agression) qui lui sont reprochés et dont seuls les rapports de police font foi. La commission d'expulsion — purement consultative — avait donné un avis défavorable. Son cas n'est pas unique : les expulsions se multiplient contre les jeunes immigrés de la seconde génération, dont beaucoup, il est vrai, ont été condamnés pour divers délits.

Pour la seule ville de Mantes-la-Jolie (Yvelines), où habitait Omar Boumedanne, la police a émis, en 1979, six cent cinquante affaires criminelles ou délictueuses. Dans deux cent quarante-six cas, des étrangers étaient impliqués, en grande majorité des Maghrébins. Les menaces d'expulsion, ajoutant à des difficultés de logement et de travail, un racisme latent, contribuent à créer dans cette ville, qui compte 33 % d'immigrés, une situation tendue.

« DANS CINQ ANS, CE SERA HARLEM »

« Dans cinq ans, ici se sera Harlem. » Dans la ZUP du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, où Lakdar a toujours vécu, il prononce très calmement ces paroles. Dans certains blocs d'immeubles, on compte déjà 90 % de Maghrébins et d'Africains. « Quand les gens sont racistes, dit Lakdar, et qu'on devient par réaction plus raciste qu'eux, cela devient très grave. »

Que beaucoup de Français, à Mantes-la-Jolie, aient des réactions de peur, notamment à l'encontre des Maghrébins, cela ne fait nul doute. « Les étrangers d'origine européenne et même les Africains sont beaucoup mieux intégrés », reconnaît M. Paul Ricard, maire (P.S.) de Mantes-la-Jolie.

Il y a quelques mois, le projet de construction d'une mosquée avait suscité de nombreuses protestations (le Monde du 12 décembre 1979), alors qu'actuellement, dans un foyer que nous avons visité, les musulmans prient dans des caves sans gêne. A l'occasion de cette affaire, la femme du maire de Mantes-la-Jolie a reçu de racistes anonymes des menaces de mort.

Plusieurs boîtes de nuit et de nombreux cafés de Mantes-la-Jolie refusent, d'autre part, les « bougnoules » : un établissement en face de la gare a été fermé quinze jours, cet hiver, par décision préfectorale après une plainte de deux consommateurs refoulés. Encore s'agissait-il d'un avocat et d'un agent du conseil d'Algérie : « Que voulez-vous, affirme la patronne de ce café, mon mari n'aime pas les étrangers. » Accepte-t-on tout le monde aujourd'hui ? « On est bien obligé », répond-elle.

Les jeunes étrangers, même s'ils sont nés en France, ont désormais de plus en plus de mal à trouver du travail dans les grandes entreprises automobiles de la région. L'époque est loin où l'on construisait des cités H.L.M. pour abriter la main-d'œuvre de ces entreprises. « Elles identifient beaucoup maintenant, prétend le gérant d'un foyer, depuis la grève chez Renault, où les travailleurs africains étaient montrés particulièrement combattifs. »

A ces résistances des employeurs s'ajoutent les difficultés administratives. « On ne sait plus,

affirme le directeur d'une entreprise de sous-traitance, quels papiers les étrangers doivent présenter pour obtenir leur carte de travail. » Il explique comment certains documents mettent plus de six mois, après avoir été vus par la préfecture, pour être enfin remis à leurs destinataires.

Un foyer de délinquance

Le résultat de l'isolement forcé est simple. Le Val-Fourré, explique M. Etienne Grumbach, un avocat de Mantes-la-Jolie, est devenu un énorme foyer de délinquance, surtout pour ceux qui ont toujours vécu en France : devenus des « bougnoules » pour tout le monde, ils se révoltent contre l'injustice permanente qui leur est faite.

L'argent manque au Val-Fourré, où l'on compte, d'après l'assistante sociale-chef du secteur, des centaines de cas de non-paiement de loyer. Ainsi, des jeunes sont-ils poussés à voler ou à cambrioler. « Arrêtés, explique M. Grumbach, ils font l'objet de plus en plus de mesures d'expulsion. J'ai eu à m'occuper personnellement depuis quelques mois d'une dizaine de cas. »

Ce chiffre peut être, d'après M. Christian Hamet, un éducateur spécialisé, multiplié par trois pour l'agglomération : « Très peu d'entre eux, dit-il, ont accès à un avocat. Beaucoup de situations nous échappent. » L'équipe de prévention de rue comprend seulement pour l'ensemble de la cité du Val-Fourré (28 000 habitants), deux éducateurs à plein temps.

En tout cas, la plupart des jeunes Maghrébins rencontrés au café Nikko, du nom du patron,

On cite le cas d'un Algérien âgé de vingt et un ans « réadmis en France », autorisé à passer dix ans en France, mais qui, ayant perdu ses papiers, n'a pu en obtenir de nouveaux. C'est la raison pour laquelle les jeunes se précipitent souvent sans papiers, pour éviter de les perdre.

grec qui les accueille volontiers — « Le seul, dit M. Grumbach, que les jeunes Maghrébins respectent », — vivent avec la hantise d'une expulsion. « J'ai des antécédents, dit l'un, que la police peut toujours ressortir. » Un autre a reçu un « avertissement ». Un troisième a « un frère qui... » Cette menace est venue de façon dramatique. « L'expulsion », dit Aïda, c'est le pire : on est perdu alors. »

Au Nikko, des jeunes parlent de façon provocante, d'Action directe et du terrorisme italien avec sympathie. « On reportera, dit l'un, quand tout ici sera bien organisé. » « On les rend enragés », confirme le maire, M. Picard, interrogé sur l'utilité de ces expulsions. « La solution, ajoute-t-il, serait de leur trouver du travail. »

Dans une famille de dix enfants et où les deux fils aînés ont été expulsés, les parents sont pleins de haine pour la France, où ils vivent depuis 1958. « Nous, dit la mère, même s'ils ont fait des bêtises, n'ont pas à être expulsés : il suffit de les mettre en prison. » « Un jour ça va mal tourner », réplique en sourdine son mari, qui a eu, il y a trois ans, un accident du travail et qui a combattu durant la guerre d'Algérie avec les Français.

NICOLAS BEAU.

Jouez Nixdorf. En Solo ou en Orchestre.

En musique, le soliste est celui qui joue magistralement d'un instrument, et l'orchestre, la somme de toutes les individualités et de tous les instruments.

En informatique, c'est la même chose. Ou bien vous traitez dans votre entreprise toutes vos données avec votre propre ordinateur ou bien vous faites partie d'un

groupe d'entreprises ayant des besoins de traitement spécifique tout en étant relié à une maison-mère dotée d'un central informatique puissant.

Les grandes entreprises jouent en orchestre pour réaliser la parfaite harmonie de leur réseau.



Nixdorf propose tous les instruments pour qu'elles puissent interpréter leur partition. C'est le concept Nixdorf de l'informatique distribuée.

En solo, chaque P.M.E. dispose des instruments de base pour exécuter son morceau. Des instruments de haute technicité, fiables et sur mesure. C'est le concept Nixdorf de l'informatique répartie.

En solo ou en orchestre, pour les grandes entreprises comme pour les P.M.E., Nixdorf donne le "la" en matière d'informatique distribuée et répartie.

Souvenez-vous en lors de votre prochain choix. Appelez le 747.12.70 au 7-13 bd de Courbevoie, 92200 Neuilly.

Nixdorf. La maîtrise en informatique répartie et distribuée.

NIXDORF COMPUTER



Le rêve d'Aïcha

« Tout est dur ici. » Aïcha, née il y a vingt-trois ans, à Mantes-la-Jolie, dans une famille algérienne de huit enfants, est pleine de rancœur envers la France : « Rien n'est fait pour intégrer les Maghrébins. » Elle évite le terme « arabe », trop souvent utilisé contre elle de façon malveillante.

Trois de ses frères ont été expulsés. « Les expulsions, dit-elle, font désormais partie du contrat, de notre mode de vie. » Aïcha a-t-elle commis des délits ? « Ils n'avaient, dit-elle, rien d'autre à faire. » Et de citer alors ces sociétés d'initiation qui refusent les étrangers, des patrons de café qui dringuent les filles arabes mais découragent la clientèle des « bougnoules », les enseignants qui reprochent aux étrangers de ne pas obtenir des diplômes que pour mieux accéder au pouvoir une fois de retour dans leur pays.

Elle ne suivra pas, pour autant, ses parents, qui, après vingt-cinq ans passés en France, vont regagner l'Algérie dans quelques mois. Aïcha veut d'abord terminer ses études de psychologie. Et après ? Elle ne sait pas... « Là-bas, dit-elle, j'aurai des problèmes d'adaptation, surtout en tant que femme. En Algérie, les espoirs de changement ne sont qu'à long terme. D'ici là ? » Peut-être l'irai-je et je subirai. Comme, à dix-huit ans, elle a eue l'autorité de ses

parents, décidant pour elle qu'elle aurait la nationalité algérienne.

Le fatalisme revient souvent dans ses propos. Plus, sans doute, pour le conjurer. Aïcha, en effet, n'appartient pas à une famille aisée. Elle désigne — avec haine — un indigent, en veste de cuir et casquette, qui entre dans le café, où quand elle écoute, révoquée, un ami lui annonce l'agression d'un voleur de boîte de nuit contre un Maghrébin.

Que faire alors ? « Se révolter individuellement », affirme Aïcha, « ne sert à rien. Se révolter collectivement est impossible : il n'y a rien. » Elle est sévère pour l'extrême gauche, où elle a milité quelque temps, parce que, d'après elle, ces organisations « ne prennent pas en charge les problèmes des immigrés ». Elle est sympathisante du MRAP (1) mais, par scepticisme, n'y adhère pas. « On ne changera pas grand-chose. »

Aïcha, aujourd'hui, voudrait être naturalisée — non pour s'assimiler à un pays dont « le mode de vie individualiste est totalement différent du mien » — mais, dit-elle, grâce à cette naturalisation, « je partirai plus facilement au Canada ». Et puis, elle rêve : « Si je pouvais me sentir bien, ici... » — N. B.

(1) Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

De 9 au 14 juin

LA C.G.T. ORGANISE UNE SEMAINE D'ACTION POUR LES JEUNES

Le comité national chargé du Centre confédéral de la jeunesse C.G.T., qui s'est réuni le 18 avril, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), en présence de M. Georges Ségué, secrétaire général de la centrale, organise, du 9 au 14 juin, une semaine d'action. Le thème en sera le travail précaire : « Prés de trois millions de salariés », déclare M. Ségué, « ont une situation précaire, et cette situation touche particulièrement les jeunes ». Cette semaine pourrait être marquée par des arrêts de travail et par la rédaction de cahiers de revendications, qui devraient concerner,

dans les entreprises, l'ensemble des travailleurs syndiqués. « Il est hors de question », estime M. Michel Levray, secrétaire du Centre confédéral de la jeunesse, que les jeunes luttent seuls. Les responsables de ce centre ont, d'autre part, estimé que les jeunes n'étaient pas moins syndiqués que leurs aînés : « Etant plus syndiqués », ils devraient être particulièrement remarqués. M. Ségué a souligné l'apport de la jeunesse à l'ensemble de la C.G.T. et pour dépasser le formalisme, la routine et l'adaptation aux réalités. »

صكنا من الأصل

Maghrebins de l'expulsion

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

CE SERA HARLEM

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LES MAGHREBINS DE L'EXPULSION

LE DÉBAT SUR LES HONORAIRES MÉDICAUX

L'organisme majoritaire de médecins réaffirme son hostilité à la nouvelle convention

Exclue des négociations sur la prochaine convention entre les médecins et la Sécurité sociale — pour avoir donné à ses adhérents la consigne d'augmenter leurs honoraires, bloqués depuis 1972, — la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), organisation majoritaire chez les praticiens, n'appliquera pas les dispositions d'une telle convention, conclue, selon elle, « au rabais ». C'est ce qu'a affirmé, le dimanche 20 avril, son président, le docteur Monier, au cours d'une assemblée générale extraordinaire.

Désignant implicitement la Fédération des médecins de France (F.M.F.) du docteur Pierre Belot, le docteur Monier a lancé cet avertissement : « Si demain la convention était signée par un organisme minoritaire, nous ne l'appliquerons pas. » La convention 12 % — la reprise sentimentale, selon lui, de la F.M.F. — sous tous y opposerions de toutes nos forces. » Estimant que le projet actuel des honoraires d'assurance-maladie prépare « la fin de la médecine libérale, grignotée, secteur après secteur, par différentes entreprises de soins », le docteur Monier s'est élevé à nouveau contre tout projet de « double secteur », un secteur à prix imposés et un secteur à prix libres, qui, selon lui, constituerait « un frein financier à l'accès aux soins » : 30 %, 40 %, peut-être plus, de médecins choisiraient le secteur libéré plutôt que le secteur social. Autoriser ainsi sans médecine à deux étages — une médecine des riches et une médecine des pauvres, — ce serait, en fait, la suppression du régime conventionnel français.

Le docteur Monier — qui déclare par ailleurs, dans une interview publiée lundi 21 avril par le Quotidien de Paris que « les médecins sont prêts à descendre dans la rue » — a critiqué de nouveau le fait que le gouvernement veuille limiter l'augmentation des dépenses de santé à 12 % par an, alors que les prévisions « les plus modestes et les plus rationnelles » tournent autour de 16,5 %.

« L'assurance-maladie est malade de ses dépenses de santé, a-t-il conclu. C'est le développement du chômage qui prive l'assurance-maladie de plus de 1 500 000 de ses cotisants, mais lui retire des cotisations bénéficiaires. Il faut savoir que nous ne paie pour les chômeurs les soins de santé auxquels ils ont légitimement droit au nom de la solidarité nationale. Nous sommes de cœur avec cette solidarité. Nous sommes prêts à y contribuer comme citoyens, mais ce n'est pas à la médecine, aux médecins, non plus qu'à l'ensemble des malades, d'en supporter le poids financier. »

M. Barrot assistait, pour sa part, au congrès de la Fédération des établissements hospitaliers d'assistance privée à but non lucratif (F.E.H.A.P.), qui s'était réuni près de Toulouse. Il a annoncé, pour la deuxième semaine de 1980, « un premier programme de suppression des lits inutiles ». Le ministre « souhaite voir les négociations entre la Sécurité sociale et les médecins reprendre sur des bases nouvelles » précisées dans une lettre adressée aux syndicats concernés.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + de Dép.	Rep. + de Dép.	Rep. + de Dép.
\$ E.-U.	4,3895 - 4,3932	- 225 - 225	- 225 - 225	- 225 - 225
£ can.	2,6245 - 2,6285	- 130 - 99	- 130 - 110	- 225 - 225
Yen (100)	1,7299	- 30 - 10	- 30 - 5	- 50 - 100
DM	2,3220 - 2,3220	+ 50 - 75	+ 125 - 135	+ 325 - 400
Florin	2,1120 - 2,1170	+ 25 - 95	+ 25 - 95	+ 275 - 275
F.R. (100)	14,6250 - 14,6750	- 620 - 405	- 1145 - 900	- 2250 - 1955
F.S. (1000)	2,4850 - 2,4850	+ 95 - 125	+ 225 - 225	+ 650 - 770
£ (1000)	4,9570 - 4,9570	- 275 - 125	- 350 - 350	- 1025 - 980
£	8,57	- 25	- 25	- 1445 - 1230

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4
DM	17 3/8	17 3/4	18 3/8	18 3/4	17 3/8	17 3/4	18 3/8	18 3/4
\$ E.-U.	17 3/8	17 3/4	18 3/8	18 3/4	17 3/8	17 3/4	18 3/8	18 3/4
Florin	18 1/8	18 1/4	19 1/8	19 1/4	18 1/8	18 1/4	19 1/8	19 1/4
F.R. (100)	16 1/4	16 1/4	17 1/4	17 1/4	16 1/4	16 1/4	17 1/4	17 1/4
F.S. (1000)	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4
£ (1000)	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4
£	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4
Fr. franc.	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4	12 1/4	12 1/4	13 1/4	13 1/4

Nous donnons ci-dessous les notes pratiques sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Malgré la hausse, il existe encore chez M.P. de très belles alliances diamant à moins de 5 000 F.

Poids en carat	Couleur	Prix T.T.C.
0,51	Blanc extra + F	29 400 F
0,60	Blanc extra G	29 900 F
0,76	Blanc except. E	67 900 F
0,95	Blanc except. E	112 000 F

Documentation gratuite M sur demande

MP JOAILLER-CONSEIL
TEL. 260.31.44
8 pl. de la Madeleine
36 rue de Rivoli
138 rue La Fayette

APRÈS LA F.N.M.F.

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs décide de ne pas appliquer le ticket modérateur d'ordre public

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.) — deux millions et demi d'adhérents — s'est prononcée, au cours de ses assemblées nationales de la santé à réunies les 18 et 19 avril à Paris, pour l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public, le rejet de la proposition de loi Berger visant à « institutionnaliser les mesures gouvernementales prises précédemment pour réduire les dépenses de santé » et, d'une façon générale, contre « les mesures discriminatoires qui frappent, économiquement et administrativement, les réalisations sanitaires et sociales de la Mutualité ».

La F.N.M.T. s'est associée à la décision prise par la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) vingt-trois millions d'adhérents) de ne pas appliquer, au 1^{er} mai, le ticket modérateur d'ordre public (le Monde du 15 avril).

« Très éloigné d'une prétendue surconsommation médicale, a notamment déclaré M. Louis Calisti, président de la F.N.M.T., notre pays voit son présent et son avenir entravés par une sous-consommation médicale massive, par l'aggravation des inégalités en matière de santé. (...) On ne peut continuer à traiter obstinément et technocratiquement de la recherche des grands équilibres financiers sans mettre à jour la réalité des pénuries humaines considérables. » Pour M. Calisti, les initiatives gouvernementales « prennent l'allure d'une véritable guerre contre la santé et la mutualité. C'est bien la menace d'un retour de cinquante années en arrière dont il s'agit ».

De multiples témoignages sur « la santé dans les cités et en zone rurale, la santé scolaire, le développement de pathologies dues au chômage, la situation dramatique de millions de personnes âgées devant la maladie et la mort » ont été entendus et une manifestation a été organisée, vendredi soir, devant le ministère de la Santé. Pendant ces assises, un débat ayant pour thème « Chômage et santé » a été animé par la revue *Présence*, nouvelle publication trimestrielle de la F.N.M.T. (1).

(1) publiée par la Coopérative d'édition de la vie mutualiste, 46 F.

RÉUNIS A BELGRADE

Des syndicats de quatre-vingt-quinze pays discutent des problèmes du développement

De notre correspondant

Belgrade. — La conférence syndicale mondiale, qui a lieu du 23 au 25 avril à Belgrade, sur le thème « les problèmes du développement dans le monde », réunit près de 140 organisations syndicales de 95 pays, appartenant à toutes les grandes centrales syndicales, et plusieurs dizaines de syndicats nationaux ou autonomes, notamment d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Un certain nombre de syndicats ont décliné l'invitation. Parmi eux, ceux de l'Allemagne de l'Ouest, de la Grande-Bretagne et de plusieurs autres pays de la Communauté, de Scandinavie et des Etats-Unis. Les raisons invoquées ont été, le plus souvent, le refus de rencontrer, à ce genre de réunion, les membres de la Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste, la non-identification d'Israël ou des obligations anciennes.

En revanche, la Chine a confirmé l'envoi d'une délégation, de même que l'URSS, et les autres pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de l'Albanie. Certains syndicats autrichiens, tchécoslovaques, belges, néerlandais, portugais, autrichiens, canadiens et japonais ont également représenté, ainsi que la C.G.T. et la C.F.D.T.

L'idée d'une conférence syndicale mondiale a été avancée pour la première fois, voici sept ans, au sommet des non-alignés à Alger. Mais sa réalisation s'est heurtée à des difficultés découlant des divergences politiques et idéologiques au sein du mouvement syndical international. Elle fut relancée en 1973 à la « table ronde » du congrès des syndicats yougoslaves, à laquelle avaient pris part les représentants de

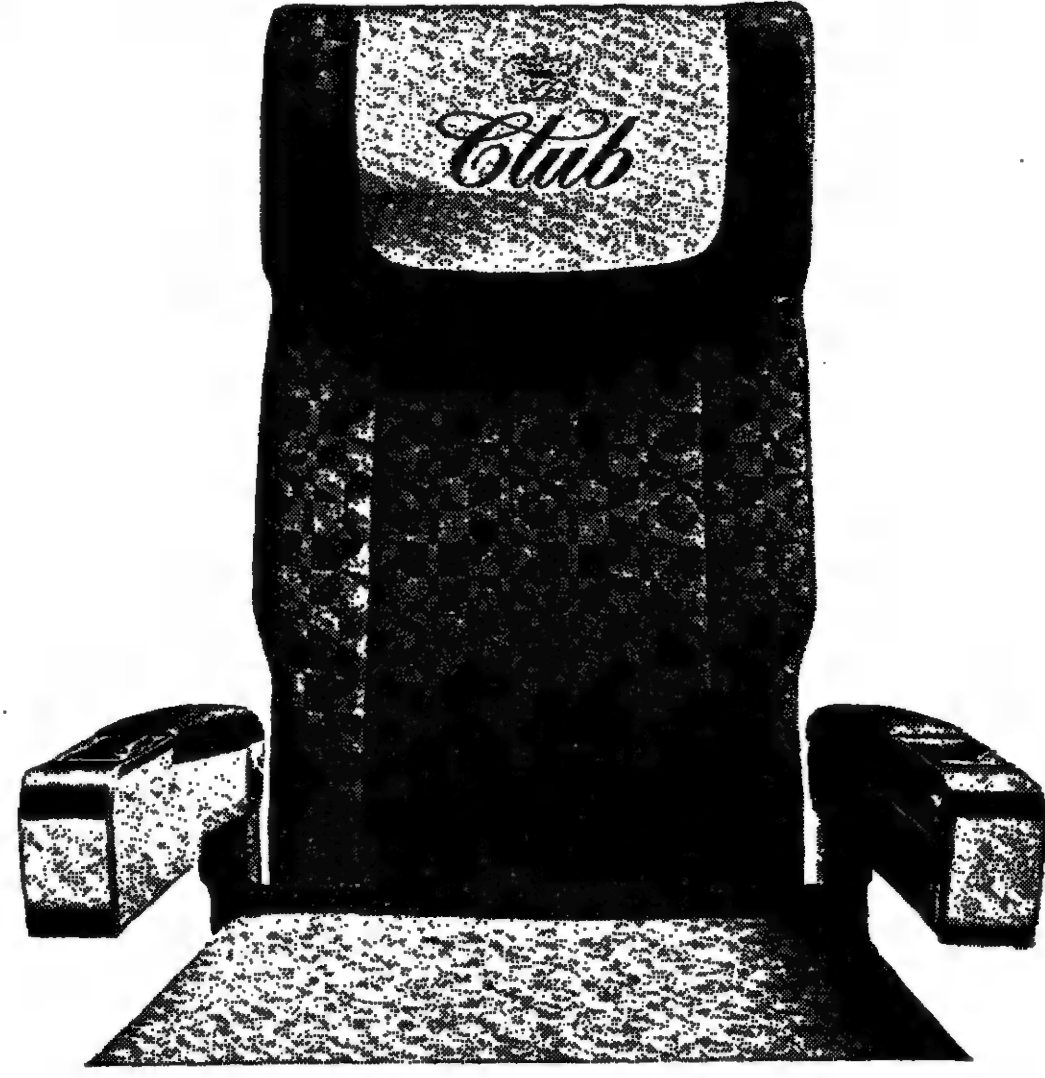
80 pays. Après de laborieuses négociations, il fut décidé que la conférence aurait lieu dans la capitale yougoslave, et un groupe de travail composé de représentants des syndicats yougoslaves, algériens, français (C.G.T. et C.F.D.T.) et italiens (C.G.I.L., U.I.L. et O.S.I.) fut chargé de son organisation.

Selon M. Mila Spiljka, président des syndicats yougoslaves, la conférence ne dissimule pas une tentative de création d'une nouvelle structure syndicale internationale. Elle est conçue comme le lieu d'un débat « franc et constructif » pour aider la classe ouvrière des pays sous-développés à surmonter la crise économique mondiale, sans perdre de vue les difficultés des travailleurs des pays développés, étant donné l'interdépendance des problèmes qui se posent aux uns et aux autres. Mais il n'est pas question de s'engager dans des polémiques idéologiques ou de rechercher des « coupables ».

« Notre objectif, a déclaré M. Spiljka, est de réaliser si possible entre les participants un minimum d'accord pour assurer un développement plus rapide de la classe ouvrière des pays sous-développés. Le texte de cet accord, nous avons l'intention de l'adresser à la prochaine conférence sur le développement de l'ONU, lieu le plus propice de débats pour l'édification d'un ordre économique nouveau, dont le succès ne saurait être garanti que si l'on tient strictement compte des intérêts du monde ouvrier aussi bien des pays pauvres que des pays riches. »

PAUL YANKOVITCH.

Un nouveau club à Londres? Non. Un nouveau club pour Londres. Notre classe "Club": une priorité pour l'homme d'affaires.



La classe "Club"? Une nouvelle façon de voyager sur Paris-Londres avec British Airways*. A partir du 1^{er} avril 1980. Avec des sièges confortables (fumeurs ou non fumeurs). Des boissons et collations servies à bord. La classe "Club"? Pour ceux qui apprécient le confort, le silence, l'espace. Et une liberté sans restriction pour choisir, retenir ou changer leur réservation. La classe "Club"? 1100 F aller-retour, à peine plus chère que la classe Touriste normale et beaucoup moins chère que l'ancienne 1^{re} classe. La classe "Club"? 6 vols par jour tous les jours (5 le samedi et le dimanche), au départ de Paris-Charles de Gaulle. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages. Il vous parlera aussi de la classe Touriste British Airways et de ses différents tarifs sur Paris-Londres : 850 F, 650 F et 450 F aller-retour (sous certaines conditions).

* En collaboration avec Air France.

Renseignements : 91, Champs-Élysées et 35, avenue de l'Opéra. Tél. 778.1414.

British airways

Club

EUROPE

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. risque d'être retardée

Bruxelles. Communautés européennes. — Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et le représentant du gouvernement de Madrid examineront, le mardi 22 avril, à Bruxelles, le dossier de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun. La partie espagnole se plaindra sans doute à cette occasion de la lenteur avec laquelle est menée cette négociation.

« D'une façon ou d'une autre, la C.E.E. devra payer », M. Natali résume en ces termes le problème posé par la Turquie aux États membres. L'association entre ce pays et la C.E.E. est au point mort depuis plusieurs années. Le précédent gouvernement de M. Soeris avait demandé, en raison des difficultés économiques, une suspension des obligations de son pays, en ce qui concerne surtout l'ouverture du marché aux produits industriels communautaires. Les Neuf avaient accepté et obtenu en échange de différer leurs propres engagements relatifs à un accès plus facile pour les exportations agricoles de la Turquie et à la libre circulation des travailleurs dans la C.E.E.

Prénant le contre-pied de son prédécesseur, M. Demirel s'est engagé à respecter les termes de l'accord de 1963, étant entendu que les Neuf devaient faire de même. Ce revirement gêne la France et l'Italie dans le domaine agricole, mais surtout l'Allemagne fédérale en ce qui concerne le libre accès des Turcs au marché de l'emploi communautaire. Dans ces conditions, certains responsables de la C.E.E. réfléchissent plutôt à la définition d'une aide financière substantielle qui tourne autour de 1 milliard d'ECU pour les cinq prochaines années (1), ce qui permettrait de donner satisfaction à Ankara, sans être tenu « de respecter à la lettre les dispositions de l'accord d'association. Ainsi le gouvernement Demirel obtiendrait, estime-t-on à Bruxelles, un succès significatif, et renouvellerait à demander dans les prochains mois l'entrée de son pays dans la C.E.E.

● L'Assemblée européenne, dans sa majorité, a répondu, le 18 avril, une demande de discussion d'urgence présentée par les communistes français, avec le soutien des socialistes et des radicaux, tendant à condamner solennellement les exécutifs de Gaïssa. Les démocrates chrétiens et les conservateurs, nous précise notre envoyé spécial à Strasbourg, se sont ralliés à l'avis de M. Imzer (libéral R.F.A.), qui avait estimé que le sort des condamnés ne revêtait plus, « malheureusement, un caractère d'urgence ».

Les instances communautaires cherchent en tout cas à éviter une candidature d'Ankara, dans la mesure même où celles de Lisbonne et de Madrid souvenaient de difficultés pour concentrer toute leur attention. Outre les questions institutionnelles nées de la fonctionnement d'une Communauté à deux, — les obstacles dans le secteur agricole sont désormais

Les industriels pour l'ouverture des frontières
Le soutien du marché espagnol de l'huile d'olive implique, en outre, un coût si élevé pour le budget de la C.E.E. (les estimations portent sur près de 1 milliard d'ECU par an) que la Commission envisage que deux solutions : soit taxer les matières grasses végétales, soit croquer le plafond du 1 % de T.V.A. versé par les États membres à la caisse communautaire. Le poids de l'agriculture espagnole est tel que la Communauté demande une période de transition longue — de sept à dix ans — au cours de laquelle les mécanismes communautaires ne s'appliquent qu'à progressivement.

Dans le secteur industriel, la C.E.E. souhaite, même si elle ne l'a pas indiqué de façon précise, une période transitoire beaucoup plus courte, de trois ans maximum, pense-t-on généralement à Bruxelles. En revanche, les industriels de la C.E.E. souhaitent une ouverture rapide des frontières entre l'Espagne et les Neuf, estimant défavorisée par la situation actuelle. Au titre de l'accord commercial préférentiel de 1970, que les Neuf ont essayé en vain de modifier depuis, la Communauté accorde en moyenne des réductions tarifaires de 60 % aux exportations espagnoles, tandis qu'elle ne bénéficie que de dimi-

De notre correspondant
bien identifiés. La concurrence des vins et des fruits et légumes espagnols pose à la France et à l'Italie des problèmes à fortes incidences politiques. À Bruxelles, on exclut totalement que la négociation avec Madrid puisse s'achever avant les élections présidentielles françaises de mai 1981.

Les experts bruxellois attribuent en effet, pour une large part, au système fiscal espagnol la percée sur le marché de la C.E.E. de certaines productions ibériques (acier, constructions navales, textiles, chaussures, jouets, céramique, etc.). Au cours de ces dernières années, la Commission a reçu près de 500 plaintes des industries des Neuf, qui accusent les entreprises espagnoles de livrer, grâce aux aides à l'exportation, à des prix de dumping.

Une intégration difficile
Les Neuf n'ont, en tout cas, adopté de position commune sur aucun des volets de la négociation. La Commission n'a présenté, pour sa part, de documents précis que sur l'agriculture, la fiscalité et les affaires sociales, à propos desquelles elle propose aux Neuf une période transitoire, comprise entre sept et dix ans, pour le libre accès des Portugais et des Espagnols au marché du travail de la C.E.E. Nombre de points importants n'ont pas été abordés

pour l'instant, notamment celui de la pêche, alors que la flotte espagnole — la troisième du monde — a une dimension autrement plus importante que celle des États membres.

La candidature de Lisbonne présente un cas de figure différent : mais les difficultés ne sont pas moins importantes. L'intégration du Portugal apparaît à ce point difficile que la C.E.E. songe à lui accorder une aide financière afin d'adapter son économie avant même l'adhésion. Lisbonne demande une somme globale comprise entre 250 et 300 millions d'ECU, destinée à financer en priorité des projets d'infrastructures de transport et de formation professionnelle et à aider les petites et moyennes entreprises. La Commission a déjà demandé pour les P.M.E. portugaises une aide de 47 millions d'ECU et l'agriculture.

Les grandes manœuvres des transnationales
Malgré ces incertitudes de calendrier, les grandes manœuvres des sociétés transnationales ont déjà commencé dans les trois futurs pays membres de la Communauté. Déjà, les firmes étrangères y détiennent des participations importantes : au Portugal, qui accueille essentiellement des capitaux américains, allemands et anglais, celles-ci contrôlent 50 % de l'industrie extractive, 12 % du secteur alimentaire, 12 % des textiles, 28 % de l'habillement, 43 % de l'industrie du papier et de la pâte à papier et 48 % de la construction mécanique. En Grèce, marquée par une prédominance française et américaine, les investissements étrangers se dirigent à 70 % vers les industries de pointe (plastiques, caoutchouc, chimie, raffineries, matériel électrique). Pechiney-Ugine-Kuhlmann détient la majorité (87,5 %) dans Aluminium de Grèce, première firme exportatrice du pays. En Espagne, les participations étrangères atteignent 50 % dans la chimie, l'automobile, les transports et l'électrotechnique (2).

La perspective de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. a, semble-t-il, accéléré le mouvement. En tout cas, les projets annoncés dans le secteur automobile sont significatifs de l'intérêt que les grandes constructeurs portent à ces pays. General Motors va investir plus de 1 milliard d'ECU en Espagne pour la création, près de Saragosse, d'une

usine d'automobiles et d'une unité d'accessoires. Fiat et l'Institut espagnol de l'industrie (INI) ont mis au point un plan de restructuration de SEAT, dont le coût est évalué à 500 millions d'ECU. International Harvester (Canada) vient d'acquiescer une participation de 35 % dans ENASA (fabriquant les camions Pegaso) ; Nissan a pris 35 % du capital de Motor Iberia.

Au Portugal, Renault a conclu en mars dernier un accord avec le gouvernement de Lisbonne afin de porter à 15 000 véhicules la capacité d'assemblage de l'usine de Setúbal et de créer une usine de production de moteurs (220 000 par an en 1983) et de boîtes de vitesses (60 000 par an). Les investissements totaux devant s'élever à environ 180 millions d'ECU. Quant à la Ford, elle a l'intention soit de s'installer au Portugal, soit d'agrandir son usine espagnole à Vaseon (où le constructeur américain fabrique la Fiesta) avec une unité d'assemblage de 200 000 voitures par an d'un nouveau modèle (baptisé Ford Escort). Le coût de l'opération est estimé à 850 millions d'ECU, dont près de 600 millions seront apportés directement par la firme américaine.

MARCEL SCOTTO.
(1) 1 ECU = 5,25 francs.
(2) Les Pays de l'Europe, de Paul Jacobo et Jean-Pierre Ramada, éditions Anthropos, Paris.

**SEUL
AIR AFRIQUE
A UN RESEAU
COMPLET
VERS ET
A TRAVERS
L'AFRIQUE
NOIRE.**

**LE RESEAU
INTERCONTINENTAL
D'AFRIQUE**



Chaque jour, les DC8 et les DC10 d'Air Afrique s'envolent d'Europe vers 16 destinations d'Afrique Noire. Avec Air Afrique, l'Afrique des affaires commence à Paris, Genève, Rome, mais aussi à Marseille, Bordeaux et Nice.

**LE RESEAU
INTER-ETATS
D'AFRIQUE**



20 capitales d'Afrique Noire reliées entre elles par les DC8 d'Air Afrique. Un réseau unique qui prolonge en profondeur les lignes intercontinentales venant d'Europe ou d'Amérique. Avec Air Afrique le voyage d'affaires le plus compliqué devient simple.

AIR AFRIQUE
Parce que les hommes d'affaires ont besoin d'aller partout en Afrique.

EN VENTE EN KIOSQUE

Le Courrier de l'Unesco

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75116 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
174 F 326 F 422 F 545 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
386 F 539 F 660 F 1 050 F
ÉTRANGERS
(par mandat)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
202 F 335 F 508 F 660 F
II. - SUISSE - TUNISIE
226 F 436 F 558 F 858 F
Par voie aérienne
Taux sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les souscriptions en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants :
Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvaget.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 97437.

Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.

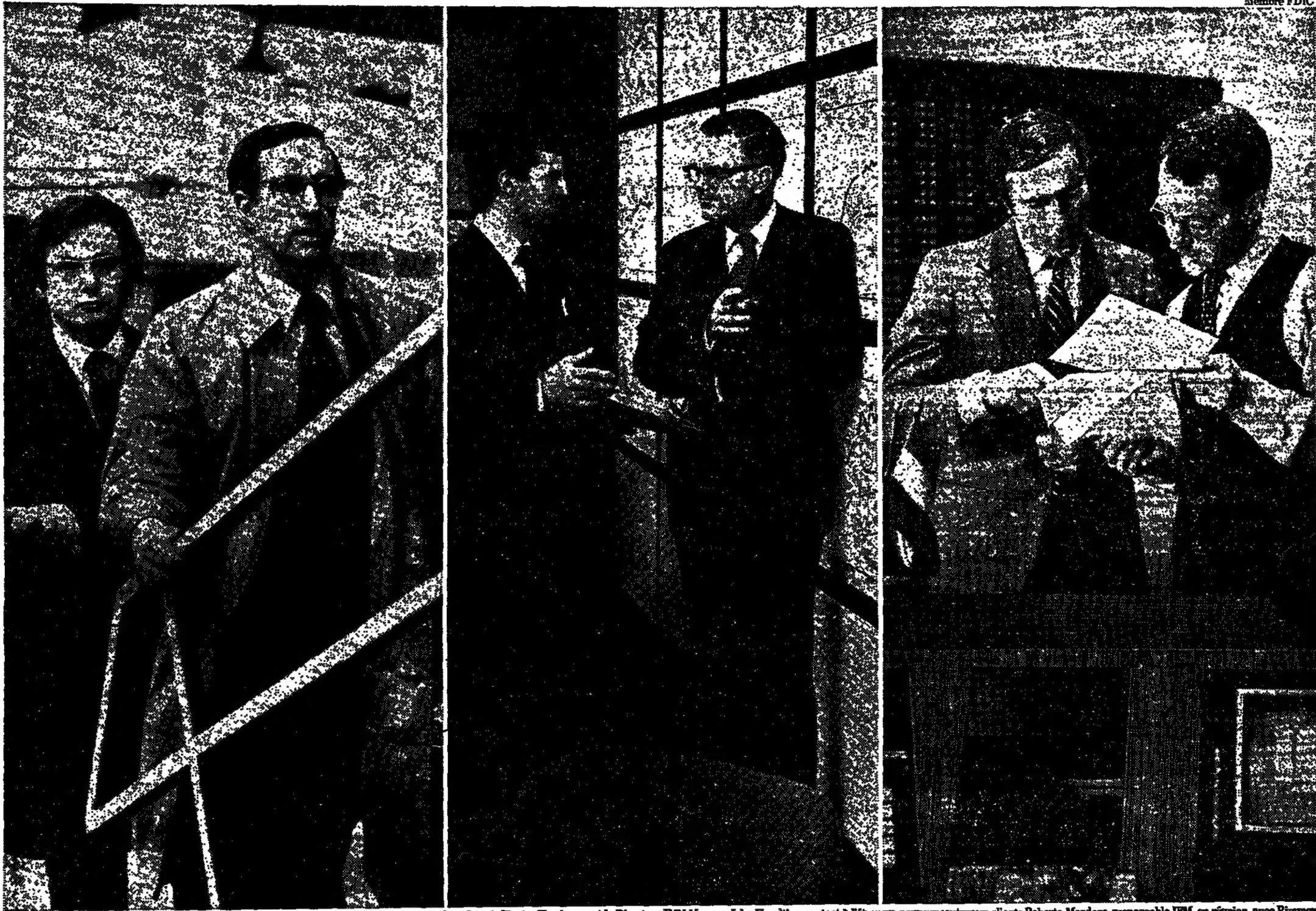
La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

Europartenaires
CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK

صكزامن الأصل

مركز الاموال

Comment la Banque Morgan vous aide à faire face aux risques de change



De g. à dr.: Alastair Hunter-Henderson et le Directeur IMM Morgan, John Haseltine, partent à l'étranger pour rencontrer un client; Roberto Mendonça, responsable IFM, en réunion, avec Rimmar de Vries, Economiste International de Morgan; Eric Bourdais de Charbonnière, Directeur de la Division Trésorerie à Paris et Baudouin Richard, responsable de l'équipe Foreign Exchange Services.

Les fluctuations des marchés des changes ont pris une telle ampleur que leur impact sur les bénéfices des entreprises est aujourd'hui un sujet de préoccupation constante pour les dirigeants et les responsables financiers. Ils ont besoin de suivre l'évolution des marchés, de prévoir les conséquences que cela peut avoir pour leurs sociétés et la manière dont ils doivent réagir. Chaque entreprise est différente: un service unique ne suffit donc pas.

Pour cette raison, la Banque Morgan a adopté une approche globale qui vous permet de faire face aux importants risques de change auxquels votre entreprise est exposée. Nous vous offrons trois équipes distinctes et cependant intégrées: chacune d'entre elles est spécialisée dans le service dont vous avez besoin. Vous pouvez utiliser au choix l'une de ces équipes, deux d'entre elles ou les trois.

□ Notre équipe International Money Management (Gestion de Trésorerie Internationale) vous aide à identifier et à évaluer vos risques dans n'importe quelle devise. IMM peut travailler avec vous pour perfectionner vos circuits d'infor-

mation de risques de change et établir un système de gestion pour les contrôler.

□ Notre groupe International Financial Management (Gestion Financière Internationale) peut répondre à vos besoins financiers n'importe où dans le monde. Les spécialistes IFM analysent votre situation et vous indiquent les options qui vous sont ouvertes, y compris les sources de financement non bancaires. Ils conçoivent ensuite un plan de financement adapté à votre position de change globale et vous aident à le réaliser.

□ Notre équipe Foreign Exchange Services (Conseil en matière de change) est votre lien d'information avec les marchés des changes tant pour les développements quotidiens que pour les tendances à plus long terme. Travaillant étroitement avec les cambistes de nos succursales à travers le monde, les membres de cette équipe adaptent leurs analyses et leurs services à vos besoins et intérêts particuliers. Ils vous conseillent également dans des domaines plus spécifiques tels que les opérations de change à très longue échéance (3-10 ans) ou lorsqu'il s'agit d'opportu-

nités de couverture inhabituelles.

L'accès à ces équipes spécialisées permet aux clients de Morgan de mieux identifier, comprendre et évaluer leurs risques et d'agir - à temps - sur les marchés des changes. Pour mieux connaître ces services, contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan, ou Eric Bourdais de Charbonnière, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 14 Place Vendôme, 75001 Paris.

Morgan Guaranty Trust Company, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France: 14, Place Vendôme, Paris (tél.: 260.35.60). Autres Succursales: Londres, Anvers, Bruxelles, Amsterdam (Bank Morgan Labouchère), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Madrid, St-Helier, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Séoul, Nassau, Buenos Aires. Bureaux de Représentation: Beyrouth, Sydney, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Sao Paulo, Caracas. Filiales Internationales: San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Ltd).

Banque Morgan

C.E.E. risque d'être retardé

Les membres du Conseil de l'Europe ont décidé de retarder la mise en œuvre de la réforme de la monnaie unique. Cette décision a été prise à l'unanimité lors d'une réunion à Paris. Les responsables de la Banque Morgan ont souligné l'importance de cette décision pour les entreprises qui opèrent dans la zone CEE.

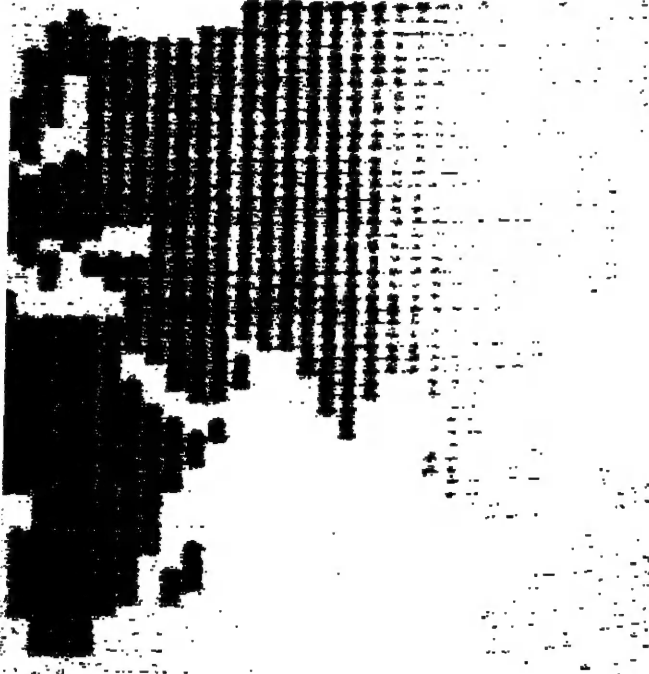
Les grandes banques

Les grandes banques européennes ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine des services financiers. Cette initiative vise à améliorer l'efficacité des services offerts aux clients et à réduire les coûts de gestion.

Le développement de l'économie

Le développement de l'économie est une priorité pour les gouvernements européens. Les banques jouent un rôle crucial dans ce processus en fournissant des financements adaptés aux besoins des entreprises et des États.

**naires peuvent
ut dans le monde.**



S SERVICES

Les services de la Banque Morgan sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques de chaque client. Que vous soyez une entreprise internationale ou une institution financière, nous avons l'équipe et les ressources nécessaires pour vous offrir le meilleur service possible.

tenaires

Les tenaires de la Banque Morgan sont des professionnels expérimentés qui travaillent en étroite collaboration avec les clients pour résoudre leurs problèmes financiers et optimiser leur gestion.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. POUVOIR

ÉTRANGER

1. AFRIQUE
- ZIMBABWE : M. Mugabe privilégie les contacts avec les Occidentaux.
- 3-4. EUROPE
- ITALIE : l'énus se resserre autour des Brigades rouges.
- 4-5. AMÉRIQUES
- CUBA : un million de personnes devant l'ambassade du Pérou.
6. ASIE
- AFGHANISTAN : selon le Sunday Times, le président Karmal est « virtuellement prisonnier des Soviétiques ».
- 6-8. PROCHE-ORIENT
- IRAN : les affrontements ont repris au Kurdistan.

POLITIQUE

9. M. Mitterrand réaffirme qu'il privilégie l'unité du P.S.
10. La réunion du comité central du P.F.R.

SOCIÉTÉ

12. RELIGION
- 13-14. ÉDUCATION
15. DÉFENSE
15. LES OBSEQUES DE JEAN-PAUL SARTRE
16. SPORTS
- MOTOCYCLISME : colère et effusion aux Vingt-Quatre Heures de Mans.

CULTURE

18. LE JOUR DE LA MUSIQUE : Utopopolis, de Claude Ploy.
20. RADIO-TELEVISION. — VU : animaux marins.

EQUIPEMENT

21. ENVIRONNEMENT : la récupération des déchets, chef d'une agriculture plus productive.

RÉGIONS

22. ILE-DE-FRANCE. — Septembre 1980 : la nouvelle gare de bus de Paris-Lyon. — POINT DE VUE : « Un déséquilibre qui ne cesse de s'accroître depuis quinze ans », par Michel Girard.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

23. L'Allemagne fédérale dispose-t-elle vraiment de ses énormes réserves de change ?
25. Lexique monétaire (I).
26. L'agriculture bulgare aux prises avec les « loix objectives de la société socialiste mère ».

ECONOMIE

41. CONJONCTURE. — Le déficit commercial français : la pétrole d'Espagne pas tout.
- 42-43. SOCIAL : dans une cité de Montreuil-la-Jolie (Yvelines), les jeunes Maghrébins dans la honte de l'expulsion.

RADIO-TELEVISION (20)

Annouces classées (27 à 40).
Carnet (15) : Journal officiel (17) ;
Météorologie (17) ; Mots croisés
(17) ; Programmes spectacles
(19-20) ; Bourse (47).

créez votre entreprise

A nous de vous aider
SIEGE SOCIAL
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETAIRAT
et démarches administratives
G.E.I.C.A.
56 bis, rue du Louvre Paris 2 - Tél. 296 41.12

38, RUE VANEAU (7^e)

En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 10 h à 19 h
550-21-26 - 743-96-96

Formation permanente

LECTURE RAPIDE
prochaines dates :
4-7-8 mai
27-28-29 mai
3-4-5 juin
Déplacements Paris-Provence
Documentation gratuite sur demande
CEFAF
56 bis, rue du Louvre
Paris 2 - Tél. 296 41.12

A B C D E F G

Au Yémen du Sud

Le président Abdel Fattah Ismail «démissionne» de ses fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire général du parti

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Abdel Fattah Ismail, chef de l'Etat du Yémen du Sud et secrétaire général du parti socialiste yéménite (communiste), a «démissionné» de ces deux fonctions, le lundi 21 avril. Il était pourtant, sans conteste, le plus populaire des dirigeants du pays, à la différence de son successeur, M. Ali Nasser Mohamed, personnage nettement plus effacé et suffisamment neutre pour avoir survécu à toutes les luttes entre les différentes fractions de l'axe gauche du Front national de libération (F.N.L.) et se maintenir à la tête du gouvernement depuis 1971. Sur le plan idéologique, celui des alliances avec l'U.R.S.S. et le Front arabe de la femme, d'un point de vue tactique (rapports avec le Yémen du Nord et l'Arabie Saoudite) rien, ou presque, ne séparait les deux hommes.

On ne connaît pas à M. Ismail de problèmes de santé de nature à motiver son brusque retrait de la scène politique. Or c'est ce qu'il a été invoqué à Aden et l'on estime à Beyrouth, dans les milieux d'extrême gauche liés au régime sud-yéménite, que le chef de l'Etat a été «limogé en douceur». On n'exclut pas, toutefois, qu'il parvienne à rétablir la situation à son profit comme il l'a déjà fait dans le passé.

Né à Aden en 1939, M. Abdel Fattah Ismail est issu d'une famille de paysans pauvres du Nord. De tels liens sont fréquents entre les deux Yémens : ils expliquent, dans le cas de M. Ismail, sa sensibilité à la situation au Yémen du Nord et son désir de sauter les occasions pour tenter de séduire les dirigeants de Sanaa, comme se l'a démontré au cours des derniers mois en imposant à l'opposition progressiste sud-yéménite réfugiée à Aden de se montrer conciliante envers le président Ali Abdallah Saleh, en vue de la détacher de l'Arabie Saoudite.

Ouvrier, puis instituteur, il milite dès l'âge de vingt ans dans le cadre du F.N.L. contre la présence britannique à Aden et se consacre à la lutte armée à partir de 1963. Ainsi, quand le Yémen du Sud accède à l'indépendance, est-il nommé ministre de la culture, de l'éducation et des affaires de l'unité yéménite, s'imposant comme le principal idéologue du pays.

M. Ismail choisit alors de jouer la carte du parti plutôt que celle du gouvernement et s'occupe de consolider ses positions au sein du F.N.L., dont il est déjà membre du comité exécutif et du comité central. En même temps, qu'il établit la prépondérance du parti et de la faire évoluer du nationalisme arabe vers le marxisme-léninisme.

Lorsque le président de la République de l'époque, M. Quthab Chabbi, réagit en se faisant arder avec ses alliés de l'axe gauche du F.N.L., M. Ismail est déjà suffisamment populaire pour que cela déclenche des manifestations qui entraînent le gouvernement à la libérer.

Une tentative ratée de prise de pouvoir en avril 1976 l'oblige à fuir : il se réfugie en Bulgarie et s'y fait soigner d'un ulcère dont on ne reparlera plus par la suite. Mais l'axe gauche s'accroît par M. Ismail est déjà suffisamment forte pour imposer, même en l'absence de celui-ci, un compromis au président Chabbi. M. Abdel Fattah Ismail fait mine de l'accepter, revient de Bulgarie

en août 1980, et moins d'un an plus tard participe au renversement de Chabbi (22 juin 1980). Membre du conseil présidentiel, secrétaire général du F.N.L., président du Conseil suprême du peuple, il partage alors le pouvoir avec M. Salem Robaye Ali, qui est président du conseil présidentiel, et donc chef de l'Etat. Il continue à miser sur l'appareil du parti plutôt que sur celui de l'Etat, ce qui, avec l'acharnement, de mars 1972 à octobre 1975, à l'unification de toutes les organisations politiques du Yémen du Sud et y réunissant avec la création de l'Organisation politique unifiée - Front national (O.P.U.F.N.), à laquelle il donne une orientation nettement marxiste-léniniste.

Devenu suffisamment fort, il entre en conflit avec M. Salem Robaye Ali, qui cherche à freiner le glissement de son pays vers l'Union soviétique. Mais, contrôlant le parti, M. Ismail se rend à Moscou et impose un alignement sur l'Union soviétique en accordant dans le conflit de l'Opagan le soutien du Yémen du Sud à l'Ethiopie, pays non arabe et non musulman, contre la Somalie, pays arabe et musulman. Il profite de l'assassinat du président nord-yéménite, M. Ahmed Ali Ghachemi (24 juin 1978), pour en faire assumer la responsabilité par son rival et l'éliminer, le faisant condamner à mort et exécuter.

A partir de là, M. Ismail est maître du pays : président du Conseil suprême du peuple, et devient, de ce titre, chef de l'Etat, secrétaire général du parti socialiste yéménite, qui s'est substitué à l'O.P.U.F.N., nommé général de l'armée bien que sans formation militaire, il contrôle les trois pôles du pouvoir.

Cette omnipotence ne paraît pas l'avoir mis à l'abri de toutes surprises. Il ne détiend plus du pouvoir que les apparences, puisqu'il devient président du parti, poste honorifique dans ce type de régime.

LUCIEN GEORGE.



LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE"

LE CARAVANSERAIL
FABRIQUE DES SOIES
LA GRANDE PARADE
DES IMPRIMERIES DE CHARMES
(depuis 18,50 F le mètre)
LE NOUVEAU CLUB
DES LAINAGES ORIGINAUX
LE COIN DES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES
(depuis 10 F le mètre)
L'ÉLÉMENT DES COTONS
SUISSES, SATINS, VOILES,
CRÊPES, TOUTES, ETC.
LA FAMILIÈRE BOUTIQUE
DES SOIERIES, DENTELLES,
LAINES, TISSUS BRODÉS
ET BROCHÉS

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



obscurateur

SARTRE
"L'homme, fait de tous les hommes, est un être qui se crée lui-même."

les ordinateurs à l'école

pourquoi? comment?
à suivre
dans la première revue qui répond à ces questions
EDUCATION & INFORMATIQUE



Abonnement 1 an 95 F - Librairie Fernand Nathan 9, rue Méchain 75016 Paris Cedex 14

L'ÉTAT DU PRÉSIDENT TITO EST « EXCEPTIONNELLEMENT GRAVE »

L'état de santé du maréchal Tito semble s'être encore aggravé ce lundi 21 avril. Laisant entrevoir qu'une issue fatale est imminente, les médecins ont en effet annoncé en début d'après-midi que son état était « exceptionnellement grave » et que « sa vie était menacée ».

LE FOOTBALLEUR OMAR SAHOUN MEURT AU COURS D'UN ENTRAÎNEMENT

Le joueur de football Omar Sahoun, est décédé lundi 21 avril, à Bordeaux, au cours d'un entraînement avec son club, les Girondins de Bordeaux. Ancien joueur du Football Club de Nantes, Omar Sahoun avait été six fois international dans l'équipe de France. (Âgé de vingt-cinq ans, Omar Sahoun était resté des sept ans au Football Club de Nantes, où il avait joué jusqu'à ce qu'il soit victime d'un accident cardiaque à Nantes en 1977.)

Après quelques mois de convalescence, il avait repris le chemin des stades et avait retrouvé la qualité de son jeu. Il avait notamment disputé le dernier match de championnat vendredi 18 avril, contre Brest, au cours duquel il avait inscrit le premier but de son équipe.

Dans le métro parisien

- LES NETTOYEURS CONTINUENT LA GRÈVE.
- LES TARIFS AUGMENTERONT DE 16 % LE 1^{er} JUILLET.

Les nettoyeurs du métro parisien sont en grève depuis un mois. Au cours d'une assemblée générale, réunie le samedi 19 avril à la Bourse du travail, ils ont décidé de continuer leur mouvement.

Les représentants de la C.F.D.T., qui soutient cette action, devaient rencontrer à nouveau ceux des directions des entreprises ce lundi 21 avril dans l'après-midi.

Un autre réunion, à l'Assemblée nationale, devait être organisée dans la matinée de ce même jour entre les représentants des différents syndicats nationaux, y compris cette fois la G.G.T., et ceux de l'ensemble des entreprises nationales de nettoyage et de maintenance. La G.G.T. a lancé une consigne de grève affectant principalement les gares de la S.N.C.F. du vendredi 18 au lundi 21. Elle se déclare disposée à accepter de se soumettre au mouvement.

Pour sa part, le Syndicat des Chemins de fer, au cours d'un débat, à l'ouverture, lundi, de la séance du conseil municipal de Paris, a la grève des nettoyeurs du métro, a déclaré que la situation était « très importante pour les Parisiens ». « C'est pourquoi, a-t-il dit, j'en appelle solennellement à nouveau au gouvernement, afin que soient données à la R.A.T.P. les instructions nécessaires pour que cesse ce conflit ».

M. Le Theule, ministre des transports, a déclaré que le conseil d'administration de la R.A.T.P. a décidé que les tarifs du métro parisien augmenteraient de 16 % au 1^{er} juillet prochain. Le prix du ticket vendra en carte de transport de 150 F à 175 F en deuxième classe et de 230 F à 270 F en première classe.

GRÈVES TOURNANTES DANS LES CENTRES DE CHEQUES POSTAUX

Depuis plusieurs jours, un mouvement de grèves tournantes se développe dans les centres de chèques postaux, notamment à Bordeaux, à Lyon et à Marseille depuis le vendredi 18 avril, et à Orléans, à Grenoble, à Montpellier, à Toulouse, à Rennes et à Rouen, ce lundi matin 21 avril. Les salariés de ce secteur, (vingt-cinq mille personnes, dont plus de 90 % de femmes) manifestent un certain mécontentement après la décision de l'administration de reporter d'un mois l'application d'une nouvelle organisation des congés - trois semaines libres sur quatre, un lieu de deux sur trois, et un jour de personnel il y a un mois, et dont la date d'effet avait été fixée au 19 avril.

Il semble qu'après le dépôt, par le ministère des P.T.T., d'un dossier sur ce sujet à l'Hotel Matignon, les services de M. Raymond Barre aient voulu disposer d'un délai supplémentaire pour examiner cette question, et ses répercussions éventuelles dans d'autres administrations. Il s'agit pourtant, fait observer la C.F.D.T., d'une directive qui ne perturbe pas la qualité des services rendus au public. En revanche, les grèves tournantes, si elles se développent fin avril et durant le mois de mai - durant en congés officiels, - risquent de paralyser les centres au cours des prochains semestres.

Le numéro de « Monde » daté 20-21 avril 1980 a été tiré à 545 085 exemplaires.

LES MESURES EN FAVEUR DE L'ILE DE BEAUTÉ

Les parlementaires corses sont reçus à l'Élysée pour faire le bilan des actions économiques

De notre correspondant

Ajaccio. — M. Valéry Giscard d'Estaing reçoit, le mardi 22 avril, à 11 h. 30, les parlementaires de la Corse, les présidents des quatre assemblées régionales et départementales et les maires d'Ajaccio et de Bastia (1). Plusieurs ministres et le délégué à l'aménagement du territoire assisteront à cette réunion destinée à faire le point de l'état d'avancement des mesures en faveur de la Corse dont les grandes lignes avaient été tracées par le président de la République lors de son voyage de juin 1978.

Fallait-il ou non décaler l'invitation du chef de l'Etat? La question ne s'est pas posée, sauf pour le parti communiste et les fédérations départementales de syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.). « Les élus radicaux de gauche vont-ils être cette caution de gauche que recherche tant le président, qui sait mieux que personne le discrédit de ses représentants directs? Le M.R.G. prendrait une lourde responsabilité devant les travailleurs en prêtant main forte aux fossoyeurs de la Corse, qui ont tenté d'écarter le mouvement populaire », a déclaré le P.C.F. Quant aux F.D.S.E.A. et au C.D.J.A. (Centre départemental des jeunes agriculteurs), ils ont souligné l'utilité de la rencontre, posant le préalable de la libération des prisonniers politiques, et constatant que la réunion n'a pas été préparée avec les syndicats.

De son côté, la fédération socialiste de Corse du Sud « n'admettra pas que la réunion soit l'occasion d'une politique de tromperie » et après avoir dit qu'il est vain de nier l'existence de la politique en Corse, a invité « les hommes de gauche à ne pas cautionner une politique de droite et de mépris ». Pour le mouvement autonomiste Union du peuple corse (U.P.C.), enfin, « cette rencontre prendra rang dans une liste interminable

d'opérations similaires restées sans bénéfice pour la Corse » avec « la même pièce en trois actes : transports, mise en valeur, emploi, ce qui signifie l'échec permanent ».

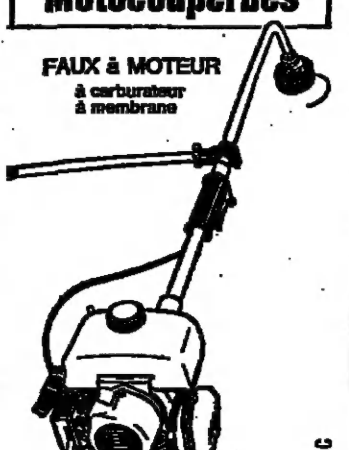
Résumons des sénateurs radicaux de gauche, MM. Filippi et Giacobbi, et du maire de Bastia, M. Zuccarelli : « Les intérêts de la Corse doivent être discutés avec tout gouvernement, à plus forte raison avec la plus haute autorité de l'Etat, le président de la République. Nous le ferons en toute indépendance ».

La séance de travail à l'Élysée autour du chef de l'Etat est placée dans le cadre d'un « travail de concertation », que M. Giscard d'Estaing avait souhaité, le 3 juin 1978 à Ajaccio dans son discours aux assemblées régionales, « voir se développer entre des partenaires traités comme responsables et égaux ». Des mesures annoncées alors, un certain nombre ont été appliquées d'autres ont été appliquées, d'autres vont l'être, d'autres ne sont encore qu'à l'état de projet.

Trente des quarante-huit nationalistes interpellés sont toujours emprisonnés à Paris. Dans un communiqué à la presse, ils viennent de déclarer : « On veut nous faire payer et condamner sans que l'on nous ait entendus ». Le chef du mouvement autonomiste FRANCIA, qui est, de toute évidence, à l'origine de la note soit instruite. Nous n'avons pas l'intention de nous prêter à ce simulacre de justice. La date du procès n'est pas connue. En revanche, le mardi 29 avril, s'ouvrira devant la Cour de cassation de l'Assemblée nationale, dont la plupart ont revendiqué leur appartenance au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Ce procès avait été initialement fixé au 22 avril, mais il a été reporté d'une semaine, lorsqu'un « est rendu compte que ce jour-là avait lieu la réunion à l'Élysée ».

PAUL SILVANI.

ECHO Motocouperbes



FAUX à MOTEUR à carburateur à membrane

Débroussaillieuses

- 7 modèles, 40 combinaisons.

PPK

45 Boulevard St-Denis 92400 COURBEVOIE ☎ 788-42-50

Demandez-nous l'Agent local

Achetez! Vendez! Discutez! En anglais

Notre cours intensif « Vie Professionnelle » débute le lundi 28 avril. Téléphonez à nos hôtesses : 325 41-37

International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris



Le test du poète assassin

Le test du poète assassin

Le test du poète assassin

Le test du poète assassin

Le test du poète assassin

Le test du poète assassin

Le test du poète assassin